

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## SOMMAIRE

### Chronique

**des événements mondiaux**.....page 3  
— Quelle est la signification des événements  
des 3 et 4 octobre à Moscou ?  
— *“Une grande bataille politique  
s'annonce en Europe”*

### Inde

Les plans du FMI se heurtent  
à la résistance des masses  
(Par F. Forgue).....page 35

### Palestine

— Aux origines de la partition de la Palestine  
(Par L. Gauthier).....page 73  
— Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale  
de 1946 à nos jours.....page 89

### Vie de l'Internationale

— IV<sup>e</sup> Internationale : après la reproclamation,  
la vie des sections .....page 117  
— Nouvelles de l'Entente internationale  
et du mouvement ouvrier.....page 123

**Questions nationales : ouvrons le débat**.....page 139  
(Belgique, Afrique du Sud, Algérie)

### Histoire

Joseph Weydermeyer : un des tout premiers défenseurs  
d'un parti ouvrier américain  
(Par Stan Phipps).....page 155

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Présentation

## SOMMAIRE

### Chronique

**des événements mondiaux.....**page 3

— Quelle est la signification des événements  
des 3 et 4 octobre à Moscou ?

— *“Une grande bataille politique s'annonce en Europe”*

### Inde

Les plans du FMI se heurtent  
à la résistance des masses

(Par F. Forgeue).....page 35

### Palestine

— Aux origines de la partition de la Palestine

(Par L. Gauthier).....page 73

— Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale

de 1946 à nos jours.....page 89

### Vie de l'Internationale

— IV<sup>e</sup> Internationale : après la reproclamation,  
la vie des sections .....page 117

— Nouvelles de l'Entente internationale

et du mouvement ouvrier.....page 123

**Questions nationales : ouvrons le débat.....**page 139

(Belgique, Afrique du Sud, Algérie)

### Histoire

Joseph Weydermeyer : un des tout premiers  
défenseurs d'un parti ouvrier américain

(Par Stan Phipps).....page 155

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- Chronique des événements mondiaux** ..... page 3  
— Quelles est la signification des événements des 3 et 4 octobre à Moscou ?  
— Une grande bataille politique s'annonce en Europe
- Inde**  
Les plans du FMI se heurtent à la résistance des masses  
(Par F. Forgue) ..... page 35
- Palestine**  
— Aux origines de la partition de la Palestine  
(Par L. Gauthier) ..... page 73
- Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1916 à nos jours ..... page 89
- Vie de l'Internationale**  
— IV<sup>e</sup> Internationale : après la réorganisation la vie des sections ..... page 117  
— Nouvelles de l'Internationale et du mouvement ouvrier ..... page 133
- Questions nationales : ouvrière le débat** ..... page 139  
(Belgique, Afrique du Sud, Algérie)
- Histoire**  
Joseph Weydemeyer : un des tout premiers défenseurs d'un parti ouvrier allemand  
(Par Stan Phipps) ..... page 155

# Chronique des événements mondiaux

## Présentation

Ce numéro de *La Vérité* est édité au lendemain de la journée internationale du 6 novembre. Cette journée, dont le principe a été arrêté par la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière (21-24 juin 1993, Paris), a été organisée dans plus de 70 pays sur le thème de la lutte contre la guerre, contre l'exploitation, contre les privatisations. Pour l'ensemble des organisations, militants, courants, qui inscrivent leur activité dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, cette journée internationale exprimait l'unité de combat des travailleurs et des peuples contre trois maux : guerre, exploitation, privatisation, découlant directement des plans décidés par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la CEE, bref, les états-majors communs à la classe des exploités à l'échelle internationale.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, sous des formes et dans des rapports qui varient selon les pays, sont partie prenante du processus de regroupement des forces sur le terrain de l'indépendance de classe à l'échelle internationale. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sous des formes appropriées, sont partie prenante, dans chaque pays, du combat pour aider à la constitution de représentations politiques indépendantes pour la classe ouvrière. Et cela, quelle qu'en soit la forme : renforcement de partis ouvriers indépendants constitués, combat pour aider à jeter les bases de nouveaux partis indépendants, ou combat à l'intérieur d'organisations existantes pour aider à la résistance contre l'intégration à l'Etat et au gouvernement.

Aux raisons communes à l'ensemble des militants qui ont assuré le succès de la journée du 6 novembre, s'ajoute, pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, une raison supplémentaire. La Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, en juin 1993, a décidé de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette reproclamation est fondée sur un constat : le programme sur la base duquel la IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée en 1938 a été vérifié par les événements. Ce constat, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale l'ont établi dans un rapport préparatoire à la conférence et dans des notes adoptées à cette conférence (lire *La Vérité* n° 5, février 1993, et n° 7, septembre 1993). Ce constat découle d'une analyse et débouche sur un objectif.

L'analyse : le système fondé sur la propriété des grands moyens de production entraîne l'humanité à sa perte. Incapable d'assurer un essor au développement des forces productives, il intervient au contraire comme une gigantesque machine à détruire les forces productives, engloutissant dans des activités parasitaires telles que l'économie de la drogue, l'armement, la spéculation, les capitaux soustraits à la production. L'objectif : le système de la propriété privée des grands moyens de production est irredressable, il doit céder la place à un système fondé à l'échelle mondiale sur l'appropriation collective des moyens de production, sur la propriété sociale organisée au plan politique dans la République universelle des conseils ouvriers. C'est la raison pour laquelle les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale combattent pour l'expropriation des expropriateurs, pour le socialisme à l'échelle internationale.

De cette analyse et de cet objectif, il nous faut mesurer la validité, à la lumière des développements de la situation mondiale des derniers mois. Cette chronique des événements mondiaux consacre une large part à l'examen des événements qui se sont déroulés les 3 et 4 octobre derniers à Moscou, et cela pour trois raisons.

D'abord, parce que les développements en cours en Russie sont au centre de toute la situation mondiale.

Ensuite, parce qu'à travers les convulsions engendrées par la tentative de restaurer le système fondé sur la propriété des grands moyens de production en Russie, s'exprime la faillite de ce système lui-même.

Enfin, parce que la IV<sup>e</sup> Internationale plonge ses racines dans toute la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, en particulier celle qui en octobre 1917 a vu la classe ouvrière chasser la classe des détenteurs du capital et des grands propriétaires fonciers.

De ce point de vue, accorder la plus large part dans cette chronique des événements mondiaux à la signification, non seulement russe, mais internationale des événements qui se sont déroulés les 3 et 4 octobre à Moscou, permet, en liaison avec cette appréciation, d'examiner les autres développements de la situation mondiale.

## Quelle est la signification des événements des 3 et 4 octobre à Moscou ?

Les événements des 3 et 4 octobre derniers ont frappé les premiers coups d'une nouvelle étape dans la dislocation de la situation en Russie. La violence même de la répression (1) suffit à mettre en évidence deux aspects essentiels de ces événements.

D'une part, il s'est agi d'un affrontement entre deux fractions de la nomenklatura, deux fractions de l'appareil d'Etat, entre des secteurs différents de l'armée. Fractions, secteurs partageant des positions politiques très voisines, voire identiques, sur les questions fondamentales de la société, mais se déchirant pour préserver leurs intérêts spécifiques.

D'autre part, les travailleurs, la jeunesse, le peuple sont restés à l'écart de ces affrontements. D'aucune manière, les chômeurs, les travailleurs victimes de l'inflation et du chômage n'ont eu le sentiment qu'ils pouvaient être représentés par l'une ou l'autre des fractions s'affrontant.

Les événements sanglants des 3 et 4 octobre se sont déroulés dans la plus extrême confusion. Jusqu'au bout, l'issue fut incertaine. Jusqu'au bout, au sein des unités chargées de donner l'assaut, il y eut hésitations, réticences, voire refus d'obtempérer. Il a fallu la prise de position déterminée de l'administration Clinton et de tous les pays capitalistes de la planète derrière Eltsine, pour faire basculer la situation en sa faveur.

Les événements des 3 et 4 octobre ne sont pas seulement un nouvel épisode sanglant dans les déchirements au sein de la bureaucratie restaurationniste au pouvoir en Russie. A travers les déchirements de ces fractions s'exprime plus fondamentalement l'incapacité de la nomenklatura de

rétablir la propriété privée des grands moyens de production en Russie sans que ce rétablissement ne débouche sur la dislocation du pays.

---

### "COMME D'HABITUDE"...

---

A travers cet épisode sanglant (qui en annonce d'autres), ce qui se manifeste, c'est l'impasse dans laquelle se trouve la tentative de rétablir, en Russie, la propriété privée des grands moyens de production. Et, au-delà de ce qui est en cause, c'est, à l'échelle mondiale, l'impasse du capitalisme lui-même. On se souvient du mot du Premier ministre de l'époque, lorsque le gouvernement russe dut renoncer, à l'été 1992, à la réforme du rouble : *"Nous voulions faire au mieux, et cela s'est terminé comme d'habitude."* Il semble que la nomenklatura — toutes ses fractions : celles qui se succèdent au gouvernement et dans l'opposition, celles qui, au pouvoir un jour, sont putschistes le lendemain — soit condamnée à chaque étape à *"vouloir faire au mieux"* et à constater ensuite que cela s'est *"transformé comme d'habitude"*.

Le rapport préparatoire à la Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (*La Vérité* n° 5, février 1993) a clairement caractérisé la période que nous vivons comme celle de la dislocation du marché mondial. Le déclin des forces productives, le développement du parasitisme économique, de l'économie de spéculation, de drogue et d'armement conduisent à une situation qui manifeste l'impuissance du système fondé sur la propriété des grands moyens de production à permettre un nouvel essor des

forces productives. La Conférence mondiale des sections a clairement établi que, dans ces conditions, la tentative des nomenklaturistes de tous bords au service du Fonds monétaire international d'insérer la Russie dans le marché mondial au moment même où celui-ci se disloque ne pouvait aboutir qu'à introduire des facteurs de dislocation supplémentaire dans la situation russe, en même temps qu'elle aggrave la situation de dislocation du marché mondial.

Revenant sur ces éléments, la Conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (lire *La Vérité* n° 7) a établi que la faillite du système capitaliste décomposé s'exprime de manière concentrée dans la situation russe. Les événements des 3 et 4 octobre confirment à l'évidence cette analyse. Pour en saisir le mécanisme, il faut revenir à l'échec de la "thérapie de choc" que le gouvernement Gaïdar avait tenté d'imposer un an plus tôt, au compte du Fonds monétaire international.

Que signifiait cet échec ? Dans une étude publiée dans *Le Monde diplomatique* (janvier 1993), le professeur Chossudovsky souligne que la "thérapie de choc" imposée par le gouvernement Gaïdar "interdisait toute possibilité de transition vers le capitalisme national organisé au profit d'une classe d'entrepreneurs russes" et qu'il a abouti à une chute annuelle de 27 % de la production industrielle. Parmi les effets de cette "thérapie de choc", il signale : "Une tiers-mondisation de la Russie ; des réformes copies conformes des programmes d'ajustement structurel imposés aux pays endettés d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ; (...) un programme cohérent ayant pour effet d'appauvrir de larges secteurs de la population ; la dollarisation des échanges et l'effondrement de la monnaie nationale."

Et M. Chossudovsky d'ajouter que "les réformes de 1987-1989 ont donc, loin d'encourager un capitalisme d'entrepreneurs, favorisé l'enrichissement, la corruption et le développement d'une "bourgeoisie de bazar". Oui, une "bourgeoisie de bazar", un capitalisme de bazar, qui aboutit à l'effondrement du

rouble, au pillage des ressources naturelles du pays et à la fuite des capitaux qui, dans les six premiers mois de l'année 1992, s'est élevée à 8 milliards de dollars, pour atteindre à la fin de l'année 11 milliards de dollars.

"Alors que sur fond de crise générale, des usines ferment en Europe et en Amérique du Nord, y a-t-il place pour un capitalisme russe intégré dans la division internationale du travail ?", interroge le professeur Chossudovsky. Poser semblable question, c'est déjà y répondre. De fait, le bilan de l'expérience Gaïdar, mais aussi le bilan de tous les gouvernements qui ont suivi, suffit à répondre à la question. Il n'y a pas place pour un capitalisme national russe dans le marché mondial disloqué, il n'y a place que pour le pillage, la spéculation, la désintégration de la société russe ; il n'y a place que pour la fermeture des usines, dont la Banque mondiale recommande de fermer près de la moitié, asphyxiant des villes et des régions entières.

---

### **"NOUS AVONS MATÉ LA MUTINERIE, NOUS ALLONS MATER L'INFLATION"**

---

De 1990 à 1993, la production industrielle en Russie a baissé de 40 %, tandis que les prix ont augmenté de 2 000 %. Les investissements ont reculé de 50 % en 1992. Quant au rouble, il s'échange désormais à raison de 1 300 roubles pour 1 dollar. "Une des causes principales de l'inflation est la dollarisation du pays par le biais des sociétés mixtes et de l'évasion massive des capitaux, ainsi que par le pillage des ressources grâce au double système des prix aux pratiques mafieuses. Les estimations de la fuite des capitaux en 1992 varient entre 15 et 30 milliards de dollars. Rappelons que la dette extérieure est estimée à 80 milliards de dollars." (*Le Monde diplomatique*, octobre 1993).

Au lendemain du 4 octobre 1993, le ministre des Finances, Boris Fiodorov, déclarait : "Nous avons maté la mutinerie, nous allons mater l'inflation." Mais il est plus facile de bombarder le Parlement que



de maîtriser les processus économiques, car ceux-ci ne relèvent pas de la seule volonté d'un secteur de la nomenklatura ou de l'initiative de quelques chefs militaires ou civils. Les processus économiques expriment la tendance fondamentale du capitalisme, à l'époque de sa décomposition impérialiste, à se dresser lui-même comme un obstacle au développement des forces productives.

Au lendemain des événements, l'ancien ministre des Affaires étrangères français, M. Roland Dumas, s'est prononcé pour que la communauté européenne "ait le courage de proposer un plan fort de type plan Marshall pour aider la Russie". Propos, bien évidemment, nullement désintéressé, et qui marque la tentative, au demeurant vouée à l'échec, de l'impérialisme français d'essayer de jouer un rôle face au poids dominant de l'impérialisme américain.

Mais, au-delà de l'anecdote, le fond du problème, c'est qu'il n'y aura pas de plan Marshall en Russie. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le plan Marshall a constitué un acte politique de l'impérialisme américain injectant des capitaux considérables en Europe pour y affermir la stabilité de l'ordre mondial, mais aussi pour participer à la reconstruction : sur la base des gigantesques destructions de la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction offrait un marché réel — bien que limité dans le temps — à l'impérialisme. Ce furent les "trente glorieuses"...

En 1993, il n'y aura pas de plan Marshall. Même les maigres prêts promis par le Fonds monétaire international ou les pays les plus industrialisés ne parviennent pas à leurs destinataires. Ainsi, à la mi-septembre, les pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) ont fait savoir que les 43,4 milliards de dollars promis il y a plusieurs mois au titre de l'assistance économique à la Russie ne seraient pas versés à la date prévue. Au même moment, le FMI devait annoncer le report à une date non précisée de la deuxième tranche d'un milliard et demi de dollars de facilités, conditionnant l'obtention de ce prêt par la Russie à sa capacité à réduire son déficit budgétaire à

10 % du produit intérieur brut, et à faire passer son inflation au-dessous de 10 %. Dans les deux cas, des objectifs hors de portée.

---

## LA "FORFAITURE" DE BORIS ELTSINE

---

Même les grandes puissances capitalistes qui avaient applaudi sans retenue à la sanglante répression de la Maison-Blanche s'inquiètent de la tournure prise par les événements en Russie depuis. Des élections convoquées au pas de charge pour le 12 décembre, une réforme constitutionnelle rendue publique à peine un mois avant le vote, une réforme constitutionnelle marquée par une hyper-concentration du pouvoir entre les mains du président, une hyper-centralisation de la Russie au détriment des entités administratives régionales et locales, la nomination à tous les niveaux de préfets directement nommés par Eltsine, et, pour couronner le tout : le renvoi à plus tard de l'élection présidentielle ! Tout cela fait beaucoup, même pour les plus inconditionnels. Le journal *Le Figaro*, pourtant pas bégueule d'ordinaire, s'inquiète de ce que Eltsine, en voulant "marier le prestige des démocraties et l'efficacité des dictatures", conduise la Russie à "l'éternelle anarchie", Eltsine lui-même devenant "un autre tsar". Quant au *Monde*, il souligne que "Boris Eltsine a tout simplement commis ce que dans un Etat de droit on nomme "forfaiture" ". Et de regretter : "Les démocraties occidentales pourraient au moins le constater."

La marche forcée d'Eltsine à une hyper-concentration du pouvoir doit être mise en relation avec le vide politique qui caractérise la Russie actuelle. Un vide politique que la prolifération de dizaines, voire de centaines de "partis politiques" ne suffit certainement pas à masquer.

Les partis politiques autorisés à se présenter aux élections de novembre partagent plusieurs caractéristiques communes : ils sont tous composés d'hommes politiques issus de la vieille nomenklatura ; ils recourent tout l'éventail des formations politiques existant avant les 3 et 4

octobre, y compris celles qui ont agi du côté de Routskoï et Khasboulatov (qui, parfois, ont modifié leur nom) ; ils ne font pas appel aux cotisations de leurs adhérents et vivent par conséquent des patrimoines conservés de l'ancien régime, ou encore des subsides que l'Etat veut bien leur accorder ; enfin, tous ces partis sans exception se prononcent pour les politiques de privatisation, pour la restauration de la propriété privée des grands moyens de production (cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas entre ces partis des nuances, des points de vue politiques différents, et même, on l'a vu les 3 et 4 octobre, les affrontements les plus violents).

Arkadi Volski, par exemple, présenté comme le responsable du parti du complexe militaro-industriel, se prononce ouvertement pour les privatisations dont il dit qu'elles "ne sont en rien un obstacle pour les bonnes relations avec les industriels" (interview à Troud, 26 février 1993). Souvent présenté par les médias comme un opposant à la politique procapitaliste d'Eltsine et avant lui de Gaïdar, Volski ne cache pourtant pas sa position : "Je n'approuve pas Gaïdar lorsqu'il dit que le but des réformes est de créer un marché et une classe de propriétaires, car cela n'est qu'un moyen." Le désaccord porte donc sur le fait de savoir si la constitution d'une classe de capitalistes est un moyen ou un but, mais ne porte pas sur le fait lui-même.

Volski précise : "Nous différons aussi fondamentalement sur le rythme des réformes. Sa hâte actuelle donne à penser que les réformateurs ne sont pas sûrs de leur avenir et qu'ils ont peur de ne pas pouvoir tout faire." (article paru dans la Pravda, 9 septembre 1992).

Il est significatif d'examiner par exemple ce qu'était le "programme" d'un Alexandre Routskoï avant sa chute des 3 et 4 octobre. Membre du Parti communiste d'Union soviétique depuis 1970, en même temps que Eltsine et tous les dirigeants actuels, Routskoï, élu vice-président avec Eltsine, n'hésitait pas, quelques mois avant les événements d'octobre 1993, à se comparer lui-même au ministre Stolypine de la Russie de 1910. Là enco-

re, le désaccord avec Eltsine ne portait pas sur les réformes procapitalistes, mais sur la manière de les faire. Routskoï déclarait par exemple :

*"L'année 1910 ressemble à ce que nous connaissons aujourd'hui. Les réformes libérales en Russie demandent un pouvoir fort (...). En 1910, la Russie s'est trouvée devant le même choix que celui que nous devons faire aujourd'hui : ou bien s'engager dans les réformes proposées par Stolypine (c'est-à-dire la réforme libérale avec un pouvoir fort) ou bien la révolution."* (interview à Sobesedenik, août 1992).

En réalité, tous les partis politiques constitués de 1990 à aujourd'hui ont en commun, suivant l'expression du dirigeant de l'un d'entre eux, Nicolaï Travkine (lui aussi membre du PCUS depuis 1970, puis fondateur du Parti démocratique de Russie dont il devient le président), "de ne pas être des partis normaux (...), d'être des partis minuscules". L'explication de cela tient à ce que tous, sans exception, ne sont que des rassemblements temporaires, hétéroclites, composites et changeants, de morceaux, de segments, de parcelles de la nomenklatura. Ce ne sont pas des représentations politiques en tant que telles, ce sont des regroupements d'intérêts variant avec les circonstances entre des secteurs de la nomenklatura qui cherchent par tous les moyens à préserver leurs privilèges, à garantir leur accès à une part de gâteau.

Quant au général Sterligov, complaisamment présenté durant les événements des 3 et 4 octobre comme partisan d'un "retour aux soviets", quel est son programme ? Ancien général du KGB, membre du comité de patronage du Front de salut national, il se prononce, dans une interview recueillie par *Argumenti y facti* de 1992, pour la constitution "de nouveaux soviets d'ouvriers et d'employés, organes de l'autogestion du peuple". Mais au-delà des mots, quel est le contenu de ces prétendus "soviets" ? Selon le général Sterligov, ils seront "chargés de contrôler la marche des réformes économiques et sociales", c'est-à-dire que, là encore, le désaccord ne porte pas sur les privatisations, sur la politique de démantèlement de la propriété sociale, mais sur

les moyens d'y parvenir. D'ailleurs, cette conception très particulière des "soviets" ressemble à s'y tromper aux faisceaux de Mussolini ou aux différentes variantes de corporatisme de Salazar ou de Franco, puisqu'il est proposé "qu'une assemblée soit constituée sur une base territoriale, professionnelle et nationale pour déterminer ce que sera l'Etat russe".

Sterligov, comme tous les autres, a été membre du Parti communiste d'Union soviétique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, bien qu'il ne nie pas son appartenance au PCUS, il tient à préciser : "Je considère que mon appartenance au KGB est la façon la plus noble de servir la patrie, le peuple (...). C'est en travaillant au KGB que j'ai véritablement servi le peuple russe."

Avant même les événements des 3 et 4 octobre, la fluidité entre les partis politiques était un phénomène parfaitement établi. Pour un oui, pour un non, tel groupe de nomenklaturistes, de mafiosi, se détachait d'un "parti" pour se rattacher à un autre "parti".

Au lendemain des événements des 3 et 4 octobre, le phénomène n'a fait que s'accroître, que s'accélérer. Les partisans de Routskoï et Khasboulatov d'hier se sont mués, pour les uns, en partisans ouverts et inconditionnels d'Eltsine, pour d'autres en "opposants de sa majesté". Cela s'est vu à la tête des partis politiques, et cela s'est vu aussi à la tête de nombre d'organisations dites syndicales, en fait anciens syndicats officiels tout juste reconvertis et établissant avec le pouvoir d'Eltsine les mêmes rapports de dépendance et de subordination qui rappellent ceux établis naguère avec la bureaucratie de Gorbatchev, de Brejnev ou de Staline.

---

### "LE VIDE DU POUVOIR"

---

On le sait, c'est d'abord et avant tout l'administration Clinton qui a sauvé Eltsine, c'est son appui ouvert à sa fraction qui a réglé le sort du conflit en Russie même. Mais au-delà des événements des 3 et 4 octobre, quel avenir ? Dès le 4

octobre, l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Jean-François Poncet, estimait que "le temps d'Eltsine est en train de passer", car selon lui "bien que Boris Eltsine sorte très nettement renforcé, (bien qu'il ait) gagné, il est l'homme qui transforme les victoires en défaites". Et l'ancien ministre de mettre en évidence que "l'opinion publique aspire à plus de fierté nationale, à de l'honnêteté dans les mœurs politiques alors que la corruption s'est développée, à de l'ordre et une lutte contre les mafias". D'où l'impuissance d'Eltsine, selon lui, à être "l'homme de l'avenir".

La frénésie avec laquelle Eltsine multiplie les mesures d'autorité et les oukases ne suffit pas à donner le change. Même M. Alexandre Arfionov, porte-parole de la présidence de la République russe, a illustré cette réalité avec un humour sans doute involontaire : "Le vide du pouvoir qui existait à l'époque de la dualité de pouvoir exécutif et législatif est maintenant rempli par les oukases du président Eltsine", a-t-il expliqué à l'Agence France Presse le 29 octobre. Et l'AFP de préciser :

*"La proximité du Kremlin est telle qu'un responsable du comité d'Etat chargé des questions juridiques confiait récemment à des journalistes que son département chargé de contrôler les décrets présidentiels "ne parvenait plus à faire face". Dans l'entourage présidentiel, on affirme aussi qu'avec cette "hémorragie" de décrets, il est devenu "impossible de vérifier la validité de la signature présidentielle" au bas des textes."*

Tous ces éléments ainsi que ceux évoqués au début de cet article suffisent à qualifier le caractère non démocratique du débat politique actuel en cours en Russie, le caractère antidémocratique du pouvoir, le caractère non représentatif des partis politiques. Surtout, est ainsi mis en évidence l'immense vide social et politique qui s'est créé sous la couche de la nomenklatura et de l'ensemble de ses représentations politiques.

Dans ces conditions, on retiendra de l'information suivante l'éclairage qu'elle fournit sur la situation actuelle. Un sonda-

ge vient d'avoir lieu dans l'importante ville de Rostov-sur-le-Don. A la question : faut-il enlever le monument de Lénine sur la principale place de la ville, 60 % des sondés ont répondu non. A la question : faut-il débaptiser les noms des rues portant le nom des dirigeants bolcheviks, Lénine, Sverdlov, Dzerjinsky, etc., 50 % ont répondu non. Retour à Lénine ?

Il serait exagéré de l'affirmer. Mais c'est surtout le rejet d'Eltsine qui s'exprime. Le sondage signifie : si Eltsine veut retirer les statues, alors nous sommes pour qu'elles restent ; si Eltsine veut débaptiser, nous sommes contre. Nous sommes contre parce que nous rejetons la politique d'Eltsine. Nous sommes contre parce que le fonds de commerce anti-Lénine, anti-communiste ne suffit plus à masquer la faillite du régime de la nomenklatura qui livre aujourd'hui le pays à un marché mondial disloqué.

En réalité, le coup d'Etat, car c'en est un, des 3 et 4 octobre est utilisé par l'impérialisme d'une part, et Eltsine d'autre part, pour tenter de rétablir l'unité de front de la nomenklatura. Pourtant, quelques jours à peine s'étaient passés, pour qu'à nouveau, par exemple sur la question agricole, on voie s'opposer brutalement et publiquement le président de la Banque centrale de Russie d'une part, et Eltsine d'autre part.

Quelques jours ont suffi pour que de nouveau, le gouvernement soit l'objet de toutes les critiques, de toutes les risées, et que les différentes fractions de la bureaucratie recommencent à tirer à hue et à dia.

---

### **"UNE ÉNORME MAFIA EN TOUTE LÉGALITÉ"**

---

Cette nomenklatura n'est pas une classe sociale, mais un rassemblement composite de groupes, de bandes, de gangs, chacun cherchant à tirer son épingle du jeu. La nomenklatura, c'est d'abord et avant tout le syndicat commun de toutes les mafias. Certes, dans un pays comme la

Russie, cela fait du monde. En soixante ans de stalinisme, la bureaucratie s'est constituée comme un énorme parasite social de millions et de dizaines de millions de membres à tous les niveaux. Mais, ces dizaines de millions sont un corps social au-dessus de la réalité de la société russe. Et comme ils ne sont pas soudés par des intérêts communs dans le processus de la production (comme peut l'être, plus ou moins, par exemple, la classe bourgeoise, ou à l'inverse la classe ouvrière), alors, c'est à qui préservera ses intérêts spécifiques. Et c'est pourquoi la nomenklatura, comme syndicat commun de toutes les mafias, est inévitablement vouée à se déchirer, à se disloquer, à nourrir perpétuellement en son sein les conflits et les guerres, une guerre des gangs permanente. Le règne de la nomenklatura, c'est le gouvernement de Chicago dans les années 1920.

Le principal développement social que connaît la Russie depuis plusieurs années n'est pas celui d'une nouvelle classe de capitalistes et d'entrepreneurs ; c'est le développement de la mafia. L'hebdomadaire français *Courrier international* écrit à ce sujet (8 juillet 1993) :

*"Le phénomène mafieux dans l'ex-URSS a précédé l'implosion de l'empire (...). La décomposition — déjà en cours sous Brejnev — de l'énorme machine bureaucratique, avec son système de corruption institutionnalisée, est en effet la principale cause aujourd'hui du "succès" des mafias (...). Le système mafieux est d'abord le fonctionnement de réseaux "d'entraide", hiérarchisés, obéissant à des lois, avec des "sanctions", cooptant ses membres, ceux-ci tirant leurs "revenus" précisément de leur appartenance au réseau (...). Quelle était la nature de l'Etat soviétique, et comment fonctionnait-il ? Justement comme une énorme mafia, mais en toute légalité. Sa décomposition enleva peu à peu ce vernis institutionnel qui le recouvrait (...). En fait, ce qui manquait à ces mafieux pour donner libre cours à leur talent et leur imagination, c'est une économie de consommation et de libre échange."*

La relation entre la mafia et la nomenklatura est effectivement ancienne. Comme l'écrit l'hebdomadaire allemand *Der*

Spiegel, du même mois de juillet 1993 :

*“Les imbrications entre appareil d'Etat et mafia existaient auparavant, mais la morale délabrée des officiels et dignitaires du régime n'attirait pas l'attention générale. Les apparatchiks du PC s'approprièrent frauduleusement des biens en quantité industrielle sans rien risquer. Les contrées éloignées de l'empire soviétique étaient jusque dans les années 1970 organisées selon une hiérarchie très stricte de type mafieux. C'était, on le sait, le cas en Azerbaïdjan et dans d'autres régions et républiques.”*

Bien évidemment, l'ouverture au marché a eu un effet accélérateur et de développement exponentiel de ces processus. On estime à 140 milliards de roubles le chiffre d'affaires réalisé pour la seule année 1991 par les différentes mafias et bandes criminelles identifiées comme telles. En 1993, et avant les événements des 3 et 4 octobre, plus de 30 000 policiers, soldats et fonctionnaires de l'administration faisaient l'objet d'une enquête pour corruption. La réalité, on s'en doute, est beaucoup plus ample. Selon une communication du ministère de l'Intérieur, en 1992, 13 000 policiers sont “*passés à l'ennemi*”, c'est-à-dire dans les rangs de la mafia. 13 000 officiellement, combien de dizaines de milliers ayant une double appartenance ?

Dans la seule région du Kazakhstan, c'est une surface de 4 500 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent d'un département français, qui est cultivée en cannabis. Ce développement de la mafia nourrit la polarisation sociale extrême qui s'accroît de jour en jour en Russie. Selon le journal *WE-MY*, la disparité entre les revenus les plus élevés et ceux des plus démunis est de l'ordre de 1 à 15 000 en Russie, l'éventail des revenus (encore s'agit-il là des revenus officiels) allant de 4 à 60 000 dollars par mois. Si l'on prend en compte, toujours selon le même hebdomadaire, le niveau de revenu à partir duquel on peut vivre correctement en Russie, soit 400 dollars par mois et par personne, alors ce niveau est atteint par 2 à 3 millions de Russes, c'est-à-dire 1 % de la population. Ceux qui sont considérés comme riches avec 2 000 à 3 000 dollars par mois de revenu constituent 0,01 % de la popula-

tion, soit 20 000 à 30 000 personnes. Enfin, quelques dizaines de personnes dans le pays sont considérées comme incontestablement riches, y compris du point de vue des normes internationales. Ces hommes d'affaires, ces actionnaires, ces agents immobiliers, ces trafiquants de toutes sortes, généralement issus de l'ancienne nomenklatura possèdent entre autres plusieurs millions de dollars, et encore la part non officielle de leur revenu atteint 44 % de leur montant officiel.

Parallèlement au développement de cette mafia sans foi ni loi, la consommation de drogue ne cesse de croître. Plus de 200 000 sur les 5 millions de personnes habitant Saint-Pétersbourg sont considérés comme des consommateurs réguliers de narcotiques, et la proportion ne cesse d'augmenter selon les chiffres officiels. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre d'affaires criminelles augmente de 35 % par an. “*Nous faisons face à un processus de criminalisation de la population*”, a déclaré un officier chargé des enquêtes criminelles au ministère de l'Intérieur (dépêche AFP, 8 septembre), et il a donné le chiffre de plus de 30 000 meurtres par an pour la seule année 1993 comme une hypothèse si la situation ne change pas. Ainsi se développent la criminalité, la prostitution, le trafic de drogue et aussi les richesses d'une poignée de spéculateurs et de trafiquants.

Mais ce développement social ne suffit pas à régler la situation sociale de toute la nomenklatura, de tous ses secteurs, de toutes ses composantes. En ce sens, on peut sans nul doute dire que dans la prochaine période qui s'ouvre en Russie, de nouveaux développements majeurs de la crise se nourriront des contradictions suivantes :

— Contradiction entre, d'une part, l'aspiration de chaque couche et fraction de la nomenklatura à trouver une place au soleil dans le pillage généralisé du peuple russe, et, d'autre part, le nombre limité de possibilités qui existent de satisfaire ces aspirations. Donc, crises d'éclatement entre différentes fractions de la nomenklatura, différentes couches. Il y aura de nouvelles tentatives de putsch, de coup d'Etat,

des éléments tendant à une situation de guerre civile.

— Contradiction majeure reliée à celle-ci : la situation de la hiérarchie militaire, qui de tous les secteurs de la nomenklatura est celui qui aujourd'hui a le plus de difficultés à se reconvertir socialement. Plus que les autres secteurs de la nomenklatura, l'armée, qui naguère était un pilier, bénéficiant de budgets gigantesques, subit aujourd'hui les conséquences politiques, morales, économiques, financières et sociales de la décomposition du régime.

— Troisième contradiction : dans cette situation, les éléments de dislocation, de sécession, et aussi de confrontations entre les peuples seront de plus en plus utilisés par les différents potentats locaux, véritables "seigneurs de la guerre", pour attiser des guerres et des tensions et développer sur le territoire de la Russie ou de l'ex-URSS des processus à la yougoslave.

— Enfin, bien évidemment, contradiction sociale majeure entre la classe ouvrière et la paysannerie qui n'acceptent pas de se laisser détruire, et les plans du Fonds monétaire international de destruction des forces productives que toutes les couches de la nomenklatura veulent mettre en œuvre.

---

### "DÉFENDRE LES INTÉRÊTS VITAUX"... MAIS DE QUI ?

---

Significativement, quelques semaines seulement après les événements des 3 et 4 octobre, l'une des premières décisions majeures du gouvernement Eltsine aura été d'adopter ce que l'on appelle "la nouvelle doctrine militaire". Celle-ci est fondée sur une politique ouvertement agressive d'intervention à l'extérieur, notamment dans les conflits de la région, en même temps que la Russie s'oppose à l'entrée d'autres pays de l'Europe de l'Est dans l'OTAN tant qu'elle même n'en fera pas partie. De toute évidence, cette nouvelle doctrine militaire est une concession faite à la hiérarchie militaire. Celle-ci a hésité

dans la position à adopter les 3 et 4 octobre. Si elle a finalement basculé du côté d'Eltsine, c'est d'abord et avant tout parce que c'était du côté de l'impérialisme américain, et que la hiérarchie militaire se situe évidemment dans ce camp.

Mais ses hésitations se nourrissent d'abord et avant tout du malaise et même de la crise de désagrégation qui frappe l'armée russe et va s'accroissant ces dernières années. Il y a eu le traumatisme de la guerre d'Afghanistan. Il y a, parallèlement à l'ouverture au marché et à la tendance à transformer la Russie en colonie américaine soumise à la dollarisation forcée, une dégradation de la situation de l'armée. Ses effectifs ont diminué de 200 000 hommes en 1992, et la loi prévoit de les réduire d'un million d'ici 1995. Cela dans un pays qui connaît un développement considérable du chômage ! Interviennent aussi dans la crise de la hiérarchie militaire la frustration du sentiment national et le spectacle visible de l'affaiblissement de la place de la Russie dans le maintien de l'ordre mondial.

La nouvelle doctrine militaire du gouvernement Eltsine entend donc rétablir la place de la Russie dans l'ordre mondial, en particulier dans la préservation de l'ordre mondial à l'échelle de la région. Depuis plusieurs mois, et de manière grandissante, la Russie est confrontée très concrètement à la question. Plus de 20 000 soldats russes participent de fait à la guerre en Géorgie. Depuis plusieurs mois également, les troupes de la CEI stationnées au Tadjikistan sont passées sous le contrôle russe, et c'est donc sous contrôle russe qu'elles interviennent dans les conflits de cette région. Mais depuis plusieurs mois, les pressions s'accroissent dans la presse et dans les milieux politiques pour un engagement plus grand encore de la Russie dans ces conflits.

En août 1992, T. Migranian (à l'époque l'un des responsables de l'Institut d'études politiques et économiques international de l'Académie des sciences de Russie) écrivait dans la *Rossiskaya Gazetta* :

*"Traditionnellement, la Transcaucasie présente un intérêt particulier pour nous*

*(...). La Russie ne peut tout bonnement pas l'abandonner car cela remettrait en cause sa présence dans l'ensemble du Caucase (...). Il est donc de l'intérêt de la Russie de soutenir militairement et politiquement l'Iran et l'Arménie."*

Quelques mois plus tard, un autre spécialiste russe des affaires militaires et stratégiques, Pavel Felgengauer, écrivait (*Nezavisimaïa Gazetta*, novembre 1992) :

*"Ou la Russie contrôlera le Caucase, ou le Caucase contrôlera la Russie. La zone du Nord-Caucase fait partie des intérêts vitaux de la Russie. Aussi l'ordre doit-il y être rétabli."*

Elsine lui-même, en 1992, lançait une mise en garde aux républiques d'Asie centrale : *"Après avoir amorcé une coopération avec leurs voisins d'Asie au détriment de la Russie, les républiques d'Asie centrale ont compris que c'était une erreur stratégique."* Et de fait, ce rôle de gendarme, la Russie le joue en Géorgie, au Tadjikistan, et elle est prête à le jouer ailleurs.

A propos de la situation au Tadjikistan, Alexandre Golts, dans un article de juillet 1993 (dans la *Krasnaïa Zvezda*), allait jusqu'au bout de cette logique empruntant directement à l'arsenal du néocolonialisme. Il faut, écrivait-il, *"maintenir la présence militaire, mais en se montrant plus décidé et en jouant les gendarmes de tout l'espace post-soviétique (...). Il est ici question de contraindre à la paix en utilisant la force si nécessaire."* Il faut, ajoutait-il, *"adopter le langage des ultimatums"*. Répondant par avance à une objection, Golts ajoutait : *"Certains diront que ce sont des actions impérialistes non civilisées et qui enfreignent la souveraineté d'Etats nouveaux et indépendants."* A quoi il répond : *"La souveraineté demande une maturité élémentaire. Si elle fait défaut, ceux dont les intérêts sont lésés (que ce soit par des menaces sur la vie de leurs compatriotes ou la sécurité des frontières) ont toutes les raisons d'agir."* On reconnaît là les vulgaires accents de l'impérialisme lorsqu'il veut justifier ses interventions militaires, par exemple dans ses anciennes colonies d'Afrique. Une comparaison qui ne dérange pas Golts, lequel précise :

*"La Belgique et la France ne perdent pas un instant pour envoyer leurs parachutistes au Zaïre lorsqu'un nouveau conflit éclate dans ce pays. En trouvant cela parfaitement civilisé. Quand les bornes sont dépassées, elles le sont aussi bien en Afrique qu'en Géorgie ou au Tadjikistan."*

Bien évidemment, ces interventions de la Russie doivent se faire au compte de l'ordre mondial dominé par l'impérialisme, et au premier chef l'impérialisme américain. Golts précise :

*"Idéalement, il serait indispensable d'associer toute la communauté internationale à ces efforts (...). Mais si on ne prend pas rapidement des décisions politiques claires à ce sujet, l'autorité de notre pays subira un préjudice important. Et pas seulement au plan international. Cela sapera aussi la confiance dans l'Etat russe à l'intérieur même de la Russie."*

Certes, certes, certes.

Mais il y a dans cette construction une évidente contradiction, lourde demain de nouveaux conflits. La place que certains voudraient ainsi assigner à la Russie dans le maintien de l'ordre régional s'apparente au rôle politique et militaire d'une puissance impérialiste défendant ses intérêts propres. Mais, bien qu'héritière de l'empire des tsars, et en dépit de la politique de domination et d'oppression imposée à tous les peuples de la région par la bureaucratie stalinienne durant soixante ans, la Russie n'est pas une puissance impérialiste, du moins au sens contemporain du terme, celui de l'impérialisme comme "stade suprême du capitalisme", et aussi son stade de décomposition. De par sa place économique, de par sa place sur le marché mondial, la Russie n'est pas en situation d'établir des relations de type impérialiste avec les pays d'Asie centrale ou du Caucase. Elle n'est pas en situation, par exemple, de piller leurs ressources naturelles par le biais de l'économie de la dette (d'autres s'en chargent directement, comme par exemple la France au Kazakhstan). Elle ne peut donc agir dans ces régions au plan militaire et diplomatique qu'en tant que relais de la politique de l'impérialisme et à condition de se soumettre à lui.

Et là, deux éléments s'entrechoquent. D'une part, l'impérialisme, s'il est disposé à utiliser la Russie comme un gendarme régional (et il en a besoin, car il ne peut à lui tout seul assurer directement le maintien de l'ordre dans toutes les régions du monde), entend le faire dans des limites bien précises et sous son contrôle. Ainsi, dès le 3 octobre, le secrétaire général de l'OTAN, M. Woerner, a mis en garde les gouvernants russes sur le fait "qu'ils auraient plus à perdre qu'à gagner s'ils retournaient à une politique expansionniste" (AFP, 3 octobre 1993).

Le même point de vue s'était, peu de temps auparavant, exprimé dans un éditorial du *New York Times* intitulé "Danger dans la zone frontière" :

*"Washington ne veut pas (...) soutenir une doctrine Monroe à la russe qui donnerait à Moscou le droit recherché aujourd'hui par ses diplomates d'intervenir "sur ses frontières proches" (...). La pression monte en Russie pour l'intervention pour éteindre les foyers en cours. Mais la Russie ne peut attendre un soutien international et encore le consentement des bénéficiaires présumés sans démontrer qu'on peut lui faire confiance. Elle est loin de le faire en Géorgie."*

On observera que lorsque ces lignes étaient écrites, elles visaient en particulier l'engagement des troupes russes aux côtés des troupes abkhazes contre les troupes de Chevardnadzé en Géorgie. C'était au début de l'automne 1993. Répondant aux injonctions de ses maîtres de Washington, la nomenklatura a, à l'occasion des événements des 3 et 4 octobre, totalement réorienté sa politique géorgienne de manière à soutenir Chevardnadzé et ainsi à donner des gages à l'impérialisme américain. Ce qui n'a pas échappé à sa vigilance. Le 8 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU, avec l'hypocrisie qu'on lui connaît, s'est "félicité" du fait que la situation des lignes de communication en Géorgie "se soit améliorée à la suite de l'action de la fédération de Russie". Une manière détournée d'approuver l'engagement militaire de la Russie aux côtés de Chevardnadzé. La dépêche de presse (AFP, 9 novembre) qui rapporte cette information ajoute toutefois : "Des diplo-

*mates occidentaux ont affirmé que la déclaration de M. Jésus (président en exercice du Conseil de sécurité ! Cela ne s'invente pas ! — NDR) agréée par les 15 membres du conseil n'était pas destinée à "donner une bénédiction" implicite de l'ONU à toute éventuelle intervention russe dans le territoire de l'ex-Union soviétique. Elle s'applique exclusivement au cas particulier de la situation en Géorgie occidentale."*

Cependant — et c'est là que se noue la contradiction —, les secteurs de la hiérarchie militaire et de la nomenklatura à qui Eltsine entend donner des gages voudraient bien mettre en œuvre "une doctrine Monroe à la russe" qui ferait du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Est de l'Europe le jardin privé des intérêts russes. Mais il ne peut y avoir de jardin privé des intérêts russes comparable au jardin privé des intérêts américains que l'impérialisme américain entend depuis plus d'un siècle imposer en Amérique centrale et latine. Cela parce que les rapports de domination diplomatiques, politiques et militaires de type impérialiste et colonialiste sont inséparables des rapports de pillage et de domination économiques qu'incarne l'impérialisme. Entre cette aspiration des secteurs de la nomenklatura et de la hiérarchie militaire, d'une part, et la nécessité pour l'impérialisme américain, d'autre part, de contenir ces aspirations dans un cadre conforme à ses intérêts propres, il y a source de conflits appelés à se traduire au sein même de la Russie dans de nouveaux aiguïsements et de nouveaux développements de conflits entre différents secteurs de la bureaucratie, de la nomenklatura, de la hiérarchie militaire.

Ainsi se préparent de nouvelles guerres dans cette région du monde. Le morcellement et les antagonismes ne peuvent que se développer. Une véritable union ou une véritable coopération entre les peuples de la région ne peut être fondée sur l'oppression, le rapport de forces, le pillage, les rapines. L'ordre actuel ne fait que prolonger en crise ouverte l'oppression et le pillage bureaucratiques. La différence réside en ceci : naguère, le chauvinisme grand-russe était utilisé comme un ciment de la domination bureaucratique contre



toutes les autres nationalités. Aujourd'hui, l'éclatement de la bureaucratie en différentes cliques, couches, fractions, mafias, fait de chaque mafia, chaque fraction de la nomenklatura un segment cherchant à établir pour son propre compte semblables rapports d'oppression et de pillage. Cela, dans le contexte plus général de l'instabilité de l'ordre mondial et de l'ordre régional. L'impuissance de la nomenklatura à stabiliser la situation dans le pays, expression de l'impuissance du système de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange à assurer un développement des forces productives, ne peut que conduire à de nouvelles phases d'instabilité, de conflits, d'affrontements.

Seule la classe ouvrière n'a aucun intérêt au maintien et au développement des rapports d'oppression et de guerre. Seuls des pouvoirs politiques fondés sur les intérêts de la classe ouvrière seront à même de stabiliser des relations égales, harmonieuses et de coopération entre tous les peuples, petits ou grands, de la région. Seule la classe ouvrière peut garantir la paix.

---

## CE QUI DOMINE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Tous les commentateurs, même les plus favorables à Eltsine, n'ont pu ignorer le fait que le peuple a été le grand absent des événements des 3 et 4 octobre. Ni le camp d'Eltsine, ni celui de Routskoï-Khasboulatov ne pouvaient d'aucune manière se prévaloir d'un soutien populaire. Cet absentéisme politique de la classe ouvrière ne saurait être assimilé à une quelconque passivité. Un militant russe explique :

*"Beaucoup de gens parlent de la passivité de la classe ouvrière en ce moment en Russie, explique K. C'est vrai qu'on peut parfois avoir cette impression, mais à mon avis cette passivité n'est qu'extérieure. A l'intérieur, il y a une résistance de fait, même si les travailleurs ne savent pas toujours comment l'exprimer. Lors des événements des 3 et 4 octobre, dans ma province, tous les travailleurs disaient :*

*de toute façon, ce sont les mêmes dans un camp et dans l'autre. Mais cela, ce n'est pas avoir une position passive, c'est déjà une position politique. La question essentielle pour tout le monde ici, c'est comment survivre. Quand un travailleur se pose cette question, et qu'en même temps il voit cette lutte sanglante au sommet, sa réaction instinctive c'est de se dire : qu'ils s'exterminent les uns les autres. Moi-même, quelquefois, face à la politique d'Eltsine, il m'est arrivé de ressentir une sympathie fugitive pour tel ou tel groupe d'opposition. Mais quand je vois ces portraits mêlés de Staline, de la Vierge Marie, du tsar, alors il est évident qu'il s'agit de la lutte pour le pouvoir, et que ces gens-là trahiront toutes leurs promesses et leurs engagements, comme Eltsine avant eux a trahi tout ce qu'il avait dit. Je crois que beaucoup de travailleurs raisonnent comme cela, mais ils sont prêts à agir. Dans ma région, il y a eu une grève d'enseignants contre les salaires très bas."*

Il y a d'une certaine manière des lois historiques qui s'expriment. Certes, c'est un fait. Les représentants officiels du mouvement syndical ont, pour la plupart, dans la dernière période, apporté leur soutien à Eltsine. Mais chaque jour qui passe voit un décalage grandissant entre ce soutien, et les aspirations et le point de vue, l'état d'esprit des travailleurs. Un mois très exactement après les événements des 3 et 4 octobre, deux des principales organisations syndicales de mineurs, connues pourtant pour le soutien politique de leur direction à Eltsine, lançaient un mot d'ordre de grève dans la région de Vorkouta et dans le Kouzbass.

Que signifient ces grèves ? Elles signifient que la classe ouvrière russe n'est pas prête à subir sans réagir. Qu'il s'agisse des mineurs n'est pas pour surprendre. En 1989, puis 1990, puis 1991, les mineurs avaient été les premiers à déclencher des grèves spontanées. Dès juillet 1989, le mouvement de grève des mineurs en Russie et en Ukraine était le mouvement social le plus important qu'ait connu l'URSS depuis 1920, touchant des centaines de milliers de mineurs. Certes, ensuite, des organisations se sont constituées qui ont chapeauté en quelque sorte le mouvement. Des dirigeants se sont

dégagés, qui sont ceux-là mêmes qui ont dans la dernière période apporté leur soutien à Eltsine. Et pourtant, moins d'un mois après les 3 et 4 octobre 1993, c'est la grève. Durera-t-elle, sur quoi débouchera-t-elle ? Il est impossible de le prévoir. Mais ce mouvement en annonce nécessairement d'autres. Il indique que le conflit majeur qui se prépare en Russie aujourd'hui se situera sur le terrain de classe. La classe ouvrière russe, c'est un fait, s'est en quelque sorte manifestée dans la dernière période en creux, en s'abstenant par exemple de prendre position dans l'affrontement entre Eltsine et Routskoï-Khasboulatov (à la différence de la tentative de putsch de 1991 où il y avait eu prise de position partielle, mais réelle, de secteurs de la classe ouvrière).

Ce qui domine pour l'instant dans la classe ouvrière russe, c'est le rejet de toute cette politique, des uns et des autres, de toutes les couches de la nomenklatura, sans pour autant que se dessine une perspective en positif. Cependant, même cela n'est qu'un épisode temporaire de la lutte. D'autres étapes se préparent.

---

## LE BULLETIN RUSSE DE L'ENTENTE

---

Sur le terrain qui leur est propre, les militants ouvriers russes qui viennent de se constituer en comité de rédaction du Bulletin russe de l'Entente internationale l'ont fait pour qu'ils se préparent à ces nouvelles étapes. Dans la résolution constitutive de leur comité de rédaction, ils déclarent :

*“Les soussignés ont décidé d'entreprendre la publication du Bulletin d'information de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (fondée à Barcelone en 1991) en langue russe. Dans le premier numéro, nous voudrions évoquer la II<sup>e</sup> Conférence mondiale qui s'est déroulée en juin de cette année à Paris, après un rassemblement de près de 10 000 personnes à Paris, dans la salle du Zénith, pour protester contre la guerre, l'exploitation et la privatisation. Des représentants de 80 pays du monde, d'organisations ouvrières diverses y ont participé.*

*En organisant cette Entente et en participant à son activité, ils entendent contribuer au développement autonome du mouvement ouvrier et à sa capacité à prendre conscience de ses intérêts spécifiques propres afin de parvenir à leur réalisation.*

*Nous sommes d'accord avec ces tâches fondamentales, et nous avons décidé de constituer un comité de rédaction russe et d'éditer en langue russe un bulletin consacré aux problèmes ci-dessus énumérés. Y participent des militants d'organisations aux orientations politiques diverses.*

*Ce bulletin éclairera tant l'activité de l'Entente internationale que la situation du mouvement ouvrier dans le monde, en particulier en Russie. Nous partons du fait que les travailleurs du monde entier sont confrontés à des problèmes communs et identiques, et d'abord au développement, sous l'égide du FMI, d'un processus mondial de privatisation des secteurs fondamentaux de l'économie qui engendre :*

*— la destruction de secteurs entiers de l'économie ;*

*— le chômage massif,*

*et menace tout le système étatique de protection sociale, comme l'existence même des organisations ouvrières.*

*Ce bulletin sera publié une fois par trimestre et éclairera, en s'appuyant sur des faits, les conséquences des processus ci-dessus énumérés dans divers pays du monde ; il informera sur l'expérience de construction d'organisations ouvrières indépendantes, en particulier dans le cadre de l'activité menée en ce sens par l'Entente internationale des travailleurs.*

*Comité de rédaction : Cyrille Bouketov, Boris Ikhov, Vladimir Kostylev, Konstantin Soumnitelny, Boris Kravtchenko, Galina Rakiiskaïa, Jean-Jacques Marie.”*

---

## “DANS LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS” ?

---

Nous avons établi dans la Conférence mondiale de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale à quel point l'impasse de la situation en Russie était l'expression de la

condamnation sans appel du régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. Nous avons établi que l'action actuelle de la nomenklatura ne fait que poursuivre l'action de la bureaucratie stalinienne depuis plus d'un demi-siècle. Car en fait, les dirigeants nomenklaturistes avaient déjà, depuis des décennies, confisqué la propriété sociale à leur seul privilège. Aujourd'hui, en cherchant à insérer la Russie dans le marché mondial au moment même où celui-ci se disloque, en cherchant à restaurer le capitalisme au moment même où le capitalisme s'effondre, ils cherchent en fait à introduire de manière aggravée la destruction des forces productives en Russie même. Et c'est cela qui débouche sur la crise actuelle.

Reste une question que nous formulons de la manière suivante : dans quelle mesure l'affirmation de Léon Trotsky en 1936 selon laquelle *"la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété, dans la conscience des travailleurs"* est-elle toujours exacte ? A cela, il faut tenter d'apporter une réponse fondée sur les faits. Les rapports de propriété ? Certes, il y a le démantèlement, les fermetures d'usines et les licenciements, les processus de privatisation (encore qu'ils ne touchent d'abord et avant tout que le petit commerce et l'industrie légère). Mais il est un fait que pour l'essentiel, aujourd'hui encore, les rapports de propriété en Russie relèvent de la propriété d'Etat. Il est un fait que, aujourd'hui encore, des dizaines, voire des centaines de millions de travailleurs sont employés dans de gigantesques usines qui appartiennent à l'Etat, et qui, de l'aveu même de tous les observateurs, ne sont pas à la veille d'être privatisées (un responsable du patronat ouest-européen vient d'évaluer à plusieurs dizaines d'années le temps nécessaire, selon lui, avant que l'appareil productif soit majoritairement privatisé en Russie).

Mais cela n'est qu'un volet de la question. Les rapports de propriété incluent également, particulièrement en Russie, les institutions sociales qui sont liées à la propriété d'Etat. Un réseau complexe qui relie à chaque entreprise dix, vingt, trente,

cinquante, cent institutions, des crèches, des dispensaires, des théâtres, des associations culturelles, des associations sportives, etc. : là encore, ce démantèlement est loin de l'avoir emporté.

Surtout, est posée la question de savoir si la révolution sociale vit dans la conscience des travailleurs. Formulée de manière aussi abrupte, l'affirmation peut sembler éloignée de l'état d'esprit des travailleurs russes aujourd'hui. Révolution sociale, acquis, révolution d'Octobre : ces termes évoquent, pour la plupart des travailleurs russes, les fatras des mots, des discours, des mensonges de plus de soixante ans de stalinisme.

Et pourtant, et pourtant... Si, par-delà les mots, on s'attache à la matérialité des faits, alors on observera que dans la conscience des travailleurs en Russie, il y a de manière confuse, enfouie, tout le passé, le passé glorieux du peuple et des travailleurs de Russie. Il y a dans leur conscience immédiate, quotidienne, la certitude qu'on n'a pas le droit de ne pas verser les salaires, qu'on n'a pas le droit d'appauvrir à l'infini un peuple, que le travail est un droit, que la propriété ne peut pas être le fait de quelques-uns mais qu'elle doit être le fait de tous. Il y a donc inscrit dans la conscience des travailleurs l'expérience du passé dans ce qu'elle a de tragique, mais aussi dans ce qu'elle a de palpable, de point d'appui. Il est une loi de l'histoire : c'est que tous les peuples, toutes les classes ouvrières sont amenés à reprendre la lutte là où l'étape antérieure s'était arrêtée. Tous les peuples, toutes les classes ouvrières sont amenés à prendre pour point d'appui ce qu'une première fois ils ont arraché, même si cela a été largement remis en cause.

C'est pourquoi, par exemple, en France, la question de la laïcité de l'école et de l'Etat, des acquis démocratiques, de la démocratie communale, toute la portée révolutionnaire de la Constitution de 1793 et de l'apport de la Commune de Paris sont au cœur du combat démocratique de la classe ouvrière aujourd'hui.

C'est pourquoi, aux Etats-Unis, le souffle émancipateur de la guerre de Sécession et de ce qui a suivi, du combat

pour l'émancipation réelle et l'égalité réelle en droit, constitue un point d'appui aujourd'hui encore dans le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière et des secteurs opprimés, en particulier des Noirs.

C'est pourquoi, en Allemagne, les questions de la réalisation de l'unité de la nation allemande, de l'unité de sa classe ouvrière et de ses conquêtes sociales et démocratiques sont au cœur du combat aujourd'hui.

Et c'est pourquoi, en Russie, également, sous des formes que nul ne peut prévoir, à des rythmes que nul ne peut pronostiquer, la classe ouvrière sera amenée à reprendre le chemin de la lutte là où elle l'a arrêtée, et en particulier, de même que les Français doivent en venir à leur propre 1789 ou leur propre 1848, les Américains leur propre 1865, le peuple et la classe ouvrière de Russie seront amenés à repartir de leur propre 1905 et 1917. La révolution d'Octobre, cela n'est pas seulement une date historique, un programme, un drapeau. Ce n'est pas simplement les institutions politiques qui en sont issues et que la bureaucratie a déformées, confisquées à son profit, expulsant la classe ouvrière. C'est aussi un ensemble de rapports sociaux, un système de rapports sociaux qui, sous une forme certes défor-

mée et imprévue, survit encore aujourd'hui très largement en Russie. La survie et la résistance de ces rapports sociaux, plus exactement leur capacité de survie et de résistance, dépend de la capacité du combat de résistance de la classe ouvrière russe à se lier au combat international de la classe ouvrière.

Plus que jamais, face à la situation sans issue du capitalisme mondial, face à l'effondrement et à la décomposition condamnant sa survie, c'est au niveau de l'Internationale, de la reconstruction de l'Internationale ouvrière, que se situera la réponse à la question : les rapports issus de la révolution d'Octobre vivent-ils toujours dans la conscience des masses ? L'enjeu et le dénouement de la situation en Russie coïncident plus que jamais avec l'enjeu et le dénouement de la situation mondiale. C'est, en un mot, toute la signification de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

(1) Selon les informations publiées par le journal *Le Monde* (3 novembre), il y aurait eu en réalité plus de 1 500 morts dans l'assaut de la Maison-Blanche. Des ordres auraient été donnés pour liquider physiquement, et sans autre forme de procès, ceux qui se rendaient. On aurait tiré délibérément sur de nombreuses personnes désarmées.

## "Une grande bataille politique s'annonce en Europe"

Au moment même où se déroulait à Moscou la bataille que l'on sait, à l'autre bout du continent européen, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne et membre éminent du PS français, concluait un discours en assurant : "Une grande bataille politique s'annonce en Europe."

M. Delors parlait d'or. Comme le faisait remarquer le journal *International Herald Tribune* du 29 octobre : "Quand J.

*Delors lança une campagne pour rétablir la compétitivité et les emplois en Europe cette année, il était mu par une crainte majeure : que le chômage de masse déclenche l'agitation sociale. Cette crainte était sans doute fondée : alors que M. Delors, président de la Commission européenne, et les dirigeants des 12 pays de la CEE se réunissaient pour une réunion qui ne pouvait qu'envisager des progrès limités sur des questions institutionnelles, les travailleurs occupaient la rue..."*

C'est un fait : les travailleurs occupaient la rue à Bruxelles même, le lieu de cette réunion. La ville était paralysée par une grève généralisée des transports publics faisant suite au fait que le gouvernement n'avait pu imposer à la centrale syndicale, la FGTB, l'acceptation d'un pacte social contradictoire avec les revendications les plus élémentaires comme avec l'indépendance des organisations sociales.

Au moment même où se tenait la réunion des chefs d'Etat de la CEE, 75 000 manifestants venus de Flandre comme de Wallonie manifestaient ensemble sous le mot d'ordre de "Non au plan antisocial !" imposé par les manifestants eux-mêmes, puisque la manifestation avait été convoquée par les dirigeants de la FGTB sous le mot d'ordre "Pour un vrai pacte social".

Le "climat social" en Europe était défini par un journal patronal français *L'Expansion* comme "un contexte social exacerbé où les grèves se multiplient".

C'est dans ce contexte qu'éclate la grève générale des travailleurs d'Air France contre le plan Attali.

---

### ILS AVAIENT TOUT PRÉVU...

---

Les commentateurs de la bourgeoisie ne s'y sont pas trompés : la grève d'Air France a une importance qui dépasse la France.

Le plan de restructuration que devait appliquer Bernard Atali, président d'Air France, avait commencé à être mis en place dès 1988, alors que Michel Rocard était Premier ministre.

Le nouveau ministre des Transports déclarait que le "plan de redressement" prévoyant 4 000 licenciements était indispensable.

Ils avaient tout prévu, sauf la révolte des travailleurs imposant l'unité.

Comme devait le reconnaître, le 26 octobre, devant l'Assemblée nationale, le

ministre Bosson lui-même : "Dès le 19 (octobre), Roissy, puis Orly ont été paralysés par un mouvement comme on n'en avait jamais vu même en 1968. Car jamais encore les pistes n'avaient été envahies. Cela ne se fait pas, et si les personnels en sont arrivés là, ce n'est que dans un ultime geste de révolte."

Le ministre ajoute : "Pour rétablir la liberté de circulation aérienne, j'ai demandé que les forces de l'ordre interviennent. Il a fallu alors constater que l'ensemble des personnels au sol, débordant les organisations syndicales, se révoltaient spontanément (...). J'ai considéré que, devant ce qui n'était plus une grève mais une révolte, il était temps que le gouvernement tende la main, que l'on respecte les êtres et que l'on s'engage dans un dialogue qui doit assurer la sauvegarde de notre compagnie nationale."

Comme le relève le journal *Informations ouvrières* en publiant mercredi 27 octobre le journal de grève d'Air France : "Tout paraît devoir rester en l'état. Cela dure depuis dix ans, cela pourrait continuer. Mais un beau jour, les gouvernements cohabitationnistes, par leurs mesures, convainquent les travailleurs que cela ne peut pas durer. La grève d'Air France commence."

---

### LA RÉVOLTE QUI DÉBORDE...

---

C'est le mardi 12 octobre que tout commence. Ce jour-là, la CGT-Force ouvrière, rejointe par la CGT, appelait à une journée nationale de mobilisation pour le gel des licenciements, pour l'augmentation des salaires, etc. A Air France, comme dans les PTT et à la SNCF, les syndicats des personnels au sol appelaient à la grève. Elle est massivement suivie. Le lendemain, le conseil d'administration d'Air France approuvait le plan Attali.

Le 13 au matin, dans la zone fret d'Air France, à Roissy comme à Orly, la grève ne s'arrête pas, elle s'étend au contraire. Grève dans l'unité avec tous les syndicats de base : SNMSAC (mécaniciens au sol de l'aviation civile), FO, CGT et CFDT.

Le samedi 16 octobre, la direction d'Air France reçoit les syndicats pour leur présenter quelques "mesures d'accompagnement" du plan de restructuration. Selon la direction, cette réunion visait "à expliciter le plan de retour à l'équilibre, et à faire comprendre aux organisations syndicales qu'il serait mis en œuvre dans la concertation et sans la moindre faiblesse".

La grève, partie du fret, s'étend à tous les personnels au sol.

A Roissy, des centaines de grévistes envahissent les pistes et bloquent l'accès à l'aérogare. Mardi matin 19 octobre, le mouvement gagne Orly.

A partir du mercredi 20 octobre, Air France est totalement paralysé. Plus un avion ne décolle.

---

### CE SONT LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES PRÉCISES QUI SOUDENT L'UNITÉ...

---

Dès le début, les grévistes ont formulé précisément leurs revendications : retrait du plan, abandon des 4 000 suppressions d'emplois planifiées, pas de remise en cause des indemnités, des primes et du paiement des horaires décalés (horaires de nuit et jours fériés), arrêt des filialisations et de la privatisation.

Jusqu'au bout, ce sont ces revendications qui ont soudé l'unité des travailleurs et des syndicats de base.

On le mesurera en particulier le samedi 23 octobre, lorsque le gouvernement, pour tenter de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve, proposera "d'annuler" deux mesures : la diminution des indemnités kilométriques et la réduction des rémunérations pour horaires décalés.

Le journal *Informations ouvrières* retrace ainsi cette journée qui marque le tournant de la grève :

*"Les syndicats FO (SGFO-AF), CGT, CFDT, CFTC, SNMSAC et USAF, au sortir du ministère, déclarent à l'AFP*

*(02 h 19) : "Ce recul est le premier résultat des grèves et manifestations unitaires des personnels au sol", en indiquant qu'ils présenteraient ces propositions à leur base avant toute décision. Et une dépêche datée du 23 à 04 h 14 complète : "Prenant acte" d'un "recul de la part de la direction", les syndicats FO (SGFO-AF), CGT, CFDT, CFTC, SNMSAC et USAF ont unanimement insisté sur le fait que ces propositions seraient soumises à leur base avant toute décision de poursuite ou d'arrêt du conflit. "Notre demande d'un abandon du plan de redéploiement n'a pas abouti entièrement", ont-ils indiqué en évoquant "d'autres problèmes fondamentaux" non résolus."*

*Vers 6 h 30, à Roissy, les responsables syndicaux présentent à leurs sections syndicales de base un projet de déclaration reprenant la teneur de leur communiqué de la nuit. "Ça ne passera pas", répondent unanimes les délégués syndicaux de base de Roissy.*

*Et à 07 h 45, position des syndicats de base : "Les sections syndicales SNMSAC (mécaniciens au sol), CGT, FO et CFDT de Roissy-Le Bourget ont appelé samedi matin les personnels d'Air France à amplifier leur action, en considérant que "les éléments donnés par le ministère ne règlent pas les questions qui motivent la détermination des personnels en lutte".*

Les syndicats de Roissy-Le Bourget déclarent, dans un communiqué publié après la réunion tenue autour du directeur de cabinet de Bernard Bosson, avoir pris "connaissance des résultats des discussions entre leurs bureaux centraux et le ministère des Transports, après que celui-ci eut refusé l'accès à la salle de réunion d'une délégation de grévistes de Roissy".

Les sections syndicales "maintiennent l'exigence du retrait du plan". Et "dès à présent, elles proposent aux personnels d'amplifier l'action".

Et les assemblées générales se tiennent samedi matin à Roissy et à Orly, au fret, à la division du matériel, à l'escale.

La réaction de tous les grévistes, dans toutes les assemblées générales, est unanime : **retrait pur et simple du plan Attali.**

Les propositions de Bernard Bosson de la nuit sont rejetées, et les assemblées générales décident la poursuite de la grève. Dans une assemblée générale, à Orly, les grévistes insistent : les 4 000 suppressions d'emplois sont maintenues, 900 salariés d'Air France sont menacés par le passage à la sous-traitance dans les services de chauffeurs, téléphone, maintenance et hôtellerie. Un gréviste : *"On ne peut pas arrêter, car si on lâche, on sera tous viré demain."* Un responsable syndical fait remarquer que *"la CGC (Confédération générale des cadres) n'est pas là"*. Mais les grévistes ne veulent pas de polémique. L'un d'entre eux prend aussitôt la parole : *"Ici, il y a des salariés, syndiqués et non-syndiqués, on ne veut pas de bagarre, on doit rester uni dans la grève."*

C'est la volonté commune de toutes les assemblées tenues samedi matin à Orly et à Roissy.

*"L'ensemble des grévistes du personnel au sol du groupe Air France ont décidé samedi de maintenir la pression, après avoir rejeté dans la matinée, au cours d'assemblées générales à Roissy et Orly, les propositions faites dans la nuit par le cabinet du ministre des Transports Bernard Bosson."*

*A Roissy, les assemblées générales tenues dans la matinée dans les services de l'entretien, du fret et de l'escala, en présence de plusieurs centaines de grévistes, ont confirmé la détermination persistante des personnels au sol."*

Et, le 29 octobre, lorsque M. Blanc, le nouveau P-DG qui vient d'être nommé par le gouvernement, se trouve face aux grévistes d'Orly, le dialogue que rapporte l'AFP met en évidence une nouvelle fois l'acharnement des grévistes sur ces revendications qui de bout en bout ont soudé leur unité : *"Au moment d'aborder la question de l'abandon du plan comme le lui demande le personnel, Christian Blanc s'y reprend à deux fois. "Les mesures prévues dans le plan du 15 septembre sont suspendues." Le personnel manifestant alors particulièrement son désaccord avec le terme utilisé, Christian Blanc hésite et rectifie "sont annulées, si vous le souhaitez. Et à partir de mardi, nous allons tout remettre à plat"."*

Tirant, dans le cours même de la grève, les premières leçons qui s'en dégagent, le journal *Informations ouvrières* écrit le 27 octobre à 11 heures du matin :

*"Le mouvement s'est déroulé et continue de se dérouler à trois niveaux :*

*— La "base" ayant imposé l'unité des syndicats ;*

*— Les syndicats de base avec les délégués affiliés à toutes les centrales, unis avec la base ;*

*— Les bureaux centraux à tous les niveaux.*

*Il serait faux, pour des militants lutte de classe, de chercher à expliquer les faits par des questions d'ordre personnel (bien que ces questions y soient intégrées). Il s'agit de l'unité contre les mesures intolérables prises par le gouvernement qui n'a en vue que la seule défense des intérêts des capitalistes.*

*Les syndicats ouvriers ont, dans la mesure où ils ont répondu à l'aspiration d'unité, conquis une grande adhésion de la base. Mais si ces mêmes syndicats décident de buter contre la volonté de la base qui s'exprime dans les assemblées générales, leur autorité est remise en question."*

---

## DE ROME À BONN, DE LONDRES À LISBONNE...

---

Dans les jours qui ont précédé et suivi le sommet des chefs d'Etat de la CEE à Bruxelles, des centaines de milliers de travailleurs manifestaient à Milan, à Rome, à Naples contre la politique antisociale du gouvernement Ciampi. En Espagne, après une manifestation à Madrid de 100 000 étudiants, on annonçait une puissante mobilisation des salariés de l'automobile et de la métallurgie. Contre un plan semblable à celui qu'on voulait imposer aux employés d'Air France, les salariés de la TAP occupaient l'aéroport de Lisbonne. En Angleterre, le 5 novembre, toute une série de catégories de fonctionnaires étaient en grève contre les privatisations.

En Allemagne, après les puissantes manifestations des mineurs et des métallurgistes, c'étaient plus de 100 000 travailleurs du bâtiment qui défilaient à Bonn contre la remise en cause de leurs prestations sociales. La situation en Allemagne est telle que des délégués syndicaux sont amenés à poser la question de ce qu'ils appellent une contre-offensive généralisée face à l'offensive généralisée du gouvernement Kohl et du patronat.

Le grand hebdomadaire allemand *Der Spiegel* ne cache pas sa crainte, et proclame : *"La paix sociale est en danger"*, ajoutant : *"La situation est délicate, l'ambiance explosive, les fédérations patronales et les syndicats doivent faire très attention..."* Le même hebdomadaire, au sujet des réductions salariales que le patronat veut imposer sous le prétexte de préserver les emplois, reproduisait la déclaration d'un travailleur : *"A un moment donné, ça cassera. Alors, les gens risqueront le tout pour le tout et se rendront compte que l'entreprise est le seul endroit où ils peuvent se défendre."*

---

### UNE BATAILLE POLITIQUE QUI S'ANNONCE DANS TOUS LES CONTINENTS

---

Lorsqu'au mois de juin 1993, les délégués venus de 63 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique s'étaient rassemblés dans la II<sup>e</sup> Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière, ils adoptaient un manifeste qui déclarait notamment : *"En nous prononçant contre les privatisations, nous soutenons le combat de tous les peuples pour le non-paiement de la dette qui étrange leurs pays, qui écrase chaque jour davantage les peuples opprimés, pour la défense et la sauvegarde de tous les services publics, pour la démocratie, et nous exigeons des gouvernements impérialistes l'annulation de la dette."*

*En nous prononçant contre les privatisations, contre le pillage par la dette et autres "prêts conditionnels", nous exprimons la résistance des travailleurs et des peuples qui se développe malgré les obstacles. Les grèves, les manifestations et*

*les occupations sont de plus en plus fréquentes dans nombre de pays. Des expériences et des rencontres ont eu lieu dans chaque pays et au niveau international. Conférences en Afrique et en Europe, à Moscou, Conférence Europe-Asie de Hong-Kong, Rencontres latino-américaines en défense des entreprises et des services publics, aidant à organiser la résistance des travailleurs à l'échelle nationale et internationale."*

Depuis, la résistance des masses, malgré les obstacles à la réalisation de leur unité, entravant l'application des plans du FMI, s'est encore amplifiée.

Aux mobilisations des travailleurs d'Europe contre les plans réactionnaires de la CEE trouvant leur expression concentrée dans les dispositions du traité de Maastricht, répondent les luttes menées dans le monde entier.

Grèves générales au Niger, au Nigéria, contre les plans d'ajustement structurel décrétés par le FMI. Grèves et manifestations au Bangladesh contre la volonté du FMI de s'imposer comme le gouvernement effectif du pays, puisque c'est sous sa pression directe qu'un gouvernement servile a annulé l'accord salarial instituant un salaire minimum qu'il avait accepté. Grève générale et manifestations au Népal malgré une sanglante répression. En Inde, le 9 septembre, ce sont des millions de travailleurs qui se sont dressés contre les privatisations, le joug du FMI et le gouvernement qui applique ses consignes. En octobre, c'est au Sénégal que les travailleurs imposent l'unité, y compris à la centrale dont les dirigeants sont liés au pouvoir, pour rejeter la décision provocatrice de réduire les salaires des fonctionnaires de 15 % et contre la volonté de détruire le Code du travail existant pour permettre la déréglementation généralisée qu'exige le FMI.

L'Union démocratique des travailleurs du Sénégal (UDTS), dont le secrétaire général Alioune Sow était présent au rassemblement du Zénith le 20 juin 1993, a sans relâche agi pour l'unité.

La signification de ce combat, c'était, comme le disait dans une déclaration du 5



octobre l'UDTS, le "refus d'être asservi à l'esclavage". Nous reproduisons ci-dessous cette déclaration :

*"L'UDTS réaffirme avec force que l'unité des travailleurs et de leurs organisations doit constamment être la préoccupation principale des syndicats.*

*A cet effet, les efforts déployés par les uns et les autres constituent un acquis inestimable, quand on considère les nombreuses interférences qui ont divisé la classe ouvrière pendant la dernière décennie.*

*Si à quelque chose malheur est bon, l'impopularité des mesures de répression économique que vient de prendre le gouvernement du Sénégal en application des plans meurtriers d'ajustement dictés pas les institutions financières internationales aurait le mérite de réaliser l'unité des revendications des travailleurs et du peuple.*

*Que ce soit pour un "touche pas à mon salaire" ou bien pour un objectif qui vise à sauvegarder le "pouvoir d'achat", il y a un dénominateur commun.*

*Mais l'UDTS estime que ceux qui croient qu'un gouvernement — surtout africain — peut agir sur les denrées de premières nécessités réaliseront bientôt qu'ils font fausse route, et qu'ils se trompent de siècle.*

*Si notre centrale lutte contre les plans d'ajustement structurel, c'est qu'en dehors de ce qu'ils ignorent le volet social, ils mettent en cause la souveraineté nationale — et nous imposent une forme d'aliénation de l'homme pire que l'esclavage et la colonisation...*

*Dans un pays où, au nom de la civilisation, l'idée d'une société où dans tout le processus de développement l'homme doit être au début et à la fin était largement partagée, le plan d'urgence contesté par toutes les couches de la société est de nature à reculer la civilisation et expose notre peuple à tous les dangers !*

*Longtemps trompés et ballottés entre des postulats de calcul de la froide raison, les travailleurs et leurs familles se sentent aujourd'hui défiés et "humiliés" par l'attitude d'un gouvernement à qui ils ont manifesté leur hostilité d'une façon éclatante.*

*C'est pourquoi, après l'éclatement de la structure artificielle "d'intersyndicale" mise en place par le gouvernement pour choisir ses interlocuteurs, et l'échec cuisant des "fameuses négociations", force est de dire que le mot d'ordre de grève observé par les travailleurs le 2 septembre 1993 à titre d'avertissement doit impérativement trouver un écho dans une autre grève générale — ne serait-ce que pour jouer à notre place le rôle sans lequel un mouvement ouvrier ne mériterait pas d'être respecté (...).*

*Mais le mot d'ordre, pour être conforme à l'idéal syndicaliste, doit faire l'objet d'une concertation entre responsables des organisations les plus représentatives.*

*Bien que des centrales syndicales aient donné leur accord de principe sur la question de l'unité, nous pensons qu'il est vraiment temps, pour que les travailleurs avancent d'un pas concret devant le vide qui nous entoure au lendemain du deuxième échec des négociations — mettant une croix sur les illusions de ceux qui croyaient aux vertus de ces négociations — alors que les plans d'ajustement visent à détruire le cadre des négociations collectives, notamment par la révision du Code du travail.*

*L'UDTS estime que la cause étant entendue, les travailleurs sont fondés et mûrs pour l'exprimer par leur geste et leur comportement, et observer une attitude qui, hier encore, s'appelait dans le langage commun : la "grève", mais qui, en réalité dans le cas en l'espèce, n'est rien d'autre qu'un refus d'être asservis à l'esclavage.*

*C'est pourquoi, au-delà des discours et des mots, notre centrale voudrait lancer un appel pressant aux travailleurs, à leurs organisations, aux partis politiques, aux mouvements démocratiques et associatifs, aux démocrates et à tous ceux qui aspirent à la dignité de l'homme :*

*— Pour une grève générale de 72 heures les 12-13 et 14 octobre 1993, et la mise sur pied d'une véritable intersyndicale issue d'une Assemblée générale de toutes les Centrales syndicales de travailleurs ;*

— Pour que cette assemblée générale des travailleurs et de leurs organisations soit convoquée par les responsables des centrales les plus représentatives, au plus tard le dimanche 10 octobre 1993.

Fait à Dakar,  
le 5 octobre 1993, UDTS.”

Ce mouvement international comprend également la mobilisation des peuples et des travailleurs d'Amérique latine contre le pillage de leur continent : le succès de la rencontre continentale pour la défense du secteur et des entreprises publiques à laquelle s'étaient associées les plus importantes confédérations syndicales du continent en est une expression.

A La Paz, à l'appel de la centrale ouvrière, la COB, 10 000 travailleurs se sont rassemblés pour saluer les délégués du Pérou, de l'Equateur, du Brésil, du Mexique, etc., qui, réunis le 6 novembre avec leurs camarades de Bolivie, proclamaient, aux côtés des peuples du monde, non au FMI, non aux privatisations.

Dans une telle situation mondiale, les médias qui expriment les préoccupations du grand capital international manifestent leurs craintes et leur inquiétude. C'est le *Wall Street Journal* de New York qui notait "la leçon de l'épisode Air France, c'est que le militantisme paye" pour ajouter :

*"La grande question est de savoir si la France entrera dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec une économie souple ou avec une économie où les émeutiers détiennent un droit de veto sur les décisions économiques et commerciales."*

Il ne s'agit pas que de la France. L'organe du capital financier américain manifeste son parfait mépris de la démocratie en considérant que les travailleurs qui défendent leur emploi sont des "émeutiers". Cet accès révélateur de la haine de classe est aussi indicatif de l'angoisse qui étreint les exploités.

---

## "LA DIMENSION POLITIQUE DE L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE"

---

Cette crainte de voir les masses travailleuses intervenir pour leurs droits et faire valoir leurs intérêts est au cœur d'une brochure publiée par l'OCDE et intitulée "*La dimension politique de l'ajustement économique*". Nous ne savons pas si M. Balladur a lu cette très sérieuse brochure lorsque les travailleurs d'Air France ont commencé à occuper les pistes, mais il a en tout cas réagi comme celle-ci l'indique. En effet, dans un chapitre intitulé "*Les résistances à l'application des programmes*", il est notamment écrit :

*"Comme toutes les politiques de redressement économique, les programmes d'ajustement ajoutent des "sacrifices" supplémentaires à court terme dans une situation économique déjà profondément dégradée. La plupart du temps, les individus ignorent ou du moins sous-estiment fortement les bénéfices anticipés pour ne voir que les coûts immédiats. A la limite, ils peuvent confondre le remède et sa cause. Le mécontentement qui en résulte est une source potentielle de violence sociale. (...)*

*(...) Les mesures de stabilisation, parce qu'elles touchent une population large et de façon transparente, risquent de provoquer des protestations plus nombreuses que les ajustements structurels. (...)*

*(...) La discussion exercée par l'appareil public de contrainte suffira à faire accepter l'ajustement. Si nécessaire, les gouvernements, en accord ou non avec les responsables des organismes internationaux, céderont suffisamment aux pressions pour préserver la paix sociale. Pourtant, dans certains cas, les programmes peuvent provoquer des émeutes, des changements de gouvernements (par renversement légal ou par coup d'Etat), le démarrage ou l'accélération d'un processus révolutionnaire ou d'une guerre civile. (...)*

*De telles réactions, qui ont pu ne pas être correctement anticipées au moment de la négociation des programmes,*

montrent que de multiples sources de conflits existent entre les objectifs d'efficacité économique et de bien-être et ce qui est politiquement réalisable. Plus encore que la capacité de l'Etat et sa marge d'action autonome, c'est le comportement de la "société civile" qui détermine le degré final de faisabilité politique de programmes. L'étendue de ces réactions dépendra évidemment de l'impact des mesures prises sur les différentes catégories sociales et plus particulièrement de leurs effets redistributifs. Pour ce qui concerne leur intensité, il faudra faire intervenir les rapports de force entre les groupes, leur organisation, leur propension à la violence sociale et la dynamique propre de celle-ci. (...)

Selon une opinion relativement répandue (...), les salariés organisés représentent la principale source de contestation et la catégorie la mieux armée pour faire obstacle aux programmes. Mais l'expérience conduit à nuancer cette proposition :

— les organisations syndicales seules n'exercent qu'une influence limitée sur l'appareil d'Etat ; en période de difficultés économiques, elles sont affaiblies par le chômage et n'obtiennent que peu de concessions ou de compensations, notamment en matière de salaires ;

— dans les PED (pays en voie de développement), les organisations syndicales sont souvent faibles et divisées ; dans la meilleure hypothèse, notamment dans les régimes dits "populaires", elles n'ont qu'une autonomie réduite à l'égard des partis ou du gouvernement.

C'est seulement lorsque l'opposition syndicale se conjugue avec un mouvement plus général de protestation, particulièrement de la population urbaine, que la pression exercée en vue de la modification ou de l'abandon des programmes peut devenir considérable. Pour cette raison, en Amérique latine, l'aptitude des gouvernements à mettre en œuvre des mesures de stabilisation au début des années 1980 a varié en sens inverse de l'ampleur des mouvements de protestation populaire et de l'aptitude des leaders syndicaux à échapper au contrôle gouvernemental.

(...) Le problème pour le gouvernement est de ne pas dépasser le seuil à partir duquel de telles réactions se déclenchent. Or, l'expérience immédiate suggère que ces seuils sont difficilement prévisibles. (...) Une fois déclenchées, certaines de ces émeutes ont fait tache d'huile (Egypte, 1977) et sont parfois même allées jusqu'à mettre le régime en péril (Egypte, 1968 ; Iran, 1978-1979.)"

---

## UN PROGRAMME DE GUERRE CIVILE

---

Dans le chapitre 8 de cette même étude, sous le titre "Ajustement, violences socio-politique et instabilité gouvernementale", on peut lire que "les programmes d'ajustement, par les coûts économiques qu'ils imposent ou font anticiper à diverses catégories de la population, sont une source potentiellement importante de violences socio-politiques et d'instabilité gouvernementale". Il est ensuite expliqué que cette violence socio-politique peut s'exercer à des degrés très divers : les "protestations collectives", c'est-à-dire les grèves politiques et les manifestations, en font partie. Ces actes, est-il ajouté, "possèdent une dynamique très particulière qui leur donne souvent un aspect imprévu et accumulatif".

Plus loin, il est évoqué la différence entre des "coups d'Etat" dont la possibilité est élevée et les "révolutions", phénomènes beaucoup plus rares. "Malgré tout, est-il écrit sans rire, les théoriciens doivent reconnaître que des révolutions ont parfois lieu." (sic). Il est précisé que même dans ce cas, et même si l'une des caractéristiques des révolutions est "qu'elles prennent en général au dépourvu ceux qui en sont les contemporains", il demeure que "la supériorité technique du système policier et militaire permet de compenser une très large infériorité numérique. Tout dépend donc de la détermination des dirigeants à utiliser la violence."

Auparavant, l'étude de l'OCDE était revenue sur la place des médias, soulignant que "la façon dont la presse, les radios, les télévisions présentent son

contenu (celui d'un plan d'ajustement) et les réactions qu'il provoque peut avoir des effets de contagion soit dans le sens d'une acceptation plus large des mesures, soit dans celui d'une amplification de la contestation". Dans le même chapitre, il est précisé que "le simple fait de donner des informations sur la situation du pays risque d'inciter certaines personnes à y participer plus activement".

En termes choisis, ce qui est expliqué en clair dans cette étude sérieuse, c'est que l'application des plans du FMI correspondant aux besoins du système capitaliste en putréfaction sont nécessairement contraires avec l'exercice de la démocratie, puisqu'ils impliquent que l'on impose par tous les moyens à la grande majorité de la population des mesures contraires à leurs intérêts évidents et à leurs besoins vitaux. La dégradation à l'échelle internationale de la situation économique, l'exacerbation de la concurrence entre les différents impérialismes ne font que renforcer pour les exploiters capitalistes le caractère de plus en plus intolérable de tous freins démocratiques à la réalisation de leurs plans.

---

## QUE LE PLUS FORT GAGNE

---

C'est officiellement le 15 décembre 1993 que doivent s'achever les négociations internationales menées dans le cadre du GATT. Pour les représentants de l'impérialisme américain, il s'agit là d'une date-butoir, impérative, car elle correspond aux engagements pris par le président Clinton devant le Congrès.

En fait, au-delà de la date (après tout, les négociations durent depuis 1986 ; elles avaient alors commencé à Punta del Este, en Uruguay : d'où le nom d'Uruguay Round qui leur est donné), ce qui est impératif pour l'impérialisme américain, c'est que ses partenaires — en particulier les différents impérialismes d'Europe et l'impérialisme japonais — se plient à ses propres besoins.

Le débat est souvent présenté comme s'il opposait les partisans du "libre échan-

ge", d'un développement sans entraves du commerce international, aux tenants du "protectionnisme". En fait, les enjeux sont tout autres. La fonction officielle du GATT (constitué en 1947) c'est d'œuvrer au respect du libre échange sur le marché mondial, en d'autres termes de définir les règles du jeu du commerce international. Aussi les négociations en cours ne concernent-elles pas uniquement les relations entre les Etats de la CEE et les Etats-Unis, mais les 116 Etats affiliés au GATT. Elles ne portent pas que sur l'agriculture, même si c'est là l'un des "sujets sensibles" : l'aéronautique, les services, l'audiovisuel, la question des subventions gouvernementales à tel ou tel secteur de la production, etc., font partie du programme du GATT.

Mais ce n'est que formellement que les Etats affiliés au GATT jouissent de droits égaux dans cette négociation. Pour paraphraser le romancier anglais George Orwell, si tous sont égaux, "certains le sont plus que d'autres". C'est à eux qu'il revient de définir les règles du jeu qui s'imposent à tous. En d'autres termes, la question n'est pas "libre échange" ou pas, "protectionnisme" ou non, la question c'est : "Libre échange au bénéfice de qui ? Protectionnisme au compte de qui ?" La loi du plus fort qui s'applique à l'ensemble des relations entre puissances capitalistes est aussi celle qui ordonne le fonctionnement du GATT défini par *Le Monde diplomatique* de novembre 1993 comme "un instrument de l'hégémonie américaine".

Dans ce même journal, d'ailleurs, sous le titre "L'épreuve de la guerre commerciale", Bernard Cassen écrit : "*Le véritable enjeu de l'Uruguay Round — ouvertement présenté comme tel par Washington — est le maintien, ou la restauration, de l'hégémonie américaine dans des secteurs économiques clés.*"

Pour atteindre ce but, l'impérialisme américain utilise aussi bien des méthodes que l'on pourrait qualifier de "libre-échangistes" lorsqu'il s'agit de s'ouvrir des marchés qui lui échappaient partiellement (c'est le cas en ce qui concerne la guerre commerciale déclarée contre l'agriculture européenne, comme lorsque les plans du FMI entraînent le démantèlement

de toute protection de l'économie nationale de pays comme l'Inde) et des méthodes protectionnistes, comme la loi 301 par laquelle les Etats-Unis peuvent avoir recours à des sanctions unilatérales contre des pays dont ils jugent le comportement commercial "déloyal".

Les représentants de l'impérialisme américain l'admettent d'ailleurs eux-mêmes, non sans cynisme. En fait foi une interview de Robert Solow, économiste américain et conseiller officieux du président Clinton :

— *Les Français comprennent mal l'intransigeance américaine dans les négociations du GATT. Y a-t-il une chance d'infléchir l'attitude des Etats-Unis ?*

— *Non. Il n'y a pas la moindre chance que l'attitude américaine change. Le GATT est certes un sujet moins passionnel aux Etats-Unis qu'en France, mais dès qu'on l'évoque avec des gens directement impliqués, la réponse est invariable : nous avons raison, nous ne sommes pas impérialistes, nous ne faisons que demander justice. Au cours des quarante dernières années, les Américains ont défendu la liberté du commerce, que ce fût à leur avantage — comme au début — ou non. Ils estiment avoir ouvert leurs frontières, ce qui, bien sûr, n'est pas totalement exact, et ils voient aujourd'hui leurs produits agricoles exclus du marché européen. D'où le sentiment général que ce sont eux qui sont victimes d'une injustice. Le gouvernement doit obtenir une contrepartie pour chaque concession qu'il fait. Ce sujet dépasse le simple commerce, il est vécu comme une question de justice.*

— *Pensez-vous qu'en échange de concessions françaises sur l'agriculture, les Américains seraient prêts à abandonner l'article 301, qui leur permet d'infliger des sanctions commerciales unilatérales ?*

— *Une négociation sur ce sujet ne peut qu'être très prudente. D'une part, l'article 301 est une loi ; le président ne peut pas l'abolir tout seul. D'autre part, l'opinion américaine y est sensible : pour elle, l'article 301 est un moyen de défense, pas d'offensive commerciale. Si Bill Clinton l'abandonnait officiellement, cela lui vaudrait de grandes difficultés*

*politiques. Mais il pourrait arriver à une entente, en s'engageant, par exemple, à ne pas faire un usage agressif à condition de rester discret.*

— *L'attitude des Etats-Unis sur le commerce extérieur n'est-elle pas contradictoire ? Officiellement ils défendent une ouverture générale, multilatérale, des échanges, mais, dans les faits, ils semblent rechercher des accords par pays, ce qu'on nomme le "commerce administré".*

— *C'est le cœur du problème. La question du "commerce administré" n'a pas été tranchée aux Etats-Unis. Personnellement, je suis contre : je pense que c'est une erreur de se concentrer sur les échanges bilatéraux. Mais Bill Clinton a délibérément choisi des conseillers économiques dans les deux camps. Et on ne voit pas de quel côté il va pencher. Sur l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), par exemple, il est du côté de l'ouverture commerciale. Et il peut très bien perdre au Congrès, ce qui serait une défaite personnelle. Sans lire dans ses pensées, je crois qu'il considère le commerce administré comme un dernier recours. Il préfère agir par le GATT et conclure l'Uruguay Round, mais aucun gouvernement américain ne peut courir le risque d'un échec sans avoir une deuxième ligne de défense."*

Les accords de Blair House ont été la manifestation d'une pression de la part de l'impérialisme américain sur les différents gouvernements de la CEE dans le but évident de reprendre le contrôle de parts de marché. Cela signifie en particulier pour les gouvernements des pays dans lesquels l'agriculture joue un rôle essentiel qu'ils doivent — quel qu'en soit le coût politique — accentuer les attaques contre la paysannerie, imposer d'autres gels de terres et d'autres fermetures d'exploitations.

---

## DES CONTRADICTIONS ACCENTUÉES

---

Voilà qui ne peut, dans une économie européenne et mondiale en voie de dislocation, qu'accentuer les contradictions. D'autant que les fluctuations monétaires de l'été et l'éclatement du SME ont enco-

re aggravé cette situation, car, selon la Commission de Bruxelles, il semblerait que les hausses de prix en écus réduiraient beaucoup les possibilités d'exporter sans subventions, en particulier pour les céréales, le porc et la volaille, donc des exportations qui entrent dans le cadre du pré-accord.

Les médias ont donné beaucoup d'importance et ont présenté comme une lueur d'espoir les indices marquant une "reprise" de l'économie américaine. Il est trop tôt pour porter une appréciation sur le fait de savoir ou non si cette tendance va s'affirmer. Ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que dans les prévisions les plus optimistes, cette reprise — qui aboutirait à un développement de la production de l'ordre de 2 % annuellement — serait parfaitement insuffisante pour créer des emplois à même de réduire significativement le chômage. Déjà, d'ailleurs, des commentateurs soulignent que les limites de cette reprise sont données par l'état de l'économie mondiale dont l'Amérique ne peut être séparée, et en particulier par l'aggravation de la crise économique au Japon.

Cette "reprise", elle signifie aujourd'hui pour les masses travailleuses des Etats-Unis la poursuite des privatisations, en particulier du désengagement de l'Etat de l'enseignement et de la santé. Elle signifie le plan Clinton qui achèverait de privatiser ce qui relève de la santé publique. Elle signifie aussi la mise en place du traité de libre commerce nord-américain (NAFTA), traité qui, comme le dit la résolution votée en conclusion d'une conférence ouvrière de militants syndicalistes tenue à San Francisco le 2 octobre, représente "un assaut frontal sur les droits, les conquêtes et les conditions de vie des travailleurs des Etats-Unis, du Mexique et du Canada".

Nous ne pouvons savoir, au moment où ces lignes sont écrites, si le traité sera ou non ratifié par le Congrès. Le président Clinton a utilisé le discours commémoratif de l'armistice du 11 novembre pour invoquer "l'histoire de la nation" et ses responsabilités internationales en face de la ratification. Ce qui témoigne de la crise qui traverse la représentation politique de la bourgeoisie américaine...

C'est dans ces conditions que Bill Clinton, défendant la politique des trusts américains, déclare : "La CEE devait respecter l'accord de Blair House, devra résister à des demandes de réouverture de cet accord et devra éviter de se mettre en travers des efforts visant à une conclusion rapide et positive de l'Uruguay Round."

La préparation des accords du GATT est donc le cadre contraignant qui unit tous les participants dans une politique de liquidation des "surcapacités", et pas uniquement dans l'agriculture. Ainsi, dans la sidérurgie, la CEE annonce un plan de réductions des "surcapacités" d'ici fin 1994, "indispensable pour que la sidérurgie communautaire retrouve sa compétitivité" (*Le Figaro*, du 15 septembre 1993), mais qui se traduira par 50 000 à 70 000 licenciements.

Le président du groupe textile DMC parle de "50 % des entreprises et emplois qui seraient à supprimer" dans la CEE.

Les accords du GATT justifient ainsi l'ensemble des politiques destinées à réduire le coût du travail au nom de la compétitivité. Dans tous les pays, ce sont les mêmes destructions exigées par une économie capitaliste en crise qui s'efforce d'ajuster la production aux limites du marché.

Les réductions des "surcapacités" ne font pas des ravages qu'en Europe. Aux Etats-Unis, des millions d'emplois ont été supprimés dans l'agriculture et tous les secteurs industriels au cours des quinze dernières années, et, seulement depuis février 1993, il y a eu 250 000 emplois supplémentaires détruits dans l'industrie manufacturière.

C'est un combat farouche, et où tous les coups sont permis pour s'assurer la part la plus grande d'un marché qui se restreint et qui est en voie de dislocation accélérée par la place croissante de l'économie spéculative à travers laquelle se réalise une fraction grandissante de la plus-value.

L'impérialisme américain ne s'attaque pas qu'aux positions des impérialismes européens, mais aussi à celles occupées

par le Japon. C'est ainsi que l'*International Herald Tribune* du 27 octobre 1993 rapportait que le Japon venait d'obtenir le retrait des menaces de sanctions commerciales brandies par les Américains en rendant publique une proposition rendant le marché de la construction et des travaux publics plus accessible aux compagnies étrangères.

Cette concurrence exacerbée implique que chaque gouvernement fasse retomber sur la classe ouvrière les conséquences exigées par la "compétitivité".

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, même si ce pays mène le jeu, on décompte aujourd'hui plus de 40 millions de personnes survivant sous la ligne officielle de pauvreté, et que 38 millions de citoyens américains sont privés de toute couverture sociale, c'est-à-dire qu'en un an le nombre de ceux qui se trouvent dans cette situation a augmenté de 2 millions.

Telles sont les conséquences de la survie du système capitalisme fondé sur la propriété privée des moyens de production dans le cas de l'impérialisme le plus puissant et du pays présenté comme le plus prospère. Il s'agit d'un phénomène mondial ; la Banque mondiale estime que la pauvreté dans le monde augmentera de 17 % dans les années qui nous séparent de l'an 2000, et qu'en conséquence 1 milliard 300 millions d'êtres humains devraient entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle dans une situation de misère absolue.

C'est dans ce contexte que se situe la lutte au couteau qui marque les négociations du GATT et la volonté de l'impérialisme américain de maintenir sa position dominante, son "leadership" pour "promouvoir la démocratie et l'économie de marché dans le monde parce que cela protège nos intérêts et notre sécurité".

Ce qui exige à la fois la guerre commerciale sans merci et l'engagement des forces américaines comme "une partie du prix qu'il faut payer pour la sécurité et la direction du monde" (Antony Lake, assistant du président Clinton pour les questions de sécurité).

---

## LE FMI VEILLE SUR TOUS

---

Le Fonds monétaire international a souvent été présenté de manière restrictive comme un organisme dont les pouvoirs ne concernaient que les "pays en voie de développement" (appellation particulièrement mensongère, puisque dans ces pays dominés et pillés par l'impérialisme, tous les indicateurs du développement, la production, l'emploi, l'espérance de vie, la santé, l'éducation sont négatifs — du fait précisément des plans d'ajustement structurel du FMI). En fait, le FMI intervient de plus en plus directement dans les pays capitalistes avancés. C'est ainsi qu'il a veillé à la mise en place de plans d'austérité en Belgique, et qu'il a tout récemment critiqué le niveau des dépenses sociales en Suède.

Le quotidien *El Pais* du 24 septembre soulignait que le Fonds monétaire international "avait lancé un avertissement sérieux aux pays industrialisés pour que ceux-ci réduisent le déficit public et révisent leur système de protection sociale".

M. Camdessus, directeur général du FMI, dans une interview donnée au *Figaro* le 16 septembre 1993, considérait que

*"L'Europe est actuellement l'un des grands malades du monde (...). L'Europe est plus victime de ses propres illusions et de ses propres paresse que de je ne sais quelle conspiration. Cette paresse se traduit par un retard que nous mettons à répondre dans chacun de nos pays aux appels réitérés du Conseil des ministres de la Communauté européenne à la convergence des politiques économiques (...). (Nous n'avons pas remis en cause) ce qui se passe dans nos structures rigidifiées ou dans nos budgets en déséquilibre (...). (Il faut) de grands progrès dans le domaine structurel, en particulier avec plus de flexibilité sur le marché du travail et une plus grande mobilité des facteurs de production (...).*

*La leçon à en tirer est que l'ajustement est nécessaire pour tous, et pas seulement pour les pays en développement que le Fonds monétaire finance."*

On ne saurait être plus clair.

## LE RÔLE DE LA CEE : PERMETTRE AUX GOUVERNEMENTS D'APPLIQUER LES CONSIGNES DU FMI

Il y a quelques jours que le traité de Maastricht a été officiellement proclamé en vigueur. Cette consécration, tenue à Bruxelles, a plus eu l'aspect d'une journée funèbre que d'une fête. En effet, il ne reste que ruines des ambitieuses promesses d'une Europe unie et prospère que devait réaliser la mise en œuvre du traité de Maastricht. 20 millions de chômeurs, et à la place de la "monnaie unique" la désarticulation du système monétaire européenne, la succession de crises financières et de dévaluations nourrissant la spéculation.

Pour ce qui est de la politique étrangère commune, il suffit de voir que les différents Etats de la CEE s'opposent farouchement les uns aux autres dans le cadre des négociations du GATT. Ce qui demeure, c'est effectivement la "convergence" des politiques dirigées contre l'emploi, le niveau de vie et les conquêtes ouvrières.

Au sujet de la réunion des chefs d'Etat de la CEE, l'*International Herald Tribune* du 29 octobre soulignait que

*"le caractère limité de l'ordre du jour reflétait la nature limitée de cette réunion elle-même : le véritable débat sur la compétitivité et les emplois aura lieu en décembre".*

Et le *Financial Times* du 31 octobre soulignait de son côté qu'au-delà

*"du constat sur le fait que les 20 millions de chômeurs dans la CEE constituent un chiffre intolérable, les 12 chefs de gouvernements sont restés vagues sur ce qu'il fallait faire. Les conclusions concrètes sont reportées au sommet de décembre où Jacques Delors doit présenter son Livre blanc sur la croissance, l'emploi et la compétitivité."*

## LE PROJET DE M. DELORS

Au début du mois d'octobre, à l'occasion d'une conférence du Comité économique et social sur l'Europe des citoyens, M. Delors a livré en avant-première les grands axes de son Livre blanc.

Après avoir, pour les besoins de sa démonstration, attaqué le "dogmatisme ultralibéral", M. Delors révèle le fond de sa pensée :

*"L'autre handicap de ce modèle européen de société, c'est le conservatisme de beaucoup de ceux qui défendent ce modèle. Je ne prendrai là encore qu'un seul exemple qui s'adresse plutôt aux syndicats qu'aux salariés. Une certaine manière de penser l'augmentation des revenus et des salaires et une distribution de ces revenus accroît les risques de chômage et diminue la solidarité entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas. Le partage du revenu national est un élément qui éclaire beaucoup la façon de se comporter. Et je pense que, dans le Livre blanc, nous pourrions en parler.*

*Qu'est-ce qui est en cause ? Economiquement, c'est le coût du travail, et notamment les charges indirectes, l'absence de politique active du marché du travail dans la Communauté, c'est-à-dire de politique qui ait comme obsession d'offrir un emploi et non pas comme objectif unique de payer des allocations. Je ne plaide pas pour la suppression des allocations. Mais je dis que l'ordre des priorités n'est pas le bon. On doit avoir l'obsession, dans les politiques actives du marché du travail, de se dire : "A ce monsieur ou à cette dame, qu'est-ce que je vais proposer comme activité et comme emploi ? Comment vais-je l'encourager à rester dans la course de la société ?" Bien entendu, il y a insuffisance de la croissance économique, mais, comme je l'ai souligné tout à l'heure, cela est lié dans une certaine mesure à une conception dépassée du développement.*

*Qu'est-ce qui est en cause socialement ? C'est un système de l'Etat providence, que j'ai défendu, mais qui ressemble à un panier percé aujourd'hui, car comment expliquer que dans un*



*système social aussi avancé il y ait 40 à 50 millions de pauvres dans la communauté ? Notre système est un panier percé aux dépens des plus démunis et des plus malchanceux. Disons-le et changeons-le."*

M. Delors déclare qu'il faut être à la fois généreux et efficace, et il appelle à la "solidarité entre les actifs et les non-actifs, entre les bien-portants et les malades, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas". On reconnaît là, pour couvrir les plans prédateurs du grand capital international, parfaitement définis par ailleurs (le programme défini plus haut, c'est celui de la suppression de toute protection sociale au nom de la compétitivité), le langage odieux du "christianisme social" qui veut rendre le travailleur occupant encore un emploi dans la production responsable du chômage, et substituer à la protection sociale la charité publique, voile pudique de la paupérisation.

M. Delors est d'ailleurs parfaitement explicite lorsqu'il choisit ses exemples, à savoir, pour illustrer ce qu'est "la nouvelle compétition mondiale", le cas de "la région de l'Asie et du Pacifique qui exploise littéralement avec des taux de croissance de 10 %, dont la Chine par exemple". La base de ce "miracle", l'hebdomadaire économique allemand *WirtschaftsWoche* (8 octobre 1993) l'a crûment révélée dans l'article suivant au titre évocateur : "Chine : un site de production privilégié : la prison."

*"D'après les évaluations d'organisations des droits de l'homme, environ 20 millions de personnes sont emprisonnées dans les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques. Elles sont utilisées comme main-d'œuvre de masse pour le montage à bon marché d'automobiles, de tracteurs, pour la production de jouets et de divers autres produits. Cela constitue une contribution importante à l'économie de la République populaire. De nombreuses plantations de thé recrutent leur personnel exclusivement au sein des goulags chinois. Certes, la loi chinoise interdit l'exportation de la production de ces bataillons de prisonniers, mais, selon des experts, les magasins de tous les pays du monde proposent des produits du travail forcé chinois à des prix défiant toute concurrence."*

Voilà sans doute l'idéal de M. Delors.

---

## À PROPOS DE LA PROSPÉRITÉ ASIATIQUE

---

Il n'y a pas que M. Delors qui considère avec admiration le "miracle" du développement économique en Asie du Sud-Est. Le grand hebdomadaire financier britannique *The Economist* n'hésitait pas à écrire le 3 avril 1993 : "Jamais les choses ne sont allées aussi bien pour les peuples d'Asie. De la puissante Chine à la minuscule Singapour, les années 1980 auront été une décennie de croissance, de commerce et de prospérité croissante."

Quelle "prospérité" pour ces millions de bagnards de la bureaucratie chinoise comme pour les adolescents — voire les enfants — chinois condamnés à un travail harassant dans les "zones économiques spéciales", dont les bureaucrates cyniques osent dire qu'elles mettent le capitalisme au service du socialisme, alors qu'en fait elles mettent les moyens policiers de la bureaucratie au service du capitalisme ?

Quelle "prospérité" pour ces ouvrières brûlées vives dans une usine de Thaïlande dont les portes étaient verrouillées de l'extérieur par sécurité ?

Quelle "prospérité" pour la population du Pakistan où les plans du FMI ont entraîné une baisse de 35 à 50 % des dépenses sociales, dans un pays où la population est analphabète à plus de 80 % et dont le taux de mortalité infantile est de 112 pour mille ?

Bien sûr, il y a eu prospérité pour ceux qui profitent du pillage de l'Asie, pour les spéculateurs qui ont profité des lois anti-syndicales et de la répression. Mais cette prospérité est elle-même momentanée. Un économiste américain s'inquiétait récemment de la situation dans l'Asie du Sud-Est, soulignant son caractère "périlleux"... "Le miracle de l'Asie du Sud-Est pourrait devenir un mirage." Pour ce qui est du Japon, la grande puissance impérialiste de la région, partenaire et concurrent de l'impérialisme américain dans le pillage des peuples d'Asie, la situation n'est guère brillante. La faillite d'une grande entreprise de construction est venue rap-

peler la fragilité de tout le système financier déjà secoué par des crises boursières. Dans l'*International Herald Tribune* du 30 octobre, on pouvait lire :

*“Les grands industriels japonais avertissent en privé que l'économie japonaise est dans un bien plus mauvais état qu'on ne le pense, et que le retour à une croissance saine — prévue dans les six mois par le gouvernement — peut demander des années. La plus grande compagnie productrice d'acier du monde, la Nippon Steel Corporation, a annoncé qu'elle réduirait sa main-d'œuvre de 7 000 personnes, soit presque 1/5<sup>e</sup>, dans les trois années à venir.*

*La Nissan Motor Compagnie, le second fabricant d'automobiles du Japon, a signalé qu'elle s'était encore plus enfoncée dans le rouge pour la première partie de l'année financière du fait de la hausse du yen et des ventes médiocres sur le marché intérieur comme à l'étranger.”*

Le *Financial Times* avait rendu public un plan concernant la restructuration de l'industrie automobile en Europe. Il y était fait état de la nécessité de supprimer d'ici l'an 2000 près de la moitié des emplois existant encore aujourd'hui dans ce secteur, soit près de 500 000 licenciements à l'échelle de toute l'Europe.

Ce serait là, expliquait le rapport, *“le minimum absolu pour que l'industrie reste viable après 1999”*. Le même rapport insistait sur le fait que ce qui expliquait cette situation critique de l'industrie automobile en Europe, c'était la productivité et la concurrence japonaises. Mais aujourd'hui, on révèle que les ventes de l'industrie automobile japonaise sur les marchés extérieurs et intérieurs sont en chute libre (les ventes d'automobiles ont baisse de 24,3 % en août 1993 par rapport à celles d'août 1992), et l'on considère que huit constructeurs automobiles sont menacés de disparition.

Certes, comme l'explique M. Camdessus, l'Europe est “malade”, mais elle est malade de la survivance du système capitaliste, de l'impasse du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, et c'est cette même maladie qui frappe la “prospère” Asie.

---

## L'INTROUVABLE NOUVEL ORDRE MONDIAL

---

*“Les affaires du monde ont rattrapé Bill Clinton. Si jamais quelqu'un avait pensé que, comme président, il pourrait réserver son intérêt aux problèmes intérieurs, cette illusion s'est envolée”,* écrit Antony Lewis dans l'*International Herald Tribune* du 12 octobre 1993. Ce qui est affirmé là, c'est que le gouvernement américain, l'administration Clinton, n'a pas seulement à gérer les affaires des Etats-Unis, mais celles du monde. En d'autres termes, que la place mondiale de l'impérialisme américain, son “leadership” qu'il ne cesse de réaffirmer, signifie que toutes les contradictions affectant tous les continents et tous les Etats l'affectent lui aussi.

Ces contradictions résultent avant tout de la résistance des masses exploitées et opprimées, des travailleurs et des peuples. *“Les affaires du monde”* ont pour cadre celui qui était dessiné dans la brochure de l'OCDE sur les problèmes politiques de l'ajustement économique.

C'est pourquoi la nouvelle stratégie militaire des USA — après la fin de la “guerre froide” — ne constitue en rien une “démobilisation” mais une modification des priorités. La nouvelle stratégie qui devrait être mise en œuvre dans les cinq ans à venir exigera la présence permanente de 100 000 soldats en Europe, et d'autant en Corée et au Japon, c'est-à-dire une présence militaire égale à celle qui existe aujourd'hui. L'hypothèse qui soutient cette stratégie, c'est que l'impérialisme américain doit être capable de faire face simultanément à deux conflits du type guerre du Golfe tout en étant capable d'assurer ailleurs des “opérations de police”. Le général Powell, chef d'état-major de l'armée américaine, a déclaré : *“Nous devons être prêts à combattre simultanément dans toute une série d'endroits à la fois.”*

Dans ces dernières semaines, d'ailleurs, les porte-parole de l'impérialisme américain ont commencé à marteler qu'il serait peut-être nécessaire d'envisa-

ger un recours à la force contre la Corée du Nord capable d'envahir la Corée du Sud — alors que, quelques mois auparavant, des études sérieuses avaient établi la situation critique dans laquelle se trouvaient la Corée du Nord et son économie. En fait, au-delà des hypothèses stratégiques, ce qui est essentiel c'est la nécessité, comme l'a déclaré Les Aspin, secrétaire d'Etat américain à la Défense, d'une "force de haute technicité, mobile, nerveuse, prête en cette ère nouvelle à protéger les Américains". En fait, au-delà de la rhétorique traditionnelle sur la protection des Américains, il s'agit d'amplifier la mise en œuvre d'une force d'intervention contre-révolutionnaire perfectionnée, déjà rodée par les multiples conflits conduits sous les pavillons de l'ONU.

Le "nouvel ordre mondial" qu'évoquait le président Bush lors de la guerre génocidaire menée contre le peuple irakien, c'est en fait le maintien d'un équilibre précaire, dans le contexte du chaos auquel conduit la décadence du capitalisme. Cela signifie la multiplication des conflits, des interventions militaires directes de l'impérialisme. Cela signifie la multiplication des tentatives délibérées de dresser les peuples les uns contre les autres, de disloquer les nations, de provoquer les prétendus "affrontements ethniques".

On trouvera dans ce numéro de *La Vérité* toute une série de documents sur la Palestine, la constitution et la fonction de l'Etat d'Israël. On se souvient de la mise en scène avec laquelle avait été présenté "l'accord de Washington" censé ouvrir une ère de paix au Moyen-Orient. Les premiers développements qui ont suivi cet accord organisé par l'impérialisme américain et conclu sous son égide suffirent à montrer que ce n'est pas là la réalité, et qu'au contraire, cette tentative de nier les droits nationaux du peuple palestinien et de les disloquer ne peut conduire qu'à de nouveaux affrontements, à de nouvelles tragédies pour tous les peuples de la région, et l'armée israélienne à faire la loi sur tous les "territoires occupés", même si demain elle sera secondée par une police palestinienne. Le résultat des élections municipales à Jérusalem comme les mouvements violents des colons israéliens de Cisjordanie soulignent encore une fois

que cette nouvelle tentative d'imposer un "ordre" contraire aux droits des peuples et à la démocratie ne fera qu'aggraver le chaos.

Comme le reconnaît un professeur d'université français écrivant dans le quotidien *La Croix*, "les interventions humanitaires des Nations unies sont entrées dans une phase de turbulences qui ne présagent rien de bon pour la suite". C'est le moins qu'on puisse dire. L'"intervention humanitaire" en Somalie a révélé sa réalité d'agression contre le peuple somalien au moment où l'intervention armée de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie étale non seulement sa corruption, mais ne fonctionne que comme moyen d'arbitrage au compte de l'impérialisme entre les différentes fractions de la nomenklatura décomposée, jetées les unes contre les autres.

En Haïti, où l'impérialisme américain manipule les deux fractions qui se disputent le pouvoir — la hiérarchie militaire et le président Aristide — pour leur imposer une "réconciliation" sur une base correspondant aux intérêts de l'impérialisme, c'est un nouveau scénario à la somalienne qui se dessine. Le développement d'une politique menée contre le droit des peuples, les conséquences de la régression imposée par les plans du FMI, les privatisations et les tentatives de restauration du capitalisme en ex-URSS et à l'est de l'Europe multiplient à travers le monde les occasions de nouveaux conflits, où l'intervention de l'impérialisme se couvrira du drapeau "humanitaire" de l'ONU.

Ces conflits, ces guerres "locales" mais sanglantes — on en dénombre aujourd'hui 80 — ne sont pas des accidents. Elles expriment la réalité que résumait l'appel à la journée internationale de lutte contre la guerre et l'exploitation du 6 novembre : "Les capitalistes propriétaires des moyens de production, pour s'enrichir toujours davantage, sont en train de détruire et de dévaster les bases matérielles de la civilisation humaine."

La guerre, les guerres procèdent de l'exploitation, du système d'exploitation pourrissant fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La IV<sup>e</sup> Internationale avait été fondée pour aider au renversement de ce système : *"Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie."* (programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Ce sont la vérification de cette nécessité par l'expérience de la lutte de classes et les conditions présentes du combat des travailleurs à l'échelle internationale et dans chaque pays qui ont conduit à la décision prise par la Conférence mondiale des sections de reconstituer, de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale.

*"(...) Ainsi n'existe-t-il qu'un moyen pour mettre fin à l'exploitation du travail par le capital, qui conduit l'humanité à la décadence et à la ruine : abolir la propriété privée des moyens de production.*

*Le système de la propriété privée des moyens de production étant international, l'union et la cohésion des exploités et des opprimés ne sont pas seulement nécessaires au combat émancipateur dans les luttes de classe nationales, mais à l'échelle inter-*

*nationale. Pour organiser et unir les exploités et les opprimés pour la lutte contre la classe des exploités et des oppresseurs, rassembler les organisations indépendantes de l'impérialisme, de la II<sup>e</sup> Internationale et des partis ex-staliniens qui ont trahi le socialisme en se soumettant à l'ordre mondial de la propriété privée, il est nécessaire de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale."* (Extrait du rapport sur la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale paru dans *La Vérité* n° 7 (613), août 1993).

Les quelques éléments caractéristiques de la situation internationale et de la lutte des travailleurs réunis dans cette chronique dégagent la signification de la "reproclamation" de la IV<sup>e</sup> Internationale, inséparable de l'action menée sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte. Ils donnent, en ce sens, toute sa dimension à la journée internationale du 6 novembre, non comme un acte isolé, mais comme un jalon dans l'activité pour *"organiser et unir les exploités et les opprimés"*.

*La Vérité,*  
7 novembre 1993

# Inde : les plans du FMI se heurtent à la résistance des masses

PAR FRANÇOIS FORGUE

Le 9 septembre 1993, dans toute l'Inde, plus de vingt millions de travailleurs répondaient à un ordre de grève générale lancé dans l'unité par les organisations syndicales les plus représentatives.

Dans cet immense pays, que les grandes puissances impérialistes pillent par le moyen de la dette (plus de 80 milliards de dollars) et auquel s'applique un "plan d'ajustement structurel" du FMI, qui constitue — pour reprendre les termes de l'économiste Michel Chossudovsky — "un instrument de génocide économique", les partis qui se réclament de la classe ouvrière et des partis qui s'opposent à la mainmise étrangère sur l'économie indienne ont soutenu cette grève.

Elle a mobilisé les secteurs essentiels de la classe ouvrière. Elle a été particulièrement massive dans la fonction publique, les entreprises relevant du secteur public, les transports, les services municipaux et les banques.

Les mots d'ordre de la grève générale étaient :

- non à la politique économique adoptée par le gouvernement Rao (le gouvernement du Parti du Congrès) sur ordre de la Banque mondiale et du FMI ;
- annulation des concessions accordées aux compagnies multinationales ;
- non aux licenciements et aux fermetures d'entreprises ;
- non au blocage des salaires des fonctionnaires et à la réduction des dépenses publiques ;
- arrêt de toutes les mesures de désinvestissement et de privatisation ;
- rejet des propositions Dunkel (propositions du GATT pour l'Inde) qui constituent une atteinte à la souveraineté nationale.

Les confédérations syndicales AICTU (proche du PC indien "rénové"), CITU (liée à l'autre fraction qui s'est donnée le nom de PC indien - marxiste), le HMKP (qui se réclame du socialisme), ainsi que d'importantes fédérations indépendantes appelaient à la grève générale à laquelle s'opposaient la direction de l'INTUC (confédération subordonnée au Parti du Congrès) ainsi que celle qui est liée au parti de droite "hindouiste", le BJP.

C'est ainsi que, le 9 septembre 1993, dans un pays aux dimensions d'un continent, qui est extraordinairement divers (quinze langues officielles y sont parlées), où la misère et la volonté délibérée de ceux qui, défendant le pouvoir en place, attisent les divisions et les affrontements à base "régionale" ou "religieuse" (on sait que récemment, de terribles pogroms ont frappé la minorité musulmane), une seule force, une

seule voix s'est fait entendre : celle de la classe ouvrière, et d'abord de ses secteurs les plus organisés, dressée contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre le gouvernement qui s'en fait l'exécutant, forte de l'unité qui s'était imposée sur ce point.

Du pied de l'Himalaya, au Nord, jusqu'au Kerala, de la grande cité industrielle de Bombay à l'Assam proche de la Birmanie, de Calcutta à Dehli, les mêmes mots d'ordre ont retenti : "*Non aux plans du FMI*", la même volonté s'est affirmée, celle de s'opposer à l'avenir de misère accrue, de désertification industrielle et de dislocation où conduisent les plans du FMI et de la Banque mondiale.

Rien n'est terminé, mais une première conclusion s'impose : les plans du FMI se sont heurtés à la résistance des masses indiennes, à la réalisation de l'unité.

C'est pourquoi, en dépit du zèle des gouvernants, la mise en œuvre de ces plans reste aux yeux des représentants de l'impérialisme trop lente et trop limitée. Les privatisations piétinent car, à ce stade, le gouvernement indien n'a pu mener à bien le licenciement de millions de travailleurs qu'implique ce démantèlement du secteur public.

Ce heurt entre la résistance organisée des masses laborieuses des villes et des campagnes, comme les crises politiques qu'engendre la soumission aux diktats de l'impérialisme, secouent d'ailleurs tout le sous-continent.

La grève générale en Inde le 9 septembre s'inscrit dans une succession de mouvements qui dans tout le sous-continent ont dressé les travailleurs contre des plans semblables : grèves générales de 24 et de 48 heures au Bangladesh, grève générale et manifestation au Népal.

Ce qu'expriment à l'échelle du sous-continent indien ces affrontements, c'est une réalité mondiale, celle qui procède de la décadence du système capitaliste, du système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Comme le rappelait, le 20 juin 1993 à la tribune du Zénith, lors du rassemblement international précédant la Conférence mondiale, Taffazul Hussein, parlant au nom de la Fédération syndicale du Bangladesh :

*"Le processus de privatisation n'est rien d'autre que la destruction des forces productives dans tous les pays et le pillage des richesses de tous les pays, et sa cible principale c'est la classe ouvrière".*

Pour ce qui est de l'Inde, ces dernières années — et en particulier 1993 — auront été celles où l'étau du FMI se sera refermé sur le pays, où la voie a été ouverte aux privatisations par le désinvestissement de l'Etat dans de nombreuses entreprises publiques, mais aussi celles de la montée de la résistance populaire.

Elles auront aussi été les années de terribles violences que l'on qualifie de "communalistes", comme ailleurs on les définit "d'ethniques". La destruction d'une mosquée par des manifestants hindouistes, fut suivie de "pogroms" sanglants contre les musulmans, notamment à Bombay, et de meurtriers attentats à la bombe.

Une "guerre de religion" oppose-t-elle hindous et musulmans ? En fait comme l'explique Michel Chossudovsky dans l'article que nous avons déjà cité : "*Le fondamentalisme hindou et musulman se nourrit de la pauvreté.*" Les conséquences d'une politique visant à livrer l'Inde au pillage des grandes puissances financières, c'est aussi la porte ouverte à la "purification ethnique" et au démembrement de l'Inde.

Sans avoir nullement la prétention de traiter d'une manière exhaustive les problèmes politiques et sociaux du développement de la lutte des classes en Inde, cet article vise à en aborder quelques aspects qui peuvent aider à la compréhension de la lutte actuelle des opprimés et des exploités de l'Inde.

## De l'empire indien à l'indépendance, la longue lutte contre l'oppression coloniale

C'est le 15 août 1947 que l'Inde accède à l'indépendance. Quelles forces ont préparé cet événement historique ? Dans quelles conditions prend-il place ?

---

### UNE LONGUE LUTTE CONTRE L'OPPRESSION COLONIALE

---

Le mouvement qui se développe impétueusement à partir de la fin de la guerre est le produit du combat historique mené contre l'oppression coloniale, de la constitution et de la croissance d'un mouvement national, de l'organisation spécifique de la classe ouvrière qui tend à se placer aux premières lignes du combat pour l'indépendance.

L'explosion nationale et sociale qui a lieu en Inde pendant et à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, c'est, dans des circonstances données, l'expression de la colère de tout un peuple contre un colonialisme sauvage qui a pillé le pays pendant deux siècles et l'a maintenu en sujétion par des méthodes les plus barbares.

Sauvage, non seulement par les méthodes de la conquête, par la destruction de l'artisanat et de la paysannerie comme l'un des fondements de l'accumulation capitaliste mondiale (1), dans la répression qu'il poursuivra jusqu'au bout, mais aussi dans le fait qu'au lieu d'assurer, comme il le prétend, un développement progressif de l'Inde, il la maintient dans une terrible arriération. Rien de plus éloquent, face aux balivernes sur l'œuvre

civilisatrice du colonialisme anglais, que de donner quelques indications sur la situation de l'Inde à la veille de son accession à l'indépendance.

En 1943, la famine avait à nouveau sévi au Bengale. Il y avait eu 4 millions de morts, sans compter 1,5 millions de victimes d'épidémies consécutives à la famine elle-même. Après deux cents ans de "civilisation", telle était la situation de l'Inde.

En 1947, elle comptait environ 353 millions d'habitants, dont 70 % subsistaient à la limite de la survie. 72 % de la population vivaient d'une agriculture extrêmement arriérée, écrasés par le fardeau des grands propriétaires fonciers, d'une myriade d'intermédiaires entre ceux-ci et le paysan travailleur, et d'usuriers. L'espérance de vie n'était que de 33 ans.

(1) Karl Marx, dans un article de juin 1853 ("*La domination britannique en Inde*"), caractérise ainsi l'action du colonialisme :

*"La misère infligée au peuple par les Britanniques est différente et plus intense que tout ce que l'Inde avait subi auparavant (...). D'une manière générale, en Asie, depuis des temps immémoriaux, il n'y a que trois grands services de gouvernement : celui des Finances — ou du pillage de l'intérieur ; celui de la Guerre — ou du pillage de l'extérieur ; et enfin celui des Travaux publics", dont Marx explique qu'il s'agit avant tout des travaux d'irrigation. Puis Marx ajoute : "En Inde, les Britanniques ont repris à leurs prédécesseurs les Finances et la Guerre, et ils ont complètement négligé les Travaux publics. D'où la décadence de l'agriculture."*

Puis Marx en vient à la destruction de l'industrie textile : le marché anglais était non seulement fermé aux cotonnades indiennes, mais "*le pays du coton étant inondé de coton, le résultat fut le déclin des villes indiennes et la ruine de la campagne*".

84 % de la population était analphabète. "L'Inde était un pays misérable portant toutes les marques de ce que l'on appelle aujourd'hui un pays sous-développé", écrit C. Bettelheim dans *L'Inde indépendante*.

L'un des fruits de cette situation, c'est la survivance du système des castes, résultant du fait que le colonialisme britannique a utilisé, pétrifié en quelque sorte tous les éléments des systèmes de domination traditionnelle pour consolider sa propre domination. Ce qui fait qu'aujourd'hui, extirper les racines de l'existence des castes exige la rupture avec le régime social qui l'a utilisée pour survivre, l'impérialisme (2).

---

## LA BOURGEOISIE INDIENNE

---

L'existence d'une bourgeoisie indienne qui dispose — au moment de l'indépendance — d'un capital industriel et commercial concentré entre les mains de quelques grandes familles ne modifie pas ce tableau. Le degré de concentration du capital n'est pas contradictoire avec la faiblesse de cette bourgeoisie, développée dans le cadre des rapports coloniaux et d'une économie strictement adaptée aux besoins de l'impérialisme britannique.

La bourgeoisie indienne est sans aucun doute plus développée comme classe sociale que bien des bourgeoisies d'autres pays coloniaux. Cela ne lui confère pas, toutefois, un statut exceptionnel. La bourgeoisie indienne, comme toute bourgeoisie nationale d'un pays dominé par l'impérialisme, est en dernière analyse dépendante de celui-ci : l'effondrement du système capitaliste mondial sonnerait en effet le glas de sa propre domination. La bourgeoisie indienne, comme toute bourgeoisie nationale d'un pays opprimé par l'impérialisme, se développe dans des conditions où le marché mondial et d'ores et déjà structuré sur la base de la domination des grandes puissances impérialistes, et elle ne peut y avoir accès qu'à travers l'impérialisme. Cette bourgeoisie, par mille liens, est attachée aux formes rétrogrades d'exploitation existant à la cam-

pagne : grandes propriétés foncières, parasitisme, usure.

Cela n'empêche pas que cette bourgeoisie, dès ses premiers pas, entre en contradiction avec la bourgeoisie impérialiste britannique. Elle cherchera toujours à élargir sa position dans un cadre toléré par l'impérialisme et à s'assurer l'appropriation de la fraction la plus large possible de la plus-value produite en Inde.

Aussi, c'est du sein de cette bourgeoisie (naissante au début du XX<sup>e</sup> siècle) et d'une petite bourgeoisie d'office et de professions libérales (avocats, médecins, enseignants, etc.) que naît le mouvement national. Certes, toute la période coloniale est rythmée par des révoltes agraires, mais un "mouvement national", coordonné à l'échelle du pays et ouvrant une issue pour toute l'Inde, n'émerge qu'avec la naissance d'une bourgeoisie et d'un prolétariat.

Le Parti du Congrès, *The Indian national Congress*, est formellement constitué à Bombay en décembre 1885, mais ce n'est qu'en 1905 que le Congrès se place à la tête d'une mobilisation effective contre la domination britannique. Ce qui provoque cette mobilisation que l'historien britannique Perceval Spear définit comme "*les douleurs de l'accouchement du nationalisme bourgeois*" (*History of India*), c'est la décision des autorités coloniales de diviser l'Etat du Bengale en deux, à la fois pour faciliter le contrôle et l'administration coloniale et pour séparer musulmans et hindous (le Bengale oriental étant en majorité peuplé de Bengalis de confession musulmane). L'indignation est vive contre cette première tentative de "partition", et le Congrès appelle à un boycott des produits anglais. Soulignons que, lors de l'accession à l'indépendance en 1947, c'est cette même partition, celle du Bengale, qui constituera l'un des aspects essentiels de la division de l'Inde aboutissant à la constitution du Pakistan.

(2) On s'étonnera peut-être de ne pas voir traitée plus largement dans cet article la question du système des castes. Rappelons que cet article n'a d'autre ambition que d'éclaircir certains aspects de la situation politique présente en Inde, et que, sur la question des castes comme sur d'autres, il sera nécessaire de le prolonger.



C'est alors que pour les élections aux conseils provinciaux, le gouvernement anglais met en place un collège électoral particulier pour les musulmans, institutionnalisant une division que le Parti du Congrès (comme d'ailleurs la majorité des musulmans) refusait alors.

---

### L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION RUSSE ET L'ENTRÉE EN SCÈNE DU PROLÉTARIAT INDIEN

---

Mais ce qui va transformer le mouvement national, poser la question de l'indépendance, ce sont des facteurs mondiaux. L'impérialisme révèle sa caractéristique de "réaction sur toute la ligne" (Lénine) dans l'horreur de la Première Guerre mondiale. 1,2 million d'Indiens sont mobilisés au service de la couronne britannique pour une guerre qui n'est pas la leur. En même temps, les besoins nés de la guerre conduisent à un développement de l'industrie aux Indes et à une croissance du prolétariat qui joue un rôle de plus en plus actif dans une situation où la colère monte contre l'impérialisme.

Celui-ci réagit par des concessions constitutionnelles : une réforme électorale porte le nombre d'électeurs à 5 millions pour les conseils provinciaux, 1 million pour le Conseil législatif et 17 000 pour le Conseil d'Etat (pour une population adulte d'environ 150 millions !). Mais ce ne sont plus les initiatives gouvernementales qui sont décisives. L'initiative est passée aux masses malgré une sanglante répression.

En 1920, Gandhi, qui est alors apparu comme l'un des principaux dirigeants du Congrès, lance le premier grand mouvement de "non-coopération" qui a une ampleur nationale (3). Le mouvement des masses, c'est aussi une grande vague de grèves qui se combinent avec la création de la confédération syndicale, AITUC. Le prolétariat indien fait son entrée organisée sur la scène politique.

L'impact de la Révolution russe est immense. "Avec le tsarisme, s'effondre toute la conception antérieure de la poli-

tique mondiale des Indes." (Perceval Spear dans *History of India*). Et dans le rapport signé par Lord Chelmsford, viceroy des Indes, présentant la réforme constitutionnelle en avril 1918, il est explicitement fait référence à la Révolution russe pour justifier l'urgence de cette réforme :

*"La Révolution russe, à son début, fut considérée en Inde comme un triomphe sur le despotisme, et malgré le fait qu'elle ait depuis entraîné ce malheureux pays dans l'anarchie et la dislocation, elle a donné une impulsion aux aspirations politiques indiennes."*

On appréciera cet hommage du vice à la vertu.

---

### LE PARTI COMMUNISTE ET LE CONGRÈS

---

C'est en relation avec cette montée du mouvement contre la domination coloniale que se constitue le mouvement ouvrier organisé. Le All India Trade-Union devient une force syndicale effective et est légalement reconnu par le Trade-Union Act de 1926. Mais c'est aussi sur le terrain politique que se forme une organisation, le Parti communiste indien, qui, lui aussi, lutte contre la domination impérialiste, mais le fait au nom des intérêts spécifiques de la classe ouvrière et par des méthodes qui sont celles des travailleurs.

(3) Gandhi (1869-1948) est sans aucun doute le plus habile dirigeant politique que la bourgeoisie indienne se soit donné : "Son grand mérite comme politicien (...) fut de persuader les masses d'accepter la direction des classes aisées et de convaincre celles-ci d'admettre des habitudes qui pouvaient paraître primitives parce que cela leur gagnait la confiance des masses. L'industriel tolérait sa défense du tissage à la main, le politicien son pagne, l'épicurien son ascétisme, car tout cela leur apportait le soutien dont ils avaient besoin." (P. Spear, "History of India".)

Comme l'écrivait un militant trotskyste indien : "Gandhi était grand comme seul un politicien capitaliste peut l'être, dans l'habileté obstinée et trompeuse avec laquelle il représenta les intérêts du capitalisme indien... Il perçut la force potentielle des masses et les utilisa pour appuyer et surmonter les faiblesses du capitalisme indien dans sa négociation pour des miettes plus importantes avec l'impérialisme britannique." (H. Mahadevan, mars 1948, repris dans le n° 21, mars 1985, des Cahiers Léon Trotsky.)

En butte à la répression dès ses premiers pas, contraint d'agir illégalement, le jeune Parti communiste indien voit pourtant s'ouvrir à lui tout un champ de possibilités. D'autant plus que s'accroît la contradiction entre la direction bourgeoise du Congrès — qui a trouvé son plus habile représentant en la personne de Gandhi — cherchant à utiliser le mouvement des masses pour faire pression sur l'impérialisme pour que celui-ci aménage sa domination, et le contenu révolutionnaire du mouvement des masses.

Mais là aussi, les facteurs internationaux seront décisifs. Le Parti communiste indien, comme c'est le cas de toutes les sections de l'Internationale communiste, sera transformé en instrument des besoins de la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire qui s'est emparée du pouvoir en URSS. La politique qui lui sera dictée par cette fonction explique qu'au moment de l'indépendance, au terme de vingt-cinq ans d'une lutte déterminée du peuple indien — marquée par d'extraordinaire mobilisations de la classe ouvrière —, le Parti du Congrès continue à diriger pratiquement sans partage le mouvement national.

Pratiquant d'abord une politique de soumission à la direction nationaliste bourgeoise — la politique que Staline imposa en Chine à l'égard de Tchang Kaï-chek et qui aboutira à la sanglante défaite de 1928 —, le Parti communiste indien va être ensuite précipité dans l'aventurisme de la "troisième période". C'est la politique qui en Europe — et en particulier en Allemagne — désigne (alors que monte le fascisme et que la nécessité du front unique ouvrier contre lui est urgente) les partis sociaux-démocrates — et l'ouvrier social-démocrate — comme l'ennemi principal, qui identifie les partis sociaux-démocrates et fascistes (les socialistes sont des "sociaux-fascistes"). Elle trouve sa réplique en Inde dans la dénonciation du Parti du Congrès comme "l'ennemi principal". Le PC indien organise une rupture au sein de la centrale AICTU pour former le "Red Trade-Union Congress" (les syndicats rouges). Le PC indien se tient à l'écart et dénonce même les deux grandes campagnes de "désobéissance civile" et de "boycott" lancées à nouveau

par le Parti du Congrès, s'isolant d'un profond mouvement de masses à nouveau engagées dans la lutte contre l'oppression coloniale. Le PC indien est bien évidemment incapable, dans cette mesure, d'apparaître comme une alternative lorsque, une fois encore, Gandhi et la direction du Parti du Congrès reculent, inquiets du mouvement des masses et cherchant un accord avec l'impérialisme.

C'est dans cette période que se constituent les premiers groupes d'opposition d'où se dégagent les éléments qui s'orienteront vers le trotskysme, et que se forme, à l'initiative de militants se réclamant du marxisme, le "Parti socialiste du Congrès", créé en 1934, qui apparaît "avec comme toile de fond l'échec du PC indien" (M. R. Masani, *The Communist party of India*).

---

## LE TOURNANT DU "FRONT POPULAIRE"

---

En 1935, le Parlement britannique approuve un "gouvernement of India Act" qui formule le but de la politique britannique en Inde comme visant progressivement à la constitution d'un dominion dans le cadre du "Commonwealth". Sous l'autorité du vice-roi, les gouvernements provinciaux disposent d'une large autonomie. Le corps électoral appelé à élire les Parlements provinciaux est porté à 30 millions d'électeurs. Les élections ont lieu en 1937 et sont un triomphe pour le Congrès, qui obtient la majorité dans de nombreuses provinces. La direction du Congrès — rejetant la position de son aile gauche — décide de former, là où le Congrès est majoritaire, les gouvernements provinciaux.

La bourgeoisie indienne occupe ainsi la place que l'impérialisme lui accorde dans le cadre de ses institutions. Elle prend la charge de faire fonctionner l'appareil d'oppression de l'Etat colonial. Les années 1937-1939 auront des conséquences durables quant aux rapports entre le Congrès et les ouvriers et les paysans. Jusque-là, il advenait que les luttes (contre un grand patron indien, contre les proprié-

taires fonciers) étaient dénoncées par la direction du Congrès comme contraires aux nécessités de la lutte nationale. Mais dans cette période où éclatent de nombreuses grèves, et où les mouvements paysans s'affirment, les gouvernements formés par les représentants du Congrès n'hésitent pas à recourir à la répression. Le militant américain Sherman Stanley, dans un rapport sur l'Inde adressé à Trotsky, écrivait :

*“Il est significatif que la lutte paysanne la plus sérieuse se déroule maintenant dans les provinces du Bihar où gouverne un ministre du Congrès ... Cette lutte de 20 000 paysans (contre les expulsions) est dirigée par un socialiste du Congrès.”*

1935, c'est aussi l'année du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste où est fixée la ligne du “front populaire”, c'est-à-dire de la subordination aux partis de la bourgeoisie impérialiste (comme le Parti radical en France) au nom de “l'anti-fascisme”. Il s'agit, en fait, de subordonner la lutte de la classe ouvrière aux besoins diplomatiques de l'URSS tels que les formule la bureaucratie.

Cette politique se traduira en Inde par la subordination à la direction du Congrès à l'égard de laquelle les staliniens se présentaient comme l'opposition loyale et constructive. En fait, comme le souligne M. R. Masani dans *The Communist party of India* :

*“Le fond de la politique communiste durant cette période apparaît comme cherchant à développer — au travers du Parti du Congrès — une pression pour que le gouvernement britannique forme une alliance antifasciste avec l'URSS.”*

---

## LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

---

En juillet 1939, quelques semaines avant que n'éclate la Deuxième Guerre mondiale et alors qu'en Inde commencent à se regrouper des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale (4), Léon Trotsky s'adresse aux travailleurs de l'Inde par une lettre ouverte :

*“Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelstrom les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la “démocratie” qu'il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements “pacifiques” et “démocratiques” pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la démocratie sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer : donner la liberté complète à l'Inde. Le droit à l'indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires, mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties de la terre en échange d'un dixième de ses colonies.*

*Si le peuple hindou ne veut pas rester esclave pour toujours, alors il doit combattre et rejeter ces faux prédicateurs qui disent que le fascisme est le seul ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants animés de la plus grande haine contre les travailleurs et les opprimés du monde. Mais ils sont avant tout ennemis des peuples allemand et italien sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et les peuples opprimés doivent chercher — comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht — leur ennemi principal dans leur propre pays, incarné par leurs propres exploités et oppresseurs. Dans l'Inde, cet ennemi est*

(4) Il est évident qu'il sera nécessaire de revenir dans un autre article sur l'histoire des organisations trotskystes en Inde — et plus largement en Asie. L'examen de l'activité et de la politique des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment dans les années de la guerre et au lendemain de l'indépendance, sont riches d'enseignements. Au-delà, il est indispensable de revenir sur la manière dont la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1951-1953 s'est exprimée en Inde et la place que la capitulation devant l'impérialisme et le gouvernement de Bandanaraike au Sri Lanka du LSSP (organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale à Ceylan) résultant du cours révisionniste impulsé par Pablo a eue dans la dislocation des organisations trotskystes en Inde même.

*avant tout la bourgeoisie anglaise. (...) Tous les problèmes du temps de paix conserveront leur force en temps de guerre, mais ils auront un caractère beaucoup plus tranchant. (...)*

*La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, à plusieurs autres mesures économiques tendant à élever le niveau de vie du pays et à faire des masses laborieuses les maîtres de leur propre destinée. Seul le prolétariat, allié à la paysannerie, est capable de réaliser ces tâches."*

Si nous reproduisons ici de larges extraits de cette lettre ouverte de Trotsky, c'est non seulement parce qu'elle définit magistralement les axes de la révolution en Inde, mais aussi parce qu'elle formule à l'avance ce que seront les problèmes majeurs de la guerre dans des termes que les faits vérifieront.

En septembre 1939, le peuple indien est jeté dans la guerre pour le compte de l'impérialisme britannique. La première manifestation contre la guerre a lieu à Bombay et rassemble 50 000 travailleurs.

Les droits politiques sont suspendus, le vice-roi détient des pouvoirs véritablement dictatoriaux, la répression frappe ceux qui s'opposent à la guerre, tout particulièrement les militants de la gauche du Congrès, du Parti socialiste et du Parti communiste qui, à cette étape, en raison du pacte germano-soviétique, dénonce la guerre impérialiste, position bien accueillie par les travailleurs indiens.

A la différence de la première guerre impérialiste, la guerre de 1939-1945 est "mondiale" au sens le plus littéral du terme. L'entrée en guerre du Japon fait directement de l'Inde un "théâtre d'opération" d'une importance stratégique majeure. La nécessité d'armer et d'équiper cette armée formera l'un des ressorts du développement d'une industrie indienne hors des secteurs traditionnels comme le textile où elle avait été jusque-là confinée. C'est donc une période de bouleversements, de croissance de la classe ouvrière, de grande tension nationale et sociale.

La direction du Parti du Congrès s'est élevée contre le fait que l'Inde ait été jetée malgré elle dans la guerre. Le Parti abandonne les responsabilités gouvernementales qu'il occupait au niveau provincial.

Mais son opposition a aussi l'aspect d'une offre de services à l'impérialisme britannique. Si on donne aux Indiens — en fait, au Parti du Congrès — la possibilité de gérer en toute responsabilité l'Inde — de former un gouvernement national —, ils seront des alliés loyaux...

Dès l'automne 1940, devant le refus britannique et sous la direction de Gandhi, est lancée une campagne de "désobéissance civile individuelle", c'est-à-dire que des responsables défient les règlements édictés au nom de l'état de guerre. Au printemps 1941, il y a de ce fait 14 000 détenus politiques, dont 28 ex-ministres provinciaux et 290 membres d'assemblées élues.

Mais comme l'écrit l'historien britannique P. Spear dans *A history of India* :

*"Le mouvement était soigneusement contrôlé par Gandhi afin qu'il n'embarrasse pas exagérément le gouvernement."*

Le Parti communiste, qui subit alors une sévère répression, critique le Parti du Congrès pour le caractère limité de son opposition à la guerre.

---

## LE PC INDIEN SE RANGE DU CÔTÉ DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

---

En juin 1941, l'URSS est attaquée par les armées nazies. Alors que l'opposition à la guerre impérialiste monte de tous les secteurs de la population indienne, le PC indien va brutalement opérer une volte-face.

Le PC est légalisé en 1942. Il a la possibilité de publier un journal. Il l'intitule : *La guerre du peuple*. Il s'oppose aux grèves et appelle à la répression et au pogrom contre les militants nationalistes et radicaux, contre le Parti socialiste du Congrès et contre les trotskystes qui, dès

1941, appelaient à la lutte contre *“l'impérialisme britannique qui, à l'époque de la décadence du capitalisme mondial, constitue la force réactionnaire la plus puissante en Inde, nourrissant toutes les autres formes de réaction ...”*

*Pour maintenir sa domination en Inde, face à la marée montante de la révolte des masses, l'impérialisme britannique a recours de manière accrue à toutes les armes administratives et militarisées de la répression. Mais le jour du règlement des comptes se rapproche. La solution des terribles problèmes qui sont ceux des millions de travailleurs indiens exige le renversement et l'élimination de l'impérialisme britannique qui est la tâche centrale de la révolution indienne qui vient.”* (Le rôle réactionnaire de la Grande-Bretagne en Inde, Thèses du Parti bolchevik-léniniste d'Inde, 1941, publiées dans le numéro d'avril 1942 de *Fourth International*, revue du *Socialist workers party* des Etats-Unis).

*“Le jour du règlement de comptes se rapproche”*, disaient les trotskystes. Les politiciens lucides du capitalisme britannique pensaient de même. En 1942, un émissaire du gouvernement anglais, Sir Stafford Cripps, rencontre les dirigeants du Congrès. Il propose un engagement de l'Angleterre d'octroyer à l'Inde un statut de dominion au lendemain de la guerre, en échange d'un appui à la guerre maintenant. En revanche, aucune modification immédiate du régime qui avait alors cours, et qui faisait du vice-roi un dictateur de fait.

Gandhi refuse. *“On nous propose un chèque postdaté sur une banque en faillite”*, dit-il, et il lance le mot d'ordre de *“Quittez l'Inde”*. Le 7 août 1942, le comité pan-indien du Congrès décide une campagne nationale sur ce thème. Les dirigeants du Congrès sont arrêtés dès le lendemain. Le 9 août, les masses commencent à déferler dans les rues des grandes villes. Une explosion politique secoue toute l'Inde. C'est un véritable soulèvement contre la domination coloniale qui commence.

---

## L'EXPLOSION RÉVOLUTIONNAIRE D'AOÛT 1942

---

C'est d'abord à Bombay que l'orage éclate : manifestations étudiantes, arrêts de travail dans les transports. Dès le lendemain, des barricades sont érigées, des postes de police sont attaqués. L'armée britannique doit recourir aux blindés pour *“récupérer”* la ville. Mais le mouvement rebondit dans d'autres parties du pays. *“Les immenses potentialités d'énergie révolutionnaires des masses se sont frayées un chemin sans plan ni système”*, écrit un militant trotskyste indien dans un *Rapport sur la lutte de 1942* publié pour la revue du SWP, *Fourth International*, d'octobre 1942. Dans les campagnes, il y a de véritables insurrections paysannes. Dans certaines régions, comme le Bihar, il se constitue même d'éphémères *“communes”* paysannes. Il est dit dans ce même rapport : *“Leur autorité ne s'étendit jamais au-delà de quelques villages et elles (les “communes”) ne subsistèrent jamais plus de quelques jours. Mais ces éphémères “gouvernements paysans” qui apparurent dans les zones les plus marquées par le semi-féodalisme nous disent dans quelle direction soufflait le vent.”*

La presse anglaise fait silence, mais la presse américaine révèle que, le 21 août, 50 000 travailleurs de la plus grande entreprise industrielle de l'Inde, la fameuse usine Tata de métallurgie et d'armement, avaient entamé une grève politique pour la libération des dirigeants emprisonnés, et souligne avec effroi que les grèves et les émeutes, qui se développaient à une bien plus grande échelle que ne l'avait prévu le gouvernement anglais, *“compromettaient sérieusement la production de guerre”*.

En pleine guerre impérialiste, dans le combat du peuple indien contre la domination colonialiste, c'était donc en Inde que se matérialisaient les prémisses de l'immense vague révolutionnaire qui déferlerait vers la fin de la guerre. En un sens, on pouvait dire du mouvement révolutionnaire indien ce que Lénine avait dit de l'insurrection irlandaise de 1916.

Les partis sociaux-démocrates et staliens des grandes puissances "démocratiques" gardèrent le silence sur la féroce répression coloniale, sur les villages incendiés, sur les exécutions sommaires, les viols et les tortures. Ils cherchaient à cacher aux travailleurs du monde la puissance de ce mouvement qui, en pleine guerre, posait la question de la révolution.

Seule la IV<sup>e</sup> Internationale, dans un manifeste daté du 26 septembre 1942, salue l'héroïque combat du peuple indien, des ouvriers et des paysans, appelle à la solidarité avec eux et compare leur combat à l'explosion de la révolution russe.

La mobilisation révolutionnaire d'août 1942 se heurta à une répression collective féroce, reprenant, comme cela a été noté plus haut, les pires méthodes de toute opération de maintien de l'ordre colonial, doublée d'une répression sélective — un acharnement policier contre les militants qui agissaient pour une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

Mais l'efficacité de la répression et le reflux de la vague révolutionnaire ne s'explique que parce que le mouvement n'a ni centralisation, ni organisation qui dépasse le niveau local. Le mouvement est privé de direction. De la part de ceux qui dirigent les organisations qui regroupent les travailleurs en tant que tels (les syndicats), les partis qui déclarent parler en leur nom (Parti communiste indien) ou qui les influence (Parti du Congrès), lorsque ce n'est pas la dénonciation violente, c'est au moins la décision délibérée de refuser que les organisations jouent leur rôle.

La direction du Parti du Congrès est paniquée par ce soulèvement révolutionnaire. Pour elle, le mot d'ordre "*Quit India*" était un moyen de pression extrême qui ne devait conduire qu'à des actions contrôlées. La menace de la "révolution d'en bas" bouscule non seulement la diplomatie prudente du Congrès, mais lie — dans les faits, dans l'action de millions de femmes et d'hommes exploités et opprimés — la conquête de l'indépendance aux aspirations sociales du Parlement et de la paysannerie pauvre, ce qui remet en cause les bases d'existence de la bour-

geoisie indienne. Gandhi a recours à la "grève de la faim" pour dénoncer, non la répression, mais les "violences" de ceux qui combattent à son appel.

C'est plus qu'un acte symbolique, c'est l'expression de la situation où se trouve la bourgeoisie nationale, en dépit de son opposition réelle à l'impérialisme.

Les dirigeants "intermédiaires", les comités locaux du Parti du Congrès apparaissent comme paralysés.

Il revient à de petits groupes qui s'étaient détachés du PC indien et à la section indienne de la IV<sup>e</sup> Internationale de s'engager sans réserve dans le mouvement. Ces organisations ont aidé à le développer localement, mais n'ont certes pas la force, l'audience auprès des masses, qui leur permettrait d'agir d'emblée comme la direction du mouvement.

Une mention spéciale doit être faite du rôle joué par le PC indien. Au nom de "l'union sacrée", pour que l'impérialisme britannique gagne la guerre, il est au tout premier rang de ceux qui attaquent, calomnient l'héroïque mouvement d'août 1942. Il est du côté de la répression, il est du côté des briseurs de grève.

Généralisant cette attitude, lors de son congrès tenu à Bombay le 23 mai 1943, le PC indien adopte la résolution suivante :

*"Les groupes qui forment la cinquième colonne sont le Forward Bloc, le parti du traître Bose, le Parti socialiste du Congrès qui a trahi le socialisme au début de la guerre et qui a mené une politique opportuniste et destructrice pour finir dans le camp des traîtres trotskystes, et finalement les groupes trotskystes qui sont des gangs criminels payés par les fascistes. Le Parti communiste déclare que ces trois groupes doivent être traités par tout Indien honnête comme les pires ennemis de la nation, chassés hors de la vie politique et exterminés."*

Sans aucunement prétendre faire l'histoire de ces événements, s'il a été insisté ici sur août 1942, c'est que ce mouvement de caractère révolutionnaire des masses indiennes crée une situation irréversible. C'est avec lui que le peuple

indien renouera à la fin de la guerre lorsqu'il se mobilisera à nouveau pour chasser l'impérialisme. En saisissant l'importance, la place qu'il occupe dans la conscience des masses, est indispensable pour comprendre les conditions précipitées dans lesquelles l'impérialisme va reconnaître l'indépendance de l'Inde.

---

## VERS L'ACCESSION À L'INDÉPENDANCE

---

Le calme qui règne après 1942 sur la base d'une véritable dictature coloniale n'est qu'apparent. Certes, l'impérialisme britannique, avec les "Alliés" — en particulier les Etats-Unis —, l'emporte maintenant militairement sur le Japon et a ainsi plus de marge de manœuvre. Mais sa position mondiale a été profondément minée par la guerre, "l'Empire" ne peut plus exister dans les formes victoriennes qui en constituent encore le cadre. En relation avec la vague révolutionnaire qui accompagne la liquidation de la guerre, l'impérialisme britannique prépare les conditions politiques pour faire jouer à la Constitution coloniale de 1935, suspendue pendant la guerre, le rôle pour lequel elle avait été conçue, comme une *"tentative consciente de donner une forme conservatrice à l'évolution conduisant en définitive à l'indépendance"* (P. Spear dans *The History of India*). On songe inévitablement au mot de Lampedusa dans *Le Guépard* : *"Il faut que tout change pour que rien ne change."*

Dans cette tentative d'aménager les formes de sa domination tout en préservant l'essentiel, l'impérialisme britannique va, en particulier, s'appuyer sur les divisions religieuses.

Le rôle et la place occupés par la Ligue musulmane (à laquelle les autorités britanniques ont laissé le champ libre après août 1942 et la répression contre le Parti du Congrès) sont modifiés. Lors des élections de 1937, la majorité des électeurs musulmans s'étaient prononcés pour le Congrès. Seuls 4,6 % avaient voté en faveur de la Ligue musulmane pour qui il existe en Inde deux nations définies par la

religion. En conséquence, la "nation musulmane" ne peut se soumettre à la règle de la majorité, il lui faut assurer son indépendance : un territoire et un Etat.

Un peu plus du quart de la population de ce qui est alors l'Empire des Indes est de confession musulmane. Si elle est majoritaire dans certaines provinces, nulle part il n'y a d'enclave "purement musulmane", et en outre il y a des musulmans dans toutes les régions. La politique impérialiste, qui a donné une forme institutionnelle à la séparation entre Indiens et musulmans (les deux collèges), qui — dès la mise en place du suffrage censitaire au début du XX<sup>e</sup> siècle — a utilisé ce qui s'appellera le "communisme" afin qu'il ne fut *"plus suffisant d'avoir une opinion, des objectifs politiques d'avenir. Il fallait d'abord "représenter" un groupe : communauté, caste, religion, genre, métier"* (Nigel Harris dans *National liberation*).

C'est cette politique que l'impérialisme va porter à un autre niveau en érigeant les "communautés religieuses" en "nations potentielles". La menace de la partition, avec son inévitable cortège d'affrontements, va désormais directement peser sur la vie politique, alors qu'en 1940 encore, une conférence de partis musulmans s'opposait à la notion d'un Etat séparé, se déclarant en faveur d'une *"patrie commune à tous les citoyens, indépendamment de la race ou de la religion"*.

De plus, l'impérialisme compte sur la coopération de la bourgeoisie indienne et de sa représentation politique à un processus politique — sous tutelle de l'impérialisme — et la reconnaissance de sa position économique. C'est-à-dire l'appropriation par elle d'une fraction de la plus-value extraite — en Inde — sans les risques qui la menaceraient comme classe dominante en cas de bouleversements révolutionnaires.

Le premier acte de Gandhi libéré est de dénoncer la "violence" de ses partisans. Le Parti du Congrès renonce à toute campagne anti-impérialiste et se contente de réclamer un "gouvernement national". A la perspective d'une Assemblée constituante, perspective révolutionnaire par laquelle peuvent s'affirmer l'indépendan-

ce et la souveraineté d'une République indienne unissant toutes les composantes de la nation, le Parti du Congrès oppose un "partage du pouvoir" avec le colonialisme.

Enfin, l'Empire comprend l'Inde proprement dite, et une myriade d'Etats princiers qui vont de petits territoires à de vastes entités, comme le Cachemire. Les souverains de ces principautés ont un lien d'allégeance direct à l'égard de la couronne britannique. Pour l'Angleterre, ces souverains peuvent soit choisir l'indépendance, soit se rattacher à l'Etat ou aux Etats issus de la disparition de l'Empire. Il y a là un risque supplémentaire de dislocation de l'unité indienne dont jouent les représentants britanniques.

Les événements mondiaux vont précipiter le cours des choses en Inde. La guerre dans le Pacifique, qui s'est poursuivie après la fin de celle menée en Europe, se termine brusquement lorsque l'impérialisme américain décide d'anéantir par le feu nucléaire Hiroshima et Nagasaki, et que le Japon impérial capitule en août 1945. En Indochine commence la lutte ouverte contre la domination coloniale française, et en Indonésie contre le colonialisme hollandais ...

En Angleterre, les élections se soldent par une ample victoire du Labour Party, refraction de la montée de la classe ouvrière qui s'inscrit dans les développements affectant toute l'Europe. Malgré l'auréole du "vainqueur", Churchill est jugé par les travailleurs anglais pour ce qu'il est : le représentant de la pire réaction. Le vieil ennemi du peuple indien, celui qui disait : "Il faudra un jour écraser le Parti du Congrès et tout ce qu'il représente", est chassé grâce au vote des travailleurs anglais.

Le Labour Party forme le gouvernement. Certes, les dirigeants entendent bien préserver les positions de "leur" impérialisme, mais leur victoire électorale signifie que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser entraîner dans une guerre coloniale à l'échelle d'un continent. D'ailleurs, au sein de l'armée, se multiplient les mouvements pour une démobilisation rapide.

Si, chez certains hommes politiques britanniques, les habitudes coloniales avaient pu entretenir l'illusion qu'ils pouvaient encore temporiser, l'action des ouvriers, des paysans et des étudiants dans toute l'Inde, allaient très vite les contraindre à l'abandonner.

---

## LA LEVÉE EN MASSE CONTRE LA DOMINATION COLONIALE

---

Dès l'automne 1945, la classe ouvrière commence à occuper le devant de la scène, combinant ses revendications sociales avec son combat pour l'indépendance : des grèves éclatent dans toutes les grandes villes, à Calcutta, à Bombay, à Madras, à Delhi, à Allahabad.

En novembre, des anciens soldats de l'*Indian National Army* (une formation militaire créée par Shanda Bose, un dirigeant de l'aile gauche du Congrès qui avait appelé à combattre contre l'occupant britannique aux côtés de l'armée japonaise) sont jugés comme "traîtres" par une cour martiale britannique. La grande masse des travailleurs n'a pas soutenu la tentative de Bose, car, à juste titre, elle ne considérait pas que l'impérialisme japonais puisse lui apporter sa libération. Il demeurait que l'opresseur direct, c'était le colonialisme anglais. De quel droit le colonisateur allait-il décréter qui était "traître" à la nation indienne et qui ne l'était pas ?

Les étudiants sont à la tête des manifestations contre le procès. Une journée nationale contre la répression a lieu à Calcutta. La police tire sur les étudiants, trois d'entre eux sont tués, une centaine blessés. Alors, la classe ouvrière se mobilise, les usines s'arrêtent les uns après les autres, les transports urbains sont paralysés.

Les grandes usines du textile de Bombay, les chemins de fer entrent dans la grève. Des mutineries éclatent dans la marine, et des manifestations de solidarité avec les marins révoltés ont lieu dans tout le pays.



Les élections organisées en 1946 donnent une éclatante victoire au Parti du Congrès, mais dans le "collège musulman", pour la première fois, la Ligue musulmane impose son hégémonie. Contre le mouvement des masses, l'impérialisme va directement jouer la carte de la partition.

Car les élections n'ont pas interrompu la levée en masse contre la domination coloniale, et le rôle décisif tenu par la classe ouvrière, utilisant ses propres méthodes, s'amplifie de jour en jour. En juillet 1946, grève générale des postes et télégraphes, suivie par la grève des employés de banques, puis en août par celle des cheminots. On décompte 1 960 000 grévistes en 1946, 2 215 000 en 1947. Le 5 juin 1947, il y aura une journée de grève générale contre l'intervention française en Indochine.

C'est une situation révolutionnaire qui s'étend à toute l'Inde. Le Parti du Congrès craint par-dessus tout la radicalisation des masses. Gandhi a dénoncé comme "impies" les manifestations où hindous et musulmans se sont retrouvés au coude à coude pour soutenir les marins mutinés. Mais le parti du Congrès ne peut contenir le mouvement des masses que si celles-ci ont le sentiment de remporter une victoire. De son côté, l'impérialisme britannique redoute d'être entraîné dans une guerre coloniale à l'échelle d'un continent.

Le gouvernement anglais renonce à maintenir un processus contrôlé d'accession à l'indépendance s'étendant sur plusieurs années. Le 16 mai 1946, il publie une "déclaration politique" qui contient des "recommandations" concernant la future Constitution de l'Inde et décide la formation d'une "Assemblée constituante" (à partir de l'Assemblée déjà élue et de représentants des Etats provinciaux) et celle d'un gouvernement intérimaire.

Le 2 septembre 1946, se forme ce "gouvernement intérimaire" présidé par Nehru, mais la situation continue à se détériorer. La lutte entre "communautés", les rivalités religieuses que la politique britannique a encouragées pendant des années sont directement utilisées contre le mouvement révolutionnaire. Pogroms

contre les musulmans, représailles anti-hindoues : la menace d'une terrible guerre fratricide s'aggrave. Les forces de répression, si promptes à tirer sur des manifestations désarmées, se montrent alors bien lentes à réagir...

Alors que le pays glisse vers le chaos, le gouvernement britannique se déclare décidé à "*transférer le pouvoir entre les mains indiennes au plus tard en juin 1948*".

Les choses iront encore plus vite : Lord Mountbatten, le nouveau vice-roi, prépare un plan de partage de l'Inde en deux "dominions" (l'Union indienne et le Pakistan) que le Parti du Congrès accepte après avoir protesté. Le 18 juin 1947, la "*loi d'indépendance de l'Inde*" est votée par le Parlement britannique. Le 15 août 1947, l'indépendance est proclamée. Le "*gouvernement intérimaire*" devient le gouvernement national indien. C'est le Parti du Congrès qui dirige le premier gouvernement de l'Inde indépendante.

---

## LA PARTITION

---

Un second Etat politiquement indépendant se constitue comme conséquence des conditions dans lesquelles disparaît "*l'empire des Indes*" : le Pakistan. Cet Etat est formé de deux territoires que séparent des milliers de kilomètres : au nord-ouest de l'Inde, la région où se trouve Karachi et la capitale Islamabad, limitée par une longue frontière avec l'Afghanistan, et qui intègre une partie de l'ancienne province du Pendjab ; à l'est, autour de Dacca, la partie orientale du Bengale.

Ainsi, la partition s'effectue en déchirant deux composantes majeures de l'histoire de l'Inde : le Pendjab — où est enracinée une minorité religieuse, les sikhs — et le Bengale. Charles Bettelheim, dans *L'Inde indépendante*, écrit justement à ce sujet :

*"Cette partition présentait de nombreux caractères artificiels. Elle rendait chacun des deux Etats beaucoup plus faibles que n'aurait pu l'être une*

*Inde unie. Cependant, toute l'histoire des années antérieures montre que le gouvernement britannique n'avait pas ménagé ses efforts pour rendre la partition politiquement inévitable. Il espérait ainsi maintenir plus facilement son contrôle sur les deux jeunes Etats."*

Nous ne traiterons pas ici des conditions dans lesquelles s'opère la partition, quitte à y revenir dans un autre article. Soulignons que Gandhi s'opposa à la partition, la dénonçant comme une "vivisection de l'Inde", mais laissa faire.

Le terme de "vivisection" était — hélas — approprié. La partition s'effectua dans le sang, au travers de terribles souffrances pour des peuples déjà éprouvés

par la disette, la répression, la surexploitation. Les sanglants affrontements qui avaient opposé hindous et musulmans avant août 1947 n'étaient qu'une préface dont les pires horreurs pâlisent devant l'ampleur du désastre engendré par la partition. Dans une atmosphère de chaos, dix millions de personnes, hindous, sikhs, musulmans, seront jetés sur les routes du plus grand exode de l'histoire. On estime qu'un million d'entre eux ne survivront pas.

L'impérialisme britannique, qui porte la responsabilité principale de ce désastre, qui a nourri puis déchaîné nombre d'affrontements "communautaires", se présente hypocritement en "sauveur".

## Mythes et réalités de l'ère Nehru

Dirigeant du Parti du Congrès, Premier ministre sans interruption de la veille de l'indépendance jusqu'à sa mort en 1964, le nom de Nehru est associé à l'édification de l'Inde indépendante, à la construction du nouvel Etat, à la politique internationale de cette nouvelle puissance comme aux grands axes de son orientation économique. A tel point que l'on parle d'une "ère Nehru".

Les partisans de la "nouvelle politique économique", d'une "large ouverture" au marché mondial et aux "investisseurs étrangers", en fait de la soumission aux diktats du FMI, présentent souvent l'ère Nehru comme celle d'un "conservatisme bureaucratique", d'une "fermeture" de l'Inde, voire d'un "socialisme indien".

A l'inverse, dans des secteurs qui combattent le gouvernement actuel de N. Rao, il arrive que l'on idéalise les premières années de l'indépendance, années où le pays aurait avancé vers la solution des problèmes hérités du colonialisme, commencé à échapper au sous-développe-

ment, assuré les bases de son indépendance nationale.

Comme dans le rappel de la lutte contre le colonialisme britannique, il ne s'agit pas ici de questions ne présentant qu'un intérêt rétrospectif. Au contraire, elles sont liées aux problèmes de la lutte politique aujourd'hui.

---

### L'ÉTAT INDIEN

---

L'indépendance politique signifie avant tout l'établissement d'un Etat qui n'est plus l'instrument de la domination coloniale directe. L'appareil d'Etat aux destinées duquel présidait jusqu'en 1947 le vice-roi n'était qu'un prolongement et un instrument de l'Etat impérialiste britannique, même s'il reposait sur une administration largement "indianisée". L'Etat qui s'établit après 1947 est un Etat national, même si sa souveraineté est limitée par la dépendance économique de l'Inde et par

les conditions politiques de l'accession à l'indépendance.

Plus précisément, l'Etat qui s'édifie est celui de la bourgeoisie indienne. Le Parti du Congrès qui en assurera pendant des années la représentation politique presque exclusive tient le gouvernement et contrôle en fait tous les rouages de l'Etat. Un Etat se définit d'abord par les rapports de propriété qu'il défend. L'Etat indien est donc un Etat bourgeois, l'appareil de domination de la bourgeoisie indienne. Mais cette définition générale n'est pas suffisante. C'est l'Etat de la bourgeoisie d'un pays arriéré, bourgeoisie qui entretient des relations spécifiques avec l'impérialisme, c'est-à-dire qu'elle est, comme l'explique Trotsky, une classe dominante, mais qui reste dominée. Les institutions qui structurent cet Etat sont inséparables de la manière même dont celui-ci se constitue.

Il n'y a pas eu d'Assemblée constituante. Ce qui a pris ce nom était une construction imposée par le gouvernement britannique qui regroupait 93 représentants des Etats princiers et 292 membres élus au second degré par les assemblées législatives provinciales. Ces assemblées avaient été élues en 1946 sur la base d'un suffrage censitaire (1/5<sup>e</sup> de la population adulte).

C'est devant cette Assemblée que le gouvernement est responsable. C'est elle qui élabore la Constitution qui sera promulguée en 1950. Cette constitution fait de l'Inde une république parlementaire fédérale (large dévolution de pouvoir aux assemblées et aux gouvernements provinciaux). Le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale élue au suffrage universel. Il existe un Sénat, ou chambre haute, ainsi qu'un président de la République sans grands pouvoirs effectifs. Le véritable chef de l'Etat, c'est le Premier ministre, qui sera, la plupart du temps, le "patron" du Parti du Congrès. La Constitution garantit le droit à l'existence et l'activité de partis. L'Etat est "laïque" au sens où il proclame sa neutralité à l'égard des différentes religions.

Le régime politique repose sur l'extrême arriération économique du pays, héri-

tage du colonialisme, et sur ses conséquences (80 % d'analphabètes en 1947). La structure agraire avec les pouvoirs de fait de vie ou de mort qu'elle donne aux grands propriétaires et à la multitude d'intermédiaires qui parasitent le paysan, le sous-emploi dans les villes rendent très ténu le lien réel entre la masse de la population et les institutions parlementaires.

Le contrôle parlementaire sur l'action gouvernementale est d'ailleurs très limité. Ce qui compte la plupart du temps, c'est la machine du Congrès. En un sens, l'appareil de celui-ci a fini par jouer un rôle que l'on peut comparer — dans un autre contexte — à celui de la Démocratie-chrétienne en Italie.

Le Parti du Congrès a si longtemps contrôlé tous les éléments de l'appareil d'Etat, tant régné par le clientélisme, les prébendes, le jeu de véritables "mafias" qu'il entretient et qui manipulent les antagonismes de régimes, de communautés, de clans, qu'il s'est organiquement lié à l'Etat. Il en est une institution, élevée au-dessus des autres et domine tout l'appareil d'Etat.

En ce sens, les formes de domination en Inde ont incontestablement un aspect bonapartiste. Bonapartisme dont l'instrument est le Parti du Congrès et qui s'incarne dans la personne du Premier ministre, qu'il s'agisse de Nehru ou plus tard d'Indira Gandhi.

Ce bonapartisme — sans vouloir forcer le parallèle —, parce qu'il est relié au caractère dominé du pays, présente bien des traits communs avec ce que Léon Trotsky décrivait à propos des pays d'Amérique Latine — et dans ce cas, en particulier, du Mexique. Trotsky souligne que dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger jouait un rôle décisif, "d'où — disait-il — la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Cela crée des conditions particulières au pouvoir d'Etat. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène (...). Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui-générés particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner

*soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat, et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers.*" (Léon Trotsky, *L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière*, juin 1939, *Œuvres*, tome 18).

Cette citation éclaire la voie suivie par le gouvernement indien. La bourgeoisie nationale cherche à s'assurer la plus large place possible dans le domaine que lui concède l'impérialisme (dans le cadre des rapports mondiaux et du marché mondial dominé par l'impérialisme), à développer les bases de l'exploitation capitaliste en Inde même, à disputer au capital étranger l'appropriation d'une part de la plus-value existante par cette surexploitation. Il lui faut pour cela le concours de son Etat comme "tuteur". C'est dans ce cadre que se situeront les nationalisations et l'intervention du "secteur public". Elles s'accompagneront de concessions qui sont des éléments constitutifs de la classe ouvrière indienne à l'échelle de tout le pays et de son combat, comme l'a manifesté la grève du 9 septembre. Ce sont notamment les garanties d'emploi, les salaires et les conditions de travail dans les grandes entreprises nationalisées qui sont aujourd'hui la cible numéro un des destructeurs du FMI.

---

**IMPÉRIALISME,  
BOURGEOISIE INDIENNE,  
BUREAUCRATIES RUSSE  
ET CHINOISE.  
LA PLACE INTERNATIONALE  
DE L'INDE**

---

Au moment où l'Inde devient un Etat indépendant, la vague révolutionnaire de la fin de la guerre a été contenue. Grâce à la bureaucratie stalinienne, et, dans chaque pays, au concours des partis communistes et des partis sociaux-démocrates à la défense et à la reconstruction de l'Etat bourgeois, l'ordre dessiné à Yalta et à

Potsdam a été établi non sans de profondes concessions aux travailleurs dans les pays industrialisés, sans que soit empêchée la dislocation des vieux empires coloniaux et en remettant le contrôle de l'Est de l'Europe à la bureaucratie stalinienne.

La lutte des classes se poursuit à l'échelle nationale et internationale. L'impérialisme mondial, y compris au travers de sa coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie d'URSS, ne renonce pas à réintégrer l'URSS et l'Europe de l'Est dans le marché mondial structuré sur la base de la propriété privée des moyens de production. C'est ce qu'exprime, sous une forme déterminée, la "guerre froide".

Face à l'irruption de la révolution chinoise, l'Inde apparaît comme la "façade démocratique" en Asie qui va prouver que l'on peut échapper au "sous-développement" en respectant les normes de la "civilisation occidentale" — c'est-à-dire dans le cadre de la subordination à l'impérialisme et sans mettre en cause les rapports de propriété bourgeois.

En ce sens, le gouvernement indien trouve aisément sa place dans la "guerre froide". Les proclamations "socialisantes" de son gouvernement n'alarment pas plus Washington que les capitalistes indiens. Il trouve aide et crédits pour permettre le démarrage de ses plans (en fait, ce qui marquera cette période, c'est la substitution progressive de l'impérialisme américain à l'impérialisme britannique comme bailleur de fonds et comme impérialisme dominant). Les besoins de la reconstruction d'après-guerre puis "la prospérité" engendrée par l'économie d'armement à partir de la guerre de Corée fournissent un environnement international favorable à l'économie indienne.

---

**L'INDE DANS LE JEU  
DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE**

---

Cela ne signifie pas que la bourgeoisie indienne et que son Etat aient alors été de simples pions de l'impérialisme, sans

volonté propre liée à des intérêts spécifiques qui peuvent entrer en contradiction avec les besoins de l'impérialisme.

Nehru reste dans les mémoires comme un grand promoteur de l'idée du "non-alignement" et de celle de "la solidarité des pays du tiers-monde". Il joue un rôle central à la conférence afro-asiatique de Bandoeng, après avoir établi, avec Chou En-lai, Premier ministre de la Chine populaire, les "cinq principes de la coexistence pacifique". Malenkov, qui est alors le principal dirigeant de la bureaucratie, salue pour sa part *"la grande contribution de l'Inde à la paix"*. En même temps, va démarrer le second plan quinquennal de développement économique de l'Inde : les prêts des USA et de la Banque mondiale représentent le tiers des dépenses d'investissement public de ce plan (contre 1/8<sup>e</sup> pour le premier).

L'Inde a donc une place de choix dans le dispositif mondial de la "coexistence pacifique". La "coexistence pacifique", c'est en réalité la coopération contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne avec l'impérialisme, sous la conduite de celui-ci, qui ne renonce en rien à ses buts. Les accords de "coexistence pacifique" dirigés contre les peuples et la lutte émancipatrice des travailleurs du monde entier n'empêchent pas la pression impérialiste de se renforcer, tant à l'époque de Khrouchtchev qu'à celle de Brejnev (blocus et course aux armements).

L'un des aspects de la "coexistence pacifique", c'est celui d'œuvrer à contenir la révolution dans les pays opprimés par l'impérialisme là où elle ne peut être écrasée. La politique de Nehru participe à cet effort, et, en retour, le régime indien, contre les masses ouvrières et paysannes, recevra l'appui de la bureaucratie de Moscou — et pendant toute une période de Pékin également, y compris lorsque les conséquences du conflit entre la bureaucratie stalinienne et Pékin aboutiront à des hostilités militaires entre l'Inde et la Chine. Pour celle-ci, il s'agira d'un affrontement armé "classique" entre deux Etats, et le PC chinois ne tentera en aucune manière de s'appuyer sur un mouvement révolutionnaire en Inde, mais renforcera ses liens avec le Pakistan.

Quelles qu'aient été les intentions des dirigeants indiens et l'importance objective de l'Inde, on ne peut être que frappé par les limites étroites de l'autonomie dont ils disposent. Dans le cadre de la "coexistence pacifique" — et plus généralement de la politique internationale —, la bourgeoisie indienne n'est pas en état de prendre des initiatives majeures.

Si en 1962, le gouvernement indien manifeste une attitude agressive à l'égard de la Chine, c'est en relation directe avec le fait que la coopération URSS-USA intègre comme l'un de ses aspects la volonté d'isoler la Chine.

En 1971, lors du conflit avec le Pakistan, la situation est autre. La bureaucratie chinoise a été réintégrée dans le dispositif de la "coexistence pacifique" ; le voyage de Nixon prépare la négociation sur le Vietnam. Et lorsque le Pakistan explose, c'est-à-dire que se combine la remise en cause du gouvernement pakistanais avec une révolte de caractère national des Bengalis du Pakistan oriental — qui aboutira à la formation du Bangladesh —, les USA et le gouvernement chinois volent au secours du régime pakistanais.

L'intervention militaire de l'Inde — pour "porter secours aux Bengalis", en fait pour assurer sa place continentale — s'arrêtera dès que l'existence du régime pakistanais sera mise en cause. De fait, les troupes indiennes jouent un rôle de maintien de l'ordre, veillent à ce que la constitution du Bangladesh ne déséquilibre pas toute la région et n'aboutisse à la formation d'un régime respectant les intérêts des masses exploitées et opprimées qui se sont dressées contre la dictature pakistanaise.

---

### LES CONDITIONS DE LA "STABILITÉ"

---

La "stabilité" de l'Inde, c'est-à-dire le maintien en place d'un régime ancré dans les rapports de propriété capitalistes et les défendant (propriété privée des grands moyens de production), et exprimant les intérêts de la bourgeoisie, régime incapable d'arracher l'Inde à la misère et

d'amorcer sa transformation radicale, les peuples de l'Inde le payent chèrement.

Cette "stabilité" — toute relative — n'aurait pu être maintenue sans la politique poursuivie par les organisations se réclamant de la classe ouvrière mais subordonnées aux bureaucraties contre-révolutionnaires. Dans les premières années de l'indépendance, le Parti socialiste du Congrès rompit avec le Congrès (1948) et se constitua comme une organisation indépendante ; mais en 1952, il s'autodissout, et, si il existe depuis des formations et des courants qui se réclament du socialisme, il n'existe plus de parti socialiste constituant un cadre d'organisation.

Le Parti communiste indien, pour sa part, continue à suivre étroitement les tournants imposés par les besoins de la bureaucratie stalinienne et à mener une politique qui, sous des formes diverses, a comme traits constants d'être contradictoire avec les aspirations des masses exploitées de l'Inde. C'est ainsi qu'après avoir rallié à la dernière minute les rangs du combat pour l'indépendance, le Parti communiste indien accepte la direction du Congrès — au point que certains de ses dirigeants envisagent sa dissolution dans les rangs de celui-ci. C'est l'application à l'Inde de la politique qui verra partout le PC se porter au premier rang de la reconstruction de l'Etat bourgeois. Puis c'est la guerre froide : le gouvernement indien, allié des USA et de la Grande-Bretagne, est classé dans le "camp ennemi". Sans souci des conditions concrètes, le PC indien se lance alors dans l'aventure de "guérillas" isolées. Puis, à partir de 1950, au nom de la "lutte pour la paix", c'est à nouveau le tournant vers l'appui et la pression sur le Congrès...

En relation avec le conflit entre la bureaucratie d'URSS et la direction du PC chinois, la crise déchire le PC indien. Elle aboutira en 1964 à la constitution de deux organisations séparées — qui existent encore aujourd'hui — : le PC indien et le PCI (M), c'est-à-dire le Parti communiste d'Inde (marxiste). Ce dernier, qui joue aujourd'hui un rôle politique important en Inde (qui, par exemple, depuis des années, contrôle le gouvernement de l'Etat du

Bengale), avait refusé la condamnation du PC chinois sans toutefois s'identifier à ses positions.

Les divergences réelles entre ces deux partis n'empêchent pas que l'un et l'autre appuient Indira Gandhi et se retrouvent également dans les gouvernements de coalition lorsque le Congrès ne sera plus majoritaire au Parlement.

L'affaiblissement du Parti du Congrès, puis la crise qu'ouvre en 1975 le recours à l'état d'urgence par Indira Gandhi, suivis par la défaite électorale du Parti du Congrès en 1977, ouvrent une période de bouleversements, d'aggravation des conflits "régionaux", d'assassinats politiques (Indira Gandhi en 1984, son fils Ravij Gandhi, qui lui a succédé comme Premier ministre, en 1990). Les liens organiques du Parti du Congrès avec l'Etat font de sa crise une crise dislocatrice des institutions mêmes de l'Etat.

Cette crise est déterminée par l'impasse à laquelle ont abouti les tentatives d'industrialisation et de transformation de l'Inde, sans que soit opérée la rupture avec l'impérialisme. La crise politique s'exacerbe alors que le pillage et la domination économique de l'impérialisme s'intensifient.

Il n'est pas possible de comprendre pourquoi cette crise de régime du Congrès, les convulsions politiques combinées avec les luttes menées par les ouvriers et les paysans n'ont pas ouvert une issue positive, si l'on ne tient pas compte des conséquences de la politique des partis se réclamant de la classe ouvrière que nous avons évoquée plus haut, politique elle-même déterminée par des facteurs mondiaux, par le caractère contre-révolutionnaire de la II<sup>e</sup> Internationale et du stalinisme.

---

## LES PLANS QUINQUENNAUX

---

Nehru écrivait à la veille de l'indépendance : *"Dans le contexte du monde moderne, aucun pays ne peut être politiquement et économiquement indépendant,*

et cela même dans le cadre de l'interdépendance internationale, s'il n'est pas hautement industrialisé et s'il n'a pas développé au maximum toutes ses ressources." (Nehru, *The discovery of India*, New York, 1946).

Cet article a déjà indiqué à quel point, lorsque l'Inde accède à l'indépendance, elle porte tous les stigmates d'un pays arriéré et opprimé. Ajoutons quelques points de repère :

En 1948-1949, l'industrie dans son ensemble ne représente que 17,1 % du revenu national et n'emploie que 9,6 % de la population active. L'industrie de transformation moderne (déduction faite du secteur minier et de la petite entreprise) emploie à peine plus de 2 % de la population active et représente seulement 6,3 % du revenu national. Faiblesse de l'industrie lourde (métallurgie et sidérurgie) et de l'extraction minière qui ne représente que 4,4 % de la production industrielle. L'industrie est donc dominée par l'industrie légère (textile, produits alimentaires, etc.) qui constitue 78 % de la production industrielle du pays (indications tirées du livre de Max-Jean Zins, *Histoire politique de l'Inde indépendante*, PUF).

D'après Charles Bettelheim (*L'Inde indépendante*), "quantitativement, le capital étranger se partage à peu près à égalité avec le capital contrôlé par les nationaux, la domination de l'économie indienne". Bettelheim précise que "l'impact des positions du capital étranger" est tel qu'on ne peut se soustraire à sa pression "que par des mesures radicales de nationalisation ou de blocage de fonds, mesures auxquelles le gouvernement indien n'a pas voulu recourir".

En effet, en 1961, au terme de plus de dix ans de "politique économique Nehru", les entreprises d'Etat ne représentent que 10 % de la production industrielle du "secteur organisé". Aucun des grands monopoles privés n'est touché par les mesures de nationalisation (les seules nationalisations sont celles des compagnies d'aviation en 1953, des assurances en 1956, de l'Imperial Bank devenue Bank of India et des mines d'or jusque-là britanniques).

En revanche, l'Etat aide à développer une infrastructure qui bénéficiera aux capitalistes, assure les investissements de "base" dans des secteurs vitaux de l'économie comme les industries de base et la production de machines-outils. Dans le *Time of India* du 3 avril 1959, cette politique est ainsi résumée : "Le secteur public agit comme un générateur d'entreprises privées."

La politique économique du gouvernement se concentre dans des plans quinquennaux nationaux (c'est-à-dire qu'ils concernent la totalité de l'économie). Ces plans ne sont pas, bien évidemment, impératifs. Ils sont indicatifs, même s'ils fixent des objectifs globaux qui ne seront d'ailleurs jamais atteints.

On peut schématiquement diviser la période couverte par les sept plans quinquennaux allant de 1951 à 1990 en deux : celle où l'Etat intervient activement pour aider au développement de l'infrastructure, de l'industrie lourde, protéger l'industrie nationale (licences d'importation), et la seconde où l'accent est mis sur l'ouverture au marché mondial, les exportations et le recours explicite à l'investissement étranger.

On peut dire que le tournant se situe dans les années 1980, avec en particulier le sixième plan remanié (1980-1985) décidé par Indira Gandhi, qui a comme axe la libéralisation de la politique industrielle. Mais en fait, dès 1966, année où l'inflation, la détérioration de la balance commerciale, la dévaluation conduisent à l'interruption du plan, les illusions entretenues sur une croissance permanente et harmonieuse, arrachant l'Inde au sous-développement, étant réduites à néant.

Au bout de 30 ans de planification (1950-1980), quel bilan peut-on tirer ? Comme l'écrit un économiste indien : "Le taux de progression annuel de 3,5 % n'est apparu comme respectable que lorsque l'économie mondiale a ralenti son rythme de croissance." En d'autres termes, l'économie indienne a connu un taux de progression moyen dans les années du "boom" où elle pouvait connaître une expansion modeste de ses exportations qui ont ensuite déclinées.

L'Inde s'est sans aucun doute constituée une base industrielle qui était virtuellement inexistante lors de l'accès à l'indépendance. L'espérance de vie est passée de 33 à 56 ans. Mais la pauvreté est restée la caractéristique majeure de la société indienne. En 1983, on estimait à 40 % le nombre d'Indiens survivant en dessous du seuil de pauvreté.

Malgré le développement industriel relatif et la création d'emplois qu'il a pu entraîner, le chômage et le sous-emploi ont progressé dans les villes comme à la campagne. Seulement 37 % des adultes sont alphabétisés. L'Inde, qui a la plus nombreuse population du monde après la Chine, ne se classe que comme 14<sup>e</sup> pays par son Produit national brut et au 120<sup>e</sup> par son Produit par habitant, demeurant donc parmi les pays les plus pauvres du monde.

Ainsi, les développements qu'a connus l'Inde n'ont ni arraché le pays à l'arriération économique, ni qualitativement modifié sa place sur le marché mondial. La bourgeoisie indienne s'est heurtée au fait qu'elle ne pouvait avoir accès au marché mondial qu'à travers les puissances impérialistes.

Si, en quelque sorte, en "haut", le capitalisme indien se heurtait à la domination impérialiste et aux conséquences de l'impact du système capitaliste international, en "bas" il se heurta au fait que sa domination s'appuyait sur un ensemble de relations sociales et politiques archaïques et réactionnaires qu'il ne pouvait liquider sans menacer cette domination, alors que ces mêmes relations s'opposaient au développement économique.

Une modification radicale de la situation existant dans les campagnes était indispensable à tout développement économique véritable. Mais, comme l'écrit une économiste américaine, "*les dirigeants indiens s'étaient engagés à accomplir des changements profonds dans la structure des relations économiques et des relations du pouvoir, comme une partie essentielle du développement. En même temps, ils étaient tout aussi décidés à éviter les coups politiques d'un assaut direct contre l'ordre social établi.*" (F.

Franckeeel *Indian's political economy*, cité par J.-A. Bernard dans *L'Inde, le pouvoir et la puissance*, Fayard).

Cette formule s'applique parfaitement à la politique agraire des gouvernements indiens. Les dirigeants étaient conscients que le développement de l'agriculture était la clé de voûte de la croissance. Ils étaient non moins décidés à ne pas "déstabiliser" socialement les campagnes.

---

## L'ÉCHEC DES RÉFORMES AGRAIRES

---

Les dernières statistiques disponibles (celles de 1990) indiquent que la part de l'agriculture dans le Produit intérieur brut n'est plus que de 30,1 %, cela étant dû à une progression de la part des services (40,7 %) et de l'industrie 29,3 % (contre respectivement 32,9 % et 21,9 % vingt ans auparavant).

Mais l'agriculture emploie toujours près de 70 % de la population active (66,5 % en 1990 contre 71,8 % en 1970 et 72,3 % en 1950). Ces chiffres sont éloquentes. Ils témoignent du fait que la distribution de la population active entre l'agriculture et les autres activités a peu varié en dépit du développement urbain dû à la poussée démographique et qui a chassé vers les villes des millions de paysans sans ressources. En d'autres termes, l'agriculture a été incapable par un développement de sa productivité de libérer une fraction de la main-d'œuvre agricole pour l'industrie.

Si l'on se tourne vers la production agricole, sa progression a été plus lente que celle de l'industrie. Si l'on accepte les chiffres officiels qui donnent une progression annuelle de 3 % due avant tout à l'extension des surfaces cultivées, celle-ci ne dépasse guère la progression de la population.

Cinquante ans après l'indépendance, l'Inde, si elle a échappé aux grandes famines de l'ère coloniale, voit encore toute une fraction de sa population placée dans une situation de sous-alimentation chronique. Le pays reste en permanence au bord de la disette.



Il n'y a donc pas eu de développement de l'agriculture à même de régler les problèmes d'alimentation d'une population en expansion, et ce développement a été encore moins capable de dégager un surplus utilisable pour l'industrialisation.

Enfin, en dépit des proclamations sur les réformes agraires et sur la lutte contre la pauvreté, 40 % de la population rurale est constituée par des ouvriers agricoles qui forment la majorité de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, et dont les ressources sont encore réduites par le fait qu'ils sont fréquemment inocupés.

Juste au-dessus de ces parias se trouve une masse de petits paysans travaillant des lopins de terre insuffisants pour assumer leur subsistance, et cela s'accompagne à l'autre pôle de la concentration des terres en quelques mains. On estime qu'en 1986, 58 % des exploitations agricoles sont marginales (moins d'un hectare) et ne couvrent que 13,1 % de la superficie cultivable. Environ 10 % des exploitations sont au-dessus de 4 hectares : ces 10 % occupent près de 50 % des terres cultivables. Si l'on parle des exploitations couvrant plus de 10 hectares, elles se montent à 2 % et occupent 20,5 % des terres cultivables.

Les réformes agraires, dont la mise en œuvre est pour l'essentiel achevée dans les années 1960, n'ont donc pas radicalement transformé la distribution de la propriété. C. Bettelheim, qui analysait les résultats des réformes agraires au bout d'une décennie, constatait qu'il n'y avait pas eu suppression de la propriété foncière, mais substitution "à une propriété de droit féodal" (assortie de droits régaliens) d'une propriété foncière qui se constitue exclusivement dans "l'usus, l'abusus et le fructus". Les réformes ont ouvert la voie de la propriété foncière à la paysannerie la plus riche, "jetant ainsi la base d'une classe de capitalistes ruraux".

Les changements législatifs "ne bénéficiaient ni aux métayers ni aux ouvriers agricoles (c'est-à-dire à ceux qui travaillent la terre) mais aux tenanciers qui disposaient antérieurement de droit relativement stables", c'est-à-dire une

"couche supérieure de la population rurale (...) qui ne participe bien souvent en aucune façon au travail agricole et constitue soit en fait, soit potentiellement, la classe capitaliste rurale" (ces citations sont extraites de *L'Inde indépendante* de Charles Bettelheim).

A la veille de l'indépendance, l'agriculture indienne est en grande partie dominée par le système des Zamindars (le Zamindar étant sous la dynastie Moghol l'intermédiaire qui collectait les revenus fonciers prélevés sur les communautés villageoises en en gardant une partie pour lui).

Les colonialistes britanniques lui conservaient ce rôle tout en lui donnant de fait la propriété d'une fraction importante de la terre. Souvent, les Zamindars louaient leur droit sur les sols à des intermédiaires inférieurs. "Au Bengale, où le système se fit le plus caricatural, on arriva à la situation effarante où près d'une quarantaine d'intermédiaires se superposaient entre le cultivateur et l'Etat central. Au bout de la chaîne, une paysannerie abrutée de travail, croûlant sous les dettes et les corvées... Globalement, l'Inde indépendante hérite ainsi d'une situation catastrophique." (M.-J. Zins, *Histoire politique de l'Inde indépendante*).

C'est à cette "situation réellement catastrophique" que prétendaient s'attaquer les réformes agraires préparées à partir de 1948 et adoptées à partir de 1950. Elles visent en principe à l'élimination des Zamindars et des intermédiaires, ce qui aurait constitué une véritable révolution agraire. Mais la réalité est beaucoup plus complexe. Tout d'abord, la question agraire est réservée aux assemblées des Etats. Au Parlement fédéral les déclarations de principe, au Parlements des provinces l'application pratique.

Or comme le remarque de M.-J. Zins, "le bloc au pouvoir comprend parmi ses composantes l'aristocratie terrienne". Ce qui explique la complexité d'une législation qui évite de faire table rase des privilèges, "mais les accepte comme une donnée et cherche seulement à les réduire" (C. Bettelheim, ouvrage cité).

Les conséquences : *“Dans la mesure même où la loi a donné aux Zamindars et autres “féodaux” la propriété, non pas seulement de quelques terres qui auraient réellement pu constituer un “domaine personnel” pouvant faire l’objet d’une exploitation capitaliste, mais de vastes domaines, ceux-ci ont continué, en fait, à être exploités comme avant”* (Ibidem).

Au mieux, la transformation de l’agriculture se solde par l’émergence d’une couche de capitalistes ruraux renforcée dans les années 1960 par ce qu’on appelle la *“révolution verte”*.

La *“révolution verte”*, c’est la tentative d’améliorer les rendements de certaines régions relativement prospères en y concentrant l’emploi de graines hybrides à haut rendement, l’amélioration de l’irrigation, les engrais. En fait, cette initiative, qui date du début des années 1960 et qui bénéficie du concours de la fondation Ford (n’oublions pas que l’Inde importe des produits alimentaires américains en grande quantité), profite aux paysans riches. Il s’agit en fait de *“l’utilisation du secteur public pour promouvoir le commerce privé du grain et où le bénéfice des innovations techniques allant invariable-*

*ment aux riches fermiers de la couche supérieure”* (extrait d’une étude sur *“Les différenciations régionales”* parue dans *Poverty and income distribution*).

Le bilan est net : la bourgeoisie indienne n’a pu briser l’étau de relations héritées du passé qui étouffe l’agriculture indienne. De même que, lorsque la bourgeoisie se formait, elle drainait les fonds résultant de l’usure, la même bourgeoisie, arrivée au pouvoir dans le cadre d’un pays dominé, s’est appuyée, pour stabiliser son règne, sur ce que Trotsky appelait les *“institutions surannées du Moyen Age historique”*, et les a préservées.

La bourgeoisie indienne n’a pu mener à bien la grande tâche démocratique réglée par les révolutions bourgeoises des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : la question agraire. Comme le rappelle le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, *“les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont la révolution agraire, c’est-à-dire la liquidation de l’héritage féodal, et l’indépendance nationale, c’est-à-dire le renversement du joug de l’impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l’une à l’autre.”*

## Le grand tournant : “La nouvelle politique économique”. L’Inde sous le joug du FMI

*“Nous sommes menacés par une nouvelle colonisation. L’une des différences avec l’ancienne, c’est qu’il n’y aura même pas besoin d’une armée d’occupation”,* déclarait en avril 1993 un ingénieur d’une entreprise nationalisée, militant syndicaliste. Il dénonçait une politique qui ne pouvait que conduire, au nom de la pri-

vatation, à la *“braderie”* des entreprises d’Etat, comme en Amérique latine. Il ajoutait : *“Je n’imaginai pas que nous en arriverions là.”*

Il y a bien, ces dernières années un *“grand tournant”*. L’orientation économique prescrite en 1991 par le gouverne-

ment Rao sur ordre du FMI précise le contenu de ce tournant. Mais il a été préparé, et depuis longtemps.

On peut dire que le brutal rappel des limites imposées par la domination mondiale de l'impérialisme à la bourgeoisie indienne fut la dévaluation de 1966, opérée par le gouvernement d'Indira Gandhi, qui marque la faillite du troisième plan quinquennal et répond aux pressions de la Banque mondiale et des autorités américaines alors que le service de la dette passe à 5,5 milliards de roupies (elle n'était que de 238 millions de roupies en 1956, c'est-à-dire qu'en une décennie, elle a été plus de vingt fois multipliée !). Ce qui montre bien que la bourgeoisie indienne n'a jamais pu s'émanciper du tribut extorqué par le capital financier international.

Les Etats-Unis subordonnent la reprise de leur aide à la dévaluation, qui sera finalement décidée dans un climat de crise au sein du gouvernement et du Parti du Congrès, en juin 1966. Et cela après que les schémas du quatrième plan quinquennal eurent été soumis au président de la Banque mondiale.

Le quatrième plan n'entrera en application qu'en 1969, après qu'Indira Gandhi eut procédé à la nationalisation des banques, contre la volonté de toute une aile de son parti — y provoquant une scission — et d'importants secteurs de la bourgeoisie. Cette nationalisation est présentée comme un moyen de mieux maîtriser le crédit et les investissements. Elle rétablit aussi pour un temps le pouvoir affaibli d'Indira Gandhi : au nom de la mesure de nationalisation qu'ils soutiennent, la gauche du Congrès, certains éléments venus du Parti socialiste et les deux Partis communistes se rallient au gouvernement.

Le quatrième plan ne marquera pourtant pas une inflexion de la politique industrielle dans le sens d'un développement rapide : il insiste surtout sur le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements.

Dès 1973, le gouvernement fait des ouvertures "libérales" aux multinationales.

Le cinquième plan qui commence en 1974 est modifié en cours de route, car l'Inde doit se plier aux exigences de la Banque mondiale et du FMI qui lui "demandent de contrôler l'évolution de la masse monétaire, de rogner sur ses dépenses publiques, de limiter la croissance des salaires". La proclamation de "l'état d'urgence" vient à point nommé faciliter la mise en place de premières mesures d'austérité.

Le programme économique du large gouvernement de coalition formé après la défaite électorale du Parti du Congrès en 1977 est aussi inconséquent que le rassemblement des forces politiques constituant ce gouvernement, dans la confusion et les références à Gandhi. Mais dans la confusion, un axe s'impose : c'est la poursuite de la politique de libéralisation.

Le sixième plan (1980-1985), décidé par Indira Gandhi, est centré sur la libéralisation de la politique industrielle interne, la stimulation du secteur privé et un allègement des mesures régissant le commerce extérieur et les investissements étrangers. Le septième plan (1985-1990) va plus loin dans la même voie : pour la première fois, il est prévu que la majorité (53 %) de l'investissement total aille au secteur privé.

La mise en œuvre du sixième plan se fait directement sous la houlette du FMI.

*"La pièce maîtresse du FMI fut l'octroi à l'Inde du prêt le plus important que cet organisme ait jamais consenti : 5 millions d'unités de compte — équivalant à 5,8 milliards de dollars utilisables sur trois ans. Aux termes de l'accord du 9 novembre, le prêt était consenti pour soutenir un programme d'ajustement destiné à renforcer la situation de sa balance des paiements en adoptant des politiques de gestion prudente de la demande afin d'atteindre la stabilité financière interne en même temps que des politiques visant à relever l'épargne et l'investissement et à réformer les secteurs de l'industrie et du commerce extérieur. (...)*

*Le plus grand débiteur de la Banque mondiale était devenu le plus gros emprunteur du Fonds et se voyait décerner à cette occasion une mention*

*"très honorable" pour l'ensemble de sa gestion économique.*" (J. A. Bernard : *L'Inde, le pouvoir et la puissance*, Fayard)

## LA COURSE FOLLE DE LA DETTE EXTERNE

L'Inde plonge ainsi plus profondément que jamais dans l'économie de la dette. Dans les années qui vont suivre, les indices de la production industrielle vont à nouveau s'orienter vers le haut. Cependant, il ne s'agit pas d'un redémarrage harmonieux, mais d'un "dopage" artificiel qui va conduire à une nouvelle banqueroute.

La dette externe commence une course folle. De 1981 à mars 1990, elle fait plus que tripler, passant de 20,6 à 65 milliards de dollars. Du début de l'année 1991 à juin de la même année, elle passe de 70 à 72,2 milliards. De 1981 à 1990, le service de la dette sextuple, ce qui veut dire qu'il atteint et dépasse le tiers des exportations et des revenus à l'étranger. Aujourd'hui, elle a dépassé les 80 milliards de dollars.

D'autres indices attestent de la gravité de la situation. Le déficit de la balance commerciale a doublé en cinq ans, le déficit budgétaire a quant à lui triplé et les recettes budgétaires n'arrivent même plus à couvrir les dépenses courantes de l'Etat.

L'agriculture stagne toujours, et si certaines cultures comme le blé progressent (le blé étant généralement cultivé par des paysans riches), celle des lentilles par exemple est restée stagnante (elle a donc reculé relativement aux besoins d'une population à croissance rapide).

Or écrit Jean-Marc Zins, *"les lentilles, une denrée relativement bon marché, constituent toujours la base de la nutrition en protéines (elles en contiennent deux à trois fois plus que d'autres céréales) de centaines de millions d'Indiens, notamment les plus pauvres qui ne peuvent en aucun cas se procurer de la viande (...)"* (dans *Histoire politique de l'Inde indépendante*).

Dans les villes, le manque d'emplois, le chômage où l'occupation seulement partielle d'une population sans cesse croissante sont aggravés par la diminution du nombre d'emplois créés. Le taux annuel de créations d'emplois ne cesse — depuis 1973 — d'être inférieur au taux de croissance de la population active, mais cette tendance négative s'aggrave à partir de 1983 : de 2,8 % entre 1973 et 1978, le taux annuel de créations d'emploi passe à 1,5 % entre 1983 et 1988.

Le résultat, c'est que si l'on décomptait 12 millions de chômeurs officiels en 1980, on en dénombre 37 millions en 1992.

Au début de la politique de "libéralisation", l'un des slogans gouvernementaux a été de *"faire entrer l'Inde dans le XXI<sup>e</sup> siècle"*. A ce sujet, un journaliste indien remarquait :

*"Le rêve d'introduire l'Inde dans le XXI<sup>e</sup> siècle se limite essentiellement aux couches supérieures de la société ; il s'effectue au détriment de ce dont disposent les pauvres ; il engendre les migrations forcées vers les villes d'où ils sont alors chassés à coups de bulldozers ; des millions de gens sont considérés comme des citoyens sans Etat dans leur propre Etat."* (R. Kothani, dans le *Times of India* du 27 avril 1986).

Et pourtant, la production industrielle est en hausse plus rapide que les années précédentes (croissance de la production totale supérieure à 5 %). Mais cette progression repose avant tout sur le développement de l'industrie de transformation, dont la production ne correspond d'ailleurs qu'aux besoins solvables d'une étroite minorité de la population.

Quant aux importations, qui elles aussi sont en augmentation considérable — passant de 8,59 milliards de dollars à 18,5 milliards de dollars en 1991 —, leur structure — la part des produits manufacturés passe dans le même temps de 58 à 70 % — fait qu'elles sont aussi destinées avant tout à la fraction de la population bénéficiant de revenus relativement élevés.

Cette fraction que l'on baptise abusivement "classes moyennes", ce qui ne cor-

respond à aucune réalité sociale puisqu'on y incorpore des propriétaires fonciers et des capitalistes aussi bien que des cadres et certains ouvriers hautement qualifiés, est très difficile à cerner quantitativement. Les évaluations les plus optimistes parlent de 100, voire de 200 millions (ce qui veut dire, même dans l'évaluation la plus optimiste, que 650 millions d'Indiens en sont exclus). Les syndicalistes ont une appréciation plus limitée : ce sont au mieux 5 % des Indiens (40 à 50 millions d'individus) qui ont les moyens de se procurer l'essentiel des produits importés.

Ainsi M. K. Pandhe, secrétaire général de la CITU (Center of India Trade-Union), dans sa brochure *Surrender of India's sovereignty and self-reliance* (Abandon de la souveraineté indienne et auto-suffisance), écrit :

*"Une large part des emprunts à l'étranger ont été utilisés à importer des biens de consommation que ne pouvait se procurer qu'une partie de la population. Des objets de consommation comme des machines à laver, des fours à micro-ondes, des TV couleur, des téléphones mobiles, des réfrigérateurs, des jeux vidéo, des équipements d'air conditionné, etc., tous articles de luxe dans les conditions indiennes... 95 % de la population ne pouvait y avoir accès."*

Sur le fond de misère qui n'a jamais été éliminé, l'aggravation des conditions de vie des petits paysans et des ouvriers, la montée du chômage avaient des conséquences dramatiques. L'économie détraquée, entraînée dans la spirale de la dette extérieure, déséquilibrée par les mesures dites de "libéralisation", par la spéculation et l'entrée en force du capital étranger, était proche d'un point de rupture. La perte de plusieurs milliards occasionnée par la guerre du Golfe (évaluée à 2 milliards de dollars du fait du renchérissement des importations pétrolières, du rapatriement de 300 000 ressortissants indiens et de l'arrêt des transferts de fonds opérés par les travailleurs indiens employés dans le Moyen-Orient) fut en quelque sorte la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

En juin 1991, quand Narasimha Rao arrive au pouvoir, l'Inde se trouve prati-

quement en état de cessation de paiement, et l'Etat ne dispose que de quelques semaines de réserves en devises. C'est alors que le FMI va avancer dans la prise de contrôle de l'économie indienne.

---

## LE PILLAGE JUSQU'AU BOUT

---

Ce qui a précipité une catastrophe économique et sociale en Inde, c'est une volonté de pillage, de prédation des grandes puissances impérialistes, utilisant l'arme de la dette pour entreprendre une œuvre qui, menée jusqu'au bout, démantèlerait toute l'économie de l'Inde, ferait disparaître certaines de ses branches, attaquerait ses fondements mêmes. L'Inde doit être livrée aux conséquences de la crise mondiale du système impérialiste et de la spéculation qui est le ressort de sa survie. Les résultats — dont les limites ont été marquées plus haut — de l'industrialisation depuis l'indépendance, et qui donnent son contenu à cette indépendance, qui concrétisent le travail de générations de travailleurs indiens, sont inutiles pour la razzia qui se prépare. Ils constituent même une entrave parce qu'ils se sont accompagnés du développement d'une classe ouvrière puissante, organisée, et dont l'existence sociale est largement tributaire de l'existence du secteur public.

Les nationalisations, comme cela a déjà été souligné, ont été opérées pour permettre à la bourgeoisie indienne dans son ensemble de se renforcer ; le secteur public a contribué à assurer le profit des gros monopoles indiens. Mais la réciprocité n'est pas vraie. Les privatisations, la liquidation du secteur public ont avant tout comme but de détruire la classe ouvrière comme classe, de détruire ses organisations. Et ce n'est pas seulement la classe ouvrière du secteur public qui est visée, mais tout autant celle qui travaille dans les entreprises privées. Au-delà, la politique programmée par le FMI aggravera la misère de dizaines de millions de petits paysans et de paysans sans terre. En dernière analyse, cette politique, qui vise bien à "une nouvelle colonisation", comme le disait ce responsable syndical, à une recolonisation, parce qu'elle est, si

elle va jusqu'au bout, contradictoire avec la souveraineté — même limitée — de l'Inde, l'est aussi avec les positions économiques encore occupées par la bourgeoisie indienne.

Ce qui est en cours en Inde s'inscrit dans un processus mondial : ce n'est aucunement un phénomène explicable par des facteurs indiens, ni une prétendue fatalité du sous-développement, ni le résultat d'un protectionnisme — dont les limites d'ailleurs ont été soulignées — qui aurait "fragilisé" l'économie indienne, comme le disent les partisans de la pénétration impérialiste.

Les pays d'Afrique et ceux de l'Amérique latine font face au même type de "recolonisation" dans des conditions qui ne sont pas identiques, car les circonstances concrètes sont différentes de pays à pays et l'Inde a été livrée aux plans dévastateurs du FMI plus tard dans la période ouverte par l'effondrement du stalinisme, et où l'impérialisme, contre les travailleurs et les peuples du monde, utilise tous les moyens pour installer ce que Bush a nommé le "nouvel ordre mondial". En ce sens, les conséquences en Inde ne peuvent qu'être plus brutales et la crise politique plus convulsive. Mais des éléments fondamentaux qui s'étaient imposés dès la fin des années 1970 éclairent le carrefour historique devant lequel se trouve l'Inde. La IV<sup>e</sup> Internationale les avait analysés en particulier en relation avec l'Amérique latine.

Dans un article intitulé "Révolution et contre-révolution en Amérique latine" (*Tribune Internationale* n° 17, septembre 1983), après être revenu sur les développements mondiaux consécutifs aux décisions prises en 1971 par Nixon sur la non-convertibilité du dollar en or qui annonçait "la marche vers la dislocation du marché mondial", l'auteur en vient aux conséquences pour les pays politiquement indépendants, mais qui demeurent opprimés par l'impérialisme :

*"Les relations entre l'impérialisme et les pays opprimés, mais formellement indépendants comme ceux d'Amérique latine, étaient jusqu'alors définis ainsi : les bourgeoisies nationales (des pays opprimés) étaient dans une situation où*

*elles devaient céder la plus grande partie de la plus-value extraite tant par leur propre exploitation que par celle effectuée par les grandes compagnies étrangères, et pour le reste accédaient au marché mondial, essentiellement au travers du capital financier des impérialismes oppresseurs.*

*Des conditions de la crise de l'économie mondiale telle que nous en avons tracé le tableau à grands traits, découle la situation suivante : il y a nécessité pour le capital financier de s'ouvrir de "nouveaux marchés" alors que la circulation des marchandises est limitée à l'ère de l'impérialisme par la contradiction insurmontable entre le niveau atteint par les forces productives — qui tendent à se transformer en forces destructives — et la propriété privée des moyens de production.*

*De là, pour les pays opprimés (donc les Etats de l'Amérique latine), une situation où l'impérialisme US cherche à s'accaparer une part de plus en plus grande de la plus-value — sinon s'appropriar la totalité de celle-ci. D'où une tendance à la transformation des relations de pays oppresseur à pays opprimés, formellement indépendants, en des relations de type colonial.*

*C'est là, il faut y insister, une tendance dont la matérialisation finale sera déterminée par la lutte des classes et la révolution."*

L'article ajoutait :

*"Avant le tournant de la situation mondiale, les bourgeoisies nationales étaient amenées à utiliser les menaces révolutionnaires pour faire pression sur l'impérialisme américain et négocier les miettes que celui-ci leur concédait. Mais "la réalité fixe les objectifs", le FMI, c'est-à-dire l'impérialisme américain, "n'a pas d'autre choix". Les bourgeoisies nationales sont placées par le tournant mondial dans la situation où la montée de la révolution continue, tandis que l'impérialisme américain ne leur laisse aucune autre marge de manoeuvre que de céder sans conditions aux besoins du capital financier. Pour leur propre survie, les bourgeoisies nationales craignent mortellement la révolution, mais l'impérialisme américain menace directement toutes leurs positions économiques, financières et sociales."*

Élément considérablement renforcé aujourd'hui pour la bourgeoisie indienne par l'absence de toute marge de manœuvre qui pouvait exister dans le cadre de la coexistence pacifique, du fait de l'effondrement de l'URSS — avec laquelle l'Inde entretenait d'amples relations commerciales constituant un point d'appui pour la bourgeoisie nationale.

Plus fondamentalement, la crise qui affecte en Inde tous les aspects économiques, sociaux et politiques s'inscrit dans la période ouverte par l'effondrement du stalinisme et la tentative de l'impérialisme américain d'établir ce qu'il désigne sous le nom de "nouvel ordre mondial". Cette "paix américaine" est en réalité constituée par une succession de guerres, de conflits, d'agressions.

C'est la "paix" imposée par des massacres au Moyen-Orient pour sauvegarder le contrôle des revenus pétroliers, la "purification ethnique" en ex-Yougoslavie, l'agression coloniale contre le peuple somalien au nom de l'"aide humanitaire". Imposer cet "ordre", c'est aussi créer les conditions d'un démembrement de l'Inde, d'une répétition — en plus catastrophique — de la partition de 1947, avec comme toile de fond le pillage du pays par le FMI.

---

### QUELQUES-UNS DES OBJECTIFS ET DES CONSÉQUENCES DES PLANS ACTUELS DU FMI EN INDE

---

Que les conditions à l'acceptation desquelles le FMI et la Banque mondiale ont subordonné leurs nouveaux prêts à l'Inde remettent en cause la souveraineté nationale du pays se manifeste d'abord par le fait que le gouvernement indien a du transférer, en gage, 47 tonnes d'or dans les coffres de la Banque d'Angleterre.

Puis le gouvernement a rapidement abrogé l'essentiel des mesures visant à assurer une certaine protection de l'économie indienne. Le système de licences préalables pour créer ou étendre les capacités de production a été supprimé. La participation maximale de capitaux étran-

gers dans les entreprises indiennes a été élevé de 40 à 51 % et peut atteindre dans certains cas 100 %.

La roupie a été dévaluée de 20 % et est devenue pratiquement convertible. Le contingentement des importations est considérablement assoupli et devrait disparaître. Le taux des tarifs douaniers est réduit de moitié.

C'est en relation avec ces mesures que le FMI accorde un crédit de 2,2 milliards de dollars — prêt qui devrait être renégocié — et que la Banque mondiale accorde un prêt de 1,2 milliard de dollars (dont les conditions sont restées secrètes).

M. K. Pandhe, secrétaire général de la CITU, parle au sujet de ce train de mesures "d'un coup d'Etat" à froid du FMI et de la Banque mondiale contre la souveraineté de l'Inde. "Le Parlement ne fut pas mis dans la confiance, expliqua-t-il, même les membres du gouvernement ne furent pas consultés, pour ne rien dire des partis d'opposition et des organisations syndicales. Le ministre du Travail déclara qu'il n'avait pas été consulté pour l'élaboration de la politique industrielle." Les conditions imposées par le FMI ne furent pas présentées au Parlement. Chacun en tira la conclusion que les conditions, c'était la politique décidée par le gouvernement.

Ces mesures s'accompagnent de suppressions de subventions, notamment dans l'agriculture, de réductions budgétaires et d'un plan de réduction du secteur public par le moyen des privatisations.

Le processus de privatisations, s'il comprend des projets de privatisation "directe" (vente de certaines entreprises rentables appartenant actuellement à l'Etat), prend essentiellement deux formes :

— Un désinvestissement de l'Etat à l'égard des entreprises publiques, des "Public sector units", ce qui permet la prise de participation dans ces entreprises de la part du capital privé.

— L'ouverture de secteurs jusqu'à présent réservés à l'investissement public aux capitaux étrangers.

Cette politique que l'on appelle "Exit Policy" (politique de sortie) vise de la part du FMI "à créer la possibilité pour les firmes étrangères et les investisseurs étrangers de s'emparer de secteurs décisifs et où existe la possibilité de réaliser un profit" (extrait du rapport du délégué indien à la Conférence de Hong-Kong).

Au rassemblement international du Zénith, le 20 juin 1993, Sharad Rao, secrétaire général du HMKP (Hind Mazdoor Kisan Panchayat, fédération indienne des ouvriers et paysans), l'une des confédérations syndicales de l'Inde qui se réclame du socialisme, déclarait :

*"Après la venue au pouvoir de l'actuel gouvernement en juin 1991, le FMI et la Banque mondiale ont commencé à enfermer dans les chaînes de l'esclavage économique les travailleurs en particulier, et les Indiens en général. Le gouvernement a accepté à peu près toutes les conditions humiliantes et anti-ouvrières, ouvrant sans réserve les portes du pays aux multinationales. Cela a conduit à un accroissement massif du chômage au nom des privatisations. La précarité du travail a considérablement augmenté. La pratique du recours à des emplois à durée déterminée — donc précaires — dans la fonction publique et dans des secteurs comme les chemins de fer, les postes et télégraphes, les organismes sociaux, etc., vise à briser la colonne vertébrale du mouvement ouvrier en Inde. Le gouvernement, en retirant toutes sortes de subventions allant jusque-là aux secteurs les plus pauvres de la population, a encouragé l'inflation au détriment de la satisfaction des besoins sociaux. L'entrée des multinationales dans l'industrie des biens de consommation a conduit à une concurrence inégale minant tout le dispositif productif, y compris l'agriculture. Plus de 200 000 entreprises sont considérées comme "malades", dont 2 000 sont de grandes entreprises."*

L'amplification du phénomène du travail partiel, du recours à des contrats à durée déterminée, la généralisation de la précarité après 1991 sont d'autant plus inquiétantes que ces formes d'exploitation se développent déjà rapidement dans la "première décennie de libéralisation" (1980-1990). Entre 1972-1973 et 1987-

1988, la proportion des travailleurs intermittents passe de 23,3 % à 29,9 % de l'ensemble de la main d'œuvre nationale.

Il est d'autant plus grave que ce cancer affecte le secteur public, car celui-ci constitue la colonne vertébrale de la classe ouvrière. Les deux tiers des travailleurs du "secteur organisé" relèvent du secteur public. Mais c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Si les plans annoncés devaient être menés à leur terme, ce sont 4 à 8 millions de personnes qui devraient perdre leur emploi.

Dans son article "870 millions d'Indiens sous la coupe du FMI", Michel Chossudovsky explique :

*"Dans le secteur textile, environ un tiers de la main-d'œuvre devrait être débauchée. Une bonne partie du secteur de l'automobile et de l'ingénierie devrait progressivement disparaître avec l'arrivée de capitaux extérieurs et la constitution de joint venture. Les pays du G7 sont pressés "d'exporter leur récession"; les multinationales occidentales et japonaises veulent obtenir le contrôle d'une partie du marché indien — grâce aux nouvelles règles de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) concernant la propriété des droits intellectuels, l'abrogation de la loi indienne sur les brevets datant de 1970 — ce qui leur permettrait de dominer de larges secteurs de l'industrie et de l'agriculture."*

Chossudovsky ajoute que cette politique, bien qu'elle interdise "le développement autonome du capitalisme indien", a l'aval des grands capitalistes comme les Tata et le Birla.

*"La prétendue "politique d'ouverture" est considérée par les firmes industrielles comme une "occasion de changer la législation sociale et de se débarrasser des travailleurs", dit un homme d'affaires qui ajoute : "Pour nous, il est plus bénéfique de sous-traiter avec les petites usines qui emploient une main-d'œuvre temporaire et non syndiquée."*

*Bata, la multinationale de la chaussure, paie ses travailleurs syndiqués 80 roupies par jour (17 francs). Grâce aux réformes envisagées, la firme pourrait débaucher et sous-*



*traiter avec des cordonniers indépendants payés 25 roupies (5,5 francs par jour)."*

Pour ce qui est de l'agriculture, Chossudovsky note :

*"En Inde, plus de 70 % des foyers ruraux sont des petits fermiers marginaux ou des travailleurs sans terre — une population de plus de 400 millions d'habitants... La suppression des subventions aux prix des engrais (condition de l'accord avec le FMI) de même que l'augmentation du coût des produits agricoles et du carburant provoquent la banqueroute de nombreuses fermes, petites et moyennes."*

L'hebdomadaire *The Economist*, qui exprime la voix de certains cercles de la haute finance britannique, a, cela n'étonnera pas, une vue plus "positive" des réformes du gouvernement Rao.

Le 23 mai, il intitulait un article laudateur de la réforme "*L'éléphant s'éveille*", se félicitant de ce qui avait été fait mais constatant que plus restait à faire !

Et *The Economist* de signaler que :

*"Le secteur public en Inde emploie 18,7 millions de travailleurs — ce qui peut paraître peu pour une force de travail globale de 325 millions — mais qui constitue 70 % des emplois du "secteur organisé". De ces 18,7 millions, la moitié travaillent dans des entreprises d'Etat ou dans des banques, et l'autre moitié comme fonctionnaires — cela incluant les enseignants et les travailleurs de la santé. Un emploi dans le secteur public — hautement syndiqué — a été considéré comme un emploi à vie. Le gouvernement de M. Rao n'a pas modifié cela... Les chemins de fer emploient 1,6 million de travailleurs pour un salaire qui représente deux fois et demi le revenu moyen d'une famille indienne... Les banques emploient 900 000 travailleurs dont la paye représente quatre fois le revenu moyen d'une famille indienne."*

Rappelons que le revenu d'une famille rurale sans terre est de l'ordre de 3 F par jour, tandis qu'il est de 20 F par jour pour un ouvrier qualifié dans une grande entreprise. Voilà les privilèges que dénonce

*The Economist*, les obstacles au progrès comme le comprend le FMI.

Les choses sont claires : l'ennemi principal, c'est la classe ouvrière, en particulier lorsqu'elle est organisée. C'est elle qu'il faut écraser pour imposer de pires conditions de vie — ou de survie — à la masse du peuple indien, pour éliminer toutes les lois qui constituent un obstacle à l'exploitation et au pillage.

Au rassemblement international du Zénith, Sharad Rao, dont un autre extrait du discours a été cité plus haut, déclarait : "*La protection gagnée par les travailleurs dans le cadre des lois actuelles est menacée. La liberté "d'embaucher et de licencier" ouvrirait les portes aux employeurs, aux industriels et aux gouvernements les moins scrupuleux."*

Pour pleinement appliquer les plans prescrits par le FMI, il faut en effet abroger toutes les lois qui limitent en Inde le droit de licenciement ; "restructurer" à une grande échelle, créer les conditions de privatisations "rentables", cela implique le licenciement de millions de travailleurs, dont les représentants du capital international se désespèrent qu'il n'ait pas lieu.

C'est ainsi qu'un an plus tard, *The Economist*, revenant sur la mise en œuvre des réformes, se félicite du chemin parcouru, mais ajoute : "*Pourtant, il reste encore beaucoup à faire : s'il est maintenant beaucoup plus facile d'installer une usine, il demeure difficile de la fermer. La loi interdit les fermetures d'entreprises sans une autorisation qui n'est pas aisée à obtenir."*

Ce même numéro de *The Economist* souligne que "*la politique en Inde aujourd'hui est dominée par des questions de religion, de caste et de région. Ces questions ont conduit à des émeutes et à des morts. La concentration de l'intérêt sur les questions de religion et de caste ont peut-être aidé les réformes économiques... Les émeutes ont préoccupé tout le monde, et la critique de l'opposition à l'encontre des réformes a été noyée dans les appels au meurtre."*

---

## UNE YUGOSLAVIE À L'ÉCHELLE D'UN CONTINENT ?

---

*The Economist* reconnaît donc non sans cynisme que les affrontements "communalistes" sont le meilleur moyen de contrecarrer la lutte unie contre les plans du FMI, comme la marche à la partition avait été lancée contre le mouvement d'émancipation nationale.

Les dernières années ont été marquées par une recrudescence de mouvements séparatistes au Pendjab et au Cachemire, tandis que le clivage hindous/musulmans s'est manifesté dans de sanglantes émeutes.

L'aggravation de ces facteurs qui menacent de démembrer l'Inde est reliée aux conséquences des plans dictés par le FMI ("*la thérapie de choc du FMI accentue la polarisation de la société et crée peut-être les pré-conditions d'une explosion de l'Union indienne*"), écrit à ce sujet Michel Chossudovsky dans l'article du *Monde Diplomatique* déjà cité.

Il ne s'agit pas ici de traiter au fond — et encore moins d'apporter une "solution" — des problèmes surgis dans un ensemble aussi vaste et aussi varié que l'Inde, extrêmement complexes, et qui pour certains sont des conséquences de la partition de 1947. Soulignons simplement deux éléments : le premier, c'est que ce qui fit la force du mouvement d'indépendance à l'époque du combat contre la domination coloniale, ce fut sa capacité à agréger toutes les composantes de l'Inde en refusant les divisions religieuses, sans tenir compte des origines régionales ; le second, c'est que là où une minorité, parce qu'elle est ou qu'elle se sent opprimée, veut faire valoir ses droits, il n'est pas de solution progressive en dehors de la démocratie.

De ce point de vue, le cas du Cachemire est caractéristique. Le Cachemire était l'un des territoires princiers disposant de sa propre langue (le cachemiri), le sultan en était hindou mais la majorité de la population musulmane. En 1947, le sultan se prononça d'abord

pour l'indépendance du Cachemire. Mais, menacé d'une intervention militaire en provenance du Pakistan, il appela l'Inde au secours. Les troupes indiennes occupèrent le Cachemire, qui fut rattaché à la République indienne avec l'assurance que la population serait plus tard consultée par référendum. Elle ne l'a jamais été.

Le Cachemire a depuis connu le développement de forts mouvements qui se prononçaient pour certains en faveur d'une large autonomie, pour d'autres pour l'indépendance ou pour le rattachement au Pakistan.

Aujourd'hui, certains de ces mouvements mènent une lutte armée à laquelle le gouvernement indien répond par une répression qui lui a valu une sévère dénonciation de la part d'Amnesty International pour les méthodes employées.

La majorité de la population étant musulmane, la référence religieuse est présente. De même, il est incontestable que le Pakistan intervient dans le conflit. La situation dans laquelle se trouve le Cachemire ne peut pourtant se ramener à un conflit entre "communautés" de religions différentes, ni à une opération entretenue par le gouvernement du Pakistan.

Le caractère endémique de la lutte contre les autorités de New Delhi renvoie aux conditions de l'accession à l'indépendance de l'Inde et à la partition, au fait qu'il n'y a pas eu d'Assemblée constituante englobant tous les peuples soumis à la domination britannique, que les droits royaux des princes furent alors respectés à l'encontre de ceux des peuples.

Le problème du Cachemire ne peut trouver de solution progressive et durable que si sa population peut se déterminer librement, démocratiquement, ce qui est indissociable du respect de la démocratie dans toute l'Inde.

L'accentuation de la répression de la part d'un gouvernement qui par ailleurs aliène l'indépendance de l'Inde en fonction des plans du FMI ne peut qu'aggraver la situation.

## LA MENACE D'UNE EXPLOSION DE L'INDE

D'un caractère différent et d'une gravité extrême est la tentative de dresser hindous et musulmans les uns contre les autres : c'est là viser à une véritable explosion de l'Inde. Il y a aujourd'hui plus de cent millions de musulmans en Inde répartis dans tout le pays. A Bombay, par exemple, ils représentent 10 % de la population. C'est de la crise profonde de la bourgeoisie indienne, de l'impasse de sa domination qu'a surgi comme un facteur politique important le parti de droite qui se réclame de "l'hindouisme" et qui pratique une grossière démagogie populiste, le BJP. Tout en acceptant les réformes économiques, il se réclame de Gandhi (le retour à l'artisanat comme solution économique), et surtout cherche à détourner la colère et le mécontentement des masses contre les musulmans. Mais dans la progression du BJP intervient un facteur central : le fait que le Parti du Congrès — le parti d'Etat — en crise ait cherché à stabiliser la base dans la communauté la plus nombreuse (les hindous représentent 83 % de la population) et se soit réclamé de son "hindouisme". A l'attitude des gouvernements du Congrès, en particulier depuis les années 1980, s'applique profondément la formule employée par Gérard Heuzé dans son article *"Bombay en flammes"* : *"On méprise le "communalisme", mais on ne saurait se passer de ce qui le fonde."* (*Les Temps modernes*, juin 1993.)

La progression des émeutes et des pogroms coïncide avec la mise en œuvre du plan de "libéralisation" du gouvernement Rao, et, comme l'a souligné *The Economist*, a constitué une diversion utile pour faire avancer la mise en œuvre des décisions du FMI. Les sanglants événements de la fin 1992 et du début 1993 mettent en cause l'existence même de l'Inde.

La comparaison avec l'ex-Yougoslavie n'est pas exagérée si l'on comprend qu'il ne s'agit que d'une tendance, mais cette tendance est nourrie par les conséquences de la politique d'ajustement structurel.

Les terribles pogroms de la fin 1992 avaient commencé par la destruction de la mosquée d'Ayodhya, construite en 1528 sur l'emplacement d'un temple hindou. Dans les semaines qui suivirent, on comptait 2 000 morts, pas seulement dans cette région mais dans de grandes villes comme Ahmedabad et surtout Bombay. Bombay a connu, à deux mois d'intervalle, deux vagues d'émeutes qui ont coûté la vie à 780 personnes (en majorité musulmanes) et laissé derrière elles 40 000 blessés et 70 000 sans-abri.

En mars, de terribles attentats à la bombe faisaient à Bombay plusieurs centaines de morts, cette fois en majorité hindous. Dans ces tragiques événements apparaît certes la volonté de "déstabiliser" et de "provoquer", mais le terrain sur lequel ils se développent, c'est celui que crée la politique de misère et de pillage dont l'un des résultats est la croissance du chômage dans les grandes villes.

*"En 1992, le gouvernement, dont la politique est de plus en plus directement dictée par le Fonds monétaire international, a annoncé la mise en cause de 4 millions d'emplois dans l'industrie et les transports."* (G. Heuzé, *"Bombay en flammes"*).

Dans ces conditions, ajoute Gérard Heuzé,

*"le voisin est de plus en plus facilement considéré comme un ennemi. Il y a trop de gens à Bombay (et dans l'Inde entière) n'ont pas arrêté de ratiociner, en prenant de moins en moins de gants, les bureaucrates coloniaux de l'époque Indira (1964-1984) et les technocrates glacés de compétence ou scandaleusement dilettants de la période Ravij."*

*Ils ont été soutenus avec fougue par des industriels qui préfèrent plus que jamais les machines japonaises aux travailleurs trop remuants et relayés par la plupart des idéologues politiques, jeux infiniment dangereux."*

*On n'arrête pas de montrer du doigt comme responsable de l'arriération du pays, de l'entassement inhumain dans la ville, et maintenant du "communalisme" (la tension interconfessionnelle) les jeunes chômeurs, les ouvriers"*

*surnuméraires, les vendeurs de rue et la masse (croissante) de ceux qui vivent de combines. Ils sont en trop. Une décennie d'expulsions l'a signifié de manière encore relativement civilisée. Comment s'étonner de voir les "surnuméraires" chercher des boucs émissaires ? On ne causait guère durant les récents affrontements de Bombay, mais la question de l'accroissement démographique de la minorité était l'une des rares obsessions à toujours revenir. Qui est de trop, à la fin, et qui convient-il de conserver ? Que faire des 400 ou 500 millions d'Indiens dont le libéralisme et le culte de la modernité veulent de moins en moins s'embarrasser ?*

Si pour nous, le "culte de la modernité" ce n'est pas celui de la production et de la technique, mais l'acceptation de la barbarie d'un système social qui ne se survit mondialement que dans la destruction, que ne stimulent que les guerres et la spéculation, il demeure que ce passage décrit parfaitement la toile de fond des émeutes.

Mais pour le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, ce n'est pas qu'en Inde que ceux qui produisent sont de "trop", comme il y a "trop d'acier", "trop" de produits alimentaires alors que la famine s'étend.

---

### **C'EST L'ORGANISATION, L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS, QUI EST CAPABLE D'EMPÊCHER LE DÉMEMBREMENT DE L'INDE**

---

Au sujet des émeutes de Bombay, G. Heuzé rappelait encore que dans Bombay, *"des dizaines de milliers de cabanes et de logements de fortune ont été rasés (parce qu'ils n'avaient pas de titre de propriété en règle) et les habitants expédiés en grande banlieue, dans des marécages ou sur des collines loin de tout, quand ils n'étaient pas reconduits aux frontières de la province"*. Ainsi Bombay est devenue plus "propre", on y trouve moins de bidonvilles parce que plus de gens vivent dans la rue ou en ont été chassés. *"Ce ne serait pas la première fois, conclut Gérard Heuzé, qu'un nettoyage de classe — celui des pauvres dans la ville — ouvrirait la*

*voie à une "purification" ethnique ou religieuse."*

Les grandes villes industrielles de l'Inde ont au fil des années rassemblé un prolétariat qui brasse des travailleurs venus de toutes les régions. On peut dire qu'*"en termes de langage, de religion et de culture, l'existence d'un marché national du travail a accru l'hétérogénéité de la classe ouvrière dans les principales cités"*, remarquait Nigel Harris (dans *National Liberation*). Mais cette "hétérogénéité" signifie aussi qu'il s'est concentré dans ces centres une classe ouvrière dont le seul facteur commun est non l'origine régionale, la religion ou la caste, mais précisément sa situation de classe. Son homogénéité de classe ne peut s'exprimer que dans la constitution d'organisations de classe — et d'abord d'organisations syndicales.

La réponse la plus effective à la barbarie de la "purification communautaire" avant tout engendrée par la paupérisation procédant des plans du FMI, c'est l'organisation des travailleurs, leur unité et leur lutte unie contre ces plans.

L'opposition au démembrement de l'Inde s'affirme avant tout dans le combat des travailleurs, d'un bout à l'autre de l'Inde, contre l'abrogation des lois s'opposant aux licenciements, contre le travail précaire, contre le démantèlement des services publics et la liquidation des entreprises publiques. La grève générale du 9 septembre dans son déroulement même a exprimé la défense de l'unité de l'Inde et de sa souveraineté — au contraire des discours "nationalistes-hindouistes" qui préparent son explosion, au contraire des déclarations hypocrites des dirigeants du Parti du Congrès, cédant devant la politique destructrice du FMI et utilisant tous les moyens pour maintenir leur pouvoir chancelant.

Si le secteur dit "organisé", celui des grandes entreprises, joue nécessairement un rôle primordial, il ne peut rester isolé. Il est nécessaire que le mouvement ouvrier se montre capable d'entraîner les dizaines et dizaines de millions du secteur dit "informel" et qu'il se lie à cette immense masse de paysans qui, tant de

fois, par leur révolte, ont marqué le combat pour l'indépendance.

La grève générale du 9 septembre ne s'est d'ailleurs pas limitée aux grandes entreprises, pas plus que les manifestations qui l'ont précédée.

La force du mouvement qui a été concentrée dans la grève générale du 9 septembre a été nourrie par toute une série de grandes actions à l'échelle nationale, dont la grande manifestation de 500 000 travailleurs à New Delhi le 25 novembre 1992 qui déjà rassemblait les principales organisations syndicales — à l'exception de celles directement liées au Parti du Congrès et au parti réactionnaire hindouiste BJP. Cette manifestation annonça l'intensification d'une campagne nationale contre la politique économique du gouvernement Rao commencée lors de la grève générale du 16 juin 1992.

Quinze jours après la manifestation du 25 novembre 1992, les émeutes antimusulmanes éclataient.

Mais la convention des organisations ouvrières et populaires du 15 avril 1993 lançait un appel à l'union de toutes les forces populaires et ouvrières contre les plans du FMI, les privatisations, la politique du gouvernement Rao, et contre les violences "communalistes", reprenant une campagne à l'échelle nationale qui allait aboutir à la grève générale du 9 septembre.

Les paysans étaient eux aussi engagés dans cette bataille : "Quelques jours avant les émeutes (antimusulmanes, NDLR), 500 000 agriculteurs étaient rassemblés à Dehli pour exiger le retrait des mesures réduisant les subventions pour les engrais." (*Far Eastern Economic Review*, n° 4, du 14 janvier 1993).

Des manifestations paysannes, dont l'un des principaux organisateurs a été George Fernandes, président du HMKP (organisation syndicale qui était présente à la Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière), ont finalement empêché la "multinationale" américaine Cargill de construire dans l'Etat de Gujarat une usine de traitement du sel qui

aurait privé des milliers de paysans de l'une des sources de leur revenu.

Ce n'est qu'un exemple. C'est plus généralement que la lutte du peuple indien a enrayé la machine destructrice du FMI.

---

## APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 9 SEPTEMBRE

---

*The Economist* du 16 octobre 1993 — et nous avons vu combien cet hebdomadaire de la City vantait la politique économique du gouvernement Rao — constate avec amertume que "les réformes sont aujourd'hui en panne", même "si beaucoup a déjà été fait. Depuis d'adoption du budget en février, rien de significatif n'a été entrepris", commente-t-il avec morosité.

Une question se pose : est-il suffisant de freiner la politique dirigée contre les masses travailleuses des villes et des campagnes de toute l'Inde ? Si le gouvernement tient compte de la résistance qui lui est opposée et si les conseillers du FMI peuvent eux aussi tactiquement différer de nouvelles attaques, il demeure que chaque jour, comme conséquence de "ce qui a déjà été fait" ainsi que l'écrit *The Economist*, la misère s'aggrave, le chômage s'accroît, la ruine s'abat sur de petits producteurs. Et demain, le gouvernement Rao devra à nouveau solliciter un emprunt du FMI, ne serait-ce que pour assurer le service des dettes précédentes, et cela n'ira pas sans nouvelles conditions ("Plus grand l'emprunt, plus grand le coût", comme l'écrit un journal indien).

L'incertitude dans laquelle le pays est plongé s'exprime dans le fait que les sondages — dont on sait la fiabilité très relative, mais qui ont valeur d'indice — enregistrent une montée des intentions de vote pour le parti réactionnaire hindouiste BJP lors des élections qui auront lieu au mois de novembre dans plusieurs Etats.

L'un des délégués indiens à la Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière posait la question d'une perspective politique exprimant les aspira-

tions contenues dans la grève générale du 9 septembre, et il soulignait que l'un des aspects en était l'affirmation organisée du caractère international du combat contre le FMI et l'impérialisme.

En effet, à l'initiative des organisations affiliées à l'Entente internationale des travailleurs — dont les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale — les centaines de messages de soutien adressés aux travailleurs indiens et à leurs organisations, émanant de tous les continents, ne manifestaient pas une "solidarité" abstraite, mais marquaient le fait que le mouvement des travailleurs indiens s'inscrivait pleinement dans le combat international de la classe ouvrière et des peuples.

L'impasse du système impérialiste, le chaos baptisé "nouvel ordre", le caractère universel des plans du FMI donnent à l'unité internationale des travailleurs un caractère plus direct, plus saisissable que jamais. C'est ce que manifestaient les réponses à ces messages de K. Pandhe, secrétaire général de la CITU, et de J. Deshpande, secrétaire général du syndicat des employés de Bombay affilié au HKMP.

Le FMI constitue avec la Banque mondiale, le Conseil de sécurité de l'ONU, des regroupements des grandes puissances impérialistes comme le G7 dominés par l'administration américaine, un état-major de l'exploitation, de la guerre et du pillage. Il ne peut être combattu seulement à l'échelle nationale : c'est ce qui donne toute sa signification à la journée du 6 novembre.

La tenue de la Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière, la participation de délégués d'Inde et de nombreux pays d'Asie à cette conférence, les campagnes qui ont suivi forment une première réponse au souci exprimé par le délégué indien à la Conférence de Hong-Kong :

*"...On peut affirmer avec certitude que les conséquences des conditions imposées par le FMI conduiront, à partir de l'expérience, le mouvement ouvrier et syndical à occuper des positions correctes et à lancer une attaque généralisée contre la politique mise en œuvre par l'Etat indien sous*

*la dictée du FMI. Bien sûr, c'est une tâche gigantesque : pour l'accomplir, la classe ouvrière et le mouvement syndical doivent former un front avec la paysannerie et d'autres secteurs exploités également touchés par la politique gouvernementale de réduction des subventions pour des biens essentiels, en conformité avec le diktat du FMI et le plan Dunkell (GATT).*

*Il y a aussi la nécessité urgente pour le mouvement ouvrier et syndical qu'il puise dans les expériences des luttes anti-impérialistes de la classe ouvrière en Occident et dans d'autres pays du tiers monde, et que se constituent avec ces mouvements des liens de solidarité."*

Sharad Rao, secrétaire général du HKMP, parlant au rassemblement international du Zénith, disait que "nous basant sur ce que nous voyons dans notre pays, nous considérons que l'indépendance du mouvement syndical est menacée".

---

## INDÉPENDANCE DE CLASSE ET UNITÉ

---

Le "National Renewal Fund" (fonds national de reconversion), financé par la Banque mondiale et présenté comme un "filet de sécurité", est avant tout destiné à "acheter le silence de l'opposition syndicale", en d'autres termes à aliéner son indépendance dans le cadre d'organes tripartites (Etat, patrons, syndicats) visant à traiter les conséquences des licenciements — en fait à coopérer à leur mise en œuvre — et non à les combattre.

Sharad Rao soulignait également "que le système de syndicats multiples, l'existence de syndicats qui se trouvent liés aux partis dirigeants ont créé des divisions au sein de la classe ouvrière".

Il y a en effet en Inde une douzaine de confédérations syndicales, généralement liées à des partis politiques, des syndicats "indépendants" de branche, des syndicats à l'échelle d'une grande firme qui a des établissements dans toute l'Inde. Il y a un risque de "balkanisation" du mouvement syndical.

Certains syndicats qui se sont constitués comme des syndicats indépendants, par exemple celui de la compagnie "Blue Star", ne remettent en question ni la nécessité d'organisations confédérales, ni le fait que les syndicats doivent prendre position sur des problèmes politiques. Ce qu'ils refusent, c'est la dépendance à l'égard des partis politiques.

La question de la perspective pose celle des objectifs. La brochure du secrétaire général de la CITU (la confédération syndicale lié au PCI (m), K. Pandhe, est un remarquable réquisitoire contre la politique du FMI et celle du gouvernement indien, contre les conséquences des "plans d'ajustement structurel" et les privatisations, contre la remise en cause de la souveraineté de l'Inde. Mais lorsqu'il en vient aux solutions, que propose-t-il ?

*"Le mouvement syndical doit faire campagne pour une méthode alternative afin que le gouvernement indien soit forcé d'abandonner le cours périlleux dans lequel il s'est engagé."*

Certes, l'action des masses travailleuses peut imposer des reculs au gouvernement, mais ce gouvernement constitué pour appliquer les plans du FMI avec l'appui des grands capitalistes indiens est-il l'instrument pour mener une politique contradictoire avec celle du FMI, c'est-à-dire une politique de rupture avec l'impérialisme ?

Il est vrai que ce que M. K. Pandhe suggère, c'est un retour à la "politique industrielle" de Nehru au lendemain de l'indépendance, dont continue formellement à se réclamer le gouvernement Rao : *"L'un des traits fondamentaux de la résolution politique industrielle de 1956 était de confirmer un rôle prééminent à l'Etat qui exerçait une responsabilité majeure et directe pour le développement industriel."*

Non seulement nous avons montré quelles étaient les limites et les résultats de cette "politique industrielle", mais de toute façon, c'est une utopie que de croire que l'on pourrait retourner à une politique alors que les conditions nationales et internationales qui l'avaient permise ont disparu.

La spirale descendante de l'économie indienne a précisément marqué et l'échec de cette politique, et l'incapacité pour la bourgeoisie indienne de la poursuivre face à l'impérialisme.

---

## QUELLE PERSPECTIVE ?

---

Ce n'est pas là une discussion académique, elle touche à l'efficacité même du combat des masses exploitées et opprimées. Celles-ci ont besoin d'une orientation claire : leur offrir non seulement le retour à Nehru mais le retour à Gandhi sous la forme d'une économie "auto-suffisante", alors que tous les développements démontrent l'impossibilité de l'autarcie, ne peut aider à la mobilisation des masses.

Les références à Nehru et Gandhi ont servi en 1977, lorsque le Parti du Congrès a été incapable d'empêcher son désaveu massif, à justifier la constitution d'un gouvernement de coalition hétéroclite avec l'appui de partis de la droite comme des deux PC indiens, qui n'a pu qu'ouvrir la voie au retour au pouvoir d'Indira Gandhi et à amorcer la libéralisation actuelle.

Des responsables et des militants qui naguère appartenaient à un parti socialiste opèrent comme courant au sein d'un parti qui a son origine dans une scission du Parti du Congrès, le "Janata Dal". Ce parti a formé en 1990 un éphémère gouvernement de coalition avec le Parti du Congrès. Le principal dirigeant de ce parti, V. P. Singh, fut pendant un temps Premier ministre de ce gouvernement de coalition, et à ce titre se prononça pour une politique "d'ouverture économique".

Le Parti communiste (marxiste) d'Inde s'est placé au premier rang, à l'échelle nationale, de la dénonciation des plans de privatisations et de soumission au capital étranger. Mais, comme nous l'avons vu, il n'a pas mis en avant une perspective politique intégrant la question du gouvernement et la posant en relation avec l'action des masses exploitées des villes et des campagnes. C'est ce parti qui est à la tête du gouvernement de l'Etat du Bengale occidental depuis des années. Au sujet de

sa politique, là où il exerce des responsabilités, on a pu noter que *"le gouvernement du PC (M) du Bengale occidental a systématiquement essayé d'attirer les investisseurs privés, y compris les multinationales, en leur donnant des assurances sur le "calme social".*

*Inutile d'ajouter que pour assurer son contrôle politique, il essaye de reprendre le contrôle des syndicats à Calcutta (la capitale du Bengale occidental) et pratique une politique qu'on ne peut dire favorable aux revendications ouvrières."* (extrait d'un article de V. V. Damle sur *"Le syndicalisme et les multinationales en Inde"*).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que dans *Economic and Political Weekly*, un hebdomadaire publié à Bombay, un commentateur puisse écrire qu'une certaine langueur pèse sur le Parlement comme résultat *"du désir de tous les partis politiques de ne pas faire tomber le gouvernement"*.

L'auteur de cet article, Arun Ghosh, passe en revue les principaux groupes d'opposition. Du parti de la droite hindouiste, le BJP, il constate qu'il est fondamentalement en accord avec la politique économique du gouvernement. A propos du Janata Dal, il rappelle que son leader V. P. Singh, était Premier ministre d'un gouvernement qui s'était prononcé pour la libre entrée du capital étranger dans les industries jusqu'alors protégées.

Enfin, pour ce qui est des PC, Ghosh remarque qu'ils sont plongés dans la confusion *"à cause de l'effondrement de l'Union soviétique et du tournant de Deng Xiao Ping en Chine"*.

Ces remarques reflètent l'absence de perspectives correspondant aux aspirations et aux objectifs exprimés dans la grève générale apportées par les partis politiques qui l'ont soutenue.

La nécessité de *"faire tomber le gouvernement"*, et donc de lui en substituer un autre sur la base de la plate-forme qui a unifié des millions de travailleurs de toute l'Inde dans la grève du 9 septembre, n'est-ce pas là la question centrale ? Et une

question qui ne se ramène pas à l'attitude à avoir au Parlement, même s'il s'agit là d'un aspect non négligeable.

Il y a d'un côté les plans de l'impérialisme concentrés dans les directives du FMI, débouchant sur la ruine de l'économie nationale et l'appauvrissement du pays menacé de démembrement. Le gouvernement du Parti du Congrès, le parti de Rao, Premier ministre, est de ce côté-là de la barricade : il est l'instrument indispensable à l'application de ces plans anti-ouvriers et nationaux.

De l'autre, il y a l'immense majorité de la population dans les villes et dans les campagnes qui s'oppose à ces plans, qui de plus en plus largement se mobilise contre eux dans un mouvement qui atteint toutes les régions de l'Inde qui, sous des formes diverses, rassemble les petits propriétaires, les paysans sans terre, les étudiants, les ouvriers, les employés.

C'est à eux de décider. Et cela signifie un gouvernement qui se fasse non l'instrument des plans du FMI, de l'impérialisme et d'une mince couche de capitalistes et de spéculateurs, mais de leurs aspirations.

Un gouvernement de rupture avec l'impérialisme et le FMI qui tire sa force de l'appui démocratique que lui donnera la majorité opprimée et exploitée. un gouvernement qui cesse de faire saigner l'Inde pour assurer le *"service"* de la dette, qui annule une dette qui n'est pas celle du peuple.

Tel est l'enjeu en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle dont le commencement fut marqué en Inde même par le premier grand mouvement de boycott des produits anglais coïncidant avec la première révolution russe, celle de 1905.

Il est immense, il est complexe. Il serait dérisoire de conclure ce qui ne représente que le rappel de quelques-uns des éléments constituant le *"moment"* actuel de la lutte des classes en Inde, par des conclusions nécessairement superficielles. L'heure est à la discussion.

Toute l'expérience de la lutte des travailleurs et du peuple d'Inde permet pour



tant de dégager quelques axes à cette discussion :

— Pour efficacement combattre l'impérialisme qui pille et qui opprime, et pour être capable de mener des alliances avec toutes les forces qui refusent son asservissement, la classe ouvrière qui est au cœur de ce combat doit disposer de ses organisations syndicales et politiques indépendantes, d'une politique indépendante seule à même de fonder un front unique anti-impérialiste.

— Ce combat n'est pas un combat isolé ou limité aux seules limites de l'Inde. Les dimensions de l'Union indienne, les richesses que contient son territoire, l'his-

toire extrêmement riche de la lutte séculaire de ses peuples contre l'oppression, la place tenue par son prolétariat n'ouvrent pas pour l'Inde la voie d'un "développement séparé" ou "autarcique". Bien au contraire, ils signifient non seulement que l'économie de l'Inde est par mille liens reliée et partie intégrante de l'économie mondiale, mais avant tout que les combats actuels des travailleurs et du peuple d'Inde sont organiquement liés à ceux des travailleurs du monde entier. Et qu'ils en sont une composante majeure.

**François Forgeu,**  
octobre 1993

## DE L'EMPIRE OTTOMAN...

Le contrôle des marchands européens sur la vie économique de l'Empire ottoman s'est amplifié au fur et à mesure du déclin de la Sublime Porte pour en arriver à un stade où les puissances européennes bénéficiaient d'énormes privilèges. Dans une situation en Europe caractérisée par un développement du capitalisme (et de l'expansion coloniale), l'occupation territoriale du Proche et Moyen-Orient par les "puissances" a donc été précédée par une pénétration économique qui a accéléré la dissolution des structures sociales traditionnelles de l'empire ottoman.

Ainsi, dès 1849, l'Égypte (partie de l'Empire ottoman) dépendait pour 41 % de ses importations et 49 % de ses exportations de la Grande-Bretagne. La domination française qui exerçait le passage au stade impérialiste de l'économie capi-

— L'Empire ottoman était, comme l'a écrit dans le *Journal de la Géographie*, "le dernier rempart de l'Europe" et les "puissances" cherchaient à s'en partager les dépouilles. Mais contre les appétits de la France et de la Russie notamment, la Grande-Bretagne va s'y opposer, estimant qu'un Empire ottoman même débile, présentait finalement la meilleure des garanties pour préserver l'ordre et la stabilité (car "la difficulté est de savoir ce qu'il faut mettre à sa place"), avant même d'être l'homme politique britannique lord Stanley) et protéger le flanc des autres puissances rivales. La politique britannique vise à maintenir un "statu quo" au Proche-Orient et à empêcher autant que possible d'autres puissances d'y intervenir. En 1849, la Grande-Bretagne occupe Aden pour protéger la route des Indes et lancera ses navires contre les pirates dans la golfe Persique pour protéger la navigation commerciale, cela l'amenant de fait à exercer une domination sur les différents états du Golfe.

— Tandis que la France débarque en Syrie en 1860 pour "protéger" la communauté chrétienne de "conflits religieux" avec les

toles extrêmement riches de la Inde. Les lois de ses propres contre l'oppression, la place tenue par son développement économique, pour l'Inde la voie d'un développement économique. Bien évidemment, les dirigeants non seulement du comité de l'Inde est par mille liens, l'économie de l'Inde est partie intégrante de l'économie mondiale, mais aussi tout que les comptes actuels des travailleurs et du peuple d'Inde sont organisés. Et qu'ils travaillent du monde entier. Et qu'ils sont une composante majeure de l'économie mondiale. V. V. dans le sur le thème de la "Multinationales en France".

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que dans *Economic and Political Weekly* à Bombay, un commentateur puisse écrire un peu après le lancement de la "Parti communiste" du "devoir de nous les autres peuples de ne pas faire tomber le gouvernement".

L'auteur de cet article, Arun Ghosh, passe en revue les principaux groupes d'opposition. Du parti de la droite hindoue, le BJP, il constate qu'il est fondamentalement en accord avec la politique économique du gouvernement. A propos du Janata Dal, il rappelle que son leader V. P. Singh, était Premier ministre d'un gouvernement qui s'était prononcé pour la libre entrée du capital étranger dans les industries jusqu'alors protégées.

Enfin, pour ce qui est des PC, Ghosh remarque qu'ils sont plongés dans la confusion "à cause de l'effondrement de l'Union soviétique et du tournant de Deng Xiaoping en Chine".

Ces remarques reflètent l'absence de perspectives correspondant aux aspirations et aux intérêts exprimés dans le texte par les masses populaires et politiques.

La nécessité de faire tomber le gouvernement, et donc de lui en substituer un autre sur la base de la plate-forme qui a unifié des millions de travailleurs de toute l'Inde dans la grève du 9 septembre, n'est pas la question centrale. Et ces

tant de dégrader quelques axes à cette discussion, il s'en suit, notamment au sujet de l'efficacité économique. L'impérialisme américain et qui, opposé à son capable de régler des alliances pour toutes les forces qui se trouvent associées, la classe ouvrière qui est au cœur de ce combat, doit disposer de ses organisations syndicales et politiques indépendantes, d'une politique indépendante, même de l'Inde, un rôle anti-impérialiste.

Ce combat n'est pas un combat isolé, on le voit aux seules limites de l'Inde, les dimensions de l'Union indienne, les nécessités que contient son territoire, l'indépendance et l'unité plus largement de tous les pays qui ont subi un tel sort, les besoins de tous les peuples, les étudiants, les ouvriers, les employés.

C'est à eux de décider. Et cela signifie un gouvernement qui se fasse non l'instrument des plans du FMI, de l'impérialisme et d'une mince couche de capitalistes et de spéculateurs, mais de leurs aspirations.

Un gouvernement de rupture avec l'impérialisme et le FMI qui tire sa force de l'appui démocratique que lui donnent la majorité opprimée et exploitée, un gouvernement qui cesse de faire saigner l'Inde pour assurer le "service" de la dette, qui annule une dette qui n'est pas celle du peuple.

Tel est l'enjeu en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle dont le commencement fut marqué en Inde même par le premier grand mouvement de boycott des produits anglais lancé en 1905 avec la première révolution indienne de 1905.

Il est évident, il est complexe. Il serait difficile de conclure ce qui ne représente que le rappel de quelques-uns des "éléments" actuels, le "moment" actuel de la lutte, par des conclusions nécessairement superficielles. L'essentiel est la discussion.

Voilà l'expérience de la lutte des travailleurs et du peuple d'Inde, permettez-

# Aux origines de la partition de la Palestine

PAR LUCIEN GAUTHIER

Au XVI<sup>e</sup> siècle, la Palestine, comme la plupart des territoires arabes, est sous le contrôle de la "Sublime Porte" (le sultan de Turquie). L'Empire ottoman découpe le Proche-Orient arabe en provinces administrées par des pachas (gouverneurs). Le pouvoir de l'empire turc tend à s'effriter au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle au profit de celui des autorités locales, qui, sans remettre en cause la suprématie du sultan, acquièrent une très large autonomie, que ne cesseront d'utiliser les "puissances" (Grande-Bretagne, France, Russie, Autriche-Hongrie) dans leur concurrence respectueuse.

---

## DE L'EMPIRE OTTOMAN...

---

Le contrôle des marchands européens sur la vie économique de l'Empire ottoman s'est amplifié au fur et à mesure du déclin de la Sublime Porte pour en arriver à un stade où les puissances européennes bénéficiaient d'énormes privilèges. Dans une situation en Europe caractérisée par un développement du capitalisme (et de l'expansion coloniale), l'occupation territoriale du Proche et Moyen-Orient par les "puissances" a donc été précédée par une pénétration économique qui a accéléré la dissolution des structures sociales attardées de l'empire ottoman.

Ainsi, dès 1849, l'Egypte (partie de l'Empire ottoman) dépendait pour 41 % de ses importations et 49 % de ses exportations de la Grande-Bretagne. La domination financière qui exprimait le passage au stade impérialiste de l'économie capi-

taliste se matérialisera par l'endettement croissant, à tel point que la dette ottomane s'élevait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 200 millions de livres sterling.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle se constitua "le Conseil d'administration de la dette publique ottomane", dominé par les créanciers européens, qui avec ses 9 000 employés (en 1912) s'était quasiment arrogé l'affermage des revenus fiscaux de l'empire turc.

L'Empire ottoman était, comme l'avait alors décrit le tsar de Russie, "*l'homme malade de l'Europe*" et les "puissances" cherchaient à s'en partager les dépouilles. Mais contre les appétits de la France et de la Russie notamment, la Grande-Bretagne va s'y opposer, estimant qu'un Empire ottoman même débile présentait finalement la meilleure des garanties pour préserver l'"ordre" et la stabilité (car "*la difficulté est de savoir ce qu'il faut mettre à sa place*", avait ainsi déclaré l'homme politique britannique lord Stanley) et protéger la route des Indes des appétits rivaux. La politique britannique vise à maintenir un "statu quo" au Proche-Orient et à empêcher autant que possible d'autres puissances d'y intervenir. En 1839, la Grande-Bretagne occupe Aden pour protéger la route des Indes et lancera ses navires contre les pirates dans le golfe Persique pour protéger la navigation commerciale, cela l'amenant de fait à exercer une domination sur les différents cheiks du Golfe.

Tandis que la France débarque en Syrie en 1860 pour "protéger" la communauté chrétienne de "conflits religieux" avec les

Druzes (conflits que l'armée ottomane venait d'ailleurs d'arrêter...) provoqués par les "puissances" (les Français se posant en défenseur des chrétiens maronites, les Anglais des Druzes, les Russes des orthodoxes...), le pouvoir de Constantinople doit alors accepter pour la région du Mont-Liban la création d'une province autonome au sein de l'Empire ottoman, dirigée par un gouvernement chrétien (les troupes françaises resteront là jusqu'en 1871).

Plusieurs révoltes arabes contre la Sublime Porte sont soutenues et encouragées par les puissances — pour l'affaiblir mais non pour la renverser — ainsi, lorsque le pacha d'Égypte Méhémet Ali, sur la base d'un réel développement économique en Égypte, bat les armées ottomanes, les troupes russes se portent au secours de l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne et la France contraignent Méhémet Ali à abandonner ses conquêtes syriennes. Après la tentative infructueuse du pacha de transformer l'Égypte en puissance industrielle, le pays tomba sous une dépendance croissante de la Grande-Bretagne. D'autant plus que depuis le percement du canal de Suez en 1869, l'Égypte occupe alors une place centrale pour la Grande-Bretagne. L'endettement et la crise financière de l'Égypte imposent au petit-fils de Méhémet Ali, Ismaël, qui lui a succédé, de vendre les parts égyptiennes du canal au gouvernement britannique qui en devient ainsi le principal actionnaire, mais le déficit subsiste. Deux ans plus tard, la "caisse de la dette" (franco-britannique) prend en charge les finances de l'Égypte. En 1881, devant une révolte initiée par des officiers de l'armée d'Égypte, qui s'étend à tout le peuple, la Grande-Bretagne intervient — bombardement d'Alexandrie — et l'occupation militaire qui en découla, censément temporaire, ne s'achèvera qu'en 1956 !

Le Soudan sera à son tour conquis en 1898 par les Britanniques, après une féroce répression. De son côté, sous le masque du clergé russe, le tsar multiplie les achats de terre en Palestine, tandis que le Kaiser d'Allemagne soutient et encourage la colonisation de terre en Palestine par la secte des Templiers.

Enfin le mouvement sioniste (1), qui prit naissance en Europe orientale, organisa les premières vagues de pionniers juifs d'Europe, s'installant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Palestine avec l'intention explicite — contrairement à la communauté juive de 20 000 âmes résidant déjà en Palestine depuis le XIV<sup>e</sup> siècle — de faire œuvre coloniale : *"L'encouragement par principe de la colonisation de la Palestine par des Juifs ouvriers agricoles, manœuvres et exerçant d'autres professions"* (résolution du I<sup>er</sup> Congrès sioniste mondial à Bâle, en août 1897). Mais le mouvement sioniste et la perspective sioniste (un "Etat juif" d'abord envisagé sur des territoires d'Amérique latine, puis en Ouganda et finalement en Palestine) sont très largement minoritaires parmi les masses juives d'Europe qui, pour une large part, se retrouvent dans les organisations socialistes, comme l'organisation ouvrière juive, le Bund, qui combat vigoureusement le sionisme.

Comme le souligne A. Gresh et D. Vidal (*Palestine 1947, un partage avorté*, Edition Complexe) :

*"Le sionisme s'alimenta en Europe centrale et orientale de la conjonction de trois phénomènes propres au XIX<sup>e</sup> siècle : à savoir la décomposition de la structure féodale des empires tsariste et austro-hongrois sapant les fondements socio-économiques de la vie juive, les conditions de l'évolution capitaliste bloquant le processus de prolétarianisation et d'assimilation et la remontée brutale de l'antisémitisme le plus violent — précipitant des centaines de milliers de Juifs sur le chemin de l'exil... vers la Palestine ? Non pour la plupart vers l'Amérique. Des deux ou trois millions de juifs qui fuirent entre 1882 et 1914 l'Europe centrale, moins de 70 000 s'installèrent en Terre sainte et souvent très temporairement. Les dirigeants sionistes ne l'ignoraient pas. Ni la misère de leurs coreligionnaires soumis au tsar, ni les discriminations de toutes sortes, ni même les pogroms ne suffisaient à les transplanter massivement en Palestine. En revanche, avec l'appui d'une grande puissance... Aussi le créateur de l'organisation sioniste fit-il miroiter aux yeux du sultan, outre le renfouement des caisses ottomanes, l'aide des Juifs palestiniens pour juguler la "menace d'une insurrection arabe", un message*

*destiné à Bismarck souligna que "l'implantation d'un peuple neutre sur la plus courte route vers l'Orient peut être d'une immense importance pour la politique orientale de l'Allemagne". Un peuple de surcroît "contraint quasiment partout à rejoindre les partis révolutionnaires". Herzl use du même argument avec De Witte et von Plehve, ministres russes et instigateurs des pogroms : "Si une colonie du peuple juif s'installait en Palestine, les éléments radicaux seraient forcés de prendre part au mouvement"; dans le cas contraire "la frustration de ces espoirs bouleverserait toute la situation" au profit des "partis révolutionnaires"... vaines tentatives : la Palestine juive serait britannique ou ne serait pas... A condition toutefois de (la Grande-Bretagne) convaincre que le projet sioniste correspond à son intérêt, et ce, non dans une des lointaines contrées africaines ou latino-américaines un temps envisagées, mais bel et bien en Palestine." (p. 42-43.)*

D'emblée, le mouvement sioniste minoritaire parmi les masses juives se subordonne aux puissances capitalistes en leur proposant une masse de manœuvre pour leur conquête, ce notamment dans le cas de la Grande-Bretagne qui apparaît comme la puissance la plus importante.

---

### ... À LA DOMINATION BRITANNIQUE

---

C'est qu'en effet la période de la Première Guerre mondiale va être celle de l'assujettissement de l'Empire ottoman aux "puissances". A la veille de celle-ci, on estime que les investissements européens au Proche-Orient s'élèvent à 24 millions de livres sterling pour la Grande-Bretagne, à 3,3 milliards de francs pour la France et à 1,8 milliard de francs pour l'Allemagne (à cette même date, la dette ottomane dépasse les 63 millions de livres). Mais, dans le même temps, se développent et apparaissent la plupart des organisations arabes nationalistes qui veulent se libérer du carcan ottoman et plus généralement de la domination étrangère. En 1906, une révolte est brutalement réprimée par les Britanniques en Egypte. Les développements dans l'Empire otto-

man exigent des "puissances" de se porter plus avant dans le contrôle de la région.

L'Egypte devient en 1914 un protectorat britannique, tandis que l'influence anglaise s'étend dans la région du Golfe. En 1917, c'est l'occupation de la Mésopotamie et la "déclaration Balfour" par laquelle la Grande-Bretagne prévoit et prépare sa mainmise sur la Palestine (qui est toujours, rappelons-le, partie de l'Empire ottoman). En 1919, éclate la révolte dirigée par M. Kémal en Turquie qui va abolir l'empire de la Sublime Porte et fonder la "république de Turquie", tandis que dans la péninsule Arabique, le potentat arabe Ibn Seoud entame ses premières conquêtes contre l'Empire ottoman (qui est allié à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale) à l'instigation des Britanniques.

Dépeçant l'Empire ottoman battu à l'issue de la Première guerre mondiale, la France occupe la Syrie en 1920, en 1926 l'Irak est placé sous mandat britannique, tandis qu'en 1927 les conquêtes d'Ibn Seoud sont "reconnues" par la Grande-Bretagne.

De même que le traité de Versailles avait multiplié en Europe, et notamment dans la région balkano-danubienne, "une digue d'Etats vassaux", selon le mot du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, son équivalent pour l'Empire ottoman, le traité de Sèvres, va multiplier les "protectorats" au Proche-Orient.

Car si la Grande-Bretagne avait de toute force, pendant ces décennies, soutenu et maintenu l'unité de l'Empire ottoman, cette position se révéla intenable dès 1913 et impossible au lendemain de la Première Guerre mondiale : le démembrement de l'Empire ottoman était à l'ordre du jour.

Cette balkanisation du Proche et Moyen-Orient se concrétisa dans les accords secrets franco-britanniques en 1916, connus sous le nom de négociations "Sykes-Picot", conclus en liaison avec la Russie tsariste. En fait, la Grande-Bretagne exerçait déjà un protectorat de fait sur l'Egypte et le golfe Arabo-Persique. Lord Kitchener, maître de

l'Égypte, envisageait de détacher la région méridionale de la Syrie jusqu'à Haïfa et Acre pour y former une unité territoriale séparée sous le contrôle britannique. Tandis que le futur colonel Lawrence (agent et mercenaire britannique auprès de la "révolte arabe" contre les Turcs), lors de sa visite en Palestine en 1911, écrivait qu'il vaudrait mieux "que les Juifs colonisent le pays au plus vite".

---

### LA MAINMISE IMPÉRIALISTE

---

Les accords secrets Sykes-Picot furent révélés publiquement par les bolcheviks en 1917, dès le renversement de l'ancien régime.

*"Des conversations s'engagèrent à Londres dès le début de 1916 entre les diplomates Mark Sykes et Georges Picot. Elles aboutirent au mois de mars à un protocole entériné par leurs gouvernements comme partie d'un futur arrangement anglo-franco-russe et connu sous le nom d'accord Sykes-Picot. Au terme de ce protocole, l'Asie arabe (moins la péninsule Arabique) se trouvait divisée en cinq zones : zone bleue et zone rouge, sous contrôle direct de la France (bleue) et de l'Angleterre (rouge) ; zone cerclée de bleu et zone cerclée de rouge où la suzeraineté arabe était reconnue, mais qui seraient réputées zone d'intérêts français et zone d'intérêts anglais. Enfin une zone brune, recouvrant la Palestine moins Haïfa (que se réservait l'Angleterre) et qui serait placée sous contrôle international. Ces accords méconnaissaient complètement les aspirations nationales arabes. Les zones cerclées de bleu et de rouge (Syrie et Mésopotamie) étaient, à travers une relation hypocritement diplomatique, promises au protectorat des deux puissances. Quant à la clause d'internationalisation de la Palestine, M. Sykes l'avait acceptée pour deux raisons : il fallait tenir compte des intérêts de la Russie, protectrice des orthodoxes qui entendait être présente à Jérusalem et dont la participation à l'accord était prévue, mais il fallait surtout opposer un barrage aux ambitions de la France qui prétendait exercer son contrôle sur la "Syrie historique", laquelle comprenait le Liban, mais aussi la Palestine. Ce barrage, c'était l'internationalisation de*

*la région à laquelle les Français ne pouvaient raisonnablement s'opposer. Mais cette solution ne satisfait pas le gouvernement britannique séduit par l'idée du "bastion palestinien". Lloyd George qualifia l'accord entériné par son prédécesseur de "document stupide". M. Sykes avoua qu'il n'en était pas fier. L'Angleterre avait besoin pour que soit modifiée en sa faveur la clause palestinienne de l'alibi sioniste. Il ne faut donc pas s'étonner du zèle sioniste qu'elle manifesta à partir de ce moment, ni du rôle capital que tint M. Sykes avec l'assentiment de son gouvernement auprès de Weizsmann et de ses amis (Organisation sioniste mondiale) les conduisant à présenter au cabinet de guerre une version acceptable de ce qui allait devenir la déclaration Balfour." (La Déclaration Balfour. Aux sources d'Israël, par J.-P. Alem.)*

C'est de manière délibérée que l'impérialisme britannique va chercher à utiliser le mouvement sioniste en facilitant l'immigration juive en Palestine contre les masses arabes selon le vieux slogan "diviser pour régner" et pour assurer son hégémonie régionale contre son "allié", l'impérialisme français.

Car "la question clé est celle des zones d'influence (française au nord, anglaise au sud), car leur statut ne préjuge pas des territoires arabes qui seraient soumis aux dites influences.

*En bref, les Britanniques peuvent considérer que les accords Sykes-Picot laissent la porte ouverte à leur projet de royaume(s) arabe(s) (car) la Grande-Bretagne veut annexer la région de Bassora à laquelle tient l'Empire des Indes. Elle souhaite aussi instituer un califat arabe à la place de celui qu'exerce le sultan ottoman. Cela s'accompagnerait de l'instauration dans la péninsule Arabique et le Croissant fertile d'Etats arabes "clients de la Grande-Bretagne" (Atlas des peuples d'Orient, p. 57-58, La Découverte.)*

Secrètement, le chérif Hussein de la Mecque accepte les propositions franco-anglaises. Membre du clan des Hachémites, de la tribu du Prophète, les Britanniques entendent l'utiliser comme contrepoids religieux et symbolique face au sultan ottoman et pour canaliser à leur profit la lutte des peuples en les rassem-

blant sous le drapeau d'une prétendue "nation arabe". Il proclame la "révolte arabe" en mai 1916, grassement alimentée en fonds par la Grande-Bretagne et appuyée militairement par la Grande-Bretagne et la France.

Les Britanniques prennent Bagdad en mars 1917. Durant l'été, les forces arabes commandées par un fils de Hussein, Faysal, opèrent dans le sud de l'actuelle Jordanie contre les Ottomans. En décembre, les Britanniques sont à Jérusalem. Entre-temps le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne A. Balfour, dans une lettre à lord Rothschild (lettre préparée en commun par les dirigeants de l'Organisation sioniste mondiale et M. Sykes — il y eut d'ailleurs 8 projets entre juillet et novembre) annonce : *"Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national (national home) pour le peuple juif"* affirmant ainsi les prétentions britanniques sur la Palestine, théoriquement zone neutre internationale, selon les accords Sykes-Picot. Car, au-delà de l'appel à la constitution d'un "foyer national juif" par le ministre Balfour, la Grande-Bretagne affirmait ainsi sa vocation à étendre sa mainmise sur l'ensemble des territoires de la Palestine, reliant ainsi l'Egypte aux territoires d'Irak, de la péninsule Arabique jusqu'à l'Inde. Et d'ailleurs les armées britanniques allaient le démontrer sur le terrain.

Les opérations décisives en Syrie débutent en septembre 1918, les forces britanniques permettent à Faysal d'entrer à Damas le 1<sup>er</sup> octobre. Un mois plus tard, la Syrie est sous contrôle britannique. Après l'armistice signé avec les Ottomans (30 octobre 1918), les Britanniques continuent d'avancer. Les Britanniques étendaient leur influence au détriment de la France. Celle-ci se voyant contrainte de céder Mossoul et la Palestine aux Britanniques, mais découvrait qu'en fait de Syrie, les Britanniques ne lui concédaient que l'administration du littoral syro-libanais. La Syrie intérieure est confiée à Faysal. Celui-ci signe un protocole d'accord avec le leader sioniste Weizmann, considérant les sionistes et la déclaration Balfour comme une répudia-

tion des accords Sykes-Picot et se place sous le contrôle de la Grande-Bretagne (article 9 de l'accord signé le 3 janvier 1919 par Faysal — et Weizman précise : *"Toute contestation qui pourrait s'élever entre les parties contractantes sera soumise pour arbitrage au gouvernement britannique"*), c'est-à-dire une arme éventuelle contre les ambitions françaises.

*"Les Britanniques finissent toutefois par s'accorder avec les Français en novembre 1919, leurs troupes évacuent les zones syro-libanaises que les accords Sykes-Picot avaient attribuées à la France. Faysal accepte de traiter avec cette dernière, mais le Congrès général syrien en mars 1920 proclame un royaume uni de Syrie et leur en offre la couronne. Or, le mois suivant la France et la Grande-Bretagne décident de la répartition des "mandats" (NLDR : la Société des nations (SDN), ancêtre de l'ONU, que Lénine qualifiait de "caverne de brigands", "confia" aux puissances victorieuses des "mandats" sur des territoires sur la base du dépeçage de l'Empire ottoman) : Syrie et Liban pour l'une, Palestine et Irak pour l'autre. C'est la fin du projet de la Grande Syrie. En juillet, les forces françaises défont les Syriens. Faysal se réfugie en Palestine. En Palestine, les éléments pro-sionistes de l'administration britannique poussent leurs pions avec succès et mettent au point eux-mêmes les termes du mandat en 1920. Ils obtiennent que la France cède la Galilée et le haut bassin du Jourdain comme le souhaitent les sionistes. La Transjordanie cependant leur échappe. Administrée par Faysal jusqu'à la mi-1920, elle devient ensuite res nullius. Or Abdallah, frère de Faysal, s'y installe en novembre 1920 avec l'intention d'intervenir en Syrie. Contre l'avis des sionistes, qui voulaient incorporer la rive gauche du Jourdain dans la Palestine, les Britanniques saisissent l'occasion et en mars 1921 nomment Abdallah gouverneur de Transjordanie." (Atlas des peuples d'Orient, p. 58.)*

Taillant dans la chair des nations, divisant et découpant les peuples — création artificielle de la Transjordanie sous la coupe d'un émir aux ordres des Britanniques par exemple, séparée du reste de la Palestine où la Grande Bretagne favorise les sionistes et l'immigration juive dirigée contre les masses arabes — l'impérialisme cherche à assurer

ainsi, avec le service des sionistes et des potentats locaux, sa domination sur les masses.

Dans tous les territoires placés sous mandat, la répression fut extrêmement brutale, de 1920 à 1926, les généraux français Gouraud, Weygand et Sarrail en Syrie appliquèrent une véritable dictature militaire et une répression sanglante contre les masses arabes qui se soulevèrent plusieurs fois, et provoquèrent des conflits en cherchant à séparer la population chrétienne des musulmans. En Irak, à la fin de 1919, une véritable révolte se développa contre les Britanniques qui explosa durant l'été 1920 dans la Thawra (la "révolte" irakienne) contre l'instauration du "mandat".

Après la sanglante répression, à l'administration directe les Britanniques décidèrent de substituer un régime arabe en allant chercher Faysal ; choisi comme roi d'Irak, il monte sur le trône en août 1921 et les Britanniques maintiennent le "mandat".

Une intense agitation se développe en Palestine également contre le "mandat" britannique et la colonisation sioniste, avec les émeutes de 1920, 1921 et 1929, elles aussi réprimées féroceement par les troupes britanniques avec l'aide des milices sionistes. Dans toute la région, il faut que l'"ordre" règne afin d'en assurer l'exploitation et le pillage.

Il n'est pas besoin de rappeler que les richesses pétrolières du Moyen-Orient ont joué un rôle déterminant dans l'attitude des puissances. Dès 1908, des concessionnaires britanniques découvraient une première nappe en Iran et en Irak. De même, les négociations franco-britanniques sur le partage du Proche-Orient tournèrent en grande partie autour du sort de l'ancienne Turkish Petroleum Company. En 1931, la Standard Oil des USA découvre du pétrole à Bahrein et obtient en 1933 une concession couvrant l'ensemble de l'Arabie saoudite. C'est là un événement majeur dont on ne mesura véritablement toute l'ampleur qu'après 1945.

---

## VERS LA PARTITION DE LA PALESTINE

---

En 1880, la Palestine appartient à l'Empire ottoman. On y recensait alors 25 000 Juifs, pour la plupart des Juifs d'Espagne — séfarades — installés en Galilée au XVI<sup>e</sup> siècle (En effet une très grande partie des Juifs chassés d'Espagne par les "souverains catholiques" au XV<sup>e</sup> siècle vont trouver refuge dans l'Empire ottoman, notamment et surtout en Bosnie et en Thessalonique, alors province turque, mais aussi en Palestine, Irak, Syrie.) L'argument des sionistes un "peuple sans terre (les Juifs) pour une terre sans peuple" (la Palestine) ne résiste pas une minute à la vérité historique. Dans son ouvrage, *L'Histoire cachée du sionisme*, R. Schoenman établit :

*"Il y avait plus d'un millier de villages en Palestine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Jérusalem, Haïfa, Gaza, Nablus, Acre, Jéricho, Ramle, Hébron et Nazareth étaient des villes florissantes. Les collines étaient laborieusement cultivées en terrasses. Les canaux d'irrigation sillonnaient la terre. Les vergers de citronniers, les forêts d'oliviers et les céréales de Palestine étaient connus dans le monde entier. Le commerce, l'artisanat, le textile, la construction et la production agricole étaient largement développés.*

*Les comptes rendus de voyageurs au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle en témoignent unanimement, comme l'étaient les rapports trimestriels très précis publiés au XIX<sup>e</sup> siècle par le Fonds britannique d'exploration de la Palestine.*

*En fait, c'est précisément la cohésion sociale et la stabilité de la société palestinienne qui ont conduit lord Palmerston en 1840, lorsque l'Angleterre a établi un consulat à Jérusalem, à proposer avec prescience la fondation d'une colonie de Juifs européens pour "préservier les intérêts les plus larges de l'Empire britannique".*

*La société palestinienne, si elle souffrait de la collaboration des propriétaires terriens féodaux (effendi) avec l'Empire ottoman, était néanmoins productive et diversifiée culturellement,*



*avec une paysannerie très consciente de son rôle social.*

*Les paysans palestiniens et les citoyens avaient établi une distinction claire, fortement ressentie, entre les Juifs qui vivaient parmi eux et les colons potentiels, et ce depuis 1820 lorsque les 20 000 Juifs de Jérusalem avaient été totalement intégrés et acceptés dans la société palestinienne.*

*Lorsque les colons de Petah Tikvah cherchèrent à chasser les paysans de leurs terres, en 1886, ils rencontrèrent une résistance organisée, mais les travailleurs juifs des villages voisins et leurs communautés ne furent nullement inquiétés. Lorsque les Arméniens fuyant le génocide turc s'installèrent en Palestine ils furent les bienvenus. Mais ce génocide fut de façon inquiétante soutenu par Vladimir Jabotinsky et d'autres sionistes qui tentèrent ainsi d'obtenir le soutien des Turcs.*

*En fait, jusqu'à la déclaration Balfour (1917), la réaction palestinienne à l'installation des colonies sionistes fut d'une tolérance imprudente. Il n'y avait pas de haine organisée des Juifs en Palestine, pas de massacres comme en préparaient les antisémites du tsar et de Pologne, pas de contrepartie raciste dans la réaction palestinienne aux colons armés (qui utilisaient la force partout où ça leur était possible pour chasser les Palestiniens de leurs terres).*

*Même les émeutes spontanées, exprimant la rage refoulée des Palestiniens devant les vols incessants de leurs terres, n'étaient pas dirigées contre les Juifs comme tels."*

C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle que débiteront des vagues d'immigrations juives sous l'effet de pogroms. *"Les autorités ottomanes craignent que l'immigration juive ne renforce encore l'influence européenne, mais n'ont guère les moyens de s'y opposer. La première vague (1882-1903) vient surtout de Russie, la deuxième (1904-1914) vient de Russie et de Pologne."* (Atlas des peuples d'Orient, p. 85.)

En 1919, on recense en Palestine 60 000 Juifs après ces deux vagues d'immigration (nombre d'entre eux repartiront à destination des USA notamment)

sur 800 000 habitants. Le départ des Juifs d'Europe orientale ne s'intègre pas aux plans des sionistes, ils émigrent vers l'Europe occidentale, les USA. Mais en 1936, ils sont 400 000, et 600 000 en 1947. Cet accroissement résulta de la nouvelle vague d'immigration, protégée par les dispositions du "mandat". En effet, le document adopté par la SDN, le 24 juillet 1922, confiant le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne précise :

*"Le mandataire assumera la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif (article 2).*

*(...) L'administration de la Palestine facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables et de concert avec l'organisme juif mentionné à l'article 4. Elle encourage l'établissement intensif des Juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes (article 6)."*

Les différents impérialismes, en fermant leurs frontières aux Juifs fuyant l'Allemagne nazie, les canalisent vers la Palestine.

Protégé par les dispositions du mandat, le "foyer national pour le peuple juif" s'administre lui-même, avec son système d'enseignement, sa structure économique, sa milice, la Haganah, qui deviendra une armée.

Si les immigrants juifs s'installent dans les villes, leur self government a pour politique d'acquérir les terres.

Comme l'explique le poète et essayiste palestinien Ghassan Kanafani (cité dans le livre de R. Schoenman) :

*"En dépit du fait qu'une grande partie des capitaux juifs étaient alloués aux zones rurales, et en dépit de la présence des forces militaires impérialistes britanniques et de la pression immense exercée par la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n'obtinrent que des résultats minimes en ce qui concerne l'acquisition des terres.*

*Ils parvinrent cependant à sérieusement dégrader le statut de la*

*population rurale arabe. La possession de terrains agricoles ou urbains passa de 300 000 dunums en 1929 (26 800 hectares) à 1 250 000 dunums en 1930 (112 000 hectares). Le pourcentage de terres achetées était insignifiant du point de vue d'une colonisation massive et du règlement du "problème juif". Mais l'expropriation d'un million de dunums — presque un tiers de la terre arabe — conduisait à un appauvrissement sévère des paysans arabes et des Bédouins.*

*En 1931, 20 000 familles paysannes avaient été évincées par les sionistes. De plus, la vie des paysans dans un pays sous-développé, et dans le monde arabe en particulier, ne représente pas seulement un mode de production, mais également un mode de vie social, religieux et traditionnel. Ainsi, en plus de la perte de la terre, la société arabe rurale était détruite par le processus de la colonisation."*

L'impérialisme britannique poussa à la déstabilisation économique de l'économie palestinienne, en octroyant un statut privilégié aux capitaux juifs, leur accorda 90 % des concessions en Palestine, permettant aux sionistes de prendre le contrôle de l'infrastructure économique.

Un code du travail discriminatoire était adopté contre la force de travail arabe qui aboutit à un chômage à large échelle.

C'est pourquoi dès la fin de la Première Guerre mondiale, la "révolte arabe" appelée par les britanniques contre l'empire ottoman se détourne des Turcs pour viser les nouveaux colonisateurs ; la réalité sociale et nationale derrière les mots s'exprime : il s'agit de la résistance des masses palestiniennes appauvries contre le colonialisme et l'impérialisme, contre les accords Sykes-Picot, contre le mandat et la déclaration Balfour.

Les premiers heurts importants ont lieu en mai 1921, entre manifestants sionistes et arabes. Le haut-commissaire britannique, sir Herbert Samuel, qui fait partie des diplomates anglais pro-sionistes s'inquiète et dans son mémorandum au gouvernement britannique suggère de subordonner l'immigration juive "à la capacité économique du pays d'absorber de nouvelles arrivées, afin que les immi-

*grants ne puissent priver une quelconque section de la population présente de son emploi"*.

En août 1929, de nouveaux troubles font 133 morts parmi les Juifs et 67 parmi les Arabes. Dans un second mémorandum publié en octobre 1930, Londres estime qu' "il ne reste plus de marge de terre disponible pour la colonisation agricole" et recommande de contrôler l'immigration. Paroles démenties par les actes et remis en cause dans une lettre du Premier ministre travailliste MacDonald au dirigeant de l'organisation sioniste mondiale Weizmann.

C'est qu'en effet une troisième vague d'immigration de Juifs de l'est de l'Europe se développe au début des années 1920 et de fait est canalisée vers la Palestine depuis qu'en 1924 le gouvernement américain a fait voter une loi restreignant toute immigration aux USA "au moment même où le gouvernement polonais prend des mesures économiques anti-juives. Cela provoque une quatrième vague plus importante que les précédentes. Mais ensuite le flux se réduit au point qu'en 1927-1929 plus de Juifs quittent la Palestine qu'il n'en arrive. La reprise de l'immigration date de 1933, année de l'accession de Hitler au pouvoir. Outre des Juifs de Pologne et d'autres pays d'Europe centrale, la cinquième vague comprend de nombreux Juifs d'Allemagne. En 1936, on recense 400 000 Juifs en Palestine, en très grande majorité Ashkénazes ." (Atlas des peuples d'Orient, p. 85-86).

L'opposition prend la forme de manifestations violentes de rue en 1931 et au cours des années suivantes. Une grève générale de six mois en 1936 est réprimée féroce par les Britanniques à l'aide des milices sionistes, tandis que le mufti et les féodaux arabes, par leur subordination à l'impérialisme britannique dont ils tirent leur pouvoir, vont aider de façon décisive l'impérialisme. Le Haut Comité arabe dirigé par les potentats féodaux palestiniens appelle à suspendre la grève en réponse à une invite de Ibn Seoud d'Arabie, du Premier ministre irakien, Nouri Saïd, et de l'émir de Transjordanie, Abdallah, suppliant leurs "fils palesti-

*niens de faire confiance aux bonnes intentions de notre amie la Grande-Bretagne qui a déclaré qu'elle rendrait justice".*

Justice ? La proposition issue de la commission Peel (7 juillet 37) propose la partition en trois de la Palestine, un Etat arabe, un Etat juif et une zone sous mandat britannique. L'Agence juive (émanation en Palestine de l'Organisation sioniste mondiale) accepte ces conclusions à une réserve près quant aux dimensions de l'Etat juif, le Haut Comité arabe les rejette.

Les émeutes reprennent. *"Londres réinscrit la répression à l'ordre du jour. Elle sera féroce. La troupe anglaise, la police du mandat augmentée de milliers de volontaires juifs enrôlés, la Hagana, l'Irgoun, les hommes des Nashshibi ("Parti de la défense" du clan arabe des Nashshibi, que soutient la Grande-Bretagne) : c'est à qui portera les coups les plus durs aux insurgés avec la bénédiction des Etats arabes probritanniques et des clans palestiniens. Le mouvement arabe palestinien ne se remettra pas avant longtemps des milliers de morts, des innombrables emprisonnés et déportés, des partis et des syndicats disloqués." (Palestine 47, un partage avorté, A. Gresh et D. Vidal, p. 55.)*

L'"ordre" ne sera rétabli qu'en 1939. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le discours d'ouverture du congrès panarabe en Syrie : *"La Grande-Bretagne doit changer sa politique en Palestine, ou nous serons libres de nous ranger aux côtés d'autres puissances européennes dont les politiques lui sont contraires"* sonne aux oreilles des dirigeants britanniques. Londres publie le 17 mai 1939 son dernier livre blanc : indépendance de la Palestine (non partagée) au bout de dix ans, limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes par an. Les Arabes rejettent l'accord tandis que Ben Gourion dénonce la *"plus grande trahison"*.

C'est après l'arrêt des armées nazies à El Alamein en 1942, puis le tournant que représente Stalingrad en 1943 que la question palestinienne revient à l'ordre du jour pour les Britanniques. De nouveau se trouve posée la question de la partition de

la Palestine entre un Etat juif, des zones arabes à rattacher à la Transjordanie de l'émir Abdallah, fidèle des Britanniques, qui dirige son armée et son Etat, et une zone autour de Jérusalem sous contrôle britannique.

A l'issue de la guerre en 1945, le Labour Party remporte les élections. Sept mois avant, lors de leur conférence nationale, les travaillistes prônaient la levée des mesures limitant l'immigration juive, ils proposaient d'encourager les Arabes *"au départ au fur et à mesure que les Juifs s'installent"*. Les partis "socialistes" de la II<sup>e</sup> Internationale vont jouer ainsi un rôle non négligeable dans le développement de la colonisation sioniste. Nombre de dirigeants sionistes sont d'ailleurs membres de l'Internationale socialiste.

Dans tout le Proche et Moyen-Orient, en découpant et en divisant les peuples entre Juifs et Arabes, et parmi les arabes entre chrétiens et musulmans, l'impérialisme cherche à maintenir son contrôle.

Une fois au pouvoir, sous l'impulsion de Bevin, secrétaire au Foreign Office, le gouvernement travailliste assouplira quelque peu les règles édictées par le Livre blanc, sans pour autant satisfaire aux demandes des sionistes qui vont s'engager dans des actions terroristes contre les troupes britanniques.

Le débarquement d'un contingent français en mai 1945 à Beyrouth provoqua des émeutes à Alep le 29 mai ; les troupes bombardèrent Hons, Hamas, Damas. Devant cette situation, le Foreign Office fit pression avec le soutien des USA, et la France dut évacuer en 1946 le Liban et la Syrie.

Mais les germes de la discorde semés par la France allait perdurer : le Liban allait vivre depuis sous un régime confessionnel fondé sur le maintien des fiefs locaux des grands propriétaires chrétiens et musulmans (cette couche de moins de 20 % de la population avec leur clan concentre alors 80 % des revenus du pays).

Au cours des années 1945-1947, une vaste action ouvrière se développe en

Egypte. En janvier 1946, 7 000 ouvriers du textile déclenchent une grève au Caire, qui s'étendit au cours des semaines suivantes, avec l'apparition des comités ouvriers qui lancèrent un appel à la grève générale que dut appuyer la direction syndicale.

Dès 1946, en mai, une vague de grèves chez les cheminots, suivie d'une grève générale contre la venue de la commission anglo-américaine d'enquête en Palestine, grève de solidarité des travailleurs de l'Iraq Petroleum avec la grève des travailleurs iraniens d'Abadan. En novembre 1946, l'anniversaire de la déclaration Balfour donne lieu à une nouvelle grève générale. L'agitation se poursuit en 1947 dans le port de Basra, culminant dans des protestations massives contre le projet de maintien des bases britanniques.

*“Un rapport gouvernemental d'octobre 1945 rappelle que le Moyen-Orient est une région vitale pour les Britanniques. En raison du pétrole tout d'abord. Entre 1939 et 1948, la part de la région dans la production mondiale d'or noir grimpe d'un huitième à un quart. De surcroît, le Moyen-Orient en raison du canal de Suez et des bases militaires de la Méditerranée orientale représente un point nodal dans tout le système de communication de l'empire... Jamais l'autorité de la superbe Albion ne parut aussi grande... Trompeuses apparences. En principe, l'Irak et l'Egypte constituent des Etats indépendants — la Transjordanie accédera au même statut au printemps 1946. Or un mouvement nationaliste en plein essor conteste vigoureusement les traités qui les lient à leur suzerain britannique. Seuls Chypre et la Palestine subissent le contrôle total de la métropole. De cette conjoncture, l'Etat britannique tire un double enseignement. L'avenir dépend de la coopération des Etats arabes dont il faut se ménager les bonnes grâces, de même qu'il convient de ne pas les déstabiliser par une politique trop favorable aux sionistes. Ensuite, il importe de conserver la mainmise sur la Palestine, territoire de repli en cas de troubles graves en Egypte ou ailleurs.”* (p. 63 - Palestine 47, un partage avorté)

Mais à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la prédominance américaine

s'exprime pleinement. En août 1945, les USA interrompent brutalement le “prêt-bail” par lequel ils contribuaient à l'effort de guerre. La présence d'un million et demi de soldats britanniques sous les drapeaux est intenable. Les USA conditionnent un prêt pendant l'été 1946, à la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Dès la conférence des alliés à Potsdam en juillet 1945, Truman, nouveau président américain demande à Churchill, encore Premier ministre, la levée de la restriction à l'immigration juive en Palestine. Dès 1942, Washington avait pris une part importante à l'organisme de coordination du développement économique du Moyen-Orient mis en place par la Grande-Bretagne.

Dans cette région, les USA furent longtemps absents. Ce sont les compagnies pétrolières US qui introduiront leur pays au Proche-Orient. Prise de participation de 25% dans l'Iraq Petroleum, contrôle à Bahrein, Arabie saoudite. La part des USA dans la production d'hydrocarbure, au Moyen-Orient passera de 13,9 % en 1938 à 55 % en 1948.

C'est là le point de départ de l'intervention américaine. Une première commission anglo-américaine sur la Palestine est constituée dont les travaux sont acceptés par la Grande-Bretagne, mais rejetés par Truman. “Nous ne pouvons pas faire sans”, déclare Attlee, Premier ministre britannique, parlant du prêt financier qu'il négocie avec les USA. De nouveau, une commission anglo-américaine se met en place, ses travaux sont discutés au Parlement, les jours qui suivent l'explosion du siège de l'administration britannique en Palestine — attentat dû à l'Irgoun et qui a provoqué la mort de cent personnes. Le gouvernement britannique rejette la proposition des militaires d'une guerre totale contre les sionistes et propose un nouveau plan de partition sous son contrôle. De nouveau, Truman le rejette.

En cette fin d'année 1946, Londres s'apprête à annoncer son départ des Indes ; les négociations sur le retrait de l'Egypte ont échoué ; des émeutes ont eu lieu au Caire et Alexandrie, contraignant le roi Farouk à rejeter le protocole d'accord avec la Grande-Bretagne, tandis

que pendant l'hiver 1947, la Grande-Bretagne subit des pénuries de vivres et de charbon, l'empire est au bord de la faillite, dans une déclaration au Parlement, Bevin, à propos de la Palestine, déclare : "Nous avons décidé de demander aux Nations unies de préconiser un règlement." La Grande-Bretagne cédait aux USA.

---

## L'ONU ORGANISE LA PARTITION

---

Le génocide perpétré pendant la Deuxième Guerre mondiale par le nazisme — 6 millions de personnes assassinées —, expression de ce que l'impérialisme signifie pour l'humanité, décime les populations juives d'Europe et pousse au départ les centaines de milliers de survivants. Le génocide a été accompli dans l'indifférence et le silence de tous les bellicérants, des impérialismes comme de l'URSS. Et aucun Etat n'ouvre ses frontières aux persécutés.

La IV<sup>e</sup> Internationale engagea une campagne internationale avant-guerre à propos des Juifs allemands et à la fin de la guerre pour l'ouverture des frontières aux Juifs quittant l'Europe, et notamment aux USA et en Australie, avec des meetings, des manifestations.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui voit une montée révolutionnaire, les accords de Yalta entre l'impérialisme et le Kremlin visent à préserver, contre la volonté des masses, la domination de l'impérialisme. Ils entendent maintenir la domination sur les peuples coloniaux et avoir aussi les problèmes nationaux en Europe. Des déplacements massifs de population en sont les conséquences. Dans ce chaos européen, l'impérialisme, qui pour ses projets au Moyen-Orient a besoin du sionisme, canalise ces centaines de milliers de réfugiés, sortant d'une des pages les plus sombres de l'histoire européenne, vers la Palestine, se débarrassant en outre à bon prix de toute responsabilité dans le massacre nazi pour les utiliser comme rempart contre les peuples du Moyen-Orient.

Alors que se désintégraient l'édifice colonial des impérialismes français et britannique, et que la résistance et les luttes des peuples se développaient, l'impérialisme américain se trouvait placé dans la situation de devoir inaugurer au plus vite son rôle d'impérialisme le plus puissant. Successivement, le sultan turc et son allié le Kaiser Wilhelm II, puis les Britanniques jouèrent des sionistes pour assurer leur domination. La nouvelle situation qui s'ouvre au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'ordre de Yalta, avec la nouvelle place des USA à l'échelle mondiale, permirent de concert avec le Kremlin la création "légale" d'Israël par un vote de l'ONU. S'étant soumis d'emblée aux exigences de l'impérialisme, les dirigeants sionistes donnèrent au mouvement sioniste longtemps minoritaire chez les Juifs une perspective nouvelle avec la création d'un appareil d'Etat, basé sur l'appui de l'impérialisme américain, charpentant la réalité du sionisme comme une force au compte de la défense des intérêts impérialistes dans la région.

Devant l'effondrement de la domination britannique au Moyen-Orient la volonté des peuples de la région de s'émanciper, devant l'incapacité des potentats arabes de stabiliser la situation dans cette région stratégique, l'impérialisme US doit trouver la "relève" pour occuper la position que la Grande-Bretagne doit abandonner. Le sionisme devra pour cela être structuré sous la forme d'une armée, d'un Etat, et non plus de simples colons armés disposant même d'une milice, afin de pouvoir contrecarrer toute remise en cause de l'"ordre" dans la région.

Il faut donc pour l'impérialisme à la fois s'appuyer sur les dirigeants arabes, à qui l'on découpe artificiellement des Etats, mais dont la fragilité est manifeste face au mouvement des masses, et d'autre part un Etat, tête de pont directe de l'impérialisme.

L'Etat d'Israël ne naît donc pas d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU, sous l'égide des USA et du Kremlin.

Le 14 mai 1947, A. Gromyko à la tribune de l'ONU se prononce pour un "Etat judéo-arabe unique avec droits égaux pour les Juifs et les Arabes", mais précise : "S'il se trouvait que cette solution fût irréalisable en raison des relations de plus en plus tendues entre Juifs et Arabes (...), il faudrait alors étudier une deuxième solution (...) qui prévoit le partage en deux Etats indépendants, un Etat juif et un Etat arabe."

Après les tergiversations britanniques au sujet de la fin de son mandat sur la Palestine, à une majorité des 2/3 (dont la France, qui s'était abstenue dans un premier temps et changera son vote sous la pression américaine) des délégués de l'ONU décident la partition le 29 novembre 1947.

Dès le 30 novembre, débutent des affrontements entre sionistes et Arabes. La Ligue arabe monte une armée. Mais le désaccord persiste, le Caire se prononce contre une intervention militaire, Amman contre un gouvernement palestinien et veut, contre l'avis de l'Egypte et de la Syrie, annexer les parties arabes à la Transjordanie. (Quelques jours plus tôt, le 17 novembre 1947, dix jours avant le vote de l'ONU, Abdallah, émir de Transjordanie, a un rendez-vous secret avec Golda Meir, nouveau chef politique de l'Agence juive, pour "une partition qui ne l'humilierait pas aux yeux du monde arabe".)

Les Britanniques passent un accord avec l'émir Abdallah, par l'entremise de Glubb Pacha, chef de la Légion arabe, armée de Transjordanie (qui n'est autre que John Glubb, un militaire britannique), pour l'assurer de l'intérêt de la Grande-Bretagne pour l'annexion par Amman des territoires arabes de Palestine après la partition.

Les combats s'étendent à l'ensemble de la Palestine, non sous la forme d'un conflit traditionnel, mais de guerre, de guérilla. En novembre 1947, le Parti communiste — jusqu'alors antisioniste — change son appellation en Parti communiste d'Eretz Israël (Grand Israël). Le 19 décembre 1947, un accord d'armement entre les dirigeants sionistes et le Kremlin

est ratifié en janvier 1948 par Moshe Shertok et A. Gromyko à New York. La Tchécoslovaquie est chargée de livrer l'armement aux milices sionistes (sur les 19 millions de dollars dépensés pour l'armement des sionistes, 11 d'entre eux iront à la Tchécoslovaquie). 100 millions de dollars sont collectés en deux ans aux USA pour financer l'effort de guerre.

Dès avril 1948, la Haganah passe à l'offensive, s'attaquant à plusieurs villages. Avec le feu vert de la Haganah, sa rivale "de droite" l'Irgoun s'attaque au village de Deir Yassin en abattant de sang-froid 250 habitants, principalement des femmes et des enfants, après la conquête du village. Le massacre et la propagande dont ce village font l'objet poussent à l'exode les Palestiniens, plus de 350 000 abandonnent leur foyer avant le 1<sup>er</sup> juin. (On lira l'effroyable récit sur la base des témoignages qu'en fait R. Schoenman au chapitre IV de son livre.)

Plusieurs régions sont ainsi conquises. Fin avril, des officiers de la Hagana et de la Légion arabe de Jordanie s'entendent pour éviter des affrontements entre eux. Golda Meir rencontre le 10 mai le roi Abdallah et dans une lettre à Ben Gourion écrit : "Notre entrevue fut amicale. Il paraissait soucieux. Il n'a pas nié nos rencontres et nos accords précédents, qu'il prendrait le contrôle de la partie arabe, mais aujourd'hui il est un parmi les cinq pays arabes."

En butte à la pression de l'opinion publique, submergé par le flot des réfugiés, l'émir tergiverse pour aller plus loin dans l'accord avec les sionistes.

Avec l'accord des USA (le 23 avril, par télégramme, Truman a annoncé qu'il reconnaîtrait l'Etat aussitôt proclamé), les dirigeants sionistes proclament le 14 mai 1948 : "En vertu du droit naturel du peuple juif et de la résolution des Nations unies, nous proclamons la création de l'Etat juif de Palestine qui prendra le nom d'Israël." L'Etat est reconnu par les USA, l'URSS, etc.

Le 15 mai 1948, la première guerre commence. Le 15 mai, les hommes du major Glubb, la Légion arabe, attaquent.

Au même moment, l'émir Abdallah reçoit un message du président syrien de retarder l'invasion. L'émir Abdallah a par ailleurs modifié le plan de bataille la veille pour se concentrer sur une opération plus limitée visant Jérusalem et la Palestine centrale (bref, les "territoires arabes" de la partition), car *"le roi Abdallah, lui, travaille sur des plans qui ne varient pas d'un iota : seules évoluent les conditions de leur réalisation."*

*Misant un temps sur une entente avec les sionistes, il se résigne à la guerre pour des raisons régionales et internes, pas pour "effacer" le partage de la Palestine mais pour le remodeler à sa guise : le roi brûle d'annexer la partie de la Palestine attribuée par l'ONU à l'Etat arabe, si possible le Neguev et surtout Jérusalem, Londres avalise. A défaut d'un arrangement à l'amiable, elle forme des vœux pour la capture par ses alliés d'une partie de la Palestine, notamment le Neguev."* (Palestine, p. 47.)

Sous la pression américaine et les menaces de plus en plus directes à l'égard de la Grande-Bretagne, celle-ci en mai-juin va cesser de livrer les armes à la Transjordanie, puis va aller jusqu'à suspendre la livraison de ces 500 000 livres trimestrielles à Abdallah pour le contraindre à accepter le cessez-le-feu.

Tandis que les combats s'éternisent et s'équilibrent — on est loin des guerres éclairs —, à l'ONU, les USA se prononcent pour un cessez-le-feu assorti de sanctions. Le 28 mai, Austin, le représentant américain dénonce les Etats arabes *"qui violent la loi internationale"*, tandis que le lendemain Gromyko dénonce *"une suite d'opérations militaires déclenchées par un groupe de puissances contre l'Etat juif"*.

*"Si l'armée israélienne, une semaine après l'invasion, saute sur la proposition de cessez-le-feu, c'est que la mêlée tourne mal pour elle. Elle redoute que ses fronts déjà entamés ne craquent complètement (...). Les armées arabes au contraire se sentent à la même époque le vent en poupe. (...) Si Américains et Soviétiques se contentent de cette trêve, leurs ambitions vont bien au-delà, c'est que les uns et les autres examinent la guerre en cours à travers la présence de*

*leur stratégie proche-orientale et mondiale"*. (Palestine 47, p. 179-180.)

Une nouvelle commission de l'ONU, dirigée par le Suédois Bernadotte, rend ses conclusions le 27 juin : remodelage du plan de partition : plus d'Etat arabe, Jérusalem, le Neguev et les territoires arabes de Palestine seront remis à la Transjordanie d'Abdallah, et la Galilée occidentale à Israël. La politique des dirigeants arabes, potentats féodaux bourgeois, n'est en rien guidée par la "cause palestinienne", mais par la défense de leurs propres intérêts, c'est-à-dire de la préservation de l'ordre impérialiste dont ils dépendent. A travers la guerre, ils ne cherchent qu'à remodeler à leur avantage la partition contre les sionistes en qui ils voient leurs concurrents directs et menaçants comme mercenaires de l'impérialisme.

Durant la trêve, de nouveaux armements — notamment des avions — sont livrés à Israël (Messerschmidt pris à l'armée allemande par Prague), l'armée israélienne passe à l'attaque le 9 juillet 1948. Cette fois-ci elle aligne 75 000 soldats contre les 40 000 des Etats arabes.

Retirée du premier front, la Légion arabe de Transjordanie s'est concentrée sur la défense de Jérusalem, facilitant l'avance éclair de l'armée israélienne, qu'elle ne bloquera qu'à Jérusalem, défendant ainsi les positions d'Abdallah.

Accordée par l'ONU à l'Etat arabe, Israël intègre la Galilée centrale. Lorsque la trêve survient à nouveau, les Arabes ne détiennent plus que 330 km<sup>2</sup> de l'Etat juif version ONU plus le Neguev, sur son territoire original Israël occupe 201 des 219 villages arabes et possède 1 300 km<sup>2</sup> de territoires arabes, 3 grandes villes et 112 villages.

A l'occasion de la deuxième trêve, le médiateur de l'ONU, Bernadotte, recommande le rattachement de la Galilée à Israël, en échange du Neguev, et précise : *"Il existe des motifs impérieux de fusionner les territoires arabes de la Palestine et la Transjordanie."* Britanniques et Transjordaniens acceptent, Egyptiens et Israéliens refusent. Les responsables sio-

nistes demandent la fin de la mission. Le 17 septembre, deux militaires israéliens en uniforme immobilisent la voiture de Bernadotte et l'abattent à bout portant.

Le 15 octobre, l'armée israélienne lance une nouvelle offensive, utilisant notamment massivement sa suprématie aérienne nouvellement acquise grâce aux livraisons tchèques d'avions de l'armée allemande vaincue.

À l'heure de l'armistice, les chiffres pour les Palestiniens sont de 15 000 morts, 800 000 exilés. Leur "Etat" version ONU est dépecé : la Galilée à Israël, la Cisjordanie à Abdallah, la bande de Gaza conserve une certaine "autonomie", mais sous tutelle de l'Égypte.

Israël occupe alors un tiers de territoire en plus de ceux prévus dans le plan de partage de l'ONU. Les USA accordent un prêt de dix millions de dollars à Israël, tandis que *"le bloc de l'Est s'est tenu fermement à nos côtés. Au Conseil de sécurité, les Russes agissent comme s'ils étaient nos émissaires"*, se félicite Sherlock, ministre israélien des affaires étrangères.

Egyptiens et Israéliens signent un premier armistice le 23 février 1949, un mois après avec le Liban, puis le 20 juillet 1949 avec le nouveau gouvernement militaire syrien. Le véritable partage entre Tel Aviv et Amman sur le dos des Palestiniens commence.

*"Tout est prêt pour un accord israélo-hachémite préparé de longue date par les conversations secrètes du roi avec les représentants de l'Agence juive, mais aussi par l'entente sur le terrain durant les derniers mois. Aussi durant l'opération israélienne contre l'Égypte en octobre, la "légion arabe" cantonne l'arme au pied. La création à Gaza le 23 septembre d'un "gouvernement de toute la Palestine", puis l'élection du mufti comme président du Conseil national ont assombri les relations entre les deux pays arabes. En riposte, le souverain hachémite convoque le 2 octobre, à Amman, un congrès palestinien. Les dirigeants arabes jouent du mouvement national palestinien broyé sur le terrain. (...) Il (Abdallah) reçoit à plusieurs reprises une délégation israélienne.*

*En échange de modifications dans la région de Hébron, l'Etat juif reçoit une bande de territoire de 3 km de large sur 90 km de long pour garantir les communications entre le centre du pays et la Galilée. La nouvelle frontière dissocie de nombreux villages arabes de leurs terres (...). Enfin le point le plus marquant bien que gardé secret : le feu vert donné à l'annexion par Amman de la Cisjordanie." (p. 196-197, Palestine 47).*

Ce qui sera réalisé le 24 avril 1950.

Dans l'"Etat juif" dessiné par l'ONU, on compte 219 villages arabes et 4 villes arabes. Au 1<sup>er</sup> juin 1948, 180 de ces villages ont été évacués et 240 000 Arabes ont dû partir. A quoi s'ajoutent les 152 000 partis de 70 villages et de 3 villes (Jaffa, Jenin et Acre) de l'"Etat arabe" passé sous contrôle de la Haganah.

Les chiffres officiels de l'ONU parlent de *"381 000 personnes déplacées"*. En réalité, la sauvagerie des combats, la barbarie de l'action des milices sionistes, comme au village de Deir Yassin, provoquent la fuite de centaines de milliers de Palestiniens.

Avec la création de l'Etat d'Israël, cela devient une stratégie délibérée d'expulsion : 300 000 Palestiniens sont à nouveau chassés. Quant aux Palestiniens restés dans les zones sous contrôle d'Israël, durant l'été 1948, l'armée leur interdit toute récolte. Cela pousse les paysans de Galilée et du Neguev à fuir. À Haïfa, où demeurent plus que 3 000 Arabes chrétiens, l'armée procède à un regroupement que la municipalité juive de la ville va elle-même dénoncer comme la création d'un "ghetto".

Ces violences sont telles que A. Cizling, dirigeant sioniste "de gauche", membre du Mapam, protestera le 17 novembre au Conseil des ministres : *"Maintenant des Juifs se conduisent comme des nazis et mon être entier est ébranlé."* Il ne s'agit là que de phrases, la répression s'abat sauvagement.

Après l'armistice, au médiateur de l'ONU qui suggère le "retour" pour une fraction des Palestiniens, les dirigeants



sionistes répondent par la négative. Une résolution du Conseil de sécurité propose hypocritement d'organiser ce "retour" que l'Etat d'Israël n'appliquera pas.

Malik, le délégué de l'URSS au Conseil de sécurité, estime qu'une "étude prolongée de la question palestinienne aux Nations unies nous donne toutes raisons de croire que la culpabilité et la responsabilité pour toutes les privations et souffrance des réfugiés arabes reviennent au gouvernement du Royaume-Uni et aux autorités militaires britanniques au Proche-Orient". Pour Moscou, derrière le "radicalisme" anti-britannique, Israël et les USA sont hors de cause.

L'arrivée massive d'immigrants juifs — 350 000 entre le 15 mai 1948 et la fin 1949 pousse à l'expulsion des Arabes. Une loi sur les "propriétés abandonnées" rend

possible la saisie des biens de toute personne absente.

Mais entre les derniers mois de 1948 et le début de 1949, 50 000 Arabes regagnent envers et contre tous leur foyer.

En septembre, 170 000 Arabes demeurent citoyens israéliens de deuxième zone, soumis jusqu'en 1965 à un contrôle militaire. Les autres, près d'un million, vivront en Cisjordanie et Gaza, en Jordanie, au Liban ou en Syrie, dans de misérables camps.

Lucien Gauthier

(1) Sur l'origine, l'histoire et la politique du mouvement sioniste, on lira avec intérêt *L'Histoire cachée du sionisme* de Ralph Schoenman, disponible en anglais, français, espagnol auprès des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale.



# Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la Palestine de 1946 à nos jours

## Le partage de la Palestine (1946)

Editorial de *IV<sup>e</sup> Internationale*,  
organe du comité exécutif international de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(numéro de novembre-décembre 1947)

Le vote à l'ONU n'a été qu'une formalité ; après l'accord des "trois grands", le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli. Ainsi, l'impérialisme britannique se retire, dans le Proche-Orient, sur une seconde ligne de défense semblable à celle établie lors du partage des Indes. Dans les deux Etats, juif et arabe, la Grande-Bretagne conserve l'ensemble de ses positions économiques et financières. Autant la Légion arabe de l'hypothétique Etat arabe que la Haganah opéreront en accord étroit avec le War Office, comme c'est le cas pour l'armée hindoue et l'armée musulmane. Et, comme aux Indes, le partage s'est avéré être le moyen le plus efficace pour détourner à la fois la lutte des masses arabes et le mécontentement de la population laborieuse juive d'une explosion anti-impérialiste vers une lutte fratricide.

Le repli de l'impérialisme britannique, rendu nécessaire par la diminution des ressources impériales — qui oblige la bourgeoisie à diminuer ses "engagements internationaux" pour épargner à la fois ses dollars, sa main-d'œuvre et ses tanks — se présente sous un aspect encore plus favorable dans le cas spécifique de la Palestine. La constitution d'un Etat arabe indépendant de la Palestine est, en effet, fort invraisemblable. De ce fait, le roi Abdallah de Transjordanie, le pion numéro un de la City dans le monde arabe, pourrait fort bien réussir à unir la Palestine orientale à son royaume actuel et

réaliser ainsi la première étape vers la constitution de l'Empire de la Grande Syrie, objectif final des ambitions de sa dynastie et de la bourgeoisie britannique dans le Proche-Orient. Londres continuera à régner sans que cela coûte un sou au contribuable britannique. Les seuls à en souffrir seront, bien entendu, les masses de Palestine elles-mêmes.

Pour l'impérialisme américain, comme pour la bureaucratie soviétique, l'acceptation du partage signifie avant tout la liquidation du mandat britannique et le début d'une lutte pour l'héritage de cette position abandonnée. Le Kremlin voit d'un bon oeil l'ouverture d'une période de troubles dans le Proche-Orient, au travers de laquelle il s'efforcera d'affaiblir davantage les positions britanniques et de préparer sa propre pénétration, fût-ce sous le couvert d'une "commission mixte de l'ONU" ou d'un "trusteeship des trois grands" sur Jérusalem. L'impérialisme américain se trouve placé en Palestine, comme auparavant en Grèce, devant le problème de chercher une "relève" pour occuper les positions sur le front impérialiste, positions que l'allié britannique se voit obligé d'abandonner. Après l'évacuation des troupes britanniques, la Haganah sera la seule force militaire disposant d'un équipement moderne, force étrangère au monde arabe et qui servirait, le cas échéant, à combattre une insurrection indigène ou une poussée russe menaçant les sources pétrolières. Il ne faudrait pas

s'étonner, dès lors, si l'impérialisme américain s'efforçait, soit par voie de financement, soit par constitution d'une "légion juive", de devenir l'influence prédominante auprès de la direction de la Haganah et d'en faire un instrument de sa propre politique impérialiste dans le Proche-Orient.

D'autre part, il reste évident que le minuscule Etat juif, comme auparavant le mouvement sioniste, n'est considéré par les grandes puissances que comme un atout dans leur jeu de puissance envers le monde arabe. Cet Etat, loin de recevoir une "protection" ouverte et permanente d'une quelconque de ces puissances, ne cessera jamais de se trouver dans une situation précaire et douteuse, et pour sa population s'ouvre dorénavant une période de privations, de terreur et de terrible tension, qui ne fera que s'accroître à mesure que s'amplifieront les forces d'émancipation du monde arabe.

Le partage de la Palestine et le renversement éclair des positions sionistes — y compris de celles de la plupart des extrémistes — face à l'impérialisme britannique, ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui s'épanouirent à la lueur des bombes de l'Irgoun. La solidarité fondamentale du mouvement sioniste, de la Haganah et même de l'Irgoun avec l'impérialisme contre les masses arabes s'est manifestée de la façon la plus éclatante. Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes, en faveur d'une Palestine unie et indépendante, se retournent contre la population juive, et non directement contre l'impérialisme. Les leaders féodaux les plus réactionnaires du Comité arabe pour la Palestine auront ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux Juifs, victimes de l'aveuglement sioniste.

Les leaders sionistes de par le monde fêtent l'établissement de l'Etat miniature comme une grande victoire. Quelle misérable aberration ! La trappe que la Palestine a constituée pour les Juifs, d'après les paroles de Trotsky, vient tout simplement de se refermer aujourd'hui.

Sans un renversement radical de la situation mondiale et de la tendance sioniste du mouvement ouvrier juif en Palestine, l'extermination complète des Juifs, lors de l'éclatement de la révolution arabe, sera le prix payé par le peuple juif pour la triste victoire remportée à Lake Success. Et ironie amère de l'histoire, l'établissement d'un Etat indépendant juif, qui, d'après les profonds théoriciens sionistes, devait miner définitivement l'antisémitisme dans le monde, a été le début d'une farouche explosion progromiste à Aden et d'une nouvelle montée antisémite dans le monde entier.

La position de la IV<sup>e</sup> Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les Juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays, à lutter pour l'ouverture des portes de leur pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les Juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux Juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives, dans l'"Etat miniature", créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, l'"Etat juif" sombrera dans le sang.

## Le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale salue le prolétariat hongrois...

(*La Vérité* n° 433, 23 novembre 1956)

Inspiré par les événements de Pologne, le peuple hongrois, les armes à la main, s'est révolté contre les bureaucrates staliniens indigènes et leurs suzerains russes. Au cours de leur lutte héroïque, ils ont établi des conseils ouvriers dans plusieurs villes industrielles importantes.

Le Comité international, au nom du mouvement trotskyste mondial, salue chaleureusement les conseils ouvriers qui fonctionnent actuellement à Miskolc et ailleurs. En prenant la direction dans le combat pour ses intérêts vitaux, la classe ouvrière hongroise s'efforce d'accomplir sa mission historique et d'établir le socialisme authentique dans son pays. Le monde entier peut maintenant apprécier le contenu réel de la soi-disant "démocratie populaire". Grâce à l'intervention de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire de ses instruments locaux, et à la présence de l'Armée rouge, le peuple hongrois fut empêché en 1945 de prendre le pouvoir en instaurant d'authentiques soviets, organes de la démocratie ouvrière. Sous prétexte de contenir la contre-révolution, l'appareil stalinien soumit le peuple hongrois à la plus cruelle persécution. Encore une fois, il a été démontré qu'il n'y a pas de substitut bureaucratique à la classe ouvrière accomplissant sa mission historique, qui est de diriger l'exécution des plus profondes transformations sociales.

La formation de véritables soviets révolutionnaires à Miskolc et dans d'autres districts démontre puissamment que le prolétariat hongrois a rejeté de façon décisive la propagande contre-révolutionnaire bourgeoise et social-démocrate. Les expériences et les idéaux de la révolution russe d'Octobre 1917 et

de la révolution hongroise de 1919 sont restés vivants dans les consciences des masses hongroises — au grand désappointement de la bourgeoisie mondiale et de ses agents sociaux-démocrates.

Pour détruire l'oppression bureaucratique stalinienne et la contre-révolution, les Hongrois ont eu recours à la méthode soviétique d'organisation qui, comme en Russie en 1917, forme la base de la dictature du prolétariat...

La social-démocratie doit partager avec les staliniens une part considérable du blâme pour les événements de Hongrie. Pendant que les "hommes d'Etat" de la social-démocratie versaient des larmes de crocodile sur le sort du peuple hongrois, ils endossaient les pires crimes des impérialistes, comme par exemple ceux commis en Algérie...

A tous les membres des forces armées soviétiques, nous disons : souvenez-vous des traditions révolutionnaires de l'Armée rouge fondée par Léon Trotsky. Solidarisez-vous immédiatement avec les vaillants combattants hongrois pour la liberté socialiste, organisés dans leurs soviets.

La Hongrie constitue un appel à l'action, non seulement pour la classe ouvrière d'Europe orientale, mais pour le monde entier.

Avec la Pologne, elle constitue le point de départ de la révolution politique des ouvriers et des paysans pour renverser le stalinisme. Elle est susceptible de s'étendre, non seulement à tous les pays du bloc soviétique, mais à l'URSS elle-même.

Vive les républiques démocratiques des conseils des ouvriers et des paysans pauvres, en Hongrie et en Europe orientale !

Vive la résurrection de la démocratie soviétique en Russie !

Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans en Hongrie !

Vive l'internationalisme prolétarien de Lénine et de Trotsky !

Vive la IV<sup>e</sup> Internationale, qui n'a jamais cessé d'organiser et de diriger la lutte contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique !

Le 27 octobre 1956

## ... et condamne l'agression impérialiste en Egypte

En même temps que des troupes israéliennes attaquaient le territoire égyptien, les gouvernements anglais et français ont déclenché la guerre pour la réoccupation du canal de Suez. Leur ultimatum aux deux parties, camouflé en démarche pacifique, n'était qu'un mauvais prétexte. En réalité, les gouvernements d'Eden et de Mollet, depuis la nationalisation du canal, le 27 juillet, ont préparé consciemment et systématiquement la réoccupation du canal. Ils n'ont pas seulement soumis l'Egypte à une pression diplomatique, au cours des deux conférences de Londres des "usagers du canal", mais ont renforcé cette pression par des préparatifs militaires tendant à la reconquête du canal par les armes.

Ils ont choisi, pour passer aux actes, le moment où leurs adversaires russes étaient absorbés par les événements d'Europe orientale, et leurs concurrents américains par les élections présidentielles, espérant ainsi pouvoir mener à bien, vite et sans encombre, leur acte de brigandage.

Cette action impérialiste brutale ne se heurtera pas seulement à la résistance acharnée du peuple égyptien, mais aussi bien à celle des autres peuples arabes. Si cette guerre n'est pas rapidement terminée, elle ne se limitera pas à un

conflit entre les impérialistes anglo-français et l'Egypte, mais se transformera en une guerre contre les peuples arabes.

Le gouvernement des Etats-Unis a condamné en paroles l'agression franco-anglaise, et appelé à un règlement pacifique du conflit dans le cadre de l'ONU. Cela ne l'empêche pas de continuer à fournir des armes aux agresseurs impérialistes sous l'égide du Pacte atlantique. Comme Londres et Paris, il est hostile au gouvernement Nasser, et comme elles, il conteste en fait au peuple égyptien le droit de contrôler le canal. Mais il ne voudrait pas laisser ce contrôle à ses concurrents ; il préférerait l'exercer lui-même. En même temps, la démarche américaine à l'ONU a pour but de prévenir une "immixtion" russe.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin, pour sa propre défense et sous la pression des événements révolutionnaires d'Europe orientale, recherche elle aussi une solution pacifique dans le cadre de l'ONU.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'est toujours et partout prononcée pour la libération des peuples coloniaux opprimés. Aujourd'hui encore, le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale appelle tous les peuples et, particulièrement, toutes les organisations ouvrières à soutenir dans ce combat inégal

la cause de l'Égypte, et à tout mettre en œuvre pour soutenir moralement et matériellement le peuple égyptien...

Arrêtons l'agression impérialiste contre l'Égypte, avant qu'elle ne mette le monde en flammes !

Retrait immédiat des troupes d'occupation franco-anglaises ! Refus de toute occupation par les troupes de l'ONU, qui serviraient elles aussi la domination du canal par l'impérialisme !

Vive la résistance victorieuse du peuple égyptien !

Vive la libération de tous les peuples arabes et de tous les autres peuples qui souffrent de l'oppression coloniale ou semi-coloniale !

Vive l'action solidaire de la classe ouvrière des pays impérialistes et des peuples coloniaux contre le capitalisme impérialiste, pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'un monde socialiste libre et fraternel !

**Le 3 novembre 1956**

## Washington et Moscou sauvent la paix

*Informations ouvrières n° 33 (341), juin 1967*

La rapidité avec laquelle Moscou vient de se ranger sur les positions de Washington témoigne d'une même terreur. La bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain ont peur de voir l'équilibre social et politique s'effondrer au Proche et Moyen-Orient.

Trente-six heures ont suffi pour que Brejnev, s'alignant sur Johnson avec la bénédiction de De Gaulle, considère le gouvernement israélien comme le véritable rempart de l'ordre dans cette région du monde.

Trente-six heures ont suffi pour que Moscou et Washington réalisent un accord dans le but de préserver les intérêts des bourgeoisies, des propriétaires fonciers, et les positions de l'impérialisme

mondial, dont Eshkol, Dayan, Nasser, Hussein, Fayçal sont les garants.

Trente-six heures ont suffi pour que le Kremlin fasse passer les intérêts de la bureaucratie privilégiée avant ceux du prolétariat mondial et au détriment d'une défense véritable de l'Union soviétique.

Moscou et Washington sauvent l'ordre des exploités et des bureaucrates contre les intérêts des masses travailleuses, israéliennes et arabes.

Moscou et Washington vont tenter de renouveler l'opération au Vietnam contre les intérêts et les aspirations du peuple.

**Le 8 juin 1967**

## Au Moyen-Orient, impasse des bourgeoisies

*Informations ouvrières n° 33 (341), juin 1967*

Le canon ne tonne plus au Moyen-Orient.

Les généraux, après avoir accompli leur besogne, ont cédé la place aux "diplomates". Et les commentateurs de la presse bourgeoise internationale de s'interroger : comment régler le problème du Moyen-Orient en maintenant dans ses formes actuelles l'ordre social qui, des deux côtés du canal de Suez, voit les masses arabes et israéliennes n'être utilisées que comme chair à canon ?

Déjà, avant la conférence de Khartoum, des deux camps se faisaient entendre des voix "raisonnables" :

— Levi Eshkol, tremblant de peur devant les rumeurs d'un éventuel coup d'Etat au Caire, n'affirmait-il pas : "*Mon ami Nasser est un homme raisonnable...*"

— Les dirigeants tunisiens, porte-parole de l'impérialisme américain, "dénouaient" "*l'extrémisme de certains dirigeants arabes et les dangers que ces derniers (...) faisaient courir au monde arabe tout entier*".

Bref, ce révélateur implacable des réalités sociales qu'est la guerre, ses conséquences pour les bourgeoisies discréditées par la défaite ont amené l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin à intervenir dans cette partie du monde pour que la "coexistence pacifique" n'en souffre pas, pour que se perpétuent les régimes qui maintiennent les masses arabes dans le cadre du système de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ceux qui louaient les régimes "progressistes" égyptien et syrien ont dû déchanter : la réalité, en politique, est plus forte que les apparences.

La coalition des pablistes, des petits bourgeois et des staliniens a baissé d'un

ton : la conférence de Khartoum a révélé, si besoin était, la réalité de ces régimes, des classes qu'ils représentent et défendent.

Le "progressiste Nasser" et le "réactionnaire roi Hussein" ont commencé par se réconcilier et par réclamer avec insistance l'ouverture de négociations avec Israël. L'un et l'autre ont tiré le signal d'alarme : il faut rapidement mettre fin aux conséquences de la guerre, sous peine de voir les masses mettre en cause sur tout le continent arabe le pouvoir des émirs du pétrole, des grands propriétaires fonciers.

Cet appel a été entendu ; celui que Nasser qualifiait depuis des années (avec raison) de "réactionnaire", le roi d'Arabie Saoudite, Fayçal, a promis son aide financière aux pays économiquement touchés par la défaite : la Jordanie et l'Egypte.

Les objectifs de la conférence de Khartoum étaient d'aboutir à une position commune des Etats arabes correspondant aux besoins de l'impérialisme dans la situation créée par leur défaite militaire face à Israël.

L'opposition de l'Algérie et de la Syrie ne représente qu'un rideau de fumée par rapport à cette opération en même temps que l'occasion pour un régime comme la dictature militaire de Boumediène d'assurer ses bases par un prétendu "anti-impérialisme".

"*La guerre est la continuation de la politique,*" mais la politique présente des bourgeoisies arabes poursuit celle qui fut la leur dans la guerre. Ainsi se dissipe le mythe de l'unité du "monde arabe".

Le règlement imposé par la bureaucratie et l'impérialisme américain



quant au respect de la ligne de cessez-le-feu sur le canal de Suez a été accepté par Hussein et par Nasser. C'est le roi Hussein lui-même qui, dans une récente déclaration, qualifie de "criminels" ceux qui prônent la résistance dans les territoires occupés...

Enfin, et pour terminer avec les mystifications intéressées des petits-bourgeois et des stalinien sur le prétendu "socialisme nassérien", il faut rappeler l'article paru quelques jours après Khartoum dans le très officiel journal *Al Ahram*, article qui condamnait "tous ceux qui veulent raviver la lutte des classes en Egypte", et qui, bien sûr, étaient qualifiés... d'"agents de l'impérialisme américain" !

La conférence de Khartoum n'a certes rien réglé à long terme. Négocier avec la bourgeoisie israélienne, c'est courir le risque de voir les masses balayer ceux qui, depuis des années, les appellent à la "guerre sainte" contre l'Etat sioniste.

De même, du côté israélien, la lutte des classes reprend ses droits. L'annexion des territoires occupés implique pour la bourgeoisie israélienne une situation de guerre civile. Négocier, revenir au "statu quo" qui a déclenché la guerre des Six Jours, et l'impasse ne sera que plus complète...

La politique de "revanche" d'"espace vital", prônée par l'actuel gouvernement d'union sacrée, ne peut satisfaire l'impérialisme qui, par tous les moyens,

aidé dans cette tâche par la bureaucratie stalinienne, cherche à éviter toute explosion révolutionnaire qui remettrait en cause, dans cette partie du monde, sa domination, car il ne peut faire confiance à la bourgeoisie israélienne seule pour maintenir l'ordre. L'impasse est totale ; elle révèle la décomposition de cette société. Dirigeants arabes et israéliens, bureaucrates et impérialistes tremblent devant une possible réaction des masses.

Déjà, avec le "suicide" du maréchal Amer au Caire, déjà, avec la résistance passive qui se développe dans les régions occupées par les armées israéliennes, l'impérialisme sent la proximité du danger ; la guerre a accentué le processus de décomposition des régimes des pays arabes ; la victoire de la bourgeoisie israélienne, le nouveau traité de Versailles qui pourrait en sortir, loin de "régler" le problème de la guerre, risque de déclencher à plus ou moins longue échéance une nouvelle explosion qui pourrait cette fois amener effectivement à l'anéantissement par les armes de l'Etat d'Israël.

Le mot d'ordre des trotskystes : fédération socialiste des pays du Moyen-Orient, reste la seule solution progressive aux problèmes posés dans cette partie du monde. Ce mot d'ordre implique une lutte sans pitié dans son propre pays pour abattre l'impérialisme, qui — la guerre au Moyen-Orient vient de le démontrer une fois encore — fait peser sur l'humanité tout entière le risque de la guerre.

## Lutte de classes, guerre et paix bourgeoises

*Informations ouvrières* n° 34 (342), 18 juin 1967

La paix est donc rétablie au Moyen-Orient. Mais cette paix dont l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin sont les garants, pas plus que la guerre qui l'a précédée, ne règle aucun des problèmes auxquels les masses de ces

pays ont à faire face. La situation tragique des paysans palestiniens expulsés de leurs terres et dont les rangs sont maintenant grossis par tous ceux qui ont dû fuir devant l'avance de l'armée israélienne suffit à le prouver.

Le sort de la masse des paysans sans terre, des chômeurs, des ouvriers surexploités, qu'ils soient égyptiens, irakiens, syriens ou algériens, est le fait du maintien de la domination impérialiste sur toute cette région du monde, domination appuyée sur la préservation d'une structure agraire réactionnaire, sur la dictature policière et militaire d'équipes issues de la débile bourgeoisie nationale, sur l'écrasement de tout mouvement ouvrier indépendant de la bourgeoisie et de l'Etat. L'Etat bourgeois d'Israël, allié direct de l'impérialisme américain, la politique de ses gouvernants sont une composante importante de ce maintien de la domination impérialiste. Telle est la réalité dont il faut partir pour analyser la situation actuelle au Moyen-Orient, pour caractériser le conflit armé qui y a éclaté.

---

### LE RÉALISME DE LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

---

L'affrontement "israélo-arabe", la mosaïque d'Etats politiquement et économiquement inviables, directement tributaires du pétrole et du contrôle impérialiste, cet ensemble constitue une situation sans issue dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, de la domination à l'échelle internationale de l'impérialisme. Cette situation a été consciemment créée par les grandes puissances impérialistes pour défendre leurs positions. Mais, précisément, le retard historique de la révolution prolétarienne — le sauvetage de l'impérialisme dans ses centres essentiels par les bureaucraties réformiste et stalinienne — a fait de cette situation une situation irréversible dans le cadre du système capitaliste. Il n'y a pas dans ce système de "solution progressive", de "solution juste" au problème de la population israélienne, au problème palestinien. Ces questions doivent être considérées en relation avec la politique conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie russe qui, aujourd'hui, les détermine. Lors de la première guerre impérialiste, Lénine expliquait que l'on ne

pouvait considérer comme une tâche progressive la défense de l'indépendance nationale de la Serbie ou de la Belgique, la guerre s'intégrait au conflit impérialiste et la seule réponse (combien utopique ! clamaient les réalistes de l'époque) était dans la transformation de cette guerre impérialiste en guerre civile, dans la lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale.

Il n'y a d'avenir pour les populations arabes comme pour toutes les minorités, israélienne, kurde, druze, que dans une fédération socialiste des Etats du Moyen-Orient, dont la constitution ne peut être que l'aboutissement de la révolution prolétarienne réglant dans son développement le problème de la terre (réforme agraire) et de l'indépendance nationale (émancipation réelle de l'impérialisme).

La seule force capable de diriger cette transformation radicale du Moyen-Orient, c'est le prolétariat de ces pays, appuyé sur la masse des paysans pauvres, intégrant consciemment sa lutte, à travers une stratégie et une organisation, à la lutte internationale de la classe ouvrière pour le socialisme. Voilà la réponse réaliste que dicte la politique révolutionnaire. Les prétendus réalistes de la bourgeoisie pourront ricaner : l'histoire a montré le résultat de leur réalisme. En 1954, au Vietnam, le réalisme révolutionnaire c'était de s'appuyer sur la défaite de l'impérialisme français sur le terrain, sur la crise sociale et politique en France, sur la crise révolutionnaire qui approchait en Afrique du Nord, pour unifier sur une base révolutionnaire le Vietnam. Le réalisme "tout court", qui traduit en fait la soumission aux intérêts de l'impérialisme et de la bureaucratie, c'était l'acceptation du partage, l'installation d'une tête de pont impérialiste. Ce réalisme, aujourd'hui, le peuple vietnamien le paye par la guerre d'extermination menée contre lui.

---

### LES PROPAGANDES ET LES FAITS

---

La dramatisation des événements du Moyen-Orient (guerre mondiale ou pas ?) n'a pas été sans avantages "intérieurs"

immédiats pour le régime gaulliste, mettant en place ses mesures anti-ouvrières. Mais le fracas des propagandes visait plus loin : il s'agissait de conditionner l'opinion aux plans de l'impérialisme, à sa "toute-puissance".

Il faut rétablir les faits. L'Etat bourgeois d'Israël est une création artificielle de l'impérialisme visant à maintenir un bastion solide en plein Moyen-Orient au lendemain de la guerre. Cette opération s'est appuyée sur le désarroi et l'angoisse de centaines de milliers d'israélites européens au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La situation sans issue créée par la création d'un Etat racial juif au Moyen-Orient est ainsi très directement liée au pourrissement de l'impérialisme. A la fois dans la mesure où il s'est agi d'une initiative de l'impérialisme et parce que les causes historiques qui l'ont rendue possible tiennent à la barbare régression sociale née des besoins de l'impérialisme. Sans le nazisme, sans la destruction des communautés juives d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, l'idéologie mystique et réactionnaire du sionisme n'aurait trouvé aucun appui de masse.

Il existe maintenant 2 500 000 Israéliens divisés en classes, car il existe en dépit du mythe des "kibboutzim" une bourgeoisie israélienne et des ouvriers israéliens, comme il existe des bourgeois égyptiens et des ouvriers égyptiens en dépit du "socialisme arabe".

En aucun cas, une politique révolutionnaire ne saurait s'accommoder d'une "solution" équivalant à un génocide. Il n'est, répétons-le, de solution réelle que par la révolution socialiste, par la fédération des Etats socialistes du Moyen-Orient.

Mais cela n'a rien à voir, absolument rien, avec le moindre soutien à l'Etat bourgeois d'Israël, instrument de domination de la classe ennemie, arme de l'impérialisme au Moyen-Orient, rien à voir avec l'idéalisation d'un régime qui traite les Arabes comme des citoyens de seconde zone, qui vit des subsides de l'impérialisme, qui compte 200 000 chômeurs, un régime dont les dirigeants

réactionnaires se sont prêtés à tous les mauvais coups de l'impérialisme contre les mouvements d'émancipation des peuples du Moyen-Orient.

Ce n'est plus du mépris dont il faut user avec discernement, mais du dégoût, compte tenu du grand nombre de nécessaires, quand on voit le rôle tenu dans cette affaire par "l'intelligentsia" française. Encore une fois, elle s'est exhibée sur les estrades pour le compte de l'impérialisme, poussant le cynisme jusqu'à utiliser les millions de victimes du nazisme — c'est-à-dire de l'impérialisme — pour justifier la politique impérialiste actuelle au nom de la "défense des rescapés". Honteuse mascarade où l'on a fait appel aux notions les plus obscures de race, de sang, de religion, pour permettre en fait aux antisémites de toujours, aux épaves de l'Algérie française, de se joindre à l'union sacrée.

Les convulsions du Parti communiste français ont été, elles aussi, fort révélatrices. Ayant démarré un peu vite dans la voie d'un tapageur soutien à Nasser, on le vit reculer vers la reconnaissance du "*droit à l'existence de l'Etat d'Israël*". Ces variations qui tenaient compte de la pression dans ses rangs de l'opinion publique bourgeoise restaient toutes fondamentalement contre-révolutionnaires et alignées sur les besoins de la bureaucratie russe.

---

## LE CARACTÈRE DE LA GUERRE

---

Eskhol, Dayan sont des garants de l'ordre impérialiste. Mais Nasser, Boumediene le sont aussi, et il suffit de voir comment ils ont pu s'entendre avec le roi Hussein ou Fayçal d'Arabie pour le comprendre. Il n'existe pas "*d'Etats progressistes*" au Moyen-Orient, comme l'affirment des petits-bourgeois en quête d'un substitut à la révolution prolétarienne, pas "*d'Etats de démocratie nationale*", comme l'expliquent les staliniens. Il existe des Etats bourgeois dont le contenu social est déterminé par le fait qu'ils préservent les positions essentielles de l'impérialisme à travers la

dictature policière ou militaire d'abord dirigée contre les tentatives d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Rien de progressiste dans le régime syrien où la remise en cause de l'islam est punie de la prison à perpétuité, ni dans l'irakien, né dans un bain de sang ouvrier, ni dans celui de Nasser où les syndicalistes croupissent encore dans les bagnes...

C'est à un double titre qu'Israël joue un rôle réactionnaire : comme gendarme et bastion de l'impérialisme, mais aussi comme moyen de diversion de la lutte des masses du Moyen-Orient. Si Israël n'avait pas existé, potentats féodaux et bourgeois arabes l'eussent inventé. L'idéologie "panarabe" fondée sur l'islam est tout aussi réactionnaire que le sionisme, et les éléments d'avant-garde en ont fait, à maintes reprises, la cruelle expérience. L'ennemi des peuples du Moyen-Orient, c'est l'impérialisme qui s'appuie et se sert de la bourgeoisie israélienne et, tout autant, des couches dirigeantes corrompues d'Égypte et d'ailleurs...

La guerre sainte contre Israël a toujours servi à détourner les travailleurs du Moyen-Orient de la lutte contre leurs exploiters, et cela reste vrai, même si la politique réactionnaire des dirigeants israéliens nourrit la haine des populations arabes contre Israël.

La brève mais violente guerre qui s'est déroulée entre Israël et la coalition disparate des Etats arabes n'a en rien été une guerre révolutionnaire, une guerre dont les objectifs correspondaient aux besoins de la lutte d'émancipation nationale. Elle a été une guerre bourgeoise, livrée entre des agents de l'impérialisme, pour les besoins des dirigeants bourgeois d'Israël et des Etats arabes. Une guerre limitée, "tolérée" par

l'impérialisme, au contenu réactionnaire et qui ne pouvait en définitive profiter qu'à l'impérialisme. C'est cela qui détermine l'attitude des révolutionnaires : dans cette guerre bourgeoise comme dans la paix bourgeoise qui la suit, la lutte des classes entre exploiters et exploités, ouvriers, fellahs, chômeurs, d'une part, et bourgeois et propriétaires fonciers d'autre part, se poursuit. Ce n'est qu'à travers cette lutte que les masses du Moyen-Orient pourront bâtir un autre avenir. Les révolutionnaires ne sont pas neutres : ils sont avec les masses contre Eshkol et Dayan, contre Boumediene et Nasser, contre les féodaux.

Dans la faible marge de manœuvres qui leur était autorisée par l'impérialisme, les dirigeants réactionnaires israéliens et arabes ont cherché à échapper par la guerre à la crise insoluble du Moyen-Orient, aux menaces qui pesaient sur leurs régimes.

L'impérialisme a utilisé ce conflit avec la totale complicité de la bureaucratie soviétique pour affirmer que la "pax americana", que le napalm et les bombes visent à établir au Vietnam, était la seule solution pour le monde entier. Comme dans le cas du conflit indo-pakistanaï, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont arrêté la guerre avant que ses développements ne minent la stabilité des régimes en cause, ne provoquent une crise révolutionnaire. Aujourd'hui, au Moyen-Orient, contrairement aux intérêts de tous les peuples qui y vivent, la coexistence pacifique se révèle encore une fois comme l'organisation concertée entre Washington et Moscou du maintien de la domination mondiale de l'impérialisme. Le conflit israélo-arabe n'a été qu'un épisode de ce jeu.

## Paix et guerre bourgeoises (II)

*Informations ouvrières* n° 36 (344), 4 juillet 1967

(...) Nous avons souligné le caractère réactionnaire de l'instauration de l'Etat d'Israël, souligné son rôle de gendarme au service de l'impérialisme. Il n'en découle pas pour autant que toute action, y compris militaire, contre l'Etat d'Israël soit une expression, une forme de la lutte révolutionnaire des masses du Proche-Orient. La guerre qui s'est déroulée n'a en rien été une guerre révolutionnaire, moment des luttes d'émancipation des masses ouvrières et paysannes, mais une guerre bourgeoise, réactionnaire, qui ne pouvait en définitive que profiter à l'impérialisme.

La guerre et la paix qui lui succède n'ont rien réglé : elles ont simplement rendue intenable une situation sans issue sans lui donner une solution.

Si Washington et Moscou se sont si vite entendus pour sauver la paix, c'est que la prolongation du conflit entraînait d'explosives conséquences. La défaite totale des armées égyptiennes ne s'explique pas essentiellement par des facteurs techniques : c'est le pourrissement, la corruption, la vénalité des régimes instables qu'engendrent les débiles bourgeoisies nationales qui s'expriment dans ce révélateur de la société et du régime qu'est son appareil militaire. Mais, par elle-même, la marche triomphale des blindés israéliens ne réglait rien. La guerre pouvait se poursuivre, mais elle aurait changé de caractère : il aurait fallu en faire une guerre révolutionnaire, lui donner d'autres objectifs. Il n'aurait plus été question alors de rendre une patrie aux réfugiés palestiniens, mais, pour eux, de prendre des terres qui ne leur ont jamais appartenu puisqu'elles ont été le plus souvent vendues à l'Agence juive par les féodaux arabes. Et le même problème se serait trouvé posé pour les masses paysannes d'Egypte et de Syrie, d'Irak et de

Jordanie. L'expropriation ne pouvait être que celle des Israéliens.

Le 8 juin, Nasser évoquait cette possibilité en transformant le ministère de la Défense nationale en ministère de la Résistance populaire, en parlant de la formation de milices. Il ne s'agissait que d'un chantage qu'il devait répéter à un plus haut niveau lorsqu'il offrit théâtralement sa démission. Cela signifiait : qui pourriez-vous mettre à ma place, qui pourrait mieux que moi assurer la paix sociale en Egypte et dans tout le Moyen-Orient ?... Alors, établissez une situation où je puisse rester.

Pour sauvegarder la stabilité des régimes bourgeois du Moyen-Orient, il était nécessaire d'abord de leur sauver la face. Et, comme toujours, la grande presse de la bourgeoisie traduisit les besoins du capitalisme international. Israël perdait peu à peu de son caractère de "petit Etat courageux", on faisait plus souvent allusion à la brutalité des troupes israéliennes, on se souvenait tout d'un coup du problème des réfugiés palestiniens, on posait celui des centaines de milliers d'Arabes chassés par la guerre... Diplomatiquement, la même opération se répétait. Tandis que Ben Gourion assurait que "*Nasser était un patriote avec qui l'on pouvait s'entendre*", M. Brown, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, expliquait que l'on ne pouvait considérer comme acquise aucune des conquêtes territoriales faites par Israël, et Washington dénonçait l'annexion administrative du secteur jordanien de Jérusalem par les Israéliens.

La guerre n'a rien réglé pour les peuples du Moyen-Orient. Elle n'a pas seulement livré à une misère sans nom des centaines de milliers d'hommes en Jordanie, en Syrie et dans la zone de

Gaza, chassés de leurs villages par la force brutale. La politique des dirigeants sionistes fait peser une menace terrible sur les travailleurs israéliens, en faisant à terme des otages que l'impérialisme abandonnera si cela peut l'aider à reculer la révolution. En même temps, en Egypte, comme en Algérie, au nom de la "revanche", l'oppression et l'exploitation des travailleurs sortent renforcées, le caractère militaire et dictatorial des régimes accentué.

La seule perspective de progrès pour les masses laborieuses du Moyen-Orient, celle de la fédération des Etats socialistes du Moyen-Orient, réalisée par la révolution socialiste, s'exprime aujourd'hui par la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier à l'égard de l'Etat et des formations politiques bourgeoises, par la lutte pour la constitution de syndicats indépendants de l'Etat, pour l'établissement des libertés ouvrières les plus élémentaires.

## Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient

La séance du Cercle d'études marxistes de Paris  
du 30 octobre 1970, rapport de Pierre Lambert (extraits)

---

### SIONISME ET PANARABISME

---

Il faut savoir que la constitution d'un foyer national juif en Palestine a été décidé par M. Balfour, chef du gouvernement de l'impérialisme anglais, le 2 novembre 1917. Peu de temps auparavant, en 1915, la Grande-Bretagne, qui était en guerre contre la Turquie, se déclarait prête à soutenir l'indépendance des Arabes. L'agent de l'impérialisme Lawrence appuyait la dynastie des Hachémites, champions de la nation arabe et champions de l'arabisme.

Il faut savoir qu'à la conférence de paix de Versailles, après la première guerre impérialiste, un des Hachémites, qui deviendra ensuite roi d'Irak, a réclamé l'indépendance pour les peuples d'Asie parlant arabe ; et que, le 2 juin 1922, M. Churchill a dit : *"La déclaration Balfour reconnaît comme mission au foyer juif en Palestine le développement de la communauté juive existante avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre*

*pour lequel le peuple juif dans son ensemble prendra de l'intérêt et de la fierté pour des raisons de religion et de race."*

M. Churchill, en même temps qu'il exposait ce qui est le fond même du sionisme, donnait au même moment l'indépendance politique à la Transjordanie, en y portant au pouvoir un autre Hachémite, aïeul du roi-boucher Hussein. C'est l'impérialisme qui, pour diviser les peuples du Proche et du Moyen-Orient contre eux-mêmes, pour préserver et développer les positions de l'impérialisme britannique, les positions de l'impérialisme mondial dans cette région du monde, a conjointement créé les bases du sionisme et les bases de la "nation arabe".

Un problème est ici à poser, qui est d'une extrême importance : il ne suffit pas de démontrer par les faits comment le sionisme et le panarabisme sont des obstacles créés de toutes pièces par l'impérialisme contre la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. Ce sont là, aujourd'hui, alors que la

barbarie impérialiste envahira la planète si la révolution prolétarienne ne l'abat pas, des questions vitales.

Au moment où le capitalisme était encore facteur de progrès et de civilisation, la question juive, héritée du Moyen Age, tendait à se résorber par une assimilation de plus en plus grande des Juifs dans les nations occidentales. Le sionisme, proclamé au Congrès de Bâle en 1897, n'avait alors aucune prise sur les travailleurs et sur le peuple juif. Les chiffres le prouvent : entre 1890 et 1917, 3 057 000 Juifs ont émigré d'Europe orientale vers l'Occident, 60 000 vers la Palestine, soit une moyenne de 1 800 par an ; en 1831, l'émigration juive vers la Palestine s'élevait à 4 000 par an, en 1932 à 9 500, en 1933 — l'année où Hitler a accédé au pouvoir en Allemagne — à 30 000, en 1934 à 42 000, en 1935 à 61 500. Aujourd'hui, près de 3 millions de Juifs résident en Palestine. Il est évident que la situation a changé. Certes, l'Etat d'Israël est une création de l'impérialisme dirigée contre l'unité des peuples du Proche et du Moyen-Orient. Mais il serait imbécile, il serait criminel de ne voir que cet aspect du problème. Des millions et des millions de Juifs ont péri dans les camps de concentration nazis. Et la question juive aujourd'hui a une autre dimension, une autre densité, elle est chargée d'un pouvoir émotionnel important, elle est un problème particulièrement difficile à résoudre.

Mais, camarades, pas plus difficile que ne l'est la question du Pakistan oriental, pas plus difficile que ne le sont de nombreux problèmes qui aujourd'hui se trouvent posés à l'échelle de l'humanité, dans la phase de la décadence de l'impérialisme, où, d'une manière directe, l'humanité risque de s'effondrer dans la barbarie. Les camps de concentration nazis n'étaient que la préfiguration de la barbarie envahissante. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question : je dirai seulement pour l'instant qu'il est impossible d'avoir une vue simpliste, de prétendre qu'on puisse régler la question palestinienne qui est le problème décisif de la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, en disant simplement : les Juifs à la mer !

Mais il est évident qu'il faut d'abord préciser la nature de l'Etat d'Israël : l'Etat d'Israël est un Etat comprador qui ne survit que par les subsides de l'impérialisme américain. Tous les bavardages des sociaux-démocrates de tous genres sur le socialisme sioniste, sur le socialisme des kibboutz, s'effondrent devant la réalité : aujourd'hui, les prétendus kibboutz autogérés sont en train de se dissoudre sous le poids même de la pénétration capitaliste. Il y a assistance des Etats-Unis dans tous les domaines ; cette assistance est une assistance technique, une assistance économique ; elle vise à forger, à consolider les rapports de production et d'échange capitalistes à la campagne comme dans l'industrie : elle vise à renforcer un Etat dans lequel, en 1966, il y avait 100 000 chômeurs avant la guerre des six jours, un Etat dans lequel le syndicat officiel, la Histadruth, a accepté, en 1968, le blocage des salaires pour deux ans, ce qui faisait dire à M. Dayan : "C'est là un des bienfaits de la guerre."

Voilà ce qu'est l'Etat d'Israël, un Etat bourgeois comprador, artificiel, un Etat qui a été mis en place par Staline et Truman pour empêcher la révolution dans les pays arabes, un Etat qui divise les travailleurs juifs et les travailleurs arabes, un Etat qui coupe les travailleurs juifs du prolétariat international.

---

### NATHAN WEINSTOCK ET LA "NATION ARABE"

---

Et maintenant, que recouvre la notion de "nation arabe" ? J'ai lu, pour préparer cet exposé, un livre d'un homme qui est particulièrement qualifié sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient ; j'ai nommé le pabliste Nathan Weinstock, ami d'Ernest Mandel, et son livre *Le Mouvement révolutionnaire arabe* (1). Il y reprend tout ce qui traîne dans tous les livres d'histoire officiels sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient — et puis, comme les pablistes se prétendent trotskystes et marxistes, il y va de sa petite marchandise. La justification de la "nation arabe", pour Weinstock, est faite de beaucoup de choses : il y a

l'Islam, il y a le fait que c'est une communauté, le fait qu'ils aient beaucoup des éléments qui, paraît-il, seraient à la base d'une nation. Il n'y manque que le principal : le développement des forces productives, le moteur même, comme Marx nous l'a expliqué, des civilisations et des sociétés.

Je suis ici obligé de vous infliger quelques citations de ce livre. On y lit, page 16 : "Ainsi constatait-on à nouveau que c'est finalement sous l'effet de la pénétration économique capitaliste qu'a *resurgi* (souligné par nous) la *personnalité nationale arabe*." Donc, pour ce marxiste, il y avait une "personnalité nationale arabe" au temps de Charlemagne ! Comme si n'importe quel historien sérieux, sans même parler des marxistes, ne savait pas que l'éveil de la nationalité est lié à l'éveil de la bourgeoisie et à son ascension dans le monde — alors que, pour cet éminent théoricien du pablisme petit-bourgeois, il y aurait eu une nation arabe du temps de Mahomet. Il poursuit en exposant comment cette "personnalité nationale arabe", une fois "resurgie", s'est exprimée dans des "congrès musulmans", "notamment celui de 1931" (p. 17) — un congrès forgé de toutes pièces par l'impérialisme, un congrès dont tous les participants étaient des marionnettes entre ses mains. Voilà donc les forces qui, pour le "marxiste" Weinstock, auraient constitué, ou reconstitué, la "nation arabe".

C'est, somme toute, une façon de démontrer qu'il n'y a pas de nation arabe ; parce que, s'il y en avait une, fondée, comme le prétend Weinstock, sur la religion, alors, en Europe, nous aurions une nation chrétienne, et en général nous aurions des nations fondées sur la race ou sur la religion. Voilà la philosophie d'un des novateurs du marxisme qui n'ont pas de mots pour déplorer notre manière insuffisamment courtoise de discuter avec eux.

Inspiré par "le congrès musulman de 1931", notre auteur conclut : "Il serait donc absurde de nier l'existence d'une nation arabe." Ainsi, ce sont les Hachémites, les agents de l'impérialisme

britannique, qui fondent, ou plutôt qui reconstituent la nation "resurgie" à l'époque de l'impérialisme décadent, cela sur la base de forces productives en régression.

Mais Weinstock poursuit — n'est-il pas marxiste ? — en exposant que la seule classe qui est capable de "réaliser les tâches nationales du mouvement arabe, de promouvoir la révolution sociale et de vaincre l'arriération culturelle ne peut être que le prolétariat". Apparemment, rien de plus correct. Et il s'appuie, dans sa démonstration, sur une citation dont le choix est... révélateur (p. 18) : "Les paysans, non seulement à cause de leur niveau culturel terriblement arriéré, mais surtout à cause de leur situation objective de classe, ne sont capables que d'une révolte élémentaire contre leur situation de plus en plus intenable." C'est là une affirmation élémentaire pour les marxistes, bien des fois ressassée dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx. Mais Weinstock est allé la chercher dans l'ouvrage intitulé *Lénine* que Lukacs a écrit en février 1924, au lendemain de la mort de ce dernier — et où, pour la première fois, devant Staline, Lukacs commençait à élaborer la théorie du "socialisme dans un seul pays" pour l'opposer à la théorie de la révolution permanente, à la théorie de la révolution prolétarienne mondiale.

Cette théorie bourgeoise selon laquelle le prolétariat, dans les limites d'un seul pays, est capable de construire une société socialiste, cette théorie avec laquelle la bureaucratie du Kremlin a prétendu justifier son existence d'organe bourgeois contre-révolutionnaire développé sur le corps de l'Etat ouvrier de l'URSS et dirigé contre la révolution mondiale, nous allons voir maintenant Weinstock la reprendre au compte de la "nation arabe" prise à part. Ne poursuit-il pas : "Toute l'histoire du monde arabe le prouve — notons bien que, pour notre auteur, il y a un "monde chrétien", un "monde bouddhiste", etc. —, la bourgeoisie dite nationale est intimement liée à l'impérialisme et, dans la mesure où elle parvient à s'émanciper de ce dernier — elle le peut donc ? — la rend incapable de réaliser le développement industriel, etc."



Mais le prolétariat, lui, le peut, il peut "réaliser l'unité nationale arabe, comme le préalable indispensable" d'une "transformation sociale radicale", il peut, dans le cadre de la "nation arabe", ou du "monde arabe", comme l'on voudra, édifier le socialisme. Voilà pourquoi Weinstock tenait à se référer à Lukacs qui voulait limiter le prolétariat à l'accomplissement des tâches bourgeoises héritées du passé, dans le cadre de pays restant isolés, comme l'URSS, et lui barrer la route de la révolution mondiale. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si, dans le cadre de la "nation arabe", du mot d'ordre de "l'unité arabe", qui "pose le problème du bouleversement de toutes les structures socio-économiques du Moyen-Orient" (pp. 19-20), Weinstock et ses amis, tout en bavardant sur la révolution permanente et Trotsky, n'ont, finalement, d'autre politique en Palestine que de soutenir des formations bourgeoises, toutes aussi "nationales arabes" que l'on voudra, qui sont incapables de conduire à la victoire le peuple palestinien en lutte pour sa libération. (...)

---

### LA LUTTE DE CLASSE TEND À REVENIR À SA SIMPLICITÉ PREMIÈRE

---

Ce qu'il y a de frappant dans la situation internationale de la lutte de classes actuelle, c'est à quel point les problèmes tendent à revenir à leur simplicité première. Le prolétariat ne pourra survivre comme classe que s'il refuse de perdre les positions, conquêtes, droits et libertés qu'il a arrachés dans sa lutte plus que séculaire. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la réaction, c'est la réforme de l'enseignement Guichard-Faure-Fouchet, qui vise à interdire aux jeunes tout enseignement véritable. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la déqualification et le chômage, la destruction des conquêtes sociales avec la mise en place de l'automatisation. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la militarisation de l'économie, des centaines de milliers de milliards de

francs gaspillés à l'échelle internationale pour la préparation de la troisième guerre mondiale atomique et de la contre-révolution. L'impérialisme dans l'impasse, c'est LE SOCIALISME OU LA BARBARIE. Car l'impérialisme dans l'impasse, c'est aussi la volonté de résistance de millions et de centaines de millions d'hommes qui, à travers le monde, sont amenés à refuser de subir pour simplement survivre.

La lutte de classe tend à revenir à sa simplicité première : classe contre classe. A l'aube du développement du capitalisme, pour simplement pouvoir survivre, c'est-à-dire être une classe, le prolétariat s'est organisé contre la bourgeoisie et l'Etat. Mais ces organisations, positions, libertés, conquêtes arrachées à la bourgeoisie sont dominées par les appareils qui cherchent à domestiquer la classe au profit de l'impérialisme. Mais l'impasse des appareils et de la petite-bourgeoisie est l'impasse même de la bourgeoisie impérialiste. Là, et nulle part ailleurs, est la clé pour comprendre la situation en Jordanie.

Après la défaite, dans la guerre des Six Jours, les Palestiniens se sont organisés. La majeure partie d'entre eux constitue 60 % de la population de la Jordanie. Leur volonté de survivre comme peuple les amenaient, indépendamment de leurs directions, à s'opposer à l'Etat bourgeois-féodal compradore du roi Hussein, soutenu par Nasser-Kossyguine-Nixon et Dayan. Ce même mouvement qui entraînait les ouvriers et les fellahs palestiniens à résister pour survivre à une politique qui les mène à la destruction, ce même mouvement qui les amenait à se dresser contre la jungle impérialiste, la bureaucratie stalinienne, les bourgeoisies nationales arabes et la caste des propriétaires fonciers, ce même mouvement qui les entraînait à Irbid à aller spontanément aux soviets avait pour effet le mouvement en sens inverse des possédants et des exploités entraînant Hussein à multiplier les provocations contre le peuple palestinien. En novembre 1968, les forces de sécurité jordanienne attaquent le peuple palestinien. Le peuple palestinien leur inflige une première

défaite. En février 1969, les forces de sécurité du boucher Hussein attaquent de nouveau. Encore une fois, elles sont défaites. En juin 1970, nouvelle provocation de l'assassin couronné, nouvelle défaite ; mais ce qui déjà se dessinait dans le mouvement antérieur s'affirme de plus en plus. Dans la crise de juin 1970, note la presse internationale, des éléments palestiniens armés mais non contrôlés se sont manifestés à Amman. Ce diplomate américain avait raison : il n'y a plus de gouvernement, plus d'ordre, plus rien que les masses qui échappent au contrôle de ceux qui freinent leur combat. Dans toutes ces crises, chacun des Etats arabes dit réactionnaire ou dit progressiste joue son rôle pour interdire aux masses la destruction de l'Etat féodal-bourgeois jordanien. Les Irakiens et les Syriens interdisent en juin 1970 aux commandos palestiniens de poursuivre leur attaque contre le palais royal ; Nasser soutient ouvertement Hussein ; les Tunisiens, les Algériens, les Lybiens, les Marocains constituent commission sur commission dans le seul but réel de sauver le trône chancelant de Hussein. A chaque étape, les dirigeants de la résistance palestinienne sont amenés à signer des accords avec Hussein que celui-ci viole immédiatement. Accord après accord, par lesquels Hussein cherche à imposer l'autorité de son Etat au peuple palestinien ; accord après accord qui constituent pour lui de simples manœuvres pour reprendre l'attaque en vue de saigner le peuple palestinien. Enfin, à l'ombre du plan Rogers, Hussein va tenter d'ouvrir la phase finale dans laquelle il va chercher à crucifier définitivement la révolution palestinienne. Une fois encore, il ne pourra atteindre son objectif. C'est le 16 septembre qu'il constitue un gouvernement militaire et donne l'ordre d'en finir avec le peuple palestinien. Il attaque sur tous les fronts : à Amman et à Irbid, dans le nord, dans le centre, aux frontières. Partout. Des milliers et des milliers de morts.

Deux semaines durant, la guerre civile fait rage. Deux semaines durant, le peuple palestinien résiste. Deux semaines pendant lesquelles les forces armées spéciales royales, les forces spéciales de sécurité du boucher Hussein seront

contraintes de reculer. Camarades, je voudrais vous livrer le contenu d'une interview d'un commandant des commandos Saïka, Ahmed Schabili (ces commandos Saïka sont appuyés par les baassistes syriens), et combien les illusions des combattants palestiniens à l'égard du gouvernement des Etats compradores syriens et irakiens peuvent être fatales à la lutte du peuple palestinien. Comme un seul homme, pour résister à la provocation de Hussein, les commandos et les milices du peuple organisés dans les villes et en particulier à Amman se sont levés. Les forces de l'armée royale ont dû reculer. Le 1<sup>er</sup> octobre 1970, dans une interview au *New York Times*, Schabili déclarait : *"Les forces de l'armée royale et Hussein ne reprendront jamais pied dans le secteur de Amman que nous contrôlons. Dans la bataille d'Amman, le régime du roi Hussein a été vaincu et son armée a été mise en déroute. L'expérience acquise dans ces douze jours de combat donne une nouvelle force pour affirmer notre cause."* Il est exact que Hussein a cherché en septembre 1970 à saigner définitivement le peuple palestinien ; il est non moins exact qu'il a été vaincu et que son armée a été mise en déroute. Mais Hussein a été vaincu à différentes reprises. En novembre 1968, en février 1970, en juin 1970, et son armée a été mise à chaque fois en déroute. Et à chaque fois, Hussein a repris l'offensive, et il reprendra à nouveau l'offensive comme il l'a déjà reprise dans ces derniers jours, tant que les illusions des dirigeants palestiniens lui donneront l'occasion de préserver et de maintenir son Etat. Ce même commandant qui déclare au journaliste du *New York Times* : *"Je crois que Hussein tentera de faire maintenant un nouveau coup d'Etat"* n'en déclare pas moins : *"Nous désirons un accord d'armistice, nous luttons pour un gouvernement civil national, nous ne désirons pas renverser le régime."* Là, et pas ailleurs, se situe la menace contre la révolution palestinienne.

Certes, il ne s'agit pas pour nous, du haut de cette tribune, de condamner des compromis dans lesquels les dirigeants palestiniens sont contraints de s'engager. Certes, il ne s'agit pas pour nous de proclamer une solidarité verbale à l'égard

du peuple palestinien à Paris, à Bruxelles ou ailleurs. Certes, nous savons que ce qui freine, ce qui interdit pour l'heure des actions réelles de solidarité pour la défense de la Commune d'Irbid, ce sont les directions qui contrôlent encore le mouvement ouvrier français. Nous savons que de telles actions de solidarité nécessiteraient un appel au front unique, à des manifestations de masse où, par centaines de milliers, les travailleurs français, mobilisés par leurs organisations, manifesteraient devant l'ambassade royale de Jordanie à Paris. Mais nous savons également que, bien qu'entravée par les appareils, la classe ouvrière internationale n'en manifeste pas moins, par sa seule présence, la solidarité la plus réelle. Nous savons que l'internationalisme prolétarien ne saurait s'identifier à de creuses homélies ou à des aspirations abstraitement généreuses. Si l'impérialisme américain a été contraint de reculer dans ses intentions et dans sa volonté d'intervention en Jordanie, c'est parce qu'il était parfaitement conscient que ses troupes contre-révolutionnaires débarquant de sa VI<sup>e</sup> flotte et de son aviation auraient abouti à mettre le feu à tout le Moyen et Proche-Orient. Alternant les déclarations menaçantes et des démentis, combinés avec des déclarations des dirigeants du Kremlin condamnant ces menaces, l'ensemble de ce jeu n'avait qu'un but : amener les dirigeants de la

résistance palestinienne à reculer. Certes, le rôle contre-révolutionnaire du gouvernement Dayan-Meir doit être dénoncé ; à ce sujet, aux travailleurs juifs qui affirment que l'Etat d'Israël serait, s'il était reconnu, facteur de progrès pour l'ensemble des peuples de ce secteur du monde, il faut dire : pendant ces événements, au moment où les travailleurs d'Irbid forgeaient leur soviét, au moment où le peuple palestinien et ses milices armées résistaient à l'Etat bourgeois féodal de Hussein, le gouvernement israélien se concertait avec Nixon pour, si Hussein était renversé, occuper la Jordanie et imposer aux Palestiniens l'ordre impérialiste, l'ordre bourgeois. L'internationalisme prolétarien, je le répète, c'est la grève de la General Motors où, très certainement, les grévistes n'ont aucune idée — ou peut-être même ont des opinions réactionnaires — sur la lutte du peuple palestinien, mais qui refusent de payer le prix de la politique impérialiste de Nixon au Moyen-Orient. Le seul fondement de l'internationalisme prolétarien, ce sont les conditions matérielles réelles dans lesquelles prolétaires et opprimés du monde entier combattent la bourgeoisie impérialiste. (...)

(1) Maspero, éditeur.

LA LUTTE POUR LA CONSOLIDATION  
SOVERAINE

*La Correspondance internationale* n° 9, décembre 1973  
(bulletin de discussion du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## La guerre du Moyen-Orient et la Constituante palestinienne

(résolution du bureau international du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) (extraits)

L'Etat bourgeois sioniste est un Etat bourgeois compradore. En Palestine, par suite de conditions historiques spécifiques, nées des retards de la révolution, avec sa conséquence : le massacre de six millions de Juifs européens par le fascisme hitlérien, la question juive a trouvé une autre dimension. L'Etat israélien, utilisé par l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, est devenu l'instrument privilégié de l'oppression nationale et impérialiste au Proche-Orient. L'Etat sioniste ne peut subsister que comme compradore de l'impérialisme.

C'est ainsi que les Etats bourgeois-féodaux de l'impérialisme dans le Moyen-Orient sont étayés contre les masses arabes par l'Etat sioniste, lequel utilise les Etats bourgeois-féodaux contre les travailleurs juifs.

En considération de ces données générales, plus particulièrement en ce qui concerne la Palestine, la deuxième session de la préconférence estime que l'unité des travailleurs palestiniens doit partir de ce fait :

La Palestine est opprimée par l'Etat sioniste et par l'Etat bourgeois-féodal jordanien au compte de l'impérialisme mondial. La libération de la Palestine de l'oppression sioniste passe par la destruction de l'Etat sioniste et de l'Etat de Hussein. Le mot d'ordre démocratique qui permet d'unir les travailleurs juifs et les travailleurs palestiniens contre l'Etat bourgeois sioniste et l'Etat bourgeois-féodal jordanien est l'Assemblée constituante palestinienne pour régler la question nationale palestinienne, comme mot d'ordre transitoire vers une République soviétique de Palestine intégrée aux Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La revendication de l'Assemblée constituante palestinienne est une condition primordiale de la lutte contre le sionisme réactionnaire et le concept non moins réactionnaire de la nation arabe. L'une et l'autre idéologies contre-révolutionnaires recouvrent les intérêts de l'impérialisme, des bourgeoisies compradores et des propriétaires fonciers contre les masses travailleuses.

# La question palestinienne

Une déclaration de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

La grève générale nationale qui a dressé le peuple palestinien sur tout le territoire de la Palestine (territoires occupés en 1967, mais aussi territoires sur lesquels l'Etat d'Israël a été constitué en 1948) contre l'Etat d'Israël, contre sa politique de répression et d'oppression, constitue un fait nouveau d'une importance considérable pour l'avenir de la lutte nationale en Palestine, et, plus généralement, pour les développements des luttes de classes dans toute la région du Proche et du Moyen-Orient. (...)

---

## UN FAIT IMPORTANT

---

Le fait que la grève nationale de mars-avril 1982 se soit développée de part et d'autre de la frontière artificielle de 1948 doit être compris dans toute sa portée. Il manifeste qu'en dépit des coups terribles qui lui ont été portés par l'Etat d'Israël et ses forces de répression, mais aussi par la monarchie féodale de Jordanie (1970), par le régime bourgeois syrien d'Assad (1975-1976) soutenu par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec l'appui direct ou la complicité de tous les Etats bourgeois de la région, le peuple palestinien, martyrisé depuis des décennies, n'a aucunement renoncé à exercer son droit inaliénable à constituer une nation.

La grève nationale manifeste que ce droit ne peut s'exercer que sur tout le territoire de la Palestine et qu'il est donc incompatible avec tout plan de partition. (...)

---

## LE REFUS DE TOUTE PARTITION

---

L'hypothèse d'un Etat séparé en Cisjordanie et à Gaza (plan Fahd, élaboré conjointement par la monarchie saoudienne et l'impérialisme américain avec le concours de la direction de l'OLP et l'approbation de la bureaucratie du Kremlin) ne peut avoir, dans ces conditions, d'autre contenu que celui d'amener la direction de la résistance palestinienne à accepter officiellement sous une forme ou sous une autre, le cadre des négociations sur l'"autonomie", c'est-à-dire le processus de Camp David.

Un Etat séparé en Cisjordanie et à Gaza ne pourrait être qu'une sorte de protectorat placé sous la tutelle conjointe d'Israël et de la monarchie jordanienne, une province privée de tous les attributs de la souveraineté.

Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la reconnaissance de l'Etat sioniste fondé sur les critères de la race et de la religion. Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la subordination aux exigences de l'impérialisme et de ses agences "arabes", les castes féodales et les bourgeoisies compradores. (...)

---

## LA LUTTE POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

---

L'aspiration du peuple palestinien à la nation, l'aspiration des masses exploitées à s'affranchir de toute exploitation et de

toute oppression exige que soit défini l'objectif transitoire d'une Constituante palestinienne sur tout le territoire de la Palestine, garantissant les droits du peuple palestinien et de toutes les composantes ethniques et religieuses, arabe et juive.

La seule alternative, ce sont les plans impérialistes visant à la liquidation pure et simple du peuple palestinien comme peuple et comme nation. (...)

Le 20 mai 1982

## Discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI le 16 juin 1982 (extraits)

(Meeting auquel participaient également :  
Ilan Halevy, association médicale franco-palestinienne (AMFP) ;  
une représentante du Comité Liban ;  
une représentante des étudiants libanais)

Camarades,

Au moment où nous sommes assemblés ici, les grands de ce monde sont réunis en assemblée générale à l'ONU. Ils sont tous réunis. Ils vont tous parler. Et, en ce moment même, au Liban, Palestiniens et Libanais sont massacrés. Ils sont tous réunis, les chefs d'Etat ou leurs représentants : il y a Margaret Thatcher, il y a le représentant de Pinochet ; il y a ceux qui soutiennent la honteuse et sanglante agression de Begin-Sharon ; il en est d'autres qui condamnent avec force — communiqués et paroles creuses — l'agression israélienne ; et il y a Begin. Begin va discourir, Begin sera reçu par le général Haig. Le général Haig qui, comme porte-parole de la démocratie, a décidé que les élections au Salvador sont un modèle de démocratie.

Camarades,

Vous le savez, ces élections sont des modèles de démocratie, ces élections, soutenues par Haig et Begin, ont eu lieu alors qu'étaient assassinés paysans et tra-

vailleurs. On continue à assassiner paysans et travailleurs salvadoriens qui luttent pour leur indépendance. Ces démocrates ont réussi des taux de participation électorale extraordinaires, dans certaines régions, de plus de 100 %. Ce sont des démocrates. Begin, qui est orfèvre en démocratie, va pouvoir discuter avec cet autre orfèvre en démocratie qu'est le général Haig, et il sera vraisemblablement reçu par le président Reagan. Begin parle, il parle beaucoup. Et le général Sharon, d'ailleurs, parle aussi beaucoup. Et parfois ils en disent plus que ce qu'ils devraient dire ou que ce qu'ils voudraient dire. J'ai lu dernièrement dans un journal une déclaration du général Sharon ; le général Sharon se présente : *"Je suis le général Sharon."* Et il ajoute : *"Les Israéliens ne sont pas venus pour combattre les forces de l'ordre libanaises, mais pour sauver la population des Syriens et des Palestiniens."*

Beaucoup d'entre vous qui êtes ici font partie d'une jeune génération. Mais, pour ma part, je fais partie d'une génération

plus âgée. Ce langage, je l'ai entendu, ce langage de généraux, de chefs d'état-major, de ministres de la Défense, tous bardés de décorations. Tous ces "chefs", nous les avons, dans notre jeunesse, entendus. Que disaient-ils au peuple tchécoslovaque en 1938 ? *"Nous ne sommes pas venus pour combattre les Tchèques ou les Slovaques, nous sommes venus pour libérer les Tchèques et les Slovaques, nous sommes venus les sauver des communistes et de la judéo-ploutocratie."* Deux ans après, en 1940, ils sont encore venus, tous bardés de décorations, avec leurs tanks et leurs avions ; ils étaient simplement venus libérer le peuple français des communistes et de la juiverie internationale. Un an après, en Union soviétique encore, aux Ukrainiens, ils ont dit : *"Nous ne voulons pas combattre le peuple ukrainien, nous sommes venus pour sauver les Ukrainiens des communistes et de la juiverie internationale."*

M. Begin encore une fois en dit plus que ce qu'il voulait, en avançant des comparaisons avec Hitler. En 1933, ce dernier expliquait, comme le général Sharon, qu'il allait libérer le peuple allemand des "communistes, des socialistes et de la juiverie" ; il y a eu les camps de concentration. De 1933 à 1939, un million de communistes, de socialistes, de trotskystes, de démocrates ont péri dans les camps de concentration. L'Allemagne nazie — non le peuple allemand, qui a subi dans sa chair et dans son sang le nazisme —, l'Allemagne nazie est devenue la prison des peuples : des dizaines de millions d'hommes, six millions de Juifs ont été exterminés dans les camps de concentration.

Camarades,

C'est cela ce que font aujourd'hui Begin-Sharon avec les Palestiniens et les Libanais. Et c'est parce que nous sommes des internationalistes de toujours, qui avons toujours combattu pour l'Internationale, qu'en aucun cas nous ne pouvons accepter ce que Begin-Sharon font au Liban.

Camarades,

Vous avez lu ce tract, ce sont des camarades de Jérusalem qui nous ont fait parvenir les renseignements. Et hier midi,

nous avons estimé qu'il était indispensable aujourd'hui de convoquer ce meeting comme manifestation de l'internationalisme prolétarien. Nous avons estimé indispensable d'expliquer ce que la presse, la radio, la télévision dans le monde entier refusent d'expliquer : *« Des milliers de travailleurs, étudiants, enseignants juifs ont manifesté sur les mots d'ordre : "A bas le génocide des Palestiniens ! A bas les assassins ! Retrait immédiat des troupes israéliennes ! Nous sommes tous des Palestiniens !" »*

Camarades,

Nous avons voulu porter témoignage de ces héroïques jeunes garçons de 12 ou 13 ans qui, autour des camps de Saïda, Palestiniens et Libanais, avec des roquettes, attaquent les tanks israéliens. Nous avons voulu porter ce témoignage de cette mère juive qui a dit sur la tombe de son fils : *"C'est Sharon, c'est Begin qui sont responsables de la mort de mon fils, ce ne sont pas les Palestiniens !"* Ce sont Sharon et Begin qui sont responsables du massacre, du génocide des Palestiniens. Il fallait que ce témoignage soit porté dans un meeting. Il fallait qu'on le dise. Il fallait qu'on le proclame, cela pour, demain dans les entreprises, dans les facultés, agir, combattre.

Le PCI a convoqué ce meeting. D'autres, plus puissants que nous, auraient pu convoquer des meetings plus puissants. Ils ne l'ont pas fait, ils ne le veulent pas. Ils parlent, ils discourent, mais ils ne veulent pas combattre. Et pourquoi ne le veulent-ils pas ?

(...) Nous sommes contre (*la reconnaissance de l'Etat d'Israël*) et nous avons été contre en 1947-1948 parce que nous estimons que la reconnaissance de l'Etat d'Israël signifie l'oppression des peuples de la région par l'impérialisme, leur oppression, leur exploitation par la caste des propriétaires fonciers et des bourgeoisies dites nationales. Alors nous avons discuté et nous avons combattu en relation avec le marxisme qui nous sert de guide. Nous avons dit : en Palestine, il y a les deux composantes arabe et juive : il faut que ces deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. L'Etat israélien est un facteur

réactionnaire et contre-révolutionnaire. L'histoire connaît aujourd'hui des nations comme la Suisse. Nous disons : pour qu'il puisse y avoir cette nation palestinienne, qui est la seule voie du progrès et de paix dans cette région du monde, alors il faut combattre pour la Constituante palestinienne, une Constituante qui déterminera les droits égaux et les devoirs de chacune des composantes, juive et arabe, dans une seule nation. Voilà pourquoi nous sommes contre l'Etat d'Israël. On nous a rétorqué, on nous a dit depuis des années : c'est là une utopie.

Camarades,

Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre position et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes.

Camarades,

Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" de 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avaient fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu guerre en 1973, il y a eu Tall-El-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. Les réalistes vous disent que c'est une utopie que la lutte pour la nation palestinienne, mais pourtant c'est la lutte du prolétariat international, la lutte solidaire des peuples, celle qui seule peut donner la dimension de la libération et de l'émancipation, parce qu'elle est la lutte révolutionnaire des peuples du Moyen-Orient, des peuples du Proche-Orient, dont la révolution palestinienne est le fer de lance. Je le répète : parce que nous sommes internationalistes, nous sommes

pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et parce que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous disons : l'Etat d'Israël doit disparaître ! (...)

Camarades,

Ce meeting, nous l'avons convoqué pour combattre, pour expliquer ce qui se passe, ce qui se trame à l'ONU à New York, et ce qui se voit. Un camarade qui m'a précédé nous l'a signalé tout à l'heure, c'est Assad qui explique qu'il est du côté des Palestiniens, mais qui laisse la voie libre à l'écrasement des Palestiniens. Voilà aujourd'hui ce qui se discute à l'ONU. Et il y a 4 millions de Palestiniens, il y a des millions de Libanais qui ne veulent pas subir le joug : voilà pourquoi il faut manifester notre solidarité.

Ainsi, le peuple palestinien n'a pas retrouvé encore sa patrie, Libanais et Palestiniens sont aujourd'hui massacrés. Alors nous disons, nous, en conformité avec notre programme, en conformité avec notre politique : l'issue, c'est une nation palestinienne avec les deux composantes, arabe et juive, élisant une Constituante, une nation palestinienne dans une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue. On nous répétera : c'est utopique.

Camarades,

Il y a dix ans, dans une salle de la Mutualité, j'ai présenté notre programme, nos solutions dans une conférence sur la question de la résistance palestinienne, des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Des contradicteurs m'ont dit : "*C'est utopique.*" C'était en 1970, nous sommes en 1982, et je le répète : où conduit leur réalisme ? Au sang, encore et toujours plus.

Et parce que la solution démocratique passe par la victoire de la révolution palestinienne, qui est le fer de lance de la libération de tous les peuples de cette région du monde, tous ceux qui sont intéressés à la défense des intérêts d'exploitation et d'oppression ne bougent pas. Ils ne bougent pas parce que tous, en dépit de



leurs divergences et contradictions, veulent la défaite de la révolution palestinienne (...).

Le camarade qui m'a précédé a abordé à la fin de son discours un problème sur lequel il ne saurait être question de se taire, et je voudrais pour ma part y ajouter quelques éléments. Nous le disons, la démarche démocratique non seulement ouvre la seule véritable solution aux questions qui se posent dans cette région du monde, mais parce qu'elle est la solution démocratique, elle seule peut sauver les traditions démocratiques millénaires du peuple juif. Israël est né en négation des traditions démocratiques du peuple juif. Israël est né en négation de la culture juive. Sharon, Begin en sont les fossoyeurs. Opprimés depuis des millénaires, les juifs ont acquis et ont conquis une culture et une tradition. L'Etat d'Israël, oppresseur, se dresse contre cette culture et ces traditions. Avec l'Etat d'Israël, c'est l'inculture, la pire réaction, l'utilisation des milices fascistes. Begin, Sharon sont les fossoyeurs de ces traditions, l'Etat d'Israël en est la négation.

Camarades,

A ceux-là, et nous le comprenons, qui rappellent l'holocauste organisé par les nazis, nous disons : le corps éventré et disloqué d'un enfant juif du ghetto de Varsovie ne saurait avoir un prix plus grand que le corps éventré et disloqué de l'enfant palestinien ou libanais de Tyr, de Saïda ou de Beyrouth. Le crime des uns n'excuse pas le crime des autres (...).

Camarades

Notre programme, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, rend compte des événements. Voilà pourquoi nous pouvons mesurer les pas en avant que nous avons effectués, ces pas en avant qui démontrent que nous pouvons regrouper, organiser des milliers et des milliers de travailleurs, cela parce que nous sommes armés de la théorie de la révolution permanente. Trotsky nous l'a expliqué et cela a été vérifié par les événements. Staline combattait "la révolution permanente" pour trahir la révolution et, ce faisant, il trahissait le combat d'indépendance nationale des peuples. Nous savons, comme Marx nous l'a expliqué, que les idées s'empa-

rent des hommes et deviennent des forces matérielles quand elles sont organisées ; s'appuyant sur notre programme, nous voyons comment les idées de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la révolution socialiste s'emparent de millions, de centaines de millions d'hommes, devenant les forces matérielles de la victoire du socialisme. C'est là le gage du succès de la révolution, et parce que c'est aussi celui du succès de la révolution, c'est le gage de la construction de partis révolutionnaires. Oui, nous avons accompli, en convoquant ce meeting, en diffusant des tracts par dizaines de milliers, en organisant dans les facultés, les entreprises et les quartiers, nous avons accompli notre tâche sacrée de révolutionnaires, tâche pour l'accomplissement de laquelle nous sommes organisés, pour laquelle nous sommes associés pour aider les travailleurs et les masses à abattre le vieux monde de l'oppression et de l'exploitation.

(...) Nous irons manifester par milliers et par milliers avec les travailleurs de toutes opinions politiques, philosophiques et religieuses, avec tous ceux qui ne veulent pas de ces massacres dans le monde et au Liban. Nous dirons qu'il faut combattre pour que les organisations ouvrières, démocratiques, réalisent l'unité pour refuser de charger, de décharger les navires en provenance d'Israël.

Et nous dirons, camarades, au gouvernement : il ne suffit pas de condamner l'agression israélienne en paroles. Nous lui dirons : rupture des relations diplomatiques avec Israël ! Il faut isoler l'Etat d'Israël !

Ce combat, nous l'engagerons dès demain, dans les entreprises, dans les chantiers, dans les usines, dans les facultés. Il faut l'engager pour que, vendredi, par milliers et dizaines de milliers, dans tout Paris, sur tout ce parcours que nous allons suivre, ces clameurs, ces mots d'ordre retentissent pour ouvrir la voie à nos frères de classe, aux travailleurs français, pour qu'ils prennent en main la charge sacrée de la défense de ceux qui sont massacrés aujourd'hui au Liban.

Alors, camarades, avec les peuples palestinien et libanais martyrs, avec ceux, peu nombreux encore, mais nous devons les aider pour aller plus loin, avec ceux qui, en Israël, ont levé le drapeau de l'honneur et de la fraternité des peuples, nous dirons :

*"A bas le génocide des Palestiniens et des Libanais ! A bas les assassins !*

*Retrait immédiat des troupes israéliennes !*

*Pour une nation palestinienne unie, fraternelle dans ses deux composantes !*

*Pour une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la*

*classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie !*

*Vive la révolution prolétarienne !*

*Vive la lutte mondiale du prolétariat international !"*

Nous devons aider ceux qui souffrent, ceux qui tombent pour la révolution. Des appels ont été lancés par les camarades libanais et palestiniens qui m'ont précédé. Nous serons présents vendredi, et, dès ce soir, nous allons aider massivement, y compris avec notre argent, les combattants, ceux qui souffrent, ceux qui tombent, ceux qui sont blessés, ceux qui vont mourir, ceux qui luttent pour ne pas mourir, ceux qui luttent pour vivre, ceux qui luttent pour une nation palestinienne libérée !

## Une déclaration de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction)

*Tribune internationale n° 7, septembre 1982*

Le système mis en place par la constitution artificielle de l'Etat d'Israël en 1948 a été fondé sur la spoliation et la violence exercées contre le peuple palestinien exproprié, contraint à l'exil.

D'escalades en escalades, l'Etat d'Israël, sous la direction de Begin-Sharon, en est arrivé à entreprendre une véritable guerre de génocide, utilisant les plus horribles perfectionnements des moyens d'extermination.

La conférence mondiale de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) dénonce, au nom de la solidarité des peuples, les plans meurtriers de Sharon-Begin, par lesquels ceux-ci voudraient réaliser l'asservissement des Palestiniens. Le peuple palestinien est en droit de compter sur la solidarité de tous les peuples, de tous ceux qui, dans le

monde, se réclament de la démocratie et de la liberté, et plus particulièrement de la libération de la classe ouvrière de l'exploitation et de l'oppression.

IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) salue l'héroïque combat du peuple libano-palestinien, résistant aux funestes tentatives d'extermination perpétrées par Begin-Sharon qui déjà rencontrent la condamnation de secteurs importants du peuple juif.

La conférence mondiale de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction), qui vient de clore sa session, a consacré une partie importante de ses travaux à la question palestinienne. La conférence mondiale a établi que "le cours positif de l'histoire ne peut prendre que le chemin du combat pour la

*reconnaissance de la nation palestinienne incluant ses deux composantes arabe et juive (dans le respect réciproque des droits, langues et cultures) sur le territoire de la Palestine, nation palestinienne qui ne peut être constituée que sur la disparition des Etats contre-révolutionnaires d'Israël et de Jordanie, ouvrant la voie à la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient."*

Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !

Boycott international de l'Etat impérialiste d'Israël !

Rupture des relations diplomatiques avec Israël !

Défense de la résistance du peuple palestinien !

Soutien inconditionnel à l'OLP !

Constituante palestinienne !

Droit du peuple palestinien à la nation palestinienne constituée par ses deux composantes arabe et juive dans l'égalité des droits !

Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient !

IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) invite ses sections à appeler à participer à toutes manifestations et actions organisées :

Contre la guerre de génocide !

Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !

**IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international  
de reconstruction),**

**le 3 août 1982**

## Résolution sur la révolution palestinienne

adoptée par la Conférence mondiale des sections  
de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR en janvier 1988 (extraits)

Depuis le 9 décembre, le peuple palestinien et la jeunesse se sont soulevés sur tout le territoire de la Palestine, de part et d'autre de la frontière de 1948, et affrontent l'armée de l'Etat d'Israël, la plus puissante du Moyen-Orient. Ce grandiose soulèvement, qui a pris le caractère d'une grève générale quasi insurrectionnelle, ne connaît pas de répit malgré la quarantaine de morts (officiels), les centaines de blessés et les milliers d'arrestations. C'est qu'il met à nu la nature véritable du problème national palestinien, d'un peuple dépossédé de sa terre, de son droit à se constituer en nation et des droits politiques les plus élémentaires.

---

### UN SEUL ÉTAT PALESTINIEN SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PALESTINE

---

La grève générale et le soulèvement des masses palestiniennes en Cisjordanie, à Gaza, en Galilée dégagent de plus en plus clairement l'exigence centrale de la révolution palestinienne : un seul Etat palestinien sur tout le territoire de la Palestine, exigence incompatible avec l'existence de l'Etat d'Israël et de la monarchie féodale de Jordanie et impliquant leur destruction.

Un seul Etat, comme réalisation de l'Assemblée constituante palestinienne élue au suffrage universel direct et secret, garantissant les droits égaux des deux communautés, arabe et juive : il faut souligner que cette perspective doit être comprise comme le seul moyen de préserver les masses juives des conséquences de la décomposition inévitable de l'Etat d'Israël.

Cette exigence de la révolution palestinienne se traduit aujourd'hui par la mise en place de structures tendant à unifier la direction de la grève générale (conseil de délégués élus des prisonniers, Comité des municipalités arabes d'Israël, comités de délégués élus dans les villages et les quartiers, etc.) dont l'existence même exprime de plus en plus clairement le caractère totalement inacceptable de tout nouveau plan de partition de la Palestine (Etat croupion en Cisjordanie et à Gaza), plan de partition qui vise à garantir l'existence d'Israël, à emprisonner les masses de Cisjordanie et de Gaza dans un vaste camp de concentration sous les miradors de l'Etat d'Israël d'un côté, de la monarchie féodale de Hussein de l'autre, à contraindre le peuple palestinien (et notamment sur le territoire d'Israël et dans les camps du Liban) à renoncer définitivement à son droit à la terre et à son droit au retour. Car tel est le contenu du projet de conférence internationale à laquelle s'efforcent d'aboutir l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin et une partie de l'appareil d'Etat sioniste (le Parti travailliste), avec le concours de la direction Arafat de l'OLP. Car tel est le contenu de l'accord Reagan-Gorbatchev sur le Moyen-Orient pour tenter de contenir et d'étouffer la révolution palestinienne (...).

La signification profonde du soulèvement généralisé qui a commencé le 9 décembre 1987 est que les oripeaux et les faux-semblants destinés à masquer la nature véritable du "conflit israélo-arabe" ont été emportés par les événements. Il ne s'agit pas d'un conflit entre Etats mais fondamentalement du problème national de la Palestine, de l'affrontement des masses palestiniennes spoliées et de l'Etat d'Israël spoliateur. La "guerre du Liban" de 1982-1983 avait montré, dans le sang des milliers de victimes palestiniennes,

que face à l'Etat d'Israël, les masses palestiniennes ne devaient pas compter sur l'aide des Etats arabes, leurs mortels ennemis : bien loin de se porter à leur aide, le régime baathiste de Damas, avec la caution active de la bureaucratie soviétique, a procédé à sa propre guerre anti-palestinienne dans la Bekaa et à Tripoli (Nord-Liban), et provoqué le deuxième exode des cadres palestiniens, après celui de Beyrouth provoqué en septembre 1982 par l'impérialisme américain et Israël.

L'accord Hussein-Arafat du 19 février 1985, où la direction de l'OLP abandonnait même la revendication formelle d'un "Etat indépendant" (il n'était même plus question d'un Etat croupion) et renonçait au principe d'une représentation palestinienne indépendante dans le cadre d'une conférence diplomatique internationale, confirmait une fois de plus l'alignement total d'Arafat sur les plans de Reagan-Hussein-Peres, avec le soutien intégral de Gorbatchev, pour étouffer la révolution palestinienne.

Le caractère permanent de la révolution palestinienne se mesure dans le fait qu'en dépit de tous les coups qui lui sont portés, elle trouve toujours de nouvelles ressources. Commencée dans la diaspora, en Jordanie puis au Liban, elle a gagné les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Elle emporte aujourd'hui dans son mouvement les 650 000 Arabes israéliens, réalisant ainsi pour la première fois l'unification d'importance historique de tout le peuple palestinien dans la lutte pour la nation.

Le sommet des Etats arabes à Amman, début novembre 1987, où pour la première fois aucun tribut verbal ne fut même payé à la formule du "problème palestinien, problème n° 1 du monde arabe", les déclarations officielles depuis deux mois selon lesquelles "le règlement du conflit et la conférence internationale sur le Moyen-Orient" étaient repoussés *sine die*, la réintégration du régime égyptien, partenaire de Camp David, dissipaient définitivement l'écran de fumée dont les différentes directions avaient enveloppé sciemment la situation du peuple palestinien : il ne devait compter que sur lui-même, sur son propre combat de masse face à l'ennemi direct, et non plus sur les faux amis et

vrais ennemis de la prétendue "nation arabe" (ou de sa version gauche : la révolution arabe). Ces masques étaient tombés, le peuple palestinien devait prendre son sort entre ses propres mains, se battre sur son terrain, sur le terrain de la lutte des masses. C'est ainsi que l'armée israélienne allait livrer sa première guerre à l'intérieur même des frontières qu'elle contrôle (...).

C'est à Gaza que la situation des masses palestiniennes, victimes de la spoliation de leur terre nationale et de leur droit à l'existence nationale, se trouve à l'état le plus concentré, en quelque sorte le plus pur. 630 000 habitants sur cette bande de 340 km<sup>2</sup>, la plus forte densité humaine au monde, plus élevée qu'à Calcutta. Au milieu de cette masse de déshérités, 2 500 colons israéliens sont établis dans des implantations pour lesquelles l'armée a exproprié 30 % des terres, et où chaque colon a droit à 27 000 m<sup>3</sup> d'eau par an pour 200 m<sup>3</sup> à chaque Palestinien.

Car à Gaza, comme en Cisjordanie, la question de la spoliation des sources d'eau se conjugue à celle des terres et force la population à se transformer en masse de prolétaires exploités par le capitalisme débile de l'Etat d'Israël comprador. C'est dans ces conditions que les masses spoliées, quadrillées par les forces d'occupation, humiliées par la répression quotidienne comme dans leur dignité humaine, se sont soulevées.

---

## UN SOULÈVEMENT GÉNÉRALISÉ

---

Le soulèvement généralisé actuel, qui a réalisé l'unité de combat des Palestiniens de la diaspora, des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, des Palestiniens à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël, est — de très loin — le plus puissant par son ampleur, sa durée, son audace, qu'ait connu l'Etat d'Israël. Manifestations massives dans les endroits les plus reculés et réputés les plus "calmes" du nord de la Cisjordanie, face à face quotidiens, des manifestants qui ne reculent pas devant une armée chargée de "rétablir l'ordre par tous les moyens", grève générale partie le 15 janvier 1988, première de cette

ampleur et de cette durée, qui mobilise la totalité du peuple palestinien, des deux côtés de la frontière de 1948.

Il faut souligner l'importance énorme de la grève générale commencée le 21 décembre 1987 des 650 000 Arabes palestiniens habitant l'Etat d'Israël (depuis 1948), à l'unisson avec leurs frères des territoires occupés (depuis 1967) et des manifestations qui ont éclaté sur le territoire israélien à Nazareth, Oum-EI-Fahem, Lod, Jaffa, Akka (...).

---

## LE MOT D'ORDRE DÉMOCRATIQUE DE CONSTITUANTE PALESTINIENNE

---

La lame de fond qui soulève l'ensemble des territoires contrôlés par l'Etat d'Israël, de part et d'autre de la frontière de 1948, pose désormais en toute clarté — quels que soient les rythmes du développement de la révolution palestinienne, qui seront vraisemblablement longs — l'exigence centrale du peuple palestinien : un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, une seule république palestinienne libre, laïque et démocratique, dont le peuple déterminera lui-même la forme et le contenu dans le respect des droits égaux des deux composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Tel est le contenu du mot d'ordre démocratique de Constituante palestinienne.

La grève générale menée par les masses démontre que le prolétariat tend à devenir la classe dirigeante de la lutte émancipatrice. La victoire de la révolution palestinienne exige donc que le prolétariat en forge les instruments, notamment par la constitution de la centrale syndicale indépendante, dépassant l'émiettement et la division.

Sur son drapeau, le parti prolétarien inscrit : pour la victoire de la révolution palestinienne, Assemblée constituante souveraine établissant un seul Etat laïque et démocratique, la République palestinienne sur toutes les terres de l'ancienne Palestine, composée de la Cisjordanie, de la Jordanie, d'Israël et de Gaza.

Il faut souligner une fois de plus que la lutte pour constituer la nation palestinien-

ne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du "retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil".

Cette revendication ne peut être réalisée sans l'expropriation de la bourgeoisie israélienne et de ses kibboutzim, qui ne sont pas autre chose qu'un instrument d'exploitation des travailleurs juifs, qui ne sont pas autre chose qu'une des assises, avec les syndicats intégrés de

l'Histadrouth, de l'Etat d'Israël, agence directe et réactionnaire de l'impérialisme.

La revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anticapitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités.

LE MOT D'ORDRE DE LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE EN PALESTINE

La lutte de libération nationale en Palestine est une lutte de libération nationale et sociale. Elle est une lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'Etat sioniste et à la création d'un Etat démocratique et social pour le peuple palestinien. Elle est une lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'impérialisme et du capitalisme et à la création d'une société socialiste. Elle est une lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'apartheid et à la création d'une société démocratique et socialiste. Elle est une lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'impérialisme et du capitalisme et à la création d'une société socialiste. Elle est une lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'apartheid et à la création d'une société démocratique et socialiste.

UN SOULÈVEMENT GÉNÉRALISÉ

Un soulèvement généralisé en Palestine est une nécessité absolue. Il est une conséquence inévitable de la lutte de libération nationale et sociale. Il est une conséquence inévitable de la lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'Etat sioniste et à la création d'un Etat démocratique et social. Il est une conséquence inévitable de la lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'impérialisme et du capitalisme et à la création d'une société socialiste. Il est une conséquence inévitable de la lutte de libération nationale et sociale parce qu'elle vise à la destruction de l'apartheid et à la création d'une société démocratique et socialiste.

# IV<sup>e</sup> Internationale : après la re proclamation, la vie des sections

Le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale — instance de direction internationale élue à la dernière Conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale — tiendra une réunion à la mi-décembre. A son ordre du jour, la discussion sur la situation mondiale (notamment de la place de l'impérialisme américain) et les tâches décou-

lant de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Plusieurs réunions de commissions, par thème ou par pays, sont prévues pour préparer une résolution sur les tâches.

Le prochain numéro de *La Vérité* rendra compte des travaux du conseil général.



La déclaration du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale sur les "accords de Washington" concernant la Palestine a été publiée en anglais, français, espagnol, arabe, portugais, allemand, danois, italien.

etc. — et de la "municipalisation" d'autres — comme la santé —, ce qui est en cours, c'est un processus général de démantèlement de tout le secteur public qui prétend s'étendre encore aux télécom, au secteurs électrique, au pétrole, à la prévoyance, etc. (...)

La dénonciation récente du déroulement de toute l'opération de privatisation de la COSIPA, depuis la corruption et le pillage de l'entreprise par la ruse de la "Pau Brasil" au profit de Paulo Maluf, jusqu'aux conditions de la vente aux enchères subventionnées par l'Etat de Sao Paulo au profit de l'association des banques avec l'impérialisme japonais, offrent les conditions d'une campagne pour l'annulation de la vente aux enchères ; elle doit s'appuyer, pour réaliser le front unique, sur la mobilisation des travailleurs de l'entreprise avec la nouvelle direction du syndicat et les mairies PT de la région. Des motions et télégrammes nationaux, la combinaison de différentes formes de lutte, doivent réunir les conditions pour l'annulation de la vente aux enchères, pouvant aller jusqu'à la grève avec occupation de l'usine. (...)

Défendre les mairies — c'est un aspect de la défense des conditions de vie des larges masses. On se débarrasse sur les mairies, quelle que soit leur administration, mais encore plus si elle sont du PT, des responsabilités croissantes des services publics abandonnées par le gouvernement fédéral — tel est le cas de la santé

et de la cantine scolaire, par exemple — sans que pour autant ne soient créées des ressources, ou même que ne s'effectuent les transferts de subventions fédérales et d'Etats prévues. Le transport souffre du manque de subsides des mairies étranglées, et le logement dépend de ressources distribuées au compte-gouttes selon le bon vouloir des organismes fédéraux. Pour rendre viable un quelconque programme social, les mairies limitent parfois le réajustement salarial des fonctionnaires. Tout cela parce que la politique générale, à partir du budget fédéral, est de canaliser les ressources pour le paiement de la dette extérieure.

Rompre avec cela, c'est rompre avec la politique du FMI. Ce qui matérialise notre indépendance politique comme section de la IV<sup>e</sup> Internationale est le développement d'une ligne de rupture avec le FMI, au sein ou en dehors des administrations. Notre indépendance ne se limite pas à la simple dénonciation des maires du PT, même si cela nous interdit d'être solidaires de tous leurs actes de gestion, en particulier quand ils s'opposent aux intérêts des masses.

Pour nous, chaque administration du PT doit être une tranchée du combat contre la politique du FMI, des gouvernements des Etats et du gouvernement fédéral (...)."

## Conférences et congrès en préparation

---

### ITALIE

---

Le 11 et 12 décembre, se tiendra une rencontre nationale du groupe italien de la IV<sup>e</sup> Internationale. Outre la discussion sur la situation internationale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, une large place sera consacrée à la discussion sur la situation politique en Italie : la phase accélérée de la décomposition de l'Etat, le pacte social

qui voit les directions syndicales prendre en charge la politique patronale, la résistance des travailleurs...

---

### ALLEMAGNE

---

Dans une situation marquée par une puissante mobilisation de la classe ouvrière contre la politique du gouvernement



Kohl qui entend imposer avec l'aide de la direction du SPD un "pacte social", l'ISA, section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, tiendra son congrès à la mi-décembre.



Journal des Cercles pour une politique ouvrière indépendante (membres de l'AET).

## MEXIQUE

L'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, prépare son IV<sup>e</sup> congrès, dans une situation marquée par le bilan de onze années de privatisations, de paiement de la dette et des plans d'ajustement structurel, et quelques mois après la signature du traité de libre-échange (NAFTA) avec les USA et le Canada, qui va signifier une accélération de cette politique.

Le rapport préparatoire pour le congrès établit que cela signifie :

*"Une dégradation sans précédent de la force essentielle, la force de travail. En 1992, disparurent rien moins que 280 000 emplois dans l'ensemble des secteurs productifs. La population tend à devenir une population de désœuvrés et de nécessiteux. Conjointe avec la chute de l'emploi,*

*la baisse vertigineuse du salaire des plus larges masses.*

*Le démantèlement des conquêtes arrachées par le pays au long de ce siècle, pendant la révolution agraire de 1910, dans les luttes sociales postérieures, en particulier lors de la décennie des années 1930. Le niveau de souveraineté nationale atteint au travers de ces luttes se voit détruit progressivement. La souveraineté nationale s'exprime de manière concrète dans l'existence des entreprises nationales (...).*

*La perte virtuelle de la capacité de contrôler ou au moins canaliser son commerce extérieur et ses importations — selon l'économiste M. A. — qui obéiront aux lois de fait des groupes internationaux, des grands importateurs mexicains et de la spéculation. Ainsi est apparu un énorme déficit commercial. En 1992, ce déficit était de l'ordre de 20 milliards de dollars et pour 1993 on l'estime entre 20 et 21 milliards, tout juste supérieur à celui de l'an passé, mais sur la base "d'une diminution de la croissance économique (...)" qui affecte plus de 80 % des industries moyennes et petites". On prévoit que le déficit cumulé entre 1993 et les années 2000 sera de quelque 200 milliards de dollars, c'est-à-dire presque le double de l'actuelle dette extérieure du pays. C'est-à-dire que nous nous réduisons à un pays compradore.*

*En accord avec la politique mondiale du capital, le saccage et le pillage du pays connaît un nouveau développement. (...)*

*Destruction des droits et des conquêtes ouvrières. La liquidation du contrat collectif et du syndicat de l'usine Volkswagen en 1992 a marqué un sommet des attaques du capital contre l'ouvrier mexicain. Pourtant, ce n'est pas suffisant. Aujourd'hui les patrons réclament la modification de la loi fédérale du travail, pour "légaliser" les attaques qu'ils viennent de porter contre les droits ouvriers et pour approfondir ces attaques. (...)"*

Sur cette base, l'une des propositions du comité central pour l'organisation de centralisation de la campagne politique, devant les échéances électorales qui

s'annoncent, est de lancer un manifeste à l'ensemble des partis politiques et organisations qui se réclament de la défense de la souveraineté nationale et de la démocratie.

démocratique : liberté de discussion et de critique dans le cadre des principes du programme, unité d'action dans le combat de classe." C'est pourquoi nous nous déclarons prêts à discuter de toute question, y compris de notre programme, avec les groupes, tendances et organisations qui, dans la crise du mouvement ouvrier officiel, recherchent les voies de l'indépendance de classe.



(...) Le centralisme démocratique est donc l'expression du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, correspond au but qu'elle poursuit : l'abolition de la propriété privée, la République des conseils, l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière tel qu'il a été réalisé une première fois par la Commune de Paris, transition vers la société sans classe et sans Etat.

A ce contenu social, correspondent au sein du parti les règles du centralisme démocratique qui impliquent nécessairement la plus large liberté de discussion, d'opinion, de confrontation politique dans le cadre du programme du parti, à condition que celui-ci soit discipliné dans l'action.

Le centralisme démocratique n'a rien à voir avec l'usurpation stalinienne qui, en son nom, a imposé le pouvoir du sommet de la bureaucratie.

**FRANCE**

Le Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs tiendra sa conférence nationale au mois d'avril. Dans *Le Courrier de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n° 91 du 18 octobre, on peut lire sous le titre "Qu'est-ce que le centralisme démocratique ?" :

"(...) Dans la section VII du texte adopté par la conférence des sections, est formulée ainsi l'expression du centralisme démocratique en relation avec la méthode de la transition, c'est-à-dire le combat pour des partis ouvriers indépendants : "Il faut et il faudra à la IV<sup>e</sup> Internationale tout à la fois préserver, approfondir et adapter aux conditions concrètes les principes du centralisme

(...) Le centralisme démocratique exprime les nécessités de l'expérience de la lutte de classe internationale du prolétariat. Il ne saurait être dissocier de la démocratie dans le parti. Le centralisme, c'est l'affirmation, dans les méthodes de construction de l'organisation révolutionnaire, de ce que la lutte a enseigné aux travailleurs : le prolétariat n'a pas d'autre arme que l'organisation dans sa lutte pour le pouvoir.

Au même titre, la démocratie exprime une nécessité qui découle de l'expérience historique du prolétariat : elle est un élément indispensable de l'élévation du niveau d'organisation et de conscience du prolétariat et donc de la construction du parti révolutionnaire. (...)"

# Nouvelles de l'Entente internationale et du mouvement ouvrier

Dans plus de soixante-dix pays, le 6 novembre, s'est tenue la journée internationale contre la guerre, les privatisations et l'exploitation décidée à la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte à Paris en juin 1993.

---

## GRÈCE

---

A Athènes, le 6 novembre, une réunion contre la guerre dans les Balkans a convoqué pour janvier 1994 une conférence balkanique. Dans une contribution de Roumanie, publiée dans le journal *Tribune sociale*, on peut lire :

*"La "poudrière de l'Europe", c'est ainsi que l'on appelle les Balkans. Et on donne toujours pour motifs des raisons historiques et confessionnelles.*

*La guerre en Yougoslavie a tout d'abord été présentée comme une guerre entre orthodoxes et catholiques, puis entre chrétiens et musulmans. Puis, on a dit que les différences ethniques se fondent sur des différences de civilisation — les Croates étant plutôt des centro-européens, et les Serbes et les Musulmans de Bosnie sont balkaniques. Les uns ont été "éduqués" par les Autrichiens, les autres par les Turcs — de là la différence de civilisation fautive de guerre.*

*Pas un mot sur la manière dont ont été tracées les frontières après la Première Guerre mondiale. Pas un mot sur la manière dont on a exploité ces peuples et leurs terres entre les deux guerres. Aucun mot sur la recolonisation aujourd'hui*

*imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.*

*Le problème des Balkans a toujours été décrit comme des conflits bilatéraux quasi permanents. Entre chrétiens et Turcs en 1912, entre les Bulgares et les autres en 1913, entre les Albanais du Kosovo et les Serbes depuis 1980, entre les Serbes et les Croates depuis 1989, etc. Mais ces conflits ne sont que des manifestations de la tension générale dans les Balkans, artificiellement entretenue par ceux qui, sans scrupules, veulent exploiter les peuples en les saignant. (...)*

*Ce n'est pas seulement la privatisation qui nous appauvrit. Le passage à l'économie de marché, la marotte de tout gouvernement, est une des excuses invoquées pour la destruction économique et sociale de la Roumanie. Et les exigences du FMI, de la CEE et des autres sont appliquées avec zèle. Un accord d'association a été mis au point entre la CEE et la Roumanie. Il prévoit une certaine libéralisation des échanges commerciaux, mais seulement pour les produits déficitaires dans la Communauté européenne. (...) N'oublions pas que le premier pays à avoir ratifié l'accord d'association entre la Roumanie et la CEE a été la Grèce, le seul pays balkanique membre de la CEE. Est-ce un hasard ? Certainement pas, quand on sait que l'armateur qui a acheté frauduleusement la Petromin est aussi grec. (...)."*

Cette contribution, avec celles de Croatie, de Serbie, de Turquie, de Grèce... sera publiée intégralement dans un bulletin préparatoire à la conférence balkanique.

## BELGIQUE



Dans *La Tribune des travailleurs*, publication mensuelle éditée par le comité de l'Alliance européenne des travailleurs en Belgique, du 29 août 1993, on peut lire :

**“Déclaration de républicains sur l’accession au trône du prince Albert.**

“Lundi, il y aura un nouveau chef d’Etat. Sa mise en place n’aura aucun rapport avec la forme la plus élémentaire de la démocratie qu’est le suffrage universel.

Nous considérons comme contraire à la démocratie, et au libre débat qu’elle suppose, qu’en ce moment, en submergeant le public d’images émotives, il ne soit laissé aucune place à la raison. La manipulation de l’opinion crée, de fait, les conditions visant à empêcher quiconque de poser la question suivante à l’homme qui lundi va monter sur le trône : qui t’a fait roi ?

Lundi, un nouveau chef d’Etat se mettra en place, par le privilège de sa naissance. Lundi, on nous rappellera ainsi que pour le chef de l’Etat, nous ne sommes pas des citoyens, mais des sujets, parce qu’il est le roi et qu’un roi n’est élu par personne.

Nous considérons que la cérémonie d’investiture du roi n’est pas la place des parlementaires qui se réclament de la démocratie. Nous leur demandons de ne pas s’y présenter. Nous leur faisons remarquer que s’ils y participent, ils laisseront croire au monde entier que le Vlaams Blok (qui, lui, ne sera pas présent), organisation antidémocratique, a quelque chose à voir avec l’esprit républicain !

En participant à l’investiture du roi, les parlementaires qui se réclament de la démocratie bafoueraient les traditions républicaines qui sont enracinées dans le mouvement ouvrier et pour la défense desquelles bien des travailleurs ont souffert ou sont morts, parce qu’ils croyaient, comme nous, que la démocratie commence avec la République.

Lundi, parce qu’en 1830, un congrès constituant élu au suffrage censitaire, représentant à peine 1 % de la population, avait opté pour la monarchie, un homme va monter sur le trône et se proclamer chef de l’Etat.

Il ne sera pas “notre roi”, car des peuples libres et égaux, ce sont des peuples sans roi.

Nous sommes convaincus que la démocratie c’est la souveraineté populaire et que de celle-ci doivent émaner tous les pouvoirs.

A vous, Flamands, Wallons, Bruxellois, Germanophones, partisans de la république, nous lançons un appel afin que, dès lundi, se renforce et s’organise le courant d’opinion républicain, démocratique, de liberté et de fraternité entre les peuples.”

**Le 5 août 1993**

Johann Anthierens, journaliste, José Fontaine, rédacteur en chef de République, Thierry Haumont, écrivain, membre du comité de rédaction de Toudi, Philippe Larsimont, comité de Belgique de l’AET, Anton Roosens, membre du conseil d’administration du F. Masereel-Fonds.

**PÉROU**

"La Esencia misma de los Trabajadores será Otra de los Trabajadores Mismo"

# EL TRABAJO

N° 112 TRIBUNA LIBRE DE LA LUCHA DE CLASES



Aida "Mocha" García Naranjo

## Una Alcaldesa al Servicio de la Unidad contra las Privatizaciones el hambre la miseria y la violencia

Reunión-Almuerzo de Sindicatos con Aida "Mocha" García Naranjo

Por la Unidad contra la política de la Dictadura

Bono de Participación S. 3.00

Lugar: Federación de Luz y Fuerza, Los Chinos 753

Fecha: Martes 19 de Julio, 1993

Comité organizador: Comité de Organización de las Mujeres del Perú de la Federación Internacional de la Mujer

Le Parti des travailleurs, avec la Confédération paysanne du Pérou, la Fédération des travailleurs des mines, avec Siderperu, avec les travailleurs du sucre, des ports, les travailleurs municipaux, les travailleurs de l'électricité, du textile, de la métallurgie, avec la CGTP, les étudiants et les opprimés

**APPELEZ A VOTER NON AU RÉFÉRENDUM**

Pour l'unité des organisations ouvrières, paysannes et populaires pour mettre en échec les plans de famine et antinationaux du FMI-Fujimori de paiement de la dette extérieure, de privatisation, de chômage, de misère croissante, de décomposition sociale et de violence ;

Pour l'unité pour en finir avec cette dictature qui ruine et brade le pays, qui réprime et affame la majorité nationale ;

Pour une Assemblée constituante souveraine, totalement différente de l'actuel Congrès constituant démocratique de Fujimori,

Pour ces raisons, nous appelons les travailleurs et le peuple opprimé à dire non dans le référendum du 31 octobre prochain.

**Le 16 octobre et le 27 octobre**

Nous appelons les travailleurs, les jeunes et les mères de famille à former des comités d'organisation pour le succès de ces journées d'unité et de lutte contre la dictature, contre l'impérialisme, contre les plans du Fonds monétaire international, pour l'unité des travailleurs du monde contre les capitalistes.

Le prolétariat est la classe d'avant-garde dans la lutte pour la démocratie et pour l'émancipation nationale. C'est pour cela qu'en votant non il affirme sa détermination à ne pas en rester à la moitié du chemin, à aller jusqu'au bout dans le mouvement engagé pour réaliser l'unité et en finir avec la dictature pro-FMI.

**Tous pour le non dans le référendum !  
Participons aux réunions unitaires  
des 16 et 27 octobre !  
Vive la journée internationale  
du 6 novembre contre la guerre  
et l'exploitation de l'impérialisme !**

**TOGO**

# NYAWO

TRIBUNE LIBRE POUR LA DEMOCRATIE

MEUSUEL INDEPENDANT DU PEUPLE TRAVAILLEUR

N° 13 NOUVELLE SERIE - JUILLET-AOÛT 1993

PREX 1000 FRANCS




**"Il y a un an TAVIO"**

**DECLARATION DE L'OTTO**

**SOMMAIRE**

- 1. L'ÉTAT DE DROIT EN TOGO
- 2. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 3. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 4. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 5. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 6. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 7. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 8. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 9. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO
- 10. LE DROIT DE LA TRAVAILLEUR EN TOGO

L'OTTD (Organisation des travailleurs du Togo pour la démocratie), membre de l'Entente internationale des travailleurs, a déclaré, à la veille des élections truquées organisées dans ce pays le 24 juillet 1993 :

*“Pour l'OTTD, le peuple togolais, dans toutes ses composantes, aussi bien ceux qui pensent participer aux élections que ceux qui veulent s'en abstenir, doit rester uni du nord au sud, du l'est à l'ouest, pour en finir avec la dictature d'Eyadéma.*

*C'est la condition nécessaire pour instaurer la démocratie et arracher la satisfaction des revendications du peuple, arrêt des plans de privatisation-pillage-recolonisation du FMI et de la Banque mondiale, arrêt des licenciements, annulation de la dette afin de consacrer les ressources du pays à sa reconstruction en développant une politique permettant de donner un emploi à tous, de garantir le droit à la santé, à l'éducation, et la satisfaction des besoins vitaux pour l'ensemble de la population.*

*Afin que les lourds sacrifices et le lourd tribut payé notamment en milliers de morts par le peuple togolais, dans son combat pour la démocratie, ne soient pas vains,*

*Confiante dans le fait que c'est par la démocratie que les problèmes de notre pays trouveront une solution positive,*

*L'OTTD appelle le peuple togolais à s'adresser aux responsables politiques qui se réclament de la démocratie pour que, dans l'unité, une volonté unanime s'impose au travers de ces élections : pas une seule voix pour Eyadéma !”*

## RÉPUBLIQUE DE MAURICE

Le LALIT, organisation mauricienne adhérente à l'Entente internationale des travailleurs, a développé durant la tenue du “sommet de la francophonie” présidé par le président français François Mitterrand une intense cam-

pagne politique. Il a participé à l'élaboration d'un contre-manifeste signé par la presque totalité des organisations ouvrières et populaires de cette République. Le LALIT s'est expliqué dans un texte sur les raisons de cette protestation contre ce sommet (extraits) :



*“Le sommet de la francophonie a deux ancêtres, aussi discrédités l'un que l'autre.*

*L'un était l'OCAM. Cette organisation commune de l'Afrique, Madagascar et l'île Maurice a eu une vie plutôt brève et sans intérêt, mais il est important de s'en souvenir, car elle a été l'ancêtre direct de la francophonie d'aujourd'hui, et s'est éteinte misérablement, ruinée par sa réputation de fraternisation corrompue. Le sommet de l'OCAMM qui s'est tenu à l'île Maurice en 1973 est resté célèbre comme spectacle de glotonnerie et de gaspillage perpétré par les dictatures d'Afrique soutenues par l'OCAM. L'OCAMM devint ensuite l'OCAM après le départ de Madagascar : puis l'île Maurice en sortit également, et L'Express titra sur le fait que l'OCAM allait devenir l'OCA. (...)*

*A ce jour, le terme même de “l'OCAM” est devenu dans le langage populaire mauricien un terme de dérision, en association d'idée avec les dictatures serviles et corrompues de l'Afrique fran-*

cophone qui le composaient. La tenue de cette conférence à l'île Maurice, à une époque où la pauvreté était généralisée pour la population de ce pays, fut un des facteurs qui ont conduit au discrédit total du régime Ramgoolam-Duval à la veille des élections générales de 1976. (...)

Cet organisme fut alors remplacé par le sommet franco-africain. (...)

Tout cela pour dire que la francophonie a eu des héritiers qui ne se distinguaient pas particulièrement d'un point de vue "culturel" ou "linguistique", mais bien plutôt d'un point de vue géopolitique.

Mais derrière tout cela il s'agit d'une question économique. Les hommes d'affaires, industriels, commerçants et banquiers français avaient besoin d'un débouché, d'un endroit où vendre leurs marchandises. Le capital français, ayant été chassé d'Indochine, d'Algérie, de Madagascar, devrait trouver un moyen de se réintroduire en Afrique. Où aller pour le capital français ? Quelle serait la meilleure protection une fois installé ? Comment tirer les meilleurs profits ? Comment empêcher les empiétements des autres capitalismes et impérialismes ? (...)

Certains défenseurs de la francophonie prétendent que c'est entièrement une question de langage et de culture. Les membres de la francophonie, disent-ils, ont en commun le fait qu'ils "parlent tous français" et "partagent tous un héritage commun".

Qui sont les "tous", ce n'est pas très clair. Les mots comme "francophonie" sont des mots glissants. Même dans son sens premier de "ceux qui parlent le français", il est lourd de manipulations et d'insultes.

Le dernier recensement à l'île Maurice, hôte de ce sommet, montre que 3,2 % seulement des gens disent parler le français chez eux. Ce type de statistique dérisoire est de règle dans tous les Etats membres de la francophonie. Et, bien sûr, dans d'autres pays membres, ce chiffre est bien en dessous de 1 %. Si, dans l'île Maurice, il est vrai que la presse est rédi-

gée plus ou moins en français, il est d'autres pays où ce n'est même pas le cas.

On pourrait alors raisonnablement penser qu'il s'agit de pays où le français est la langue officielle, mais voilà, la langue officielle à l'île Maurice c'est l'anglais.

Tout cela pour dire que, du point de vue de l'étymologie, la francophonie n'a pas grand-chose à voir avec l'usage de la langue."

## ÉTATS-UNIS

**THE ORGANIZER**  
For a Labor Party, For a Workers' International  
OCTOBER 1993 VOL. 1, NO. 10 \$1.00

**October 2 Labor Conference Projects Winning Strategy**

Independent Political Action, International Workers' Solidarity  
Seen as Key to Defeat NAFTA and Privatization

**INSIDE THIS ISSUE:**

- Behind Boris Yeltsin's Coup d'Etat (See pages 8-12)
- Where is Cuba Heading? (See page 9)
- The Security of the Neo-Justice Accords: "Pan American" (See page 5)
- Coverage of Oct. 2 U.S. Conference (See pages 2-4)
- Threat to AFL-CIO Conference (See page 12)
- Who Will Support a Labor Party (See page 11)

Plus: "Labor Struggles" and Dispatches from the History of Labor Party Movement

Le 2 octobre à San Francisco (Etats-Unis), plus de 150 militants syndicalistes, responsables, travailleurs des Etats-Unis (l'impérialisme le plus puissant), ont lancé l'appel suivant lors d'une Conférence ouvrière et populaire contre le NAFTA (accord de libre échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada) et les privatisations :

"1. La conférence du 2 octobre 1993 soutient la campagne internationale contre les privatisations et l'austérité imposés par le FMI, campagne lancée en octobre 1992 et qui a reçu le soutien d'importantes fédérations syndicales

*nationales et de centaines de milliers de travailleurs de tous les continents.*

*Nous soutenons l'appel lancé par cette campagne internationale à une journée internationale le samedi 6 novembre contre les privatisations du FMI, contre la guerre et l'austérité. Solidaires de cet appel, nous soutenons la proposition d'organiser un meeting public à San Francisco le 6 novembre pour organiser à un niveau supérieur la riposte au NAFTA et aux privatisations.*

*2. La conférence du 2 octobre soutient l'organisation de délégations ouvrières et populaires au siège du FMI à Washington pour protester contre la politique de privatisation, d'austérité et d'ajustement structurel. Ces programmes et leur politique ont dévasté la vie de millions de travailleurs et de paysans et représentent une menace contre l'humanité.*

*Nous soutenons l'appel lancé par le Comité d'organisation américain exigeant que le directeur général du FMI, Michel Camdessus, reçoive une délégation internationale mandatée par la campagne internationale contre le FMI. Nous nous prononçons pour la mise en place de piquets de manifestants le jour de la délégation devant le FMI pour dénoncer sa politique et exiger d'être entendus.*

*3. La conférence du 2 octobre qui a reçu la lettre d'invitation de la COB, soutient la III<sup>e</sup> Rencontre latino-américaine des travailleurs en défense des services publics et des entreprises d'Etat qui doit se tenir à La Paz le 6 novembre. Nous nous proposons de rassembler le soutien nécessaire à l'envoi d'une délégation représentative de syndicalistes à cette conférence.*

*4. La conférence du 2 octobre se prononce pour la tenue de conférences inter-syndicales communes des travailleurs du Mexique, du Canada et des Etats-Unis pour organiser la riposte contre le NAFTA et les multinationales qui dominent l'économie de notre hémisphère. La conférence soutient par ailleurs les efforts de la section locale de l'UAW 879 de Ford et des autres syndicats qui combattent pour obtenir une négociation commu-*

*ne avec leurs frères et sœurs du Mexique et du Canada."*

---

## BOLIVIE

---

**A l'appel de la puissante centrale syndicale bolivienne, la COB — dont le secrétaire général a pris la parole au meeting international à Paris le 20 juin — la III<sup>e</sup> Rencontre latino-américaine des travailleurs en défense des services publics et des entreprises d'Etat s'est tenue à La Paz le 6 novembre. Dans cet appel, on peut lire notamment :**

*"Comme le démontre l'histoire du mouvement syndical, paysan et populaire, il est possible d'infliger une défaite à l'ennemi et de faire échouer ses plans. Pour y parvenir, il y a une condition de base : matérialiser l'unité des exploités.*

*Cette unité, il faut la réaliser afin de mettre en échec les plans qu'ils apportent par le biais du Traité de libre commerce, du Mercosur, du Groupe andin, du Marché commun d'Amérique centrale, de l'Initiative pour les Amériques...*

*Malgré ces dangers, certains — dans nos rangs — nous invitent à accepter les privatisations. Ils nous disent que nous sommes vaincus et que nous ne pouvons rien faire contre le "néolibéralisme" et que, par conséquent, nous devons devenir des actionnaires, des propriétaires, tirer "quelques marrons du feu", que nous devons assumer nos devoirs et payer la dette extérieure, etc.*

*Les faits sont cependant têtus. Ils leur apportent la contradiction. Nous, travailleurs et peuples d'Amérique et du monde, nous luttons contre ces plans. Il y a moins d'un mois, un demi-million de travailleurs des marchés, au Pérou, ont paralysé les marchés en protestant contre l'impôt sur les denrées périssables, faisant reculer le gouvernement. Auparavant les travailleurs uruguayens ont infligé une défaite au gouvernement avec le référendum contre la loi de privatisation. Le 26 août, des dizaines de milliers de travailleurs boliviens se sont mobilisés et ont*



arrêté le travail contre le gouvernement au pouvoir depuis vingt jours seulement, et dont l'intention est de tout privatiser."

## ÉQUATEUR

**Résolution du congrès syndical des organisations de l'énergie, qui décide de :**

1. Participer à la journée de protestation contre le FMI qui doit avoir lieu le 6 novembre 1993, décidée dans la Rencontre mondiale contre les privatisations à Paris.

2. Organiser la grève nationale du secteur de l'énergie, dont la date sera fixée par la direction unitaire de l'énergie, quand les conditions politiques du pays le réclament.

3. Réaliser une marche nationale au Congrès, le 29 septembre 1993, pour présenter la proposition alternative des travailleurs et faire part du soutien aux groupes parlementaires qui s'opposent à la loi de modernisation.

4. Développer marches et mobilisations en province contre la loi de modernisation.

5. Participer à la III<sup>e</sup> ELASPE qui doit se tenir à La Paz, Bolivie, les 5, 6, 7, et novembre 1993.

6. Participer à la rencontre latino-américaine et des Caraïbes pour l'auto-détermination des peuples, qui doit avoir lieu en janvier 1993 à La Havane, à Cuba."

## PORTUGAL

Dans *Tribuna Livre* (pour l'Internationale ouvrière), sous le titre de "Concertation sociale : avec qui et pour qui ?" :

"Le président de la république, le chef du gouvernement, les ministres, les repré-

sentants du patronat, tous les chefs et gouvernants de la CEE et du FMI, quelle que soit leur couleur politique, quel que soit le camp dans lequel ils déclarent se situer, entonnent en chœur qu'ils comptent sur la "concertation sociale". (...)

**TRIBUNA LIVRE**  
para a Internacional Operaria

Publicação mensal e de edição editada pela Coordenação de Partidos Portugueses de  
AGÊNCIA EUROPEIA DE TRABALHADORES

No. 20 4 de Junho de 1993 Preço: 10000

**20 de Junho em PARIS**  
**Pavilhão do ZENITH**

Contra os planos de privatização-pilagem e de "ajustamento estrutural" do Fundo Monetário Internacional

Este jornal foi criado para a Internacional de Trabalhadores Operários

Braga de Macedo, ministre des Finances, déclare qu'il faut réduire les dépenses publiques pour réduire le déficit du budget de l'Etat — les dépenses dans les hôpitaux et l'enseignement publics, les charges envers les travailleurs, la Sécurité sociale et les municipalités. (...)

Les dirigeants des syndicats des enseignants disent qu'est annoncée une "augmentation zéro" dans l'enseignement — c'est-à-dire une réduction d'au moins 7 ou 8 %, correspondant à l'inflation officielle prévue pour 1993, sans compter les millions qui sont supprimés dans ce budget pour être versés à l'enseignement privé (le ministre de l'Education a déjà promis de d'aider financièrement les étudiants du public qui choisiraient de s'inscrire dans le privé !)."

## ESPAGNE

Le journal *Debate social* du 14 octobre 1993 a publié l'article suivant à propos du Salvador :

*“Sept mille guérilleros ont été désarmés après douze ans de combat armé et d’occupation d’une bonne partie du pays.*

*Une mission d’observateurs des Nations unies a été chargée de surveiller le désarmement effectif et de remettre un “certificat de réintégration à la vie civile, politique et institutionnelle”. Cette mission, depuis juin 1991, sous les ordres du général espagnol Victor Suances Pardo, sélectionne ceux qui passent directement de la guérilla aux rangs de la police nationale civile. La majorité des désarmés aspire à un lopin de terre dont ils puissent vivre, comme le stipulait l’accord que ne respecte pas le gouvernement du Salvador, en disant qu’il n’a ni terre ni argent pour en acheter. Rappelons que la guérilla a eu pour origine la lutte paysanne pour les terres occupées par les grands propriétaires terriens.*

Tribuna libre

## Debate Social

Semanao obrero independiente

---

● **CONFERENCIA POR UN NUEVO PARTIDO SOCIALISTA**



Frente a la política de pacto social y autonómico nuestra bandera es las exigencias sociales de los trabajadores, y las aspiraciones de los pueblos.

**ACTUALIDAD**

La política electoral y el programa contra el P.S.O.E. de la izquierda radical y el P.S.G.



Un programa de los diversos sectores de producción que surge guardado a la medida.

Debate Social, Redacción y Administración, Democracia, C.I. 73, 28010 Madrid • Tel. 4 511 77 77

*Les accords de paix qui n’ont pas été appliqués non plus concernant la réduction de l’armée, l’épuration des officiers et la dissolution des unités anti-guérilla ont débouché sur une augmentation de la guerre sale contre les anciens insurgés.*

*Les Etats-Unis ont décidé, plutôt que d’envoyer leurs soldats, qu’il valait mieux envoyer des troupes de la police nationale et de la Garde civile espagnoles qui*

*seront chargées de former les cadres de la police salvadorienne.*

*La Communauté européenne a versé 15,6 milliards de pesetas pour financer les “accords de paix”. Et elle a concédé aux pays d’Amérique centrale son régime commercial préférentiel qui supprime les droits de douane pour une longue liste de produits agricoles.”*

## FRANCE

MANIFESTATION A PARIS, A 14 HEURES, DE LA REPUBLIQUE A SAINT-AUGUSTIN ET DANS 50 VILLES NATIONALEMENT

### Informations Ouvrières

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

# 6 NOVEMBRE

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE

**Contre la guerre**  
Pour le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères en Espagne, Israël, Afrique, etc.

**Contre l’exploitation**  
Contre la dégradation des salaires, contre le travail à domicile, le travail de nuit, contre l’exploitation des jeunes des 14 ans

**Contre les privatisations**  
Et les privatisations qui entraînent des dizaines de milliers de licenciements et la destruction de services

## POUR LA FRATERNITE ENTRE LES PEUPLES POUR LE SOCIALISME

MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALISTE DES TRAVAILLEURS DE FRANCE (CGT) - 100 RUE DE LA VILLETTE - 75019 PARIS - TEL. 33 1 47 70 10 10

**Le Parti des travailleurs prépare son III<sup>e</sup> Congrès pour les 4 et 5 décembre 1993. Dans la brochure publiant les textes préparatoires au congrès, on peut lire :**

*“En proposant aux travailleurs de construire un parti ouvrier réellement indépendant, nous répondons à cette nécessité politique ; en mettant en œuvre les mesures d’organisation que nous avons adoptées, nous montrons qu’il est possible de construire un tel parti. Ajoutons que le boycott médiatique dont nous sommes l’objet renforce ce résultat, fruit de la seule activité des sections, des militants du Parti des travailleurs.*

*En même temps, il ne faut pas oublier que nous avons décidé d’atteindre plus tôt dans l’année 1993 le nombre d’adhé-*

rents 1992 : cela pose toute la question, précisément, des problèmes politiques d'organisation que nous avons encore à résoudre, et sur lesquels le rapport d'activité doit faire le point pour la préparation du III<sup>e</sup> Congrès. D'ores et déjà, il est acquis que ce congrès marquera une progression par rapport au précédent, notamment du point de vue du nombre d'adhérents. Quelle sera l'ampleur de cette progression à la date du congrès ? Cela dépend de ce que nous réaliserons dans les deux prochains mois, en relation avec la journée internationale du 6 novembre contre la guerre et l'exploitation, contre les privatisations."

## SUISSE

**Journal**  
 CONTRE  
 LES PRIVATISATIONS  
 ET LE DEMANTELEMENT  
 SOCIAL  
 •DELEGATION  
 AU CONSEIL FEDERAL  
 •PREPARER LA JOURNEE  
 INTERNATIONALE  
 D'ACTION  
 DU 6 NOVEMBRE 1993

RASSEMBLEMENT DES OUTIEN  
 A LA DELEGATION  
 mercredi 4 octobre à 17h 30  
 Centre international de conférences de Genève  
 rue Louis-Dumont 10

VOTATIONS FEDERALES:  
 MOINS D'UN TIERS  
 DE L'ELECTORAT APPROUVE  
 LA POLITIQUE  
 DU GOUVERNEMENT

SOMALIE: GUERRE OUVERTE CONTRE LE PEUPLE

Dans le *Journal*, organe de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, on peut lire :

"Le Conseil national vote par 127 voix contre 16 le programme pour l'armement 1993 : 1,947 milliard. Invité à Bulle, le conseiller fédéral Adolf Ogi déclare qu'insuffisamment utilisé, un chemin de fer est un luxe coûteux. Autre luxe coûteux : la santé. "Il faut freiner l'augmentation des coûts." Tous les députés sont d'accord sur ce point. Comment ? Ruth Dreifuss, qui défend le projet du Conseil fédéral, serait

"partagée entre le cœur et la raison". La raison, selon le gouvernement de coalition, c'est faire payer toujours plus les personnes malades : "Outre les cotisations, les assurés devront assumer 10 % des frais d'hôpitaux ainsi qu'une taxe hospitalière journalière et une franchise fixée par le Conseil fédéral."

Vendredi 7 octobre, fin de la session. La presse rapporte que les députés même les plus réticents ont été enchantés de leur séjour à Genève. On les comprend d'autant mieux qu'ils ont profité de leur passage pour voter une augmentation de 15 à 20 % de leurs indemnités, soit une dépense de 1 million. Cette augmentation leur avait pourtant été refusée en votation populaire, mais qu'à cela ne tienne. Les citoyens ont refusé l'adhésion à l'ONU. Faudrait-il pour autant renoncer à constituer un corps de casques bleus et à envoyer des douaniers en Macédoine ? Les citoyens ont voté contre l'espace économique européen et par trois fois contre la TVA. En quoi cela devrait-il empêcher les quatre partis gouvernementaux d'appeler à voter une nouvelle fois pour la TVA, puisqu'elle est une condition pour mettre les entreprises suisses sur un pied d'égalité avec celles de la CEE ?

Le 24 novembre, l'UCPO organise une délégation avec la participation de délégations internationales à l'ONU.

## CANADA

Dans *Démocratie et Socialisme*, journal du comité canadien de l'Entente internationale des travailleurs, on peut lire :

"Profits : en hausse pour les entreprises canadiennes : 14 milliards au deuxième trimestre de l'année (Statistique Canada). — Banque Scotia : revenu net de 183 millions. Une importante contribution provient de Scotia McLeod, le négociant en prêts de l'institution bancaire : 24 millions représentant la vente d'une partie des obligations brésiliennes que le pays avait versées en intérêts sur sa dette. Les profits totaux de la banque s'élèvent à

520 millions pour les neuf premiers mois de l'année, comparés à 510 millions l'an dernier.

*La Banque de Montréal a déclaré des bénéfices de 180 millions pour le troisième trimestre, ce qui porte son revenu annuel à 508 millions, en hausse de 28 millions par rapport à l'an dernier.*



## SÉNÉGAL

Face au plan d'austérité (baisse de 15 % des salaires de la fonction publique) mis en œuvre par le gouvernement aux ordres du FMI, la marche à la grève générale dans l'unité, le Parti des travailleurs a publié une déclaration qui dit notamment :

*“L'accélération de la crise politique et sociale résulte des diktats du FMI et de la politique d'un gouvernement qui refuse toute souveraineté.*

*C'est dans cette mission, et non pas dans un quelconque complot, qu'il faut trouver l'explication que les Sénégalais demandent la constitution d'un autre gouvernement. Non pas un gouvernement “remanié”, “élargi” ou “recomposé”: Ça, les Sénégalais, connaissent.*

*La nécessité d'un autre gouvernement surgit de la nécessité de reprendre avec le fil de la souveraineté nationale. Il s'agit d'un gouvernement qui :*

— Refuse les diktats du FMI et de la Banque mondiale ;

— Répond positivement aux revendications légitimes des travailleurs, de leurs organisations et des organisations populaires ;

— Défend la souveraineté nationale contre le pillage organisé à partir de l'exigence du paiement d'une dette qui n'est pas celle du peuple sénégalais ;

— Refuse les privatisations qui ne sont que bradage et destruction ;

— Refuse la destruction du service public ;

— Refuse d'affronter le peuple et de vouloir cadenasser les organisations syndicales dont l'indépendance est un élément central de la souveraineté nationale et de la démocratie ;

— Refuse toute violence qui ne peut que déchirer la nation et l'engager dans la voie du chaos.

*Enfin, un gouvernement qui s'engage, dans le respect de l'indépendance des organisations démocratiques, à soutenir tous les efforts des travailleurs et des peuples, en particulier ceux de la sous-région (Mali, Niger, Guinée, etc.) confrontés aux diktats universels du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE, à réaliser l'unité sur le plan régional et international.”*

## Conférence mondiale ouverte : deux comptes rendus

---

### EN ASIE

---

*Workers Link*, journal d'Asia Pacific Workers Solidarity Links (APWSL), de septembre 1993 :

“L'APWSL était représentée à la Conférence mondiale ouverte. Des membres de l'APWSL du Bangladesh et du Népal ont participé à la Conférence mondiale ouverte et au rassemblement du Zénith contre les plans du FMI et de la Banque mondiale qui se sont tenus à Paris, contre en particulier les plans d'ajustement structurel et de privatisation. Des délégués ouvriers venus de 76 pays ont participé à ce rassemblement. Le président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh (BJSF), Tafazzul Hussain, membre de l'APWSL, a été élu membre du Comité de liaison international pour une Internationale ouvrière et coopté comme membre du Comité d'honneur du Cicr. Iqbal Majmunder, coordinateur de l'APWSL pour la région sud-asiatique, participera à la délégation internationale de travailleurs au FMI à Washington ainsi qu'à la conférence ouvrière de San Francisco contre le NAFTA et les privatisations le 2 octobre 1993. Ces deux initiatives ont été adoptées lors de la Conférence mondiale ouverte. Pour toute information supplémentaire sur la Conférence mondiale ouverte et ses suites, écrire au 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris, France. Tél. 331 48 01 94 45 — Fax 48 01 94 50.”

---

### EN AFRIQUE

---

Un des délégués ivoiriens à la Conférence mondiale ouverte, membre du bureau du syndicat des enseignants du secondaire de la Côte-d'Ivoire

(SYNESCI), a fait un compte rendu des travaux de cette conférence au cours d'une réunion de ce syndicat. Voici quelques extraits du document qu'il a présenté :

“Dans les commissions, les débats ont été très enrichissants. Nous avons pu bénéficier d'un temps moins réduit pour exposer les problèmes que vivent les travailleurs dans nos pays. Les caractéristiques spécifiques des problèmes n'éloignent pas beaucoup les situations entre travailleurs et syndicats des divers pays. (...) La II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte a été la manifestation de la solidarité entre les travailleurs de différents pays et d'activités tout aussi différentes, mais confrontés tous aux cruels plans d'ajustement structurel et de privatisations-pillage du FMI et de la Banque mondiale. Cette conférence a montré que la lutte des travailleurs de tous les pays peut être menée ensemble nonobstant les frontières et les barrières linguistiques. La solidarité entre les travailleurs du monde entier est intimement liée à la nature même de leur lutte ; une lutte pour la survie imposée par le nouvel ordre de l'impérialisme. C'est un phénomène qui bouleverse le monde du travail dans tous les pays, mais qui interpelle tous les travailleurs à adopter des méthodes de lutte incontournables : la lutte pour la survie des hommes et des peuples opprimés.

Fort de la petite expérience que je viens de vivre à la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte, j'invite le bureau national du SYNESCI à mettre tout en œuvre pour nouer des relations de coopération et de solidarité avec les organisations des travailleurs des différents pays et avec l'Entente internationale des travailleurs (EIT) sur la base de l'indépendance et de l'autonomie syndicale, mais surtout de la solidarité entre les travailleurs face au péril commun que constituent les privatisations et autres plans des institutions de Bretton Woods. Je demande également au

SYNESCI de briser l'isolement dans lequel il est plongé depuis le malheureux putsch de juillet 1987 faisant perdre à notre syndicat notre âme durant cinq longues années. Cela demandera l'établissement de relations avec les syndicats des pays africains (Sénégal, Togo, Bénin, Niger, Ghana, etc.) dont les problèmes sont très souvent semblables aux nôtres. Dans ce même ordre, on peut même dire que l'état actuel de faiblesse des syndicats autonomes ivoiriens exige des méthodes

de lutte, des moyens et des alliances appropriés. Aussi, vais-je demander au bureau national du SYNESCI d'intercéder auprès du bureau de la FESACI (Fédération des syndicats autonomes de Côte-d'Ivoire) l'amorce d'un apprentissage auprès de fédérations et centrales syndicales étrangères afin de bénéficier d'un guide pour l'action, à savoir leurs expériences organisationnelles et les épreuves vécues."

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de la démocratie

---

### BÉNIN : QUAND UN DÉPUTÉ RESPECTE SON MANDAT

---

Le Bénin, pays présenté comme modèle de la "transition démocratique" sous l'égide du FMI, connaît une crise sans précédent. Le député à l'Assemblée nationale Armand Elisha, membre du Parti du travail et de la démocratie, présent au nom de son parti à la II<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte, a dénoncé récemment devant l'Assemblée nationale et le peuple béninois les effets néfastes de la politique d'ajustement structurel du FMI :

*"L'application d'un plan d'ajustement structurel, ou PAS, conçu dans ses grandes lignes en dehors du Bénin et en dehors des travailleurs, met à mal les relations entre le groupe, le gouvernement et l'opinion publique.*

*En effet, un tel programme, qui ne saurait être un programme de développement, repose sur des piliers, parmi lesquels :*

*— Le paiement d'une dette qui n'est pas celle des peuples et des travailleurs, et qui aggrave les difficultés sociales ;*

*— Les privatisations, avec leur cortège de licenciements, de précarité de l'emploi, d'aggravation du chômage, etc., ce qui augmente directement ou indirectement les risques d'insécurité dans le pays, car le travail développe un esprit de solidarité et de recherche collective de solutions dans un cadre collectif, tandis que le chômage développe souvent une mentalité de chacun pour soi dans un état d'esprit de sauve-qui-peut.*

*L'application d'un tel programme et de la manière la plus brutale pèse lourdement sur les différentes ruptures dont nous avons parlé précédemment, et constitue de ce fait une menace pour le fragile équilibre de notre Etat national multiethnique en construction.*

*Et puis, dans l'entourage du chef de l'Etat, les comportements de certains qui prennent des écarts avec la Constitution sans que le gouvernement n'en tire immédiatement les conséquences accentuent de plus en plus les distances entre ce dernier, le groupe parlementaire et les travailleurs de ce pays.*

*Le projet de loi Serhau-Sem est une illustration on ne peut plus claire de ce que nous disons, car il concentre toutes les difficultés liées à la mise en place d'une telle politique. Ce projet de loi a été rejeté par le Parlement dans son immense*

*majorité ; autant je ne peux que m'en réjouir avec les travailleurs, autant je ne peux connaître que la seule signification profonde et exacte de mon seul vote.*

*En effet, un tel projet de loi dans son essence même est tout le contraire de ce qui est écrit dans le Programme du gouvernement : "Construire le Bénin du renouveau". A la page 21 dudit document, on peut lire, et je cite : "Pour relever un tel défi, la nouvelle politique industrielle dont les finalités économiques et sociales prennent en compte les aspirations des travailleurs, des producteurs et des consommateurs, s'efforcera d'améliorer la rentabilité et la compétitivité de l'outil public de production, d'opérer des choix technologiques compatibles avec le niveau de culture industrielle des producteurs nationaux tout en renforçant les capacités de production de ces derniers par l'éducation, la formation et l'apprentissage en entreprise." (Fin de citation; ce qui est souligné dans le texte l'est par moi).*

*Le projet Serhau-Sem, qui est une production de la Banque mondiale, va totalement dans le sens opposé à un tel programme parce qu'il participe de la dislocation du Serhau qui est un service public de l'Etat béninois. Les conséquences d'une telle chose sont énormes : il s'agit, outre les entorses à la Constitution, de faire gérer une dette publique de l'Etat béninois par des sociétés privées, dont d'ailleurs l'expérience dans la vie est fort discutable, de privatiser en fin de course les régies des voiries, avec les suites que l'on sait pour les travailleurs et pour un des vieux services publics de notre pays qui ne demandent pas tant de fonds que le Serhau-Sem pour travailler.*

*J'ai voté contre ce projet sur décision de mon parti, le PTD-PTA, et tout vote de ma part ira désormais dans le sens d'améliorer la rentabilité et la compétitivité de l'outil public de production pour renforcer la solidarité des travailleurs, qui elle-même à son tour renforce la cohésion nationale."*

## Nouvelles du mouvement pour la démocratie et la défense des travailleurs

---

### POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO CONTRE L'IRAK

---

La Commission internationale d'enquête médicale (créée à l'initiative des professeurs Milliez, Idatte, Claudel, Corvol, Pinon, Debat, Rivière, et de Maître Dechezelles, président du Comité interna-

tional contre la répression, vient de publier (octobre 1993) son bulletin n° 2, qui rend compte de sa campagne internationale, notamment de la préparation de la délégation à l'ONU.




---

**POUR LE RETOUR EN CHINE  
DE HANG DONGFANG**

---

*L'opinion syndicale et démocratique mondiale est saisie de deux faits qui appellent une réponse des responsables et militants syndicalistes de tous les pays. Telle est la raison de notre appel.*

**POUR LE DROIT A L'ORGANISATION SYNDICALE INDEPENDANTE EN CHINE**

**Pour que pour le cheminot Han Dongfang puisse retrouver librement son poste de travail à Pékin**

**Pour la libération de Fu Shenqi et de tous les emprisonnés politiques**

**Han Dongfang vient d'être déchu de sa nationalité chinoise.**

Han Dongfang est cheminot. En mai et juin 1989, il participe à la création puis à la direction de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin, ce qui lui vaut 22 mois d'emprisonnement. En mars 1992, il dépose une demande écrite d'autorisation de manifestation, dans le cadre des lois de son pays, auprès du Conseil de sécurité de Pékin:

*« Considérant que la Confédération chinoise des syndicats (ACFTU) a été inefficace en matière de défense des intérêts des travailleurs, la manifestation vise à rappeler au Congrès national du peuple que de nouvelles lois sur les syndicats sont nécessaires pour permettre la libre association et offrir la possibilité aux travailleurs de choisir leur syndicat. »*

Ce droit démocratique lui fut refusé. Début 1993, il quitte librement le territoire chinois. En août de la même année, il retourne dans son pays. Les autorités chinoises lui annoncent alors qu'il est déchu de sa nationalité chinoise et lui retirent son passeport.

Le 27 août 1993, le ministre de la Sécurité publique explique dans un communiqué qu'Han Dongfang a participé à des "activités antichinoises" parmi lesquelles "l'aide à la construction d'organisations illégales en Chine", visant à "attaquer le gouvernement chinois". Il lui reproche son action pour "encourager des mouvements de grève qui n'étaient pas justifiées".

Le 2 septembre, dans une interview, Han Dongfang rappelle qu'il "veut en premier lieu retrouver son poste de travail aux chemins de fer nationaux sous-section de Pékin" et explique: "J'ai toujours répété que le mouvement ouvrier libre est un mouvement des droits de l'homme (...). Le mouvement ouvrier libre ne doit pas sacrifier les intérêts des travailleurs pour défendre un parti au pouvoir. Les principes du mouvement ouvrier sont l'éducation et l'éveil. Il laisse les travailleurs libres du choix de leur propre destin. Considérer ces principes comme antigouvernementaux est absolument absurde."



**\* Fu Shenqi vient d'être condamné à trois ans de prison.**

Fu Shenqi vit à Shanghai. Condamné jadis à sept ans de prison pour avoir participé au mouvement du "Printemps de Pékin", il est arrêté une deuxième fois, en mai-juin 1989, pour "incitation subversive et propagande contre-révolutionnaire".

En juin 1993, arrêté une troisième fois, il est condamné à trois ans de prison, notamment en raison de ses relations avec des journalistes étrangers.

Au même moment, des arrestations ont lieu en série à Shanghai. Son ami Zhang Xianliang est accusé d'avoir participé à une cérémonie anniversaire du 4 juin. Quatre grévistes de la faim qui exprimaient leur solidarité avec Zhang Xianliang et trois syndicalistes indépendants qui avaient préparé cette commémoration du 4 juin sont également emprisonnés.

Ces deux informations attestent que les travailleurs et les employés chinois ne peuvent user du droit fondamental à constituer librement les syndicats de leur choix. Le gouvernement chinois ne respecte par la Convention n°87 de l'OIT.

- Nous, responsables syndicalistes de toutes opinions, affirmons que les droits démocratiques et le droit de constituer des syndicats sont intimement liés. Le droit d'association est constitutif de la démocratie.
- Indépendamment de nos points de vue divers sur la situation actuelle ou future en Chine, ou dans tout autre pays, nous estimons qu'en toutes circonstances et sous toute latitude, les syndicats doivent disposer du droit de pétition, de manifestation, de grève, de défense des intérêts des salariés et du droit de négociation.
- Nous nous adressons solennellement aux autorités chinoises afin que la mesure frappant Han Dongfang soit levée, qu'il retrouve sa nationalité et puisse rejoindre son poste de travail aux chemins de fer de Pékin.
- Nous faisons nôtre les exigences des organisations syndicales et démocratiques de Hong-Kong qui demandent: la remise en liberté immédiate de Fu Shenqi ainsi que de tous les démocrates encore en détention; que soit arrêtée toute atteinte oppressive aux libertés de parole et d'association; et qui s'opposent à tout procès secret.

Puisse cet appel contribuer à rapprocher le moment où les ouvriers chinois pourront construire librement les syndicats de leur choix.

Paris, le 4 octobre 1993

Les traditions du mouvement ouvrier sont différentes selon des pays quant à la présentation des signatures, la publication ou non des titres et responsabilités syndicales. Nous les avons bien entendu respectées. D'ores et déjà, l'accueil recueilli par notre appel démontre que les syndicalistes de tous pays entendent défendre le droit à l'organisation syndicale indépendante dans tous les pays.

## France

Jean-Pierre Barrois, syndicaliste (Val-de-Marne), Pierre Besse, syndicaliste cheminot, François Chaintron, syndicaliste (Paris), Rose Boutaric, syndicaliste (Paris), Claude Charmont, syndicaliste (Seine-et-Marne), Daniel Collin, syndicaliste cheminot, Paul Duthel, syndicaliste (Rhône), Alain Denizot, syndicaliste (Paris), Olivier Doriane, journaliste, Frédérique Euget, syndicaliste (Paris), Jean Garabuau, syndicaliste (Paris), François Grandazzi, syndicaliste (Paris), Pierre Gendré, syndicaliste (Paris), Alexandre Hébert, syndicaliste (Loire-Atlantique), Claude Jenet, syndicaliste (Paris), Robert Monier, syndicaliste (Pas-de-Calais), Daniel Perraud, syndicaliste cheminot, Jean-Marc Ponce-Gimenez, syndicaliste cheminot, Raymond Pontvianne, syndicaliste (Loire), Joël Ros, syndicaliste cheminot, Joachim Salaméro, syndicaliste (Gironde), Didier Schein, syndicaliste (Nord), Patrice Sifflet, syndicaliste (Seine-Saint-Denis), Pierre Tribie, syndicaliste (Paris), Michèle Simonnin, syndicaliste (Paris), Jean-Marie Tributou, syndicaliste cheminot, Gilles Chaillie, syndicaliste (Hauts-de-Seine), Alain Fillion, syndicaliste (Paris), Yves Alin, syndicaliste (Marne), Jean-Claude Pappasian, syndicaliste (Essonne), Henri Sanna, syndicaliste (Charente maritime), Jean Pierraggi, syndicaliste (Bouches-du-Rhône), Michel Roque, syndicaliste (Charente maritime), Yves Marty, syndicaliste (Aveyron), Robert Gérard, syndicaliste (Aveyron), Michel Savignac, syndicaliste (Aveyron), Charles Cléoron, syndicaliste (Hérault), Henri Gonay, syndicaliste (Nord), Robert Vantomme, syndicaliste (Oise), Claire Compain, syndicaliste (Loire-Atlantique), Martine Moreau, syndicaliste (Loire-Atlantique), Michel Sourice, syndicaliste (Loire-Atlantique), Josette Boussonnière, syndicaliste (Loire-Atlantique), Jean Leuillet, syndicaliste (Paris), Raymond Adenet, syndicaliste (Martinique), Alain Poulet, syndicaliste (Paris), Livia Boisson, syndicaliste (Bouche-du-Rhône), Marie-Christine Luparello, syndicaliste (Deux-Sèvres), Jean-Claude Sureau, syndicaliste (Deux-Sèvres), M. Rocheteau, syndicaliste (Vendée), Jacques Michollin, syndicaliste (Hauts-de-Seine), Viviane Astic, syndicaliste (Indre-et-Loire), Roger Bauvert, syndicaliste (Paris), Marie-Françoise Diard, syndicaliste (Var), Daniel Beaufils, syndicaliste (Puy-de-Dôme), Patrick Benyoucef, syndicaliste (Ardennes), Christian Robert, syndicaliste (Aube), Jacques Gredin, syndicaliste (Côte-d'Or), Alain Pesché, syndicaliste (Mayenne), C. Ortin, syndicaliste (Ariège), Didier Verdet, syndicaliste (Seine-Saint-Denis), Véronique Briole (Isère), Nicole Revon (Paris), Gérald Fromager, syndicaliste (Paris), Michel Kermiche, syndicaliste cheminot, Christiane Mouilhaud, syndicaliste (Rhône), Carole Durey, syndicaliste (Gironde), Marc Hébert, syndicaliste (Finistère), Lydie Contignon, syndicaliste (Finistère), Jean-Claude Stefanini, syndicaliste (Paris), Roger Calvez, syndicaliste (Finistère), Annie Dechezelles, syndicaliste (Seine-Saint-Denis), Jacqueline Becker, syndicaliste (Paris), Jacques Girod, syndicaliste (Paris), Robert Toussaint, syndicaliste (Paris), Bernard Tournier, syndicaliste (Alpes-maritimes), Christian Lambert, syndicaliste (Alpes-maritimes), Jean-Pierre Pichon, syndicaliste (Sarthe), Jocelyne Huguet, syndicaliste (Paris).

## Grande-Bretagne

Robert Parry, député du Labour Party, ancien secrétaire général de la TGWU (Syndicat des transports), président de l'Association des démocrates de Hong-Kong, est intervenu en faveur de Han Dongfang. Suite à un échange de correspondances, le gouverneur de Hong-Kong, Chris Patten, lui a indiqué qu'il avait « pris les mesures pour permettre à Han Dongfang de rester légalement à Hong-Kong en dépit de la suppression de son passeport ».

Tony Bern, député du Labour Party, Chris Mullen, député du Labour Party.

## Europe

Carl Jorgensen (Danemark), Istvan Szekeres, conseil ouvrier (Hongrie), Philip Jennings, syndicaliste (Suisse).

## USA

La Conférence ouvrière de San Francisco qui s'est tenue le 2 octobre 1993 et à laquelle participaient 105 militants et responsables du mouvement ouvrier des Etats-Unis a adopté une résolution dans laquelle on peut lire:

*« La Conférence soutient l'appel pour le réemploi à son poste de travail du syndicaliste chinois, le cheminot Han Dongfang, pour la libération de Fu Shenqi et de tous les prisonniers politiques en Chine. »*

Parmi les signataires, à titre personnel: Tom Laney, Millie Phillips, Dennis Serrette, Scott Cooper, Melody Knight, Shirley Isaacson, Steeve Zeltzer, Eric Lerner, Edith Fox, Ralph Schoenman, Larry Duncan, Burt Vulliet, Constance Scott, Shirley Lee, Alan Benjamin, Rosa Penate, Jeffrey Blankfort, David Walters, Harry Siitonen, Robert Irminger, Hayden Perry, Mya Shone, Barri Boone, Earl Gilman, Bill Fiore, Marc Norton, Henry Kroll, Sheldon Ramsdell, Tim Kaminski, Ozory Elcenko, Ruth Scien, Dan Kaplan, Ada Farrell, Millie Gonzalez, Lita Blanc, Fritz Steele, Kozmi Torii, Stan Phipps, David Oberweiser.

## Hong-Kong

Leung Yiu Chung, Rita Kwok Hai Yu (Trade Union Education Center) Susan Lai Siu-Chun, Lan Chi Lim, Chan Bo Ying, Lee Hoi Tong, Lan Wing Kam, *Mouvement du 5 avril*.

La Fédération autonome des ouvriers de Chine (WAFU) en exil apporte son soutien total à cet appel.

## Questions nationales : ouvrons le débat

*"(...) Dès lors que plus rien de positif ne relie les populations à l'Etat national, dès lors que les services publics de base sont démantelés, l'Etat est menacé d'éclatement, le danger d'une ou des guerres meurtrières menace (...)."*

C'est dans ces termes que le Parti des travailleurs du Sénégal analysait, en décembre 1992, les conséquences de la politique du FMI, les exigences d'un "ajustement" qui n'est que destruction. Et qui comporte, comme recette universelle, la liquidation des services publics de santé, l'instruction, l'entretien des réseaux routiers...

Quand à cette réalité, on ajoute que les gouvernements ne servent plus que de courroie de transmission, on a une situation qu'un journal de ce même pays décrit bien :

*"L'autorité républicaine ne se déploie plus que sous la forme de gendarmes et policiers casqués et armés en position de combat contre des citoyens qui manifestent leur mécontentement ou pour leur droits. S'ajoute la démission inacceptable d'un exécutif qui agit comme le simple exécutant des institutions financières internationales, à tel point qu'il devient légitime de se demander à quoi servent les élections puisque les choix populaires sont relégués au second plan au profit des impératifs des bailleurs de fonds qui n'ont que faire des volontés du peuple souverain."*

Quand on brade les entreprises publiques, les richesses (les "privatisations") et que l'on favorise la décomposition de l'Etat en "bandes" dans des pays où tout est bradé, on a comme conséquence la multiplication de guerres meurtrières. Elles embrasent aujourd'hui plus de 75 pays ou régions.

A quoi il faut ajouter encore ce que l'on appelle la "dimension sociale de l'ajustement", faite en général de l'intervention des ONG, en dehors de tout respect de la souveraineté, dans le cadre du "droit à l'ingérence". Quand celles-ci, en plus, embauchent des bandes armées pour prétendument protéger les convois humanitaires, comme cela a été dit dans le rapport qu'a préparé la Conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*"Pour le capital financier, il est nécessaire de tenter de détruire tout ce qui l'empêche de s'approprier directement plus de plus-value. En particulier, toutes les conquêtes sociales qu'il lui a fallu concéder à la fin de la Deuxième guerre mondiale et lors des guerres de libération des pays coloniaux. Mais aussi tous les secteurs publics dont le développement était naguère nécessaire au capitalisme ascendant, et qui deviennent des obstacles à l'heure de la destruction en masse des forces productives."*

La multiplication de guerres apparaît pour la presse comme une "résurgence des problèmes du passé", mais est en réalité, avant tout, la conséquence d'une politique (celle du FMI) qui amène à la dislocation et qui utilise celle-ci comme moyen pour accélérer le pillage. La guerre contre l'Irak avait, de ce point de vue, marqué un tournant : guerre contre un peuple, volonté évidente de prendre directement le contrôle des ressources pétrolières en mettant en cause l'existence même d'un Etat national. La multiplication des interventions sous couverture de l'ONU, qui, toutes, "stabilisent" les pays par l'aggravation de guerres meurtrières, est l'expression de cette politique qui vise délibérément à provoquer la décomposition des cadres dans lesquels avaient été inscrites des conquêtes positives pour les travailleurs et les peuples. L'impérialisme suscite aujourd'hui même parfois la décomposition des cadres étatiques dont l'existence était liée aux formes les plus extrêmes de l'oppression des peuples, comme c'est le cas en Afrique du Sud, où, aujourd'hui, l'impérialisme met en place un plan délibéré d'éclatement, comme moyen pour tenter de disloquer le peuple noir.

Nous présentons dans ce numéro de *La Vérité* les premières contributions sur les développements des questions nationales dans la phase actuelle de crise de l'impérialisme. D'autres contributions suivront dans les prochains numéros.

## Comment les plans de la CEE et du FMI poussent la Belgique à la dislocation

La mort du roi Baudouin de Belgique a défrayé les chroniques des journaux dans le monde entier. On a entendu dire qu'il était le garant de l'unité du pays, qu'il protégeait "son peuple" d'une situation à la yougoslave.

Partons donc de la sécheresse de quelques chiffres pour en venir à la réalité des faits.

---

### LE FMI...

---

Le FMI vient de donner son avis sur la Belgique. Verdict : "Ce sont avant tout les dépenses de la Sécu qu'il convient de juguler." Cependant, c'est le même FMI qui affirme : "Il faudrait privilégier un programme de réduction des charges sociales basées sur les bas salaires." Le FMI dénonce au passage "la trop forte croissance des salaires négociés dans les secteurs et les entreprises au cours des années précédentes. Il convient donc de les corriger par la modération salariale, voire par des reculs des hausses salariales" (1), ce qui, dans un langage normal, signifie des baisses de salaire.

Le FMI intervient ainsi dans la politique belge au moment où le gouvernement tente d'entraîner les syndicats dans la signature d'un "pacte social", procédé recommandé par les instances de la CEE. Au moment où on lira ces lignes, on saura vraisemblablement si les syndicats belges signent ou non un tel pacte. Mais le gouvernement a déjà prévenu : avec ou sans les syndicats, il appliquera les mesures. Les mesures, ce sont celles préconisées par le FMI et qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles annoncées dès le mois d'août par le ministre du Budget.

Leur contenu social, c'est avancer dans la dislocation de la Sécurité sociale, remettre en cause les conventions collectives salariales, et notamment le lien entre les salaires et l'inflation (indexation).

Le FMI montre du doigt la prévision budgétaire d'un déficit de la Sécurité sociale de 50 milliards de francs belges pour 1994. Notons que, dans le même temps, le FMI préconise une diminution des charges sociales..., donc une aggravation de ce déficit !

En 1993, la Sécurité sociale aura un déficit de 16,4 milliards de francs belges pour des rentrées de cotisations de 1 000 milliards, soit un déficit de 1,6 % ! Bien entendu, à l'origine de ce déficit, il y a le refus de l'Etat d'honorer ses engagements antérieurs vis-à-vis de la Sécurité sociale.

Pourquoi le déficit sera-t-il de près de 50 milliards de francs belges en 1994 ? Parce que telle est la volonté du gouvernement. Une mesure de diminution des cotisations "patronales" prise avant les vacances va entraîner en 1994 un déficit de près de 8 milliards de francs belges. Un prétendu "plan d'embauche des jeunes" aura comme conséquence la suppression des cotisations sociales pour les jeunes chômeurs qu'un patron engagera. Si les 80 000 jeunes concernés sont mis au travail à la place d'anciens travailleurs qui seront jetés des entreprises parce qu'ils coûtent le double, cela entraînera un déficit annuel de la Sécurité sociale de 12 milliards de francs belges. Et ainsi de suite... Un professeur d'université a déjà chiffré que la mesure préconisée par le FMI de suppression des charges sociales sur les "bas salaires" entraînerait une perte de 60 milliards de francs belges pour la Sécurité sociale.

Pendant ce temps, la dette publique atteint en Belgique 8 000 milliards de francs belges, soit près de 120 % du PNB. En 1993, l'Etat paiera aux banques plus de 700 milliards **pour les seuls intérêts** sur cette dette, soit l'équivalent de 70% de toutes les cotisations annuelles de la Sécurité sociale ! Cette dette concrétise la primauté de la spéculation sur la production. Elle est le résultat des cadeaux fiscaux faits au patronat, de la fraude fiscale (souvent légale) des grandes entreprises, de la liquidation massive d'emplois (autant d'impôts qui ne rentrent plus) et de l'inégalité devant l'impôt : alors que le revenu du travail est taxé entre 30 et 40 %, l'impôt moyen des sociétés est de 20 %, le précompte mobilier (touchant les revenus sur le capital financier placé) est de 10 %. La libre circulation des capitaux décidée par les accords de Maastricht aboutit à augmenter constamment l'écart existant entre l'impôt sur le travail et celui sur le capital. Dans le même temps, la dette publique est pour les banques la source d'un revenu constant et garanti. Les militants regroupés en Belgique dans le comité de l'Alliance européenne des travailleurs ont engagé une campagne pour son annulation en montrant que, ainsi, des centaines de milliards pourraient être utilisés pour redonner à tous un emploi, augmenter les salaires, préserver la Sécurité sociale et les services publics.

---

### ... ET LE ROI

---

Début août 1993, un nouveau roi, Albert II, est monté sur le trône. L'axe de son discours, c'était : il faut un "pacte social". Immédiatement, le Premier ministre a utilisé l'hystérie médiatique de la semaine qui a suivi la mort de Baudouin I<sup>er</sup> pour presser les syndicats d'accepter le principe de négocier un tel pacte.

L'axe de ce pacte, comme nous venons de le voir, c'est la liquidation des conventions collectives et de la Sécurité sociale. Or qu'est-ce qui fait l'unité d'un pays ? Ce n'est ni une tête couronnée ni un drapeau, mais des rapports sociaux.

La bourgeoisie belge, proclamant son Etat en 1830, n'a pas été capable de former une nation, cela parce que pour ses intérêts propres, elle s'est avérée incapable de régler démocratiquement la question flamande (2). La Flandre s'est constituée comme nation en luttant pour ses droits démocratiques (linguistiques).

Cependant, dans son combat pour ses droits (le suffrage universel comme les droits sociaux), la classe ouvrière s'est formée comme classe sociale à l'échelle de toute la Belgique. Alors que tous les partis se sont scindés en deux fractions linguistiques (flamands et francophones), des syndicats nationaux se sont maintenus à l'échelle de toute la Belgique. Les conventions collectives, la Sécurité sociale, l'indexation des salaires sont des conquêtes sociales de la classe ouvrière de toute la Belgique et sont ainsi le socle qui rend possible et nécessaire l'unité ouvrière. Remettre en cause ces conquêtes, dans un pays déjà ravagé continuellement par les soubresauts de la question nationale et devenu aujourd'hui un Etat fédéral, c'est ouvrir la voie à la division, à la dislocation.

---

### PRIVATISATIONS ET DISLOCATION DE LA BELGIQUE

---

De même, la privatisation des services et entreprises publics ne peut aboutir qu'à renforcer le processus d'éclatement. Pour preuve, un courant nationaliste flamand exigeait que, avant la privatisation de la principale banque publique, qui vient d'avoir lieu, on sépare les avoirs flamands et francophones.

Mais il est également évident que le jour où le téléphone, la poste ou les transports, par exemple, seraient privatisés, un facteur d'équilibre entre les régions disparaîtrait. En terme de prix de revient et de profit, la distribution d'une lettre dans une campagne coûte évidemment plus cher que dans une ville.

Ce qui permet l'unité du prix national du tarif postal, c'est le caractère public du service.

Or les accords de Maastricht supposent, avec leurs *critères de convergence*, une diminution importante de la dette publique de la Belgique, tout en continuant évidemment à honorer tous les engagements pris au bénéfice des banques. Pour le gouvernement belge, cela signifie la privatisation massive des services et entreprises publics. On doit mettre cela en parallèle avec le fait que, en 1990, 30 % des 3 515 plus grandes entreprises belges relevaient de capitaux étrangers. Les entreprises étrangères installées en Belgique produisaient 43,8 % de la valeur ajoutée. Cela inquiète beaucoup la Fondation roi Baudouin... Certains secteurs de la bourgeoisie belge étaient d'ailleurs jusqu'ici réticents aux privatisations parce qu'ils craignaient qu'elles bénéficient à des sociétés étrangères, accentuant encore le caractère artificiel de l'Etat belge. Quel est un effet l'avenir d'un Etat belge ramené à la fonction unique d'organe de répression et de paiement de la dette ?

Cependant, la première privatisation qui vient d'avoir lieu (vente de la moitié du capital de la banque publique CGER) a rapporté 35 milliards de francs belges, soit l'équivalent de ce que l'Etat paie en quinze jours pour les seuls intérêts de la dette publique ! A ce rythme, toute structure publique (y compris la Sécurité sociale) serait condamnée à disparaître sans que pour autant la dette publique soit apurée. Une telle disparition de tout ce qui forme l'infrastructure matérielle publique du pays ne pourra qu'achever de disloquer la Belgique...

---

## LA PLACE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

---

Le cas de la Sécurité sociale est, de ce point de vue, significatif. La Sécurité sociale est une conquête essentielle après la Seconde Guerre mondiale. La bourgeoisie belge l'a concédée parce qu'elle craignait de tout perdre. Comme dans d'autres pays d'Europe, l'après-guerre était caractérisé par un mécontentement social lourd de menaces pour le pouvoir. Le roi de l'époque, Léopold III, était accusé d'avoir collaboré avec les nazis durant la guerre.

Il attendit cinq ans en Suisse les circonstances favorables à son retour. Lorsqu'il crut qu'elles étaient réunies, il fit organiser en 1950 un référendum qui lui donna une majorité en Flandre, mais le non à son retour fut majoritaire en Wallonie et à Bruxelles. Dès qu'il remit un pied en Belgique, la grève générale éclata, tournant à l'insurrection. Le pays fut à deux doigts de la guerre civile où, assurément, la monarchie aurait tenté d'opposer le nord du pays (Flandre) au sud (Wallonie). Des secteurs essentiels de la bourgeoisie n'ont pas osé aller jusque-là. Léopold III dut abdiquer au profit de Baudouin I<sup>er</sup> (décédé cette année).

La monarchie divise les peuples. La Sécurité sociale les unit parce qu'elle crée entre tous les travailleurs de Belgique un lien basé sur la solidarité ouvrière. Jusqu'au jour où commencèrent les mesures de restriction de la Sécurité sociale.

A l'origine de ces mesures, le caractère de plus en plus spéculatif du système économique capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production. Gagnant plus à spéculer qu'à produire, les capitalistes ferment les usines. La base cotisante de la Sécurité sociale se réduit.

La Wallonie, au sud du pays, était caractérisée par une vieille industrie lourde (sidérurgie, mines, métallurgie). La Flandre, au nord, plus agricole, fut davantage industrialisée après la guerre et bénéficiait donc d'une industrie plus récente.

Ainsi, la Wallonie subit la première le poids des restructurations, d'où un niveau de chômage proportionnellement plus important. De même, elle subissait davantage les maladies héritées de l'industrie lourde. D'où plus de dépenses de Sécurité sociale en Wallonie qu'en Flandre.

Dès lors, parmi les courants politiques attachés à la défense de l'économie "de marché" — et qui n'ont donc aucune perspective de changement réel à proposer — a surgi en Flandre la revendication de scission de la Sécurité sociale entre ses branches flamande et wallonne. Insistons sur le fait que de telles revendications ne sont apparues qu'au moment où le gou-

vernement a commencé à porter des coups à la Sécurité sociale.

Face à ces "séparatistes", d'autres courants politiques tout aussi attachés à l'économie "de marché", et donc dans la même impasse, font des professions de foi unitaristes. C'est notamment le cas de la monarchie.

Par ailleurs, et il ne s'agit pas de les mettre sur le même plan, la FGTB (syndicat d'origine socialiste) s'oppose à la scission de la Sécurité sociale, certains de ses dirigeants affirmant que dans l'hypothèse d'une telle scission, ils ne verraient plus aucun intérêt à maintenir la Belgique.

---

### UNITARISTES ET SÉPARATISTES À LA LUMIÈRE DE LA QUESTION SOCIALE

---

Mais, dans ce domaine comme dans d'autres, le critère n'est pas tant le "séparatisme" ou "l'unitarisme" que le contenu social de ces politiques. Car les différents partis du régime (y compris les sociaux-démocrates) sont d'accord sur la politique de violente austérité. Comme tous craignent les réactions sociales que cela peut entraîner, ils divergent sur la manière de s'y prendre. Les uns pensent qu'en faisant payer les autres, ils s'en tireront mieux (les séparatistes) ; les autres estiment qu'on ne peut prendre ce risque (les unitaristes). Cependant, ils se complètent.

Ainsi, Mark Eyskens, un ancien ministre CVP (parti chrétien flamand, en pleine crise) explique qu'il faut diminuer le "coût du travail" et pour cela "refondre la Sécurité sociale". Il affirme que, pour ce faire, "une privatisation progressive et partielle de la Sécurité s'imposera". Il y voit comme avantage que cela réduira ainsi les revendications de ceux qui veulent la diviser. Evidemment, quand la Sécurité sociale aura été ramenée à la portion congrue, plus personne ne parlera de cette division.

On constate cependant que dans la bourgeoisie, "séparatistes" et "unitaristes" se rejoignent sur le fond : la liquidation de la Sécurité sociale. Tous se situent dans le

cadre des critères de convergence définis par la CEE et le FMI. Les "unitaristes" utilisent la crainte qu'engendrent les revendications des "séparatistes" pour accélérer le processus de liquidation des acquis sociaux. Mais un pays où la règle pour tous ceux qui ne pourraient se payer des assurances privées serait la mise en danger pourrait être voué qu'au chaos et à l'éclatement.

Au mois d'avril 1993, avait lieu une manifestation à Bruxelles "contre le séparatisme". Objectif louable pouvait-on se dire... Mais dans cette manifestation, on trouvait le président de la FEB (fédération du patronat belge), les responsables de grands consortiums financiers (dont la Société générale, qui a été à l'origine de tout le mouvement de désindustrialisation), etc. Dans cette manifestation, qui correspondait à un vœu du roi, on trouvait encore des patrons d'entreprises, comme celui de Solvay, vieille entreprise de chimie, qui depuis a fermé son siège historique en Belgique pour acheter à bas prix des produits fabriqués dans des pays de l'Est. Quel crédit peuvent avoir comme "sauveurs" de l'unité du pays, ces gens qui en détruisent quotidiennement les bases économiques et sociales ? Aucun.

---

### LES INTÉRÊTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

On le voit, dans les rangs de la bourgeoisie, séparatistes et unitaristes sont ceux qui détruisent l'économie. Alors, comment aborder cette question sous l'angle des intérêts de la classe ouvrière ?

Le point de départ ne peut être la défense ou non de la Belgique s'incarnant dans un Etat que les masses populaires ont chaque jour plus de raisons de haïr. Le point de départ ne peut être que la défense des intérêts de la classe ouvrière. A partir de là, on peut aborder les questions démocratiques comme la question nationale, comme les rapports entre les peuples.

Autant la bourgeoisie a besoin de diviser pour exploiter, autant la classe ouvrière a besoin de s'unir pour se défendre.



Tout peuple a le droit de s'unifier, tout peuple a le droit de se séparer. Un peuple sera d'autant plus tenté de se séparer d'un cadre géographique qu'il le ressentira comme un facteur de son exploitation. Il aura par contre d'autant plus intérêt à s'unir à d'autres peuples qu'il y verra un moyen de défendre ses droits, son niveau de vie et de les développer.

Ce qui donne aujourd'hui un caractère précaire et chaotique à l'unité de l'Allemagne, c'est précisément ce mouvement contradictoire qui voit s'opposer une bourgeoisie qui a besoin de la division (notamment en matière salariale) et une classe ouvrière qui a besoin d'unité (par exemple pour l'alignement des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest). En définitive, ce n'est qu'un gouvernement répondant aux aspirations des travailleurs qui pourra garantir la pérennité de l'unification de l'Allemagne, par le développement social.

C'est de la même manière que la question nationale peut être résolue dans des pays où elle se pose sous l'angle des relations entre différents peuples. La seule classe sociale qui n'a pas intérêt à bâtir une nouvelle forme étatique d'exploitation de l'homme par l'homme, c'est la classe

ouvrière. C'est de son mouvement que peut surgir la solution à la question nationale par l'union libre des peuples pour le développement économique et social dans des rapports de fraternité et d'égalité.

La CEE, le FMI, en imposant le recul social, la liquidation de branches entières de l'économie, la flexibilité, par les plans de convergence, font éclater tout le tissu social qui liait les peuples. Ils créent ainsi le chaos, c'est-à-dire un mouvement de dislocation dans toute l'Europe, qui exacerbe les questions nationales, déstabilise les relations existantes dans des pays où on pouvait penser que ces questions étaient réglées (voir l'Italie). Ainsi, le combat pour établir entre les peuples des rapports d'égalité et de fraternité est inséparable de la mobilisation contre les plans de destruction sociale du FMI et de la CEE.

**Philippe Larsimont**

(1) *La Libre Belgique*, 13 octobre 1993.

(2) Voir sur ce sujet *La Vérité* n° 3, "Monarchie et question nationale en Belgique".

## Les accords Mandela-De Klerk en Afrique du Sud et l'oppression nationale du peuple noir

On écrit, on parle beaucoup sur l'Afrique du Sud. Mais rarement pour souligner l'essentiel : le droit du peuple noir à accéder à sa souveraineté nationale, à constituer la nation noire dans un pays politiquement et socialement marqué par des rapports issus directement de l'occupation coloniale.

Certes, l'Afrique du Sud, ou plutôt le peuple noir d'Afrique du Sud, n'est pas un peuple "colonisé" au sens traditionnel du terme. L'Afrique du Sud n'est plus rattaché à une "métropole". En 1948, les colons blancs se sont "émancipés" de la tutelle directe de la Grande-Bretagne. Mais pour maintenir l'essentiel des relations coloniales. En Afrique du Sud, la minorité blanche n'a pas réalisé une forme particulière d'émancipation nationale du peuple de l'Afrique du Sud. Tout comme l'OAS en Algérie n'aurait pas réalisé une forme particulière d'émancipation nationale du peuple algérien si par son insurrection contre l'Etat français, elle avait réussi à instaurer une forme d'indépendance des colons.

---

### LES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS DU PEUPLE NOIR ET LA QUESTION NATIONALE EN AFRIQUE DU SUD

---

L'ANC, partisane et partie prenante des accords actuels avec le gouvernement De Klerk, a toujours refusé de reconnaître la réalité coloniale de la présence et de la domination de la minorité blanche. La position programmatique de l'ANC fait de l'entité étatique constituée par la colonisation du peuple noir d'Afrique du Sud le cadre dans lequel ce peuple doit se discipliner. Sa *Charte de la liberté* fait des dif-

férentes composantes "raciales" de l'Afrique du Sud (la minorité blanche et la majorité noire) les composantes d'une seule et même nation déjà constituée. Il s'agirait, dans ce cadre seulement, de "redistribuer" le pouvoir, de mieux répartir les richesses.

*"Notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tous nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux, et que les mêmes possibilités ne leur seront pas données ;*

*Seul un Etat démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, les droits qui leurs reviennent de par leur naissance ;*

*C'est pourquoi nous, peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères, adoptons cette Charte de la liberté."*

La position des organisations qui s'opposent aux actuelles négociations (en particulier l'Azapo) est radicalement différente. Pour l'Azapo :

*"En Afrique du Sud, il y a un peuple (le peuple noir) auquel appartiennent tous ceux qui ont été brutalement opprimés par l'oppression coloniale et celle, plus violente encore, de l'apartheid (Noirs, métis, Indiens). Un peuple qui veut se constituer en nation. Et il y a la "minorité blanche" qui occupe la nation : l'Etat de l'apartheid.*

*Il y a un problème structurel dans l'Etat et l'appareil d'occupation de l'Azanie — et c'est précisément le problème colonial de l'intégration étroite de la domination raciale (nationale) et de l'exploitation, la place des classes et des races dans la division sociale du travail — et ses conséquences sur l'ordre et la sécurité.*

*La classe dominante en Azanie*

*occupée est constituée par le capital étranger, le capital de monopole (anglais, africain, d'Etat), la classe moyenne blanche et l'aristocratie ouvrière blanche. L'Etat sud-africain est une dictature de la classe dominante blanche et de ses serviteurs réactionnaires."*

---

### LES ACCORDS ANC-DE KLERK METTENT-ILS FIN À L'OPPRESSION NATIONALE DU PEUPLE NOIR ?

---

Dès lors que l'on parle de la fin ou non de l'apartheid, il faut parler en réalité de la fin ou non des rapports sociaux, économiques, politiques, issus de l'occupation coloniale dans le cadre des actuelles frontières de l'Afrique du Sud. L'apartheid étant tout d'abord l'instrument juridique institutionnel, politique, par lequel :

— le peuple noir était considéré comme étranger dans son propre pays (n'étaient considérés comme citoyens que les Blancs) ;

— le peuple noir ne peut accéder aux terres d'où il avait été expulsé, ainsi qu'aux richesses nationales.

Quel est le contenu de l'accord signé entre l'ANC et le régime actuel ? Met-il fin à l'apartheid, c'est-à-dire permet-il au peuple noir d'accéder à la souveraineté dans son propre pays ?

a) Cet accord permet-il le transfert de la souveraineté de la minorité blanche à la majorité noire ? Non. Certes, des premières "élections générales" auxquelles participeront les Noirs sont convoquées en Afrique du Sud pour avril 1994, afin d'élire une Assemblée. Signe particulier de cette "Assemblée" : la future Constitution sera signée avant même les élections. C'est-à-dire que "l'Assemblée" ne sera instituée que pour ratifier la Constitution déjà élaborée... Cette Constitution divise l'Afrique du Sud en régions fortement autonomes. Les uns regrouperaient des millions et des millions sur les terres les plus pauvres ! Il s'agit des régions où les Noirs seraient majoritaires. D'autres, beaucoup plus petites,

situées dans les régions riches du point de vue des terres et des ressources minières, seront occupées par une majorité blanche. Les Noirs géreront donc la misère, et les Blancs continueront donc à gérer la richesse.

Ces régions éliront, indépendamment du nombre de leurs électeurs, un nombre égal de représentants au futur Parlement, ce qui fait que le vote d'un Blanc vaudra celui de trois Noirs. Et comme si tout cela ne suffisait pas, l'accord prévoit que, au moins pendant cinq ans, l'Afrique du Sud sera gouvernée par un gouvernement intérimaire non élu, gouvernement composé par ceux qui ont signé "l'accord constitutionnel". C'est donc à juste titre que l'AZAPO constate :

*"Maintenant que la situation politique a changé et qu'il y a de fortes chances pour que le régime ne gagne pas ces élections, ce régime a trouvé nécessaire de redéfinir la forme de l'Etat. Le régime proclame maintenant que l'Etat unitaire est antidémocratique, incorrect, et que la loi de la majorité est tout simplement aussi extrêmement antidémocratique (...)."*

b) L'accord permet-il au peuple noir de récupérer les terres dont il a été expulsé, c'est-à-dire de retrouver l'usage des terres de son pays ? Non. Or cette question est à l'origine de toute l'oppression de l'apartheid, dans la mesure où celui-ci était la forme juridique et étatique de l'appropriation par les colons blancs (15 % de la population) des terres ancestrales des Noirs, c'est-à-dire de tout ce qui fait la richesse de l'Afrique du Sud : agriculture, mines.

Bref, quelle est la situation aujourd'hui ? Les Noirs, qui représentent 85 % de la population, ne détiennent que 14 % des terres. Encore s'agit-il des terres les plus pauvres et les plus improductives. Que précisent les accords ? Que tout reste en l'état.

c) L'accord prévoit-il un accès des Noirs aux richesses du pays ? Non. Nelson Mandela l'a confirmé lui-même quand, "commentant" l'accord qu'il venait de signer, il a déclaré brutalement : "Il faut comprendre qu'il faudra des générations

avant de pouvoir hisser les Noirs au niveau des Blancs." Est-ce la fin de l'apartheid en tout cas ? En Afrique du Sud, la grille des salaires est la suivante :

Rands par mois	Noirs	Blancs
Moins de 399	50,9	2,6
400 à 699	23,1	5,3
700 à 1119	19,0	10,1
1200 à 1999	4,7	16,1
2000 à 2499	0,9	11,1
2500 à 3999	1,1	24,9
4000 à 5999	0,3	18,9
6000 et plus	0,1	10,9

Ce à quoi il faut ajouter que l'oppression, c'est aussi le chômage de 60 % de la population noire en âge de travailler. Des "générations" pour surmonter une situation où :

*"Les dépenses annuelles du gouvernement en matière d'éducation s'élèvent à 4 100 rands par enfant blanc et à 900 rands seulement par enfant noir. De telles différences se reflètent dans le budget de la santé, de la Sécurité sociale et du logement. Le taux de mortalité infantile chez les Noirs est de 57 décès pour 1 000 naissances ; chez les Blancs de 13 pour 1 000. L'espérance de vie des Blancs est de 69,5 ans et de 58,5 ans pour les Noirs. Le taux d'alphabétisation des Blancs est de 99,3 %, celui des Noirs de 67 %."*

---

## LA VIOLENCE CONTRE L'UNITÉ DU PEUPLE NOIR

---

En réalité, l'accord "constitutionnel", non seulement ne met pas fin à l'apartheid, à l'oppression nationale du peuple noir, mais les "négociations" ont été le moyen délibéré pour mettre fin à l'unité du peuple noir. C'est ainsi que, au début des négociations, le régime de l'apartheid était confronté à un peuple noir uni, mobilisé dans le combat commun pour en finir avec l'oppression. Cette unité marquait

l'échec cuisant du régime pour diviser le peuple noir d'Afrique en une multitude de prétendues unités "ethniques" ayant leurs territoires (les bantoustans) et leur "auto-financement".

Quelle est la situation aujourd'hui ? Après quatre années de prétendues "négociations de paix", une violence inouïe frappe le peuple noir. Plus de 600 hommes, jeunes et enfants noirs sont morts victimes de violences politiques pendant le seul mois d'août. Plus de 25 000 au cours des quatre dernières années, c'est-à-dire plus du double du nombre de victimes de l'apartheid pendant les cinquante années qui ont précédé l'ouverture des "négociations de paix".

Cette violence a introduit des éléments profonds de division au sein du peuple noir, dont l'unité fondamentale n'a été exprimée à ce jour que par l'activité des organisations politiques noires opposées aux "prétendues négociations".

D'une part, on a maintenu et même accru le rôle et les moyens des milices des bantoustans. D'autre part, on a fait de la constitution des futurs gouvernements autodésignés l'enjeu de "rapports de force" sur le terrain, c'est-à-dire des "positions acquises" par les milices meurtrières grâce à la violence. C'est ainsi qu'on a déclenché la dynamique de la division grâce à une "ethnisation" qui n'existait pas avant, et dont le moindre des éléments n'est pas, par ailleurs, l'assimilation voulue par l'ANC dans l'une des prétendues "ethnies".

Les quatre années de "négociations" n'ont été que le délai nécessaire à la mise en place de cette violence.

Exagérons-nous? Non, ce qui a été mis en place est encore pire que le maintien de l'apartheid. C'est la destruction délibérée du cadre national de l'Afrique du Sud, cadre marqué par les structures oppressives de l'apartheid, mais aussi par le fait que le peuple noir, refusant toute division, avait inscrit des conquêtes décisives qui devaient être la base du transfert du pouvoir de la minorité blanche à la majorité noire.

---

## LES ACCORDS CONTRE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Les accords ont été surtout le moyen pour tenter de détruire le mouvement ouvrier le plus fort du continent africain, de son indépendance, qui avait été un facteur fondamental d'unité contre lequel avaient échoué les tentatives de division "ethniques" du peuple noir. Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit aussi ; derrière la volonté affichée de participer à la "gestion de l'entreprise", il y a la gestion des quotas ethniques d'embauche et de licenciement, et donc le spectre de la guerre civile.

Faire participer la direction des syndicats à la gestion du capital (blanc), c'est bien cela qui a été mis au centre des "revendications" imposées par l'ANC à la COSATU (la plus grande centrale syndicale d'Afrique du Sud). Celle-ci, lors de son congrès de 1991, avait adopté un programme où l'on peut lire :

*"Négociation de :*

- modifications de l'organisation de la production et de la formation ;*
- utilisation du profit ;*
- décisions d'investissement ;*
- décisions sur ce qu'on produit ;*
- recherche et développement ;*
- introduction de nouvelles technologies et de nouvelles techniques de production.*

*Mettre fin à la privatisation, à la commercialisation et à l'investissement de l'argent de l'Etat sans négociation avec le mouvement ouvrier."*

Qu'il s'agisse de la perspective de la guerre civile, en témoigne le fait que l'accord prévoit la constitution d'une force "spéciale" de police intégrée à l'armée africaine, comprenant 10 000 membres dont la moitié vient de la "branche armée" de l'ANC, branche armée préservée dans cette perspective. L'objectif évident de cette mesure est de faire intervenir militairement des Noirs contre le peuple noir.

On voit par cet ensemble en quoi l'accord signé par l'ANC et le gouvernement n'aboutit pas à la suppression de

l'apartheid, mais à une situation bien plus terrible encore.

Il est évident que dans le cadre de la lutte unie contre l'apartheid, le peuple noir avait arraché des conquêtes importantes. Toutes ces conquêtes étaient reliées au fait que dans le combat contre la division, le mouvement ouvrier avait imposé un cadre législatif, juridique, contractuel à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, ce qui se dessine à travers les accords, ce n'est pas seulement le maintien de l'oppression de l'apartheid, mais la désagrégation de l'Afrique du Sud : des enclaves blanches d'un côté (dans les régions riches), c'est ce que l'on appelle "l'Afrique du Sud utile" ; pour le reste, des territoires noirs livrés à la guerre civile, à la décomposition des institutions reliées à des conquêtes (école, santé).

L'accord réalisé entre l'ANC et le gouvernement d'Afrique du Sud intègre dans ce sens les exigences du grand capital international dans la phase actuelle de la crise capitaliste :

*"Mais le processus de privatisations, dans le cadre de la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production, n'ouvre pas d'autres perspectives que la colonisation sur les décombres de l'économie nationale. Le processus de privatisation conduit tout à la fois à la désagrégation de l'économie et à la décomposition de tout système étatique."*

---

## CONCLUSION

---

L'accélération de la mise en place du dispositif commun ANC-gouvernement est à la mesure des exigences du capital qui demande que l'on aille plus vite. Plus vite, parce que comme le signale un récent communiqué de l'AZAPO :

*"(...) La majorité du peuple noir est consciente qu'on est en train de le tromper et de le déstabiliser systématiquement par la violence et qu'il ne participera pas par conséquent à des élections qui trahiraient son combat ;*

(...) Le processus démocratique de la rédaction d'une Constitution au compte du peuple est miné par des partis politiques qui n'ont aucune légitimité et ne se sont pas soumis à des élections libres et honnêtes les autorisant à le faire ;

(...) Les prétendus principes constitutionnels acceptés par ce groupe interdisent toute possibilité de mise en place d'un quelconque pouvoir de la majorité noire."

La IV<sup>e</sup> Internationale apporte son soutien au peuple noir d'Afrique du Sud et à ses revendications fondamentales :

— Un Etat unitaire sur tout le territoire de l'Afrique du Sud/Azanie ("One Azania, One Nation").

— La liquidation en conséquence de tout le système des "homelands" ou "bantoustans", de tout ce qui en découle ; le refus de toute division du pays. Contre un Etat multiracial.

— L'établissement du pouvoir de la majorité noire se substituant à celui de la minorité blanche.

— Le moyen en étant une Assemblée constituante souveraine élue au suffrage universel (un homme, une voix).

— Une redistribution radicale des richesses du pays incluant le règlement de la question de la terre.

En conséquence, nous soutenons le combat du peuple noir pour un transfert réel du pouvoir à la majorité noire, et le rejet de gouvernements de guerre civile contre le peuple noir. C'est-à-dire :

— Non à un gouvernement fondé sur un prétendu "partage du pouvoir" entre

la majorité et la minorité, entre les possesseurs et les oppresseurs et les opprimés et donc sur la coopération des uns et des autres.

— Non à un gouvernement qui accepte et qui s'inscrit dans le système des bantoustans, un gouvernement qui décomposera l'Azanie en Etat multiracial.

— Non à un gouvernement qui accepte que la terre reste accaparée par la minorité blanche qui s'en est emparée par la violence.

— Non à un gouvernement qui accepte le maintien et l'aggravation des inégalités constituées par l'apartheid en matière de salaire, de santé, d'éducation.

— Non à un gouvernement qui accepte les privatisations et qui se plie aux injonctions du FMI, démantelant les services publics, réduisant les dépenses sociales, ce qui frappe d'abord la majorité noire.

— Non à un gouvernement procédant d'une pseudo-Constituante émasculée par un "veto" préalable et élue sur la base d'un découpage faisant qu'il faut trois voix noires pour une voix blanche.

Le seul gouvernement qui puisse faire face aux tâches immenses qu'implique le passage du pouvoir de la minorité blanche à la majorité noire, c'est le gouvernement institué par le peuple noir lui-même et mandaté pour défendre des revendications nationales et sociales."

**Miguel Cristobal**

P.T

P.T

# PARTI DES TRAVAILLEURS

2, Rue Belkheir Belkacemi, Hassan Badi, El Harrach ALGER.

Tel: (02) 75 36 98

## MANIFESTE D'ALARME

*L'Algérie plonge dans le chaos. Notre pays est menacé de dislocation. Devant cette situation et pour qu'elle soit dénouée positivement, le comité central du Parti des Travailleurs, réuni le 30 Septembre 1993, fidèle aux sacrifices des martyrs d'octobre 1988, lance un nouvel appel aux Algériens et Algériennes pour que se constitue un Front d'unité du peuple travailleur, de ses partis et organisations, afin de sortir le pays de l'impasse.*

*Le comité central décide de consigner dans les points suivants les propositions que le parti des travailleurs soumet à la discussion de tous les Algériens et Algériennes, de tous les partis et organisations.*

En octobre 1988, le soulèvement populaire de la jeunesse et des couches les plus démunies a été précédé par un vaste mouvement de grève des travailleurs. Il était fondé sur le rejet de l'arbitraire, de la marginalisation sociale, économique et politique de plus en plus grande imposée à la majorité des Algériens pendant que la minorité aux commandes, utilisant sa position dans l'appareil d'État, avait construit des fortunes colossales fondées sur la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Le sacrifice des centaines de jeunes tués en octobre 1988 a ouvert la voie à toutes les composantes du peuple algérien pour dresser avec force leurs revendications :

- manifestation gigantesque contre la torture, pour le chatiment des responsables des crimes contre le peuple, pour les libertés et la fin du système de parti unique,
- manifestations des femmes contre le Code de la famille, pour une citoyenneté pleine et entière,
- manifestations pour la reconnaissance de la langue Tamazight, pour son enseignement dans les écoles (Tamazight di lakul),
- mouvement extraordinaire des travailleurs qui, à travers tout le pays, imposant l'élection libre et démocratique de leurs sections syndicales,
- centaines de grève par lesquelles les travailleurs algériens dressaient leurs revendications (augmentation des salaires, allocations, primes, glissement de catégories etc.).

Cette activité intense se développait par l'exercice de la démocratie. Il n'y avait pas d'assassinats, pas d'enlèvements, pas de torture.

**LA DEMOCRATIE EXIGEAIT, EXIGE TOUJOURS ET PLUS QUE JAMAIS, POUR LA SATISFACTION DE CES REVENDICATIONS, DES ELECTIONS LIBRES AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET SECRET, A LA PROPORTIONNELLE INTEGRALE, D'UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.  
IL N'Y A PAS D'AUTRE ISSUE.**

- 1 -

En juin 1991, pour maintenir un système de privilèges, d'inégalités et de corruption, les libertés ont été confisquées, la répression s'est abattue à nouveau sur la jeunesse et les travailleurs algériens, aboutissant au

coup d'État du 11 janvier 1992. Le pouvoir du parti unique a été remplacé par un nouveau pouvoir de fait et non de droit qui a instauré l'état d'urgence, institutionnalisé la répression et la torture, plongé le pays dans la terreur.

Octobre 1988 reste et restera une date historique du combat du peuple algérien et de la jeunesse pour la démocratie, les libertés fondamentales, contre la torture, la répression et la misère sociale, pour une vie digne pour tous les Algériens.

Le multipartisme, la naissance de chacun des partis, a été le produit direct de la révolte de la jeunesse à l'échelle nationale en octobre 1988.

Accepter la dissolution d'un de ces partis, c'est ouvrir la voie à la dissolution de tous les partis que le peuple algérien a lui-même fondé en toute liberté et démocratie, et qui constituent les seules institutions émanant de sa volonté.

Accepter la répression d'un parti, c'est accepter la répression d'une partie du peuple algérien.

Accepter l'interdiction et la répression du FIS, c'est, et les faits le démontrent, accepter la dislocation de notre pays, la guerre civile.

**LIBÉRATION IMMÉDIATE ET SANS CONDITION DE TOUS LES DÉTENUS  
POLITIQUEMENT  
LEVÉE IMMÉDIATE DE TOUTES LES MESURES RESTREIGNANT LES DROITS  
D'EXPRESSION ET D'ORGANISATION,  
RESPECT DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

- II -

Nous sommes face à une aggravation sans pareille des problèmes qui ont été à l'origine des événements d'octobre.

D'un côté, luxe, spéculation, accumulation de fortunes en dinars et en devises fortes par comme l'on affirmé des responsables au plus haut niveau de l'Etat, dont l'actuel ministre de l'économie - Mr Mourad BENACHENHOU - le prélèvement de commissions sur toutes les transactions commerciales et financières de l'Etat et les détournements de tous ordres : en un mot enrichissement de la minorité. De l'autre, chômage, blocage des salaires, remise en cause des acquis sociaux, libéralisation des prix qui engendre la hausse générale et vertigineuse des prix de tous les produits de consommation courante, instauration de la misère et de la paupérisation pour l'écrasante majorité.

Tout cela c'est la négation des idéaux de la révolution algérienne, c'est une insulte à la mémoire de nos martyrs qui ont donné leur vie pour l'indépendance, pour la dignité, la liberté, contre le système du double collège.

Le HCE, pouvoir instauré par le coup d'État, s'apprête à brader les richesses nationales au capital étranger par le biais du plan d'ajustement structurel, les privatisations - celles du pétrole et du gaz en particulier - pour payer la dette extérieure. La dette extérieure n'est pas celle du peuple. La nomination à la tête du ministère de l'économie d'un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, qui défend publiquement le recours au rééchelonnement de la dette extérieure algérienne et l'introduction d'une économie de marché, exigences du FMI, signifie l'abandon de la souveraineté du pays et sa subordination sans partage à la tutelle des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, Club de Paris etc), subordination dont on connaît les conséquences dans d'autres pays.

Pour sortir le pays de l'ornière, il faut rendre la parole au peuple algérien. Seul le peuple a le droit de décider de son sort, de celui du pays, de la nation entière.

Qui peut douter que l'Assemblée constituante souveraine, émanation de la volonté du peuple et en garantissant les intérêts, dirait non à la dette extérieure, à toute ingérence extérieure et au pillage des richesses naturelles du pays ?

Nous affirmons avec le peuple algérien uni que l'indépendance de la nation algérienne ne peut être garantie que par la satisfaction des revendications du peuple travailleur.

Nous affirmons que l'Assemblée constituante souveraine est seule capable de définir un programme socio-économique et politique qui garantira les droits des travailleurs, de la jeunesse :

- DROIT AU TRAVAIL
- DROIT A LA TERRE POUR LES PAYSANS PAUVRES
- DROIT AU LOGEMENT
- DROIT A LA SANTE
- DROIT AUX ETUDES



**- AUGMENTATION ET PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITES ET DES SALAIRES PAR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.**

**- GARANTIE DE L'EMPLOI POUR TOUS.**

- III -

**Pour construire l'État démocratique algérien, les responsables élus, doivent se proclamer assemblée constituante, ayant pour mission d'établir la démocratie.**

L'unité de la nation algérienne passe par la démocratie. Le pouvoir centralisé par le HCE, institué par le coup d'état, est un pouvoir antidémocratique.

Au mot d'ordre central "la parole au peuple", exigence de tout le peuple algérien depuis la constitution du mouvement national à travers toutes ses composantes, de l'Étoile nord-africaine au FLN jusqu'à l'opposition depuis l'indépendance, les tenants du pouvoir se sont succédés dans la continuité. Ils ont répondu par l'instauration d'institutions imposées d'en haut, des constitutions élaborées et parachutées, sans que le peuple ait pu se prononcer librement et démocratiquement. Tout cela est la négation de la souveraineté du peuple, c'est contraire à la démocratie.

La démocratie exige que les structures institutionnelles qui constituent la souveraineté nationale, passent par l'exercice de la souveraineté populaire s'exprimant dans des élections libres à tous les niveaux de l'État.

L'instauration de la souveraineté du peuple au niveau national et régional permettra de fonder des institutions conformes à la réalité sociale et politique. La démocratie exige que les walls, les juges soient issus de la volonté populaire et donc qu'ils soient élus au suffrage universel et secret par les populations qu'ils auront la charge d'administrer et de juger.

L'arbitraire subi par le peuple algérien depuis l'indépendance, démontre que le problème fondamental à résoudre du point de vue de la démocratie, c'est celui d'une constitution établissant des structures institutionnelles émanation de la volonté du peuple, exprimant sa souveraineté et consacrant la démocratie véritable.

-IV-

**L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE  
GARANTIRA L'EGALITE EN DROITS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.**

Les bombes et les balles du colonialisme n'ont pas épargné Hassiba Ben Bouali, Malika GAID, les sœurs Bouattoura et toutes les autres. Elles ont arraché l'égalité par la mort. Elles étaient citoyennes de fait. Réduire les femmes algériennes au statut de mineures à vie, c'est confisquer la révolution algérienne.

Instaurer la démocratie, implique par conséquent:

**L'ABROGATION DU CODE DE LA FAMILLE  
LA PROMULGATION DE LOIS CIVILES POUR TOUS  
LES CITOYENS ET CITOYENNES SANS DISCRIMINATION AUCUNE.  
LA GARANTIE DU PLEIN EXERCICE DES DROITS ET LIBERTES POUR LES  
FEMMES, EN PARTICULIER LE DROIT A L'INSTRUCTION ET AU TRAVAIL...**

-V-

**L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE  
DÉCRÉTERA QUE LA RELIGION EST UNE AFFAIRE PRIVEE.**

Un état de droit, un état démocratique ne doit pas intervenir dans la vie privée des citoyens. Il veille au respect des libertés individuelles, des libertés fondamentales. Institutionnaliser la religion, c'est permettre son utilisation à des fins politiques. La politique, c'est à dire la gestion des affaires publiques du pays, concerne l'ensemble de la nation. A contrario, la religion relève du domaine privé, personnel de chaque citoyen et chaque citoyenne.

**L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE  
GARANTIRA L'UNITE DU PEUPLE ALGERIEN**

Instaurer la démocratie, c'est garantir l'égalité en droits entre tous les citoyens algériens. Cela implique :

- L'égalité juridique, l'égalité des droits institutionnels et donc la reconnaissance de la langue Tamazigh comme langue nationale.

- Ne pas reconnaître ce droit, c'est légitimer l'arbitraire contre une partie du peuple, et donc contre tous les algériens, hommes et femmes, quel que soit leur langue maternelle.

## -VI-

En Algérie, travailleurs de toutes les régions du pays, sont unis comme exploités et opprimés. Ensemble, dans l'unité, ils ont chassé le colonialisme. Ensemble dans l'unité, ils ont combattu le système de parti unique. Ensemble dans l'unité, ils ont arraché des espaces de liberté à travers leur combat en octobre 1988.

Préserver l'unité du peuple algérien exige donc que soient garanties toutes ses aspirations.

**FONDANT L'EGALITE EN DROIT, L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ALGERIENNE, EMANATION DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE, ABOLIRA L'ARBITRAIRE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT, REPONDANT POSITIVEMENT A L'EXIGENCE DE LA COMPOSANTE AMAZIGH DU PEUPLE ALGERIEN.**

La reconnaissance de la langue Tamazight implique son enseignement dans les écoles. L'enseignement de la langue Tamazight dans les écoles n'est absolument pas contradictoire avec l'enseignement de la langue Arabe. Cette exigence a été posée sans cesse y compris par la grève générale en avril 1980 dont la répression sanglante est commémorée chaque année à travers le printemps berbère.

La démocratie, l'unité du peuple algérien dans un état démocratique exigent la garantie de l'égalité des droits pour l'enseignement, et impliquent en conséquence que soient engagés, payés par le budget de l'état, des enseignants de langue Tamazight.

La reconnaissance de la langue Tamazight mise en oeuvre démocratiquement dans l'enseignement deviendra un facteur de renforcement de l'unité du peuple algérien sur tout le territoire national.

## VII

En Irak, nous l'avons vu, plusieurs prétextes ont été utilisés par l'ONU pour mettre à genou le peuple irakien et mettre ses réserves pétrolières sous tutelle impérialiste. La misère dans laquelle est plongée le peuple irakien soumis à l'embargo touche toutes ses composantes, kurdes, chiites, sunnites ...etc.

En Bosnie, nous l'avons vu aussi, la religion est utilisée pour imposer l'épuration ethnique par l'ONU, disloquant la Bosnie en général et les familles bosniaques en particulier. En Bosnie, l'épuration ethnique frappe également musulmans, chrétiens catholiques et orthodoxes, non croyants.

En Somalie, la question ethnique ne se pose pas, il y a une seule confession; alors à l'instigation des ONG, sous le fallacieux prétexte d'aide humanitaire, le gouvernement des États-Unis, sous couvert de l'ONU, disloque le pays et massacre les populations civiles.

Le Parti des Travailleurs renouvelle sa proposition à tous les partis et organisations pour que se réalise avec tous les Algériens et Algériennes l'unité du peuple algérien, par l'Assemblée constituante souveraine, qui rédigera une constitution garantissant la démocratie:

- Droit à la vie, à la dignité, au travail pour tous
- Arrêt de la répression et de la torture
- Égalité en droits pour tous les citoyens, femmes et hommes, dans tous les domaines dont celui de l'enseignement des langues nationales,
- Libre exercice du multipartisme et de toutes les libertés politiques et syndicales pour tous.

Supprimer l'inégalité, la discrimination dans tous les domaines du droit public et du droit privé, reconnaître les libertés d'organisation, de presse, mettre fin à la répression.

**TELLE EST LA TACHE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE**

Égalité en droit pour abolir les privilèges, les abus dans tous les domaines de la vie économique et sociale, égalité en droit se substituant à l'arbitraire, égalité en droit pour fonder dans notre pays un système d'institutions politiques et judiciaires, protégeant les libertés et l'égalité.

C'est cela la démocratie. Ce sont là les aspirations profondes exprimées dans le sang en octobre 1988. De leur satisfaction dépend le sort de la nation algérienne. A la veille du 5 octobre 1993, le Comité Central du Parti des Travailleurs soumet à la discussion de toutes les algériennes et tous les algériens, des partis et organisations, ces réflexions.

# Joseph Weydermeyer : un des tout premiers défenseurs d'un parti ouvrier américain

PAR STAN PHIPPS

**Stan Phipps est historien du mouvement ouvrier et enseigne au Nouveau-Mexique. Il est l'auteur d'une série d'articles sur l'histoire du mouvement ouvrier et de ses partis aux Etats-Unis paraissant dans le journal *The Organizer*.**

La diversité ethnique est une des particularités de la classe ouvrière aux Etats-Unis. La population des Etats-Unis étant composée en grande partie d'immigrants d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie, le pluralisme culturel est depuis longtemps un trait marquant du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. La mosaïque multiethnique qui en résulte a été une expérience enrichissante sur le plan culturel. Mais la classe financière dominante a exploité les tensions interethniques pour affaiblir la classe ouvrière.

Les marxistes allemands, ceux que l'on a appelé les "quarante-huitards", qui ont émigré après l'échec des révolutions en Europe en 1848, ont cherché à surmonter cette vulnérabilité en s'adressant à tous les travailleurs au travers d'un parti ouvrier sur une base de classe. Leur but était de construire à la fois une confédération syndicale et un parti politique ouvrier qui unissent Allemands et Américains.

---

## LA LIGNE NOVATRICE DE WEYDERMEYER

---

Joseph Weydermeyer fut un des émigrants marxistes allemands les plus

importants. Né en 1818, la même année que Karl Marx, ce fils de haut fonctionnaire prussien fut envoyé à l'académie militaire de Berlin pour y préparer une carrière militaire. Son brevet d'officier en poche, en 1838, il se rendit en garnison près de Cologne, en Rhénanie, où il entreprit de lire les écrits de Karl Marx et commença à s'intéresser à ses idées révolutionnaires. Avec d'autres officiers prussiens progressistes, il participa à un cercle d'études où se discutaient les problèmes sociaux et politiques de l'époque.

Les convictions socialistes grandissantes de Joseph Weydermeyer l'amènèrent à donner sa démission en 1844. De 1844 à 1848, il écrivit des articles pour plusieurs journaux socialistes, eut des entretiens personnels avec Karl Marx (d'abord à Paris, et plus tard à Bruxelles), puis revint en Allemagne pour prendre part à l'organisation de la Ligue des communistes. Son activité d'ingénieur employé à la construction du chemin de fer fut brutalement interrompue par la révolution de 1848, lorsque tous ceux qui travaillaient au chemin de fer reçurent l'ordre de rester à l'écart de toute manifestation politique.

Pendant toute l'année 1848, ainsi que l'année suivante, Weydermeyer fut un journaliste révolutionnaire à plein temps. Même en 1849, lorsque les forces contre-

révolutionnaires commencèrent à réprimer systématiquement toute tentative démocratique, Weydermeyer continua à publier. Mais, en 1851, il fut contraint de s'exiler en Suisse.

Mis dans l'incapacité de travailler ou de publier en raison de ses activités en faveur de la révolution, Weydermeyer se résigna à émigrer en Amérique du Nord — pour ce qu'il pensait être un exil provisoire. Marx lui avait recommandé d'aller à New York comme étant l'endroit le plus indiqué pour publier un journal révolutionnaire en langue allemande. Comme le lui dit Friedrich Engels pour le rassurer : *"Après tout... New York n'est pas le bout du monde."*

---

## ARRIVÉE AUX ÉTATS-UNIS

---

Weydermeyer arriva à New York le 7 novembre 1851, et un nouveau journal révolutionnaire en langue allemande — *Die Revolution* — fit son apparition dans le "Kleindeutschland" de New York, la Petite Allemagne, le 6 janvier 1852.

Bien qu'au début, Weydermeyer s'intéressât aux problèmes des réfugiés, il élargit sa réflexion aux grands problèmes politiques, ce qui l'attira hors du cercle fermé des exilés mécontents. Les élections aux Etats-Unis, totalement détachées des intérêts de la classe ouvrière, n'avaient pas grande signification. L'ouvrier, sans indépendance économique, ne voyait pratiquement rien d'autre dans le suffrage universel que le droit de "vendre sa voix" au capital. Lorsque ni les Whigs ni les Démocrates n'inclurent une seule proposition relative aux ouvriers dans leurs programmes politiques de 1852, Weydermeyer arriva à la conclusion que les ouvriers devaient s'organiser sur le plan politique comme sur le plan économique.

Au milieu de la grève de 1853 des tailleurs, ébénistes, tailleurs de pierre immigrants, les amis de Karl Marx à New York ; regroupés dans le *Proletarierbund*, convoquèrent un meeting à la Maison des artisans. Les quelque 800

Américains d'origine allemande de l'assistance se mirent d'accord pour fonder la Ligue des ouvriers américains, mi-syndicat, mi-parti politique.

---

## APPEL À UNE ACTION POLITIQUE INDÉPENDANTE

---

Weydermeyer appela à la solidarité de tous les travailleurs et, en même temps, à une action politique indépendante.

*"Il est temps pour les travailleurs de tous les pays de s'unir dans un mouvement unique puissant. Il est (...) essentiel pour nous de former une seule organisation sans distinction de corps, de métier, ni de pays d'origine, afin de pouvoir, dans l'unité, faire front contre la tyrannie de nos oppresseurs, les capitalistes, les détenteurs des monopoles, et aussi pour obtenir nos justes droits dans les élections en élisant nos propres candidats."*

Weydermeyer s'opposa à ceux qui voulaient limiter les activités de la Ligue aux Américains d'origine allemande, et préconisait que tous, quels que soient leur métier, leur langue, leur couleur, leur sexe, puissent y adhérer.

Les principes de la lutte des classes à travers le mouvement syndical et l'action politique sur une base de classe demeuraient l'idée centrale de Weydermeyer. Il défendait explicitement l'existence d'un parti politique ouvrier : *"Si ce sont nos députés qui siègent dans les assemblées législatives fédérales et d'Etat des Etats-Unis, alors seulement les corps législatifs cesseront de faire des lois uniquement au bénéfice des capitalistes et des détenteurs de monopoles, et alors seulement les ouvriers, qui constituent la majorité du peuple, pourront s'assurer du respect de leurs droits fondamentaux."*

Après deux mois de travail d'organisation, la Ligue des ouvriers américains avait fondé des sections dans onze des vingt quartiers de la ville de New York.

Weydermeyer dut faire face au scepticisme largement répandu dans la classe ouvrière concernant la "politique". Pour les ouvriers, la politique ne profitait qu'aux politiciens professionnels et n'aidait pas les ouvriers à améliorer leur situation sociale. Il réagit en expliquant patiemment que des grèves ne suffiraient pas à libérer le prolétariat, pas plus que les projets des utopistes ou la foi dans les principes naïfs de la vertu, de l'indépendance et de l'Etat. La première étape consistait, pour les "esclaves salariés", à comprendre qu'ils n'étaient que cela. Puis ils devaient former un parti authentique, un parti qui se donnerait pour but de prendre le contrôle de l'Etat, de le transformer radicalement en dépouillant la bourgeoisie de toute prétention à détenir le pouvoir.

Les illusions associées à la démocratie américaine constituaient un autre obstacle à l'émergence de la conscience de classe. Weydermeyer expliquait que, bien que *"l'Amérique fût libre du joug des despotes et qu'il n'y eût pas de privilèges héréditaires (...), cela ne changeait rien au fait qu'un homme qui ne possède rien n'a que sa force de travail et est opprimé et exploité ici tout comme de l'autre côté de l'océan."* Tout bien considéré, *"la seule différence est que là-bas, le bourgeois est monarchiste alors qu'ici, il est républicain"*.

Malgré tous les efforts déployés par Weydermeyer pour les rassurer, beaucoup de syndicalistes allemands montrèrent peu d'empressement à rejoindre les rangs de la Ligue des ouvriers. Les charpentiers, les tailleurs, les cordonniers, les peintres et les cigariers envoyèrent tous des délégués au comité central de la Ligue, mais, au mieux, leur participation fut plutôt tiède.

---

## DES REVENDICATIONS BASÉES SUR LES INTÉRÊTS DE CLASSE

---

Le programme de la Ligue des ouvriers était conçu pour répondre aux intérêts de classe tant des ouvriers américains que des immigrants. Leurs revendications politiques cherchaient à surmonter la

méfiance entre groupes ethniques différents en mettant l'accent sur les intérêts de classe communs.

— Pour les immigrants allemands, reconnaissance de l'intégralité des droits de citoyens dès la formulation officielle de la demande de naturalisation.

— Parce que *"les intérêts ouvriers sont partout les mêmes"*, toute législation du travail devait être imposée par le gouvernement fédéral plutôt que par les gouvernements d'Etat.

— Prise en charge par le gouvernement de toutes les dépenses entraînées par tout litige, y compris le choix d'un avocat, éviter que les meilleurs d'entre eux soient au service exclusif des gens fortunés.

— Journée de travail de dix heures maximum. Interdiction du travail des enfants en dessous de seize ans.

— Abrogation de toutes les lois telles que les lois sur le dimanche (1) ou les lois sur la tempérance (2), car elles portent atteinte à la liberté des ouvriers.

— Gratuité des universités, rachat par l'Etat de toutes les universités privées.

Tels étaient les objectifs communs aux travailleurs allemands et américains.

Vers le mois d'octobre 1853, la Ligue des ouvriers américains avait visiblement perdu de son influence sur le plan politique, et il ne restait d'elle qu'une société culturelle ou de secours mutuel à but philanthropique. Weydermeyer, reconnu comme dirigeant politique de la Ligue, avait échoué dans sa tentative d'élargir son influence politique.

Les ouvriers américains et allemands continuaient à être séparés par la barrière de la langue et de la culture. Au lieu de développer la conscience de classe des travailleurs, les immigrants allemands concentrèrent leurs efforts sur l'organisation de leurs propres écoles de formation d'ouvriers qualifiés qui avaient appris un métier au pays.

L'objectif de Weydermeyer de faire de la Ligue tout à la fois un moyen de

favoriser la conscience de classe de toute la classe ouvrière et une force motrice dans le développement du mouvement ouvrier avait échoué sur les écueils des divisions ethniques. Dans le contexte mouvementé des préjugés nationalistes grandissants opposés aux immigrés et de l'agitation xénophobe menée par le parti des "Know nothing", il était peut-être inévitable que la Ligue ne puisse susciter l'intérêt des ouvriers américains d'origine. Lorsque, en 1855, les membres de Ligue des ouvriers s'armèrent et formèrent une milice clandestine pour résister aux attaques des nationalistes, Weydermeyer démissionna de la Ligue.

Bien qu'il y eut par la suite une modification de la ligne politique au cours des années 1850, ce fut le parti Républicain anti-esclavagiste qui en bénéficia, et non un parti ouvrier.

Dans les années qui suivirent, Weydermeyer soutint Lincoln dans l'élection présidentielle de 1860. Il se battit dans l'armée nordiste durant la guerre civile au poste d'ingénieur et

d'officier d'artillerie. Après la guerre, Weydermeyer fut élu au poste de commissaire aux comptes du comté de Saint-Louis, Missouri, sous l'étiquette de "Républicain révolutionnaire".

Dans la période qui suivit la guerre civile, William Sylvis et le National Labor Union (syndicat national des ouvriers) allaient remettre à l'ordre du jour l'idée d'un parti ouvrier basé sur les syndicats existants. L'ironie du sort voulut que Weydermeyer mourût du choléra le 20 août 1866 à l'âge de 48 ans, le jour même où le National Labor Union tenait son congrès de fondation.

### Stan Phipps

(1) Les lois sur le dimanche interdisent toute activité, tout travail, toute distraction. Toute infraction est considérée comme un délit et punie comme tel.

(2) Les lois sur la tempérance régissent de façon restrictive la fabrication, le transport et la consommation de boissons alcoolisées, allant parfois jusqu'à l'interdiction totale.



**Commandez-le  
au prix unitaire  
de 60 F  
(franco de port)**

**Chèques à l'ordre d'APIO  
à adresser à Maïté Dayan,  
87, rue du Fg-Saint-Denis,  
75010 Paris**

## **LA VERITE**

**Bulletin d'abonnement**  
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

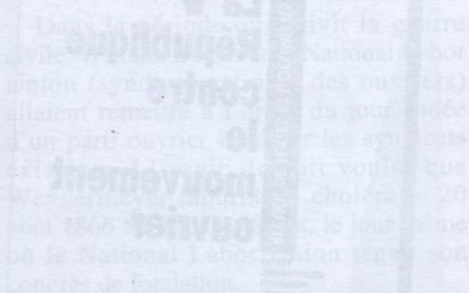


favoriser la conscience de classe de toute la classe ouvrière et une force motrice dans le développement du mouvement ouvrier. Les socialistes ont toujours été divisés, et c'est cette division qui a empêché le mouvement ouvrier de faire de grands progrès. L'agitateur socialiste des "Eaux chaudes" est inévitablement au service de l'intérêt personnel de son parti. Lorsque, en 1885, le Congrès des ouvriers français a décidé de créer une commission d'études, c'est à l'adresse de l'Union des socialistes qu'elle a été adressée.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
Paris 10<sup>e</sup> arrondissement  
Téléphone : 20.58.11  
Cet ouvrage est en vente à la Librairie de la Vérité, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris 10<sup>e</sup> arrondissement.

Dans les années qui suivirent, Weydemeyer tint Lincoln dans l'élection présidentielle de 1860, se battit dans l'armée nordiste durant la guerre civile au poste d'ingénieur et

diffuser l'agitateur. Après la guerre, Weydemeyer fut élu au poste de commissaire aux élections du conseil de la République.



(1) Les lois sur la température régissent de façon restrictive la fabrication, le transport et la consommation de boissons alcoolisées, étant parfois sujet à l'infraction suivante.

(2) Les lois sur la température régissent de façon restrictive la fabrication, le transport et la consommation de boissons alcoolisées, étant parfois sujet à l'infraction suivante.

**LA VÉRITÉ**  
Bulletin d'abonnement  
Un an, 4 numéros : 120 francs

..... Nom, prénom :  
 ..... Adresse :  
 .....  
 ..... Ville :  
 .....  
 ..... Complément d'adresse :  
 .....

Chèques à l'ordre de l'APIO à envoyer à :  
 La Vérité (administration, service abonnements),  
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - Paris  
 N° 214234M. Dépôt légal : Novembre 1993



**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926